



Nations Unies

Rapport financier et états financiers vérifiés

**pour la période de 18 mois allant
du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997**

et Rapport du Comité des commissaires aux comptes

**Volume II
Opérations de maintien de la paix
des Nations Unies**

**Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-deuxième session
Supplément N° 5 (A/52/5)**

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-deuxième session
Supplément N° 5 (A/52/5)

Rapport financier et états financiers vérifiés

pour la période de 18 mois allant
du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997

et Rapport du Comité
des commissaires aux comptes

Volume II
Opérations de maintien de la paix
des Nations Unies



Nations Unies • New York, 1998

Nations Unies – Rapport financier et états financiers vérifiés pour la période de 18 mois allant du 1er janvier 1996
au 30 juin 1997 et rapport du Comité des commissaires aux comptes (52 – Suppl. No 5, Vol. II)



Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Abréviations		xiv
Lettres d'envoi		xvi
I. Rapport financier pour la période allant du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997		1
Annexe		10
Informations complémentaires		10
II. Rapport du Comité des commissaires aux comptes	1-189	11
Résumé		11
A. Introduction	1-10	13
1. Recommandations antérieures qui n'ont pas été entièrement appliquées	8-9	14
2. Résumé des recommandations	10	14
B. Questions financières	11-42	16
1. Normes comptables pour le système des Nations Unies	11	16
2. Établissement des rapports sur l'exécution du budget	12-16	17
3. Erreurs d'écriture dans les charges comptabilisées d'avance et les comptes créditeurs	17-19	18
4. Compte de contrôle de la conversion des systèmes	20-23	18
5. Retards dans l'établissement des états de rapprochement bancaire	24-26	19
6. Gestion des liquidités	27-28	19
7. Fonds d'affectation spéciale pour le rétablissement des services publics essentiels à Sarajevo	29-36	20
8. Inscription de pertes de numéraire, d'effets à recevoir et de biens au compte des profits et pertes	37-42	21
C. Questions de gestion	43-188	23
1. Achats	43-67	23
2. Lettres d'attribution	68-87	28
3. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	88-110	31
4. Opérations de maintien de la paix en cours	111-127	35

5.	Missions de maintien de la paix en cours de liquidation	128–161	38
6.	Autres activités liées au maintien de la paix	162–186	43
7.	Cas de fraude ou de fraude présumée	187–188	47
D.	Remerciements	189	47
Annexes			
I.	Liste des missions dont les comptes ont été vérifiés		48
II.	Mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport portant sur l'exercice biennal achevé le 31 décembre 1995		49
III.	Écarts constatés entre les rapports sur l'exécution du budget et les états financiers ..		55
III.	Opinion des commissaires aux comptes		56
IV.	Certificat attestant l'exactitude des états financiers		57
V.	États financiers pour la période de 18 mois allant du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997		58
Première partie			
	États financiers pour le semestre allant du 1er janvier au 30 juin 1996		59
A.	État financier de toutes les opérations de maintien de la paix		60
	État XXII. État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix : état, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds		60
	Tableau 22.1. État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix : état récapitulatif des dépenses afférentes aux opérations en cours pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996		64
B.	Opérations en cours		66
	État XXIII. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds		66
	Tableau 23.1. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996		68
	État XXIV. Force d'urgence des Nations Unies (1973) et Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er décembre 1995 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds		69

Tableau 24.1.	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er décembre 1995 au 30 juin 1996	71
État XXV.	Force intérimaire des Nations Unies au Liban : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er février 1995 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	72
Tableau 25.1.	Force intérimaire des Nations Unies au Liban : dépenses engagées, au 30 juin 1996, pour la période allant du 1er février 1995 au 31 janvier 1996 .	74
Tableau 25.2.	Force intérimaire des Nations Unies au Liban : dépenses engagées pour la période allant du 1er février au 30 juin 1996	75
État XXVI.	Mission de vérification des Nations Unies en Angola : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	76
Tableau 26.1.	Mission de vérification des Nations Unies en Angola : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996	78
État XXVII.	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	79
Tableau 27.1.	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït : dépenses engagées pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996 .	81
État XXVIII.	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	82
Tableau 28.1.	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental : dépenses engagées pour la période allant du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996	84
État XXIX.	Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 7 novembre 1989 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	85
État XXX.	Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er novembre 1991 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	87

État XXXI. Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 novembre 1993 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	89
État XXXII. Quartier général des Forces de paix des Nations Unies : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	91
Tableau 32.1. Quartier général des Forces de paix des Nations Unies : dépenses engagées pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996	93
État XXXIII. Administration provisoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 janvier au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	94
Tableau 33.1. Administration provisoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental : dépenses engagées pour la période allant du 15 janvier au 30 juin 1996	96
État XXXIV. Force de déploiement préventif des Nations Unies : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	97
Tableau 34.1. Force de déploiement préventif des Nations Unies : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996	99
État XXXV. Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	100
Tableau 35.1. Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996	102
État XXXVI. Opération des Nations Unies en Somalie : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er mai 1992 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	103
État XXXVII. Opération des Nations Unies au Mozambique : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 octobre 1992 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	105
État XXXVIII. Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda et Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	107

Tableau 38.1.	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er janvier au 8 mars 1996	109
Tableau 38.2.	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 9 mars au 19 avril 1996	110
Tableau 38.3.	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 20 avril au 30 juin 1996	111
État XXXIX.	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 16 mai 1995 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	112
Tableau 39.1.	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 16 mai 1995 au 12 janvier 1996	114
Tableau 39.2.	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 13 janvier au 30 juin 1996	115
État XL.	Mission d'observation des Nations Unies au Libéria : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	116
Tableau 40.1.	Mission d'observation des Nations Unies au Libéria : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996	118
État XLI.	Mission des Nations Unies en Haïti : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er août 1995 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	119
Tableau 41.1.	Mission des Nations Unies en Haïti : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996	121
Tableau 41.2.	Mission des Nations Unies en Haïti : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er mars au 30 juin 1996	122
État XLII.	Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 16 décembre 1995 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	123
Tableau 42.1.	Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan : dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 16 décembre 1995 au 30 juin 1996	125

C.	Opérations de maintien de la paix achevées	126
État XLIII.	Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 5 novembre 1956 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	126
Tableau 43.1.	Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) : contributions non acquittées au 30 juin 1996	128
État XLIV.	Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 14 juillet 1960 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	130
Tableau 44.1.	Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo : contributions non acquittées au 30 juin 1996	132
État XLV.	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 9 août 1988 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	134
État XLVI.	Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er avril 1989 au 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	136
D.	Fonds généraux d'affectation spéciale	138
État XLVII.	Fonds de réserve de l'ONU pour les opérations de maintien de la paix : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période de six mois de l'exercice biennal 1996-1997 qui s'est terminée le 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	138
État XLVIII.	Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix : état récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période de six mois de l'exercice biennal 1996-1997 qui s'est terminée le 30 juin 1996 et état, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	140
	Notes relatives aux états financiers pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996	142
	Annexes	
I.	Opérations de maintien de la paix financées au titre du budget ordinaire	152
II.	Activités liées à des opérations de maintien de la paix financées au titre de fonds d'affectation spéciale	153
III.	État récapitulatif des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : état des flux de trésorerie pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996	155

Deuxième partie	
États financiers pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	156
A. État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix	157
État I. État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix : état, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	157
Tableau 1.1. État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix des Nations Unies : état des dépenses afférentes aux opérations en cours pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	160
État II. État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix : état, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds	162
État III. État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix des Nations Unies : flux nets de trésorerie, au 30 juin 1997, pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	164
B. Opérations de maintien de la paix en cours	165
État IV. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre : état, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	165
Tableau 4.1. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	167
État V. Force d'urgence des Nations Unies (1973) et Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	168
Tableau 5.1. Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	170
État VI. Force intérimaire des Nations Unies au Liban : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 30 juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	171
Tableau 6.1. Force intérimaire des Nations Unies au Liban : dépenses engagées, au 30 juin 1997, pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	173
État VII. Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	174

Tableau 7.1.	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	176
État VIII.	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	177
Tableau 8.1.	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	179
État IX.	Quartier général des Forces de paix des Nations Unies : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	180
Tableau 9.1.	Quartier général des Forces de paix des Nations Unies : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	182
État X.	Administration provisoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	183
Tableau 10.1.	Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	185
État XI.	Force de déploiement préventif des Nations Unies : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	187
Tableau 11.1.	Force de déploiement préventif des Nations Unies : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 ..	189
État XII.	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	190
Tableau 12.1.	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	192
État XIII.	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	193
Tableau 13.1.	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	195

État XIV. Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	196
Tableau 14.1. Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	198
État XV. Mission de vérification des Nations Unies en Angola : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	199
Tableau 15.1 Mission de vérification des Nations Unies en Angola : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	201
État XVI. Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda et Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	203
Tableau 16.1. Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	205
État XVII. Mission d'observation des Nations Unies au Libéria : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	206
Tableau 17.1. Mission d'observation des Nations Unies au Libéria : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	208
État XVIII. Mission des Nations Unies en Haïti et Mission d'appui des Nations Unies en Haïti : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	209
Tableau 18.1. Mission des Nations Unies en Haïti : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	211
Tableau 18.2 Mission d'appui des Nations Unies en Haïti : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	212
État XIX. Groupe d'observateurs militaires de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 février au 31 mai 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	213
Tableau 19.1. Groupe d'observateurs militaires de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala : dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 15 février au 31 mai 1997	215

C. Fonds généraux d'affectation spéciale	216
État XX. Fonds de réserve de l'ONU pour les opérations de maintien de la paix : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	216
État XXI. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	218
État XXII. Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	220
Tableau 22.1. Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er juillet au 30 juin 1997	222
D. Opérations de maintien de la paix achevées	223
État XXIII. Opération des Nations Unies au Mozambique : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 octobre 1992 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	223
État XXIV. Opération des Nations Unies en Somalie : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er mai 1992 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	225
État XXV. Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 7 novembre 1989 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	227
État XXVI. Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er novembre 1991 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	229
État XXVII. Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 novembre 1993 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	231
État XXVIII. Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er avril 1988 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	233
État XXIX. Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 9 août 1988 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	235

État XXX. Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 14 juillet 1960 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	237
Tableau 30.1. Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo : état des contributions non acquittées au 30 juin 1997	239
État XXXI. Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) : état récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 5 novembre 1956 au 30 juin 1997 et état, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	241
Tableau 31.1. Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) : état, au 30 juin 1997, des contributions non acquittées	243
Notes relatives aux états financiers pour la période de 12 mois allant du 1 ^{er} juillet 1996 au 30 juin 1997	245
Annexes	
I. Opérations de maintien de la paix financées au titre du budget ordinaire	256
II. Activités liées à des opérations de maintien de la paix financées au titre de fonds d'affectation spéciale	257

Abbreviations

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
APRONUC	Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge
ATNUSO	Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
FORDEPRENU	Force de déploiement préventif des Nations Unies
FORPRONU	Force de protection des Nations Unies
FPNU	Forces de paix des Nations Unies
FUNU	Force d'urgence des Nations Unies
GANUPT	Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition
GOMNUII	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq
MANUH	Mission d'appui des Nations Unies en Haïti
MINUAR	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda
MINUBH	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine
MINUHA	Mission des Nations Unies en Haïti
MINUGUA	Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MIPRENUC	Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge
MONUA	Mission d'observation des Nations Unies en Angola
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
MONUIK	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
MONUL	Mission d'observation des Nations Unies au Libéria
MONUOR	Mission d'observation des Nations Unies en Ouganda-Rwanda
MONUT	Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan
ONUC	Opération des Nations Unies au Congo
ONUCA	Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale

ONUMOZ	Opération des Nations Unies au Mozambique
ONURC	Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie
ONUSAL	Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador
ONUSOM	Opération des Nations Unies en Somalie
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
UNAVEM	Mission de vérification des Nations Unies en Angola

Lettres d'envoi

Le 5 novembre 1997

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 11.4 du règlement financier, j'ai l'honneur de vous soumettre les comptes de l'Organisation des Nations Unies (opérations de maintien de la paix) pour la période de 18 mois allant du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997, que j'approuve par la présente lettre. Les états financiers ont été établis et certifiés par le Contrôleur.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Le Secrétaire général
(Signé) Kofi. A. **Annan**

Sir John Bourn, KCB
Président du Comité des commissaires aux comptes
Organisation des Nations Unies
New York

Le 20 mars 1998

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période de 18 mois allant du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997, qui ont été soumis par le Secrétaire général. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés, et l'opinion des commissaires aux comptes est jointe auxdits états.

Je vous prie de bien vouloir trouver également ci-joint le rapport du Comité sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période considérée.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Contrôleur et vérificateur général des comptes de l'Inde et
Président du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Vijay Krishna **Shunglu**

Monsieur le Président de l'Assemblée générale
des Nations Unies
New York

Chapitre premier

Rapport financier pour la période allant du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997

1. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après son rapport financier sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997. Les comptes reproduits dans le présent volume se composent de 27 états financiers correspondant à la période se terminant le 30 juin 1996 et de 31 états financiers correspondant à la période se terminant le 30 juin 1997, accompagnés de tableaux et de notes, et couvrent toutes les opérations de maintien de la paix financées par les quotes-parts des États Membres ainsi qu'au moyen du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.
2. Le présent rapport, les états financiers vérifiés et le rapport du Comité des commissaires aux comptes, de même que le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, seront présentés à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session.
3. Comme stipulé dans l'article 2.1 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix financées au moyen de comptes spéciaux est annuel et va du 1er juillet au 30 juin, conformément à la résolution 49/233 A adoptée par l'Assemblée générale le 23 décembre 1994. Les informations relatives à certaines opérations de maintien de la paix financées dans le cadre du budget ordinaire de l'Organisation figurent à l'annexe I du présent volume. Les informations relatives aux activités ayant trait au maintien de la paix financées à l'aide de fonds généraux d'affectation spéciale figurent à l'annexe II. Le nouvel exercice budgétaire de 12 mois ayant commencé en juillet 1996, on trouvera, dans la première partie du présent volume les états financiers pour la période de transition allant du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997, et dans la deuxième partie, les états financiers concernant la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997.

A. Aperçu général

4. Le nombre d'opérations de maintien de la paix en cours depuis quelques années ainsi que la modification du cycle budgétaire et la mise en place d'un nouveau système de gestion financière ont eu une incidence considérable sur l'établissement des comptes des opérations de maintien de la paix et la présentation des états financiers correspondants au cours de la période considérée. Le nombre d'opérations de maintien de la paix en cours financées à l'aide de fonds autres que ceux du budget ordinaire, qui était de 9 à la fin de l'année 1991, était passé à 17 au 31 décembre 1995 et s'établissait à 16 au 30 juin 1997.
5. L'état XXII, accompagné des tableaux correspondants, qui est présenté dans la première partie du présent volume, donne les résultats financiers de l'ensemble des opérations de maintien de la paix pour la période du 1er janvier au 30 juin 1996. Il indique les différentes catégories de recettes, le montant total des dépenses et présente un état récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes inutilisés au 30 juin 1996. Le tableau 22.1 indique les dépenses, par catégorie, pour différentes missions.
6. Les états I, II et III qui figurent dans la deuxième partie du présent volume présentent les résultats financiers des activités de maintien de la paix des Nations Unies pour la période du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997. L'état I indique les différentes catégories de recettes et le montant total des dépenses engagées au cours de la période du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997. L'état II présente un tableau récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes

inutilisés au 30 juin 1997. L'état III récapitule les mouvements nets de fonds relatifs aux activités de maintien de la paix de l'Organisation pour la période considérée.

7. Au cours de la période du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997, la situation financière des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies a subi le contrecoup des graves crises de trésorerie qu'a connues l'Organisation, en ce qui concerne tant le budget ordinaire que le financement de certaines missions de maintien de la paix, et qui l'ont amenée à emprunter de l'argent sur les fonds créés aux fins du financement des opérations de maintien de la paix. En outre, les montants à rembourser aux États Membres au titre des contingents et du matériel ont été très élevés et l'Organisation n'a pas été en mesure de s'acquitter de ses obligations dans ce domaine.

8. L'état XXII (première partie) et les états I et II (deuxième partie) contiennent des tableaux récapitulatifs relatifs à la situation financière de toutes les opérations de maintien de la paix financées à l'aide des quotes-parts des États Membres, y compris les missions en cours et achevées, ainsi que du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Il fait apparaître que les dépenses relatives aux activités de maintien de la paix, qui avaient atteint 5 milliards 795 millions de dollars au cours de l'exercice biennal 1994-1995 qui s'est terminé le 31 décembre 1995, ont été réduites à 1 milliard 166 millions de dollars pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997. Cette réduction des dépenses n'a pas eu d'incidence sur le volume de travail inhérent à l'établissement et à l'actualisation des états financiers, du fait de l'obligation de consigner toutes les transactions pour les missions en cours, les missions en cours de liquidation et les missions achevées.

9. On trouvera dans le tableau 1 un état récapitulatif des dépenses, en millions de dollars des États-Unis, pour chacune des opérations de maintien de la paix financées par des quotes-parts versées par les États Membres, pour les quatre derniers exercices biennaux qui se sont terminés en décembre 1995, pour la période de transition de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996 et pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 juin 1997.

10. L'état 1.1 fait apparaître les principales catégories de dépenses pour chacune des opérations de maintien de la paix en cours pendant l'exercice budgétaire.

11. Le fait que nombre d'États Membres n'ont pas versé à temps et dans leur intégralité leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix, du budget ordinaire et des tribunaux internationaux s'est traduit par des problèmes de trésorerie chroniques et par l'incapacité croissante de l'Organisation de s'acquitter de ses obligations à l'égard, notamment, des États Membres.

Tableau 1

Dépenses totales

(En millions de dollars des États-Unis)

	1988- 1989	1990- 1991	1992- 1993	1994- 1995	1er janvier- 30 juin 1996 ^a	1er juillet 1996- 30 juin 1997 ^b
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	38,7	42,2	48,5	96,7	19,2	45,0
FNUOD	80,4	82,2	65,1	62,1	14,4	32,4
FINUL	282,9	297,9	284,9	263,9	54,4	126,7
MONUIK		65,9	93,9	114,2	23,9	48,0
MINURSO	—	52,8	54,6	86,7	20,5	29,3
FPNU	—	—	1 359,7	3 039,5	240,3	46,8
ATNUSO	—	—	—	—	69,2	265,1
FORDEPRENU	—	—	—	—	19,3	50,4
MINUBH	—	—	—	—	33,7	118,2
MONUG	—	—	1,0	21,2	7,6	15,9
MONUT	—	—	—	6,6	3,1	5,7
UNAVEM	8,3	58,0	103,6	253,5	147,5	302,3
MINUAR (et MONUOR)	—	—	9,9	375,0	48,1	2,4
MONUL	—	—	6,4	45,6	9,3	26,1
MANUH	—	—	1,2	226,3	77,5	48,2
MINUGUA	—	—	—	—	—	3,9
ONUMOZ	—	—	199,8	292,7	—	—
ONUSOM	—	—	788,1	860,5	—	—
ONUSAL (et ONUCA)	7,5	92,4	68,7	30,8	—	—
APRONUC (et MIPRENUC)	—	4,1	1 584,5	16,1	—	—
Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	—	—	0,1	0,5	—	—
GANUPT	315,1	59,0	—	—	—	—
GOMNUII	114,5	63,4	—	—	—	—
ONUC	(0,4)	(0,2)	(0,5)	0,2	—	—
FUNU	(0,8)	1,4	(2,9)	2,8	—	—
Total	846,2	819,1	4 666,6	5 794,9	788,0	1 166,4

^a Rend compte des activités de maintien de la paix pendant une période de six mois.^b Rend compte des activités de maintien de la paix pendant une période de 12 mois.

12. Au 30 juin 1997, les contributions mises en recouvrement et non acquittées au titre des opérations de maintien de la paix s'élevaient à 2 180,7 millions de dollars, contre 2 milliards 74 millions de dollars au 30 juin 1996. Le tableau 2 indique le montant des contributions mises en recouvrement et non acquittées pour chacune des opérations de maintien de la paix à la fin des quatre derniers exercices biennaux qui se sont terminés en décembre 1995 et pour les périodes qui se sont terminées le 30 juin 1996 et le 30 juin 1997.

Tableau 2
Contributions mises en recouvrement et non acquittées au 30 juin 1997
 (En millions de dollars des États-Unis)

	1988-1989	1990-1991	1992-1993	1994-1995	Au 30 juin 1996	Au 30 juin 1997
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	—	—	4,6	8,1	9,5	13,6
FNUOD	33,8	37,0	21,7	37,1	27,5	15,3
FINUL	317,7	264,1	208,3	203,8	230,2	254,6
MONUIK	—	41,3	25,0	31,3	21,6	11,4
MINURSO	—	55,4	20,4	45,9	47,7	58,7
FPNU	—	—	437,6	803,4	734,9	942,8
ATNUSO	—	—	—	—	84,6	56,3
FORDEPRENU	—	—	—	—	22,4	13,0
MINUBH	—	—	—	—	38,8	29,8
MONUG	—	—	2,5	1,1	1,5	6,3
MONUT	—	—	—	4,9	0,7	2,6
UNAVEM	1,5	14,9	39,9	62,4	120,9	158,2
MINUAR	—	—	50,7	59,4	85,1	34,7
MONUL	—	—	39,8	7,9	11,0	21,4
MANUH	—	—	1,4	120,3	95,8	43,9
MINUGUA	—	—	—	—	—	2,4
ONUMOS	—	—	141,9	41,2	40,1	39,2
ONUSOM	—	—	224,0	315,1	314,9	300,9
ONUSAL	40,4	25,1	28,4	20,9	20,5	10,1
APRONUC	—	13,4	322,8	49,9	49,0	48,3
Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	—	—	0,8	—	—	—
GANUPT	79,1	3,5	2,3	0,6	0,5	0,5
GOMNUII	22,4	1,2	0,9	0,2	0,2	0,1
ONUC	75,4	75,4	75,4	73,9	73,9	73,9
FUNU ^a	43,0	43,0	42,7	42,7	42,7	42,7
Total	613,3	574,3	1 691,1	1 930,1	2 074,0	2 180,7

^a Chiffres de 1956.

13. En raison du niveau élevé des quotes-parts non acquittées, certaines missions de maintien de la paix ont manqué de liquidités au cours de la période considérée. Afin de pouvoir poursuivre leurs activités, elles ont dû faire des emprunts auprès d'autres missions de maintien de la paix.

14. Toutefois, ces emprunts internes n'étant pas suffisants, il a fallu combler le reste du déficit en renonçant à honorer, pendant des périodes de plus en plus longues, des engagements d'un montant de plus en plus élevé. L'Organisation s'est donc trouvée dans l'impossibilité d'honorer l'intégralité de ses engagements vis-à-vis des États Membres fournissant des contingents et/ou du matériel à des missions de maintien de la paix.

15. Le tableau 3 fait apparaître l'écart, au 30 juin 1997, entre le montant des liquidités dont disposait chacune des opérations de maintien de la paix, et le montant des engagements exigibles, y compris les sommes dues aux États Membres. Le montant total des liquidités

disponibles pour l'ensemble des opérations était de 787,3 millions de dollars, tandis que le montant total des engagements exigibles était de 2 120,9 millions de dollars.

Tableau 3

Liquidités disponibles et engagements exigibles au 30 juin 1997

(En millions de dollars des États-Unis)

	<i>Liquidités disponibles</i>	<i>Engagements exigibles</i>
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	24,0	30,9
FNUOD	37,7	26,8
FINUL	37,5	199,4
MONUIK	49,3	33,0
MINURSO	1,0	22,8
FPNU	16,4	654,3
ATNUSO	154,2	162,1
FORDEPRENU	35,4	40,8
MINUBH	35,3	22,3
MONUG	4,7	6,5
MONUT	7,2	3,6
UNAVEM	108,7	202,2
MINUAR (et MONUOR)	60,0	62,6
MONUL	12,2	21,6
MANUH	119,7	136,0
MINUGUA	1,2	3,5
ONUMOS	34,7	32,3
ONUSOM	3,2	309,4
ONUSAL (et ONUCA)	15,1	17,4
APRONUC (et MIPRENUC)	3,1	39,6
Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	0,3	0,2
GANUPT	20,6	2,7
GOMNUII	4,2	2,5
ONUC	1,6	47,4
FUNU (1956)	–	41,0
Total	787,3	2 120,9

B. Opérations de maintien de la paix en cours

16. Les états XXIII à XLII (première partie) et les états IV à XIX (deuxième partie) font apparaître les résultats financiers de chacune des opérations de maintien de la paix en cours pour la période allant du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997, accompagnés d'une ventilation des dépenses pour la même période.

17. Les états XXIII (première partie) et IV (deuxième partie) contiennent les comptes de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, qui sont différents de ceux des autres opérations de maintien de la paix. Jusqu'au 16 juin 1993, les opérations de la Force étaient financées uniquement à l'aide de contributions volontaires en nature ou en espèces. Aussi, en application du Règlement financier, aucun engagement n'a pu être inscrit dans les comptes jusqu'à cette date, sauf si des contributions volontaires d'un montant

suffisant pour les couvrir avaient été annoncées ou versées. En conséquence, des engagements d'un montant total de 193,2 millions de dollars, exigibles pour la période antérieure au 16 juin 1993, ne figurent pas au passif. Dans sa résolution 47/236 du 14 septembre 1993, l'Assemblée générale a décidé que les dépenses de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre engagées à compter du 16 juin 1993 seraient à considérer comme des dépenses de l'Organisation devant être supportées par tous les États Membres. Des contributions ont été mises en recouvrement auprès des États Membres à chaque renouvellement du mandat, depuis le 16 juin 1993. Le montant total des dépenses pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996 atteignait 19,2 millions de dollars. Le montant total des dépenses pour la période de 12 mois se terminant au 30 juin 1997 s'élevait à 45 millions de dollars, soit légèrement moins que celui de la période antérieure, qui était de 46,2 millions de dollars.

18. La FUNU (1973) et la FNUOD (états XXIV, première partie; et état V, deuxième partie) avaient conservé un excédent autorisé de 49,6 millions de dollars, y compris 19,6 millions de dollars transférés sur un compte spécial en application de la résolution 36/116 A de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1981. Le montant total des dépenses pour la période de six mois allant du 1er janvier et au 30 juin 1996 atteignait 14,4 millions de dollars. Le montant total des dépenses pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 s'élevait à 32,4 millions de dollars, soit légèrement plus que celui de la période antérieure, qui était de 31,6 millions de dollars.

19. La FINUL (état XXV, première partie, et état VI, deuxième partie) avait conservé un excédent autorisé de 82,9 millions de dollars, y compris 36 millions de dollars transférés sur un compte spécial en application de la résolution 36/116 A de l'Assemblée générale. Le montant total des dépenses pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996 était de 54,4 millions de dollars. Le montant total des dépenses pour la période se terminant le 30 juin 1997 s'élevait à 126,7 millions de dollars, soit 3,2 millions de dollars de plus que pour la période antérieure de 12 mois.

20. L'état XXVII (première partie) et l'état VII (deuxième partie) indiquent les résultats financiers de la MONUIK. Le montant total des dépenses pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996 s'élevait à 23,9 millions de dollars. Le montant total des dépenses pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 était de 48 millions de dollars, soit 4,7 millions de dollars de moins que pour la période antérieure.

21. Les états XXVIII (première partie) et VIII (deuxième partie) présentent les résultats financiers de la MINURSO. Les dépenses pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996 totalisaient 20,5 millions de dollars. Le total des dépenses pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 s'élevait à 29,3 millions de dollars, soit 14,4 millions de dollars de moins que pour la période antérieure.

22. Les états XXXII à XXXV (première partie) et les états IX à XII (deuxième partie) font apparaître les résultats financiers des forces de maintien de la paix des Nations Unies qui ont opéré dans la région de l'ex-Yougoslavie. Il s'agit des FPNU, créées pendant l'exercice biennal 1992-1993, de l'ATNUSO, de la FORDEPRENU et de la MINUBH. Les dépenses imputables aux quatre missions pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996 s'élevaient à 362,5 millions de dollars. Les dépenses correspondantes pour l'exercice financier de 12 mois terminé le 30 juin 1997 totalisaient 480,5 millions de dollars, soit 701,8 millions de dollars de moins que pour la période antérieure de 12 mois. Cette diminution sensible est due à la réduction des activités consécutive à l'achèvement du mandat des FPNU, qui sont en cours de liquidation.

23. Les états XXXIX (première partie) et XIII (deuxième partie) font apparaître les résultats financiers de la MONUG. Le montant total des dépenses pour la période de six mois allant

du 1er janvier au 30 juin 1996 s'élevait à 7,6 millions de dollars. Le montant total des dépenses pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 était de 15,9 millions de dollars, soit un montant presque identique à celui de la période antérieure de 12 mois, qui atteignait 15,7 millions de dollars.

24. Les états XLII (première partie) et XIV (deuxième partie) correspondent aux résultats financiers de la MONUT. Le montant total des dépenses pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996 s'élevait à 3,2 millions de dollars. Le montant total des dépenses pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 se chiffrait à 5,7 millions de dollars, soit 1,7 million de dollars de plus que pour la période antérieure.

25. Les états XXVI (première partie) et XV (deuxième partie) font apparaître les résultats financiers de l'UNAVEM créée pendant l'exercice biennal 1988-1989. Les dépenses correspondant à la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996 totalisaient 147,5 millions de dollars. Les dépenses imputables à cette mission pour la période de 12 mois s'élevaient à 302,3 millions de dollars, soit 43,9 millions de dollars de moins que pour la période antérieure comparable de 12 mois.

26. Les états XXXVIII (première partie) et XVI (deuxième partie) présentent les résultats financiers de la MINUAR et de la MONUOR. Le total des dépenses pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996 se chiffrait à 48,1 millions de dollars. Étant donné que cette mission est en cours de liquidation, le montant total des dépenses pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 n'est que de 2,4 millions de dollars, chiffre largement inférieur aux 140,3 millions de dollars correspondant à la période antérieure de 12 mois.

27. Les états XL (première partie) et XVII (deuxième partie) font apparaître les résultats financiers de la MONUL. Le montant total des dépenses pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996 s'élevait à 9,3 millions de dollars. Le total des dépenses engagées pour cette mission pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 atteignait 26,1 millions de dollars, soit 11,3 millions de dollars de plus que pour la période antérieure comparable de 12 mois. L'augmentation des dépenses est imputable à l'intensification des activités d'appui nécessaires à l'organisation du processus électoral qui a permis de mener à bien les élections au Libéria.

28. Les états XLI (première partie) et XVIII (deuxième partie) indiquent les résultats financiers de la MANUH. Le montant total des dépenses pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996 s'élevait à 77,5 millions de dollars. Le total des dépenses imputables à cette mission pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 s'élevait à 48,1 millions de dollars, soit 143 millions de dollars de moins que pour la période antérieure comparable de 12 mois. Cette diminution résulte de la fin des élections en Haïti et de la réduction consécutive de la mission.

29. L'état XIX fait apparaître les résultats financiers de la MINUGUA. Le total des dépenses imputables à cette mission pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 s'élevait à 3,9 millions de dollars.

C. Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix

30. Le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix (états XLVII, première partie, et XX, deuxième partie) a été créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/217 du 23 décembre 1992, en tant que facilité de trésorerie devant permettre à l'Organisation de répondre rapidement aux besoins d'opérations de maintien de la paix. Le montant initial du Fonds avait été fixé à 150 millions de dollars. Conformément à cette résolution, 49,2 millions

de dollars ont été prélevés sur le compte du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition et 18,2 millions de dollars sur celui du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq et virés au Fonds de réserve au début de 1993. Les 82,6 millions de dollars restants ont été prélevés sur les sommes conservées au Fonds général de l'Organisation des Nations Unies.

D. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

31. L'appui administratif que les services centraux fournissent à toutes les opérations de maintien de la paix est financé au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (états XLVIII figurant dans la première partie et XXI figurant dans la deuxième partie). Le compte d'appui tire ses recettes des charges imputées à chacune des opérations de maintien de la paix en cours, conformément à la décision de l'Assemblée générale. Le montant total des dépenses pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996 s'élevait à 14,9 millions de dollars. Le montant total des dépenses d'appui administratif financées au titre de ce compte, correspondant pour la plupart à des dépenses de personnel, a atteint 28,1 millions de dollars pour l'exercice financier de 12 mois terminé le 30 juin 1997.

32. L'état XXII figurant dans la deuxième partie fait apparaître les résultats financiers de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi qui a été créée pour recevoir, inspecter, réparer, distribuer et entreposer le matériel en surplus provenant de missions achevées et/ou réduites; et pour assembler et entretenir les équipements de départ des missions. Pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997, le financement de la Base de soutien logistique a été assuré, en fonction des besoins, par prélèvement sur le budget des opérations de maintien de la paix en cours. Le montant total des dépenses de la Base de soutien logistique s'est élevé à 5,3 millions de dollars pour l'exercice considéré.

E. Opérations de maintien de la paix achevées

33. Les états XXXVII (première partie) et XXIII (deuxième partie) correspondent aux activités menées par l'ONUMOS, qui est en cours de liquidation. Les variations du solde du compte pour la période terminée le 30 juin 1997 sont dues à des ajustements sur exercices antérieurs, à savoir un montant de 500 000 dollars, compensé par 2,3 millions de dollars de recettes et 10,3 millions de dollars d'économies réalisées du fait de l'annulation de dépenses engagées lors de périodes antérieures.

34. Les états XXXVI (première partie) et XXIV (deuxième partie) correspondent aux activités menées par l'ONUSOM, qui est en cours de liquidation. Plusieurs dettes n'ont pu être réglées, certains États Membres n'ayant pas encore acquitté leurs contributions au titre de cette opération. Les variations consécutives du solde du compte pour la période terminée le 30 juin 1997 sont dues à des ajustements sur exercices antérieurs, à savoir un montant total de 3,5 millions de dollars en partie compensé par des revenus financiers de 600 000 dollars.

35. Les états XXIV (première partie) et XXV (deuxième partie) correspondent aux activités de l'ONUSAL, qui est en phase de liquidation.

36. Les états XXX (première partie) et XXVI (deuxième partie) présentent les comptes de l'APRONUC, dont la plupart des activités ont pris fin en novembre 1993. La MIPRENUC a précédé l'APRONUC et l'Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge (états XXXI, première partie, et XXVII, deuxième partie) a été mise en place après la cessation des principales activités de l'APRONUC.

37. Les états XXVIII à XXXI (deuxième partie) indiquent les résultats financiers cumulés et courants de chacune des opérations de maintien de la paix des Nations Unies qui ont pris fin avant le début de l'exercice financier commençant le 1er juillet 1996 et se terminant le 30 juin 1997. Le compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo (état XXX) et les comptes relatifs au compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) (état XXXI), sont toujours ouverts car plusieurs dettes antérieures ne peuvent être réglées, certains États Membres n'ayant pas encore acquitté la totalité de leurs contributions correspondantes. Les dépenses et les variations des soldes de ces comptes sont dues uniquement à la réévaluation, sur la base des taux de change actualisés, des sommes à payer libellées dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis.

Annexe

Informations complémentaires

1. La présente annexe comprend les informations complémentaires que le Secrétaire général est prié de soumettre.

Inscription de pertes de numéraire et d'effets à recevoir au compte des profits et pertes

2. Conformément à la règle de gestion financière 110.14, le Contrôleur ou, le cas échéant, le Secrétaire général, a autorisé, après enquête approfondie, à passer par profits et pertes un montant de 3,9 millions de dollars correspondant aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice financier commençant le 1^{er} janvier 1996 et se terminant le 30 juin 1997. Dans chaque cas, il a été conclu, à la lumière des faits qui avaient pu être établis que : a) la responsabilité pour les pertes ne pouvait être imputée à un fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies; b) tous les moyens disponibles avaient été employés pour recouvrer les montants dus; et c) tout nouvel effort à cet égard serait infructueux.

Inscription de pertes de biens au compte des profits et pertes

3. Les pertes de biens survenues lors d'opérations de maintien de la paix, qui ont été déclarées au Comité de contrôle du matériel du Siège et approuvées par le Contrôleur, représentaient une valeur de 11,3 millions de dollars (calculée sur la base du prix d'achat), lesquels ont été passés par profits et pertes pour l'exercice financier correspondant conformément à la règle de gestion financière 110.15. En conséquence, les soldes enregistrés pour les biens ont été ramenés aux mêmes niveaux que ceux inscrits en comptabilité matières pour les quantités effectivement disponibles. Les détails des sommes passées par profits et pertes ont été communiqués au Comité des commissaires aux comptes conformément aux dispositions de la règle de gestion financière 110.10 b).

Chapitre II

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

Le Comité des commissaires aux comptes a procédé à la vérification des comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Siège, de 4 missions sur le terrain financées sur le budget ordinaire, de 13 missions spéciales et de 4 missions en cours de liquidation. Le Comité a également vérifié les états financiers des opérations de maintien de la paix relevant de comptes spéciaux couvrant la période de 18 mois terminée le 30 juin 1997 et, à la demande de l'Assemblée générale, il a procédé à deux vérifications spéciales concernant l'administration des lettres d'attribution et le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

Principales conclusions du Comité :

a) Le montant à recevoir au titre des contributions mises en recouvrement atteignait, au total, 2,25 milliards de dollars au 30 juin 1997, dont un montant de 116,1 millions de dollars qui ne sera pas recouvré prochainement, certains États Membres ayant annoncé leur intention de ne pas s'acquitter de leur contribution, ce qui n'est pas indiqué comme tel dans les états financiers. Le Comité n'a pas été en mesure de confirmer la validité du montant total des ajustements des comptes, à savoir 130,4 millions de dollars, consécutifs au passage de l'ancien système de comptabilité générale au Système intégré de gestion, du fait de lacunes dans le contrôle et le suivi des opérations. Le Comité estime que les incidences sur les états financiers sont significatives, par conséquent il ne peut formuler une opinion sans réserve sur les états financiers des opérations de maintien de la paix;

b) Le passif éventuel qui s'élève à 304,4 millions de dollars n'est pas indiqué dans les états financiers;

c) Les écarts importants relevés entre les soldes inutilisés consignés dans les rapports sur l'exécution du budget et ceux indiqués dans les états financiers ont entraîné une surévaluation de 19,7 millions de dollars des montants remboursés aux États Membres pour trois missions, alors que pour huit autres les montants ont été sous-évalués de 28 millions de dollars. L'Administration a fait savoir au Comité qu'il avait été procédé aux rectifications nécessaires dans les rapports sur l'exécution du budget pour la période se terminant le 30 juin 1997;

d) Les biens passés par profits et pertes pour une valeur de 11,3 millions de dollars pendant la période de 18 mois se terminant le 30 juin 1997 ont augmenté de 11 millions de dollars par rapport à la période antérieure de deux ans;

e) La FORDEPRENU et UNAVEM III ont engagé des dépenses inutiles d'un montant d'environ 320 000 dollars, du fait de la surévaluation des effectifs militaires dans les deux missions et du paiement de la location d'équipement pendant les périodes d'interruption d'UNAVEM III;

f) En ce qui concerne les marchés, des achats d'un montant supérieur à 188 millions de dollars ont été envisagés sur une base rétroactive ou partiellement rétroactive et les contrats prorogés sans appel d'offres représentent une valeur totale de 72,4 millions de dollars;

g) La situation des remboursements au titre des lettres d'attribution n'a pas pu être précisée en raison de défaillances informatiques et de lacunes dans le contrôle et le suivi des opérations;

h) Le processus de liquidation de l'APRONUC, de l'ONUMOZ, de l'ONUSOM et de la MINUAR, qui a débuté entre septembre 1993 et avril 1996; n'était pas achevé en décembre 1997;

i) Pour ce qui est de la MINUAR, sur un total de 65,2 millions de dollars de biens durables transférés à d'autres missions, près de 20,7 millions n'avaient pas été enregistrés en décembre 1997. De même, en ce qui concerne l'ONUMOZ, sur 24,9 millions de dollars de biens durables transférés à d'autres missions, un total de 3,1 millions n'avait toujours pas été enregistré en septembre 1997;

j) En octobre 1997, les FPNU avaient passé ou recommandé de faire passer par profits et pertes un total de 16 096 avoirs d'une valeur de 68 millions de dollars, y compris des articles perdus, volés ou manquants représentant près 27 millions de dollars.

Principales recommandations du Comité des commissaires aux comptes :

a) Afin de refléter plus fidèlement la situation financière des opérations de maintien de la paix, les retards enregistrés dans le règlement des contributions mises en recouvrement devraient être signalés dans les états financiers conformément aux normes comptables applicables aux organismes des Nations Unies;

b) Le montant des réclamations en instance à l'encontre d'opérations de maintien de la paix et qui doivent faire l'objet d'un arbitrage devrait être indiqué dans les notes afférentes aux états financiers conformément aux normes comptables applicables aux organismes des Nations Unies, ces réclamations pouvant constituer une obligation financière pour l'Organisation;

c) Afin d'éviter les retards dans l'attribution des contrats, l'Administration devrait fixer des délais précis pour l'évaluation technique des soumissions et les autres opérations d'évaluation interne;

d) Le Département des opérations de maintien de la paix, en liaison avec la FORDEPRENU et UNAVEM III, devrait mener une enquête sur les circonstances dans lesquelles les deux missions ont été amenées à effectuer des dépenses qui auraient pu être évitées, et prendre les mesures appropriées à cet égard;

e) Afin de faciliter le traitement des demandes de remboursement et de veiller à ce que leur règlement fasse l'objet de contrôles appropriés et porte sur des montants exacts, l'Administration devrait revoir les systèmes informatiques servant à administrer les lettres d'attribution, afin de s'assurer qu'ils sont bien reliés entre eux, que la saisie des données est fiable et que l'information circule effectivement;

f) La liquidation des missions de maintien de la paix devrait se faire le plus rapidement possible de manière à réduire les coûts au minimum; il conviendrait donc d'établir un plan qui définisse avec précision les délais d'exécution des différentes tâches qui subsistent pour toutes les missions en cours de liquidation, et dont l'application serait étroitement suivie par le Département des opérations de maintien de la paix;

g) Pour permettre un contrôle plus efficace, les missions en cours de liquidation devraient dresser un inventaire physique de leurs biens non consommables avant leur cession conformément aux directives provisoires relatives à la liquidation.

Le Comité encourage l'Administration à prendre des mesures fermes et rapides pour remédier aux insuffisances relevées dans le présent rapport.

A. Introduction

1. Comme il y est tenu aux termes des résolutions 74 (I), en date du 7 décembre 1946, 47/211, en date du 23 décembre 1992, et 49/233 A, en date du 23 décembre 1994, de l'Assemblée générale, le Comité des commissaires aux comptes a procédé à la vérification des comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période allant du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997. Exceptionnellement, du fait qu'il s'agit d'une période de transition entre un rapport biennal et un rapport annuel, le rapport du Comité couvre une période de 18 mois. Cette vérification a été effectuée conformément à l'article XII du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et à l'annexe audit règlement, ainsi qu'aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA. Les normes en question exigent que le Comité organise et mène la vérification des comptes de manière à s'assurer, avec un degré raisonnable de certitude, qu'il n'y a pas d'erreur importante dans les états financiers.

2. Le Comité s'est attaché avant tout à déterminer si les dépenses engagées au cours de la période allant du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997 avaient servi à atteindre les objectifs approuvés par les organes directeurs; si les recettes et dépenses avaient été correctement répertoriées et comptabilisées, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière; et si les états financiers des opérations de maintien de la paix donnaient une image fidèle de la situation financière au 30 juin 1997. Les vérificateurs ont procédé à un examen général des systèmes financiers et des contrôles internes ainsi qu'à une vérification par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives, dans toute la mesure jugée nécessaire à l'expression d'une opinion sur les états financiers.

3. Comme l'Assemblée générale l'y a invité au paragraphe 6 de sa résolution 47/211, le Comité a continué à élargir la portée de ses opérations de vérification des comptes tant au Siège qu'auprès des missions. Des vérifications ont été réalisées au Siège de l'ONU ainsi qu'auprès des missions de maintien de la paix et d'observation énumérées à l'annexe I du présent rapport du Comité, ainsi qu'à la Base de soutien logistique de l'ONU à Brindisi, au Tribunal international pour le Rwanda et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

4. Outre qu'il a vérifié les comptes et les opérations financières, le Comité a examiné, comme l'article 12.5 du Règlement financier l'y autorise, l'efficacité des procédures financières, les contrôles financiers internes et la gestion des opérations de maintien de la paix. L'Assemblée générale a prié le Comité des commissaires aux comptes d'entreprendre des études spéciales et de suivre l'application de ses recommandations antérieures, ainsi que de lui soumettre des rapports à ce sujet. Le présent rapport tient compte également, aux paragraphes 68 à 87 et 88 à 110, des demandes exprimées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 51/231, en date du 13 juin 1997, et 50/221 B, en date du 7 juin 1996,

concernant l'administration des lettres d'attribution et le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

5. Le Comité a, comme par le passé, fait rapport sur les résultats de vérifications spécifiques dans des notes de gestion contenant des observations et des recommandations détaillées à l'intention de l'Administration.

6. Le présent rapport aborde des questions qui, de l'avis du Comité, méritent d'être portées à l'attention de l'Assemblée générale. Toutes les observations et conclusions figurant dans le rapport ont fait l'objet d'une discussion avec l'Administration, dont les vues ont été présentées lorsqu'il y a eu lieu.

7. Les principales recommandations et conclusions du Comité sont récapitulées au paragraphe 10. Les conclusions détaillées sont exposées aux paragraphes 11 à 188.

1. Recommandations antérieures qui n'ont pas été entièrement appliquées

8. Conformément au paragraphe 7 de la section A de la résolution 51/225 de l'Assemblée générale, en date du 3 avril 1997, le Comité des commissaires aux comptes a indiqué ci-après celles des recommandations formulées dans ses rapports relatifs à l'exercice biennal 1994-1995 dont l'application par l'Administration laisse à désirer :

a) Afin de mieux contrôler l'usage qui est fait des dérogations aux procédures normales d'achat et de passation des marchés et de donner les directives voulues pour la prise de décisions, l'Administration devrait envisager de prendre les mesures ci-après :

- i) Définir les cas dans lesquels des dérogations peuvent être envisagées;
- ii) Conformément à la règle de gestion financière 110.19 h), fournir suffisamment de preuves pour justifier les dérogations et permettre un contrôle et un suivi [recommandation 9 a)].

Selon l'Administration, des efforts intenses ont été faits pour garantir que, chaque fois que le principe de la «dérogation» est invoqué dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres, cette dérogation soit parfaitement fondée et justifiable. L'Administration a en outre précisé qu'elle avait commencé de définir les cas dans lesquels des dérogations pouvaient être envisagées; ces travaux devaient être achevés en avril 1998;

b) Les missions devraient régulièrement mettre à jour leur comptabilité afin de comptabiliser les nouvelles entrées et sorties [par. 9 g)] :

Le Comité a constaté l'existence de faiblesses dans la gestion des inventaires des biens non consommables et l'absence d'inventaires réguliers de ces biens, qui faciliteraient l'établissement de rapports circonstanciés destinés au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Ces observations font l'objet des sections pertinentes du présent rapport.

9. En application de la résolution 48/216 B de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1993, le Comité a examiné les mesures prises par l'Administration pour donner suite aux recommandations qu'il a formulées dans son rapport sur l'exercice terminé le 31 décembre 1995. Les mesures adoptées par l'Administration sont exposées en détail à l'annexe II du présent rapport, où figurent également les observations du Comité.

2. Résumé des recommandations

10. Les principales recommandations du Comité des commissaires aux comptes sont les suivantes :

a) Le montant des réclamations en instance à l'encontre d'opérations de maintien de la paix et qui doivent faire l'objet d'un arbitrage devrait être indiqué dans les notes accompagnant les états financiers, conformément aux normes comptables applicables aux organismes des Nations Unies, ces demandes pouvant constituer une obligation financière pour l'Organisation [par. 11 a) iii)];

b) Afin de refléter plus fidèlement la situation financière des opérations de maintien de la paix, les retards enregistrés dans le règlement des contributions mises en recouvrement devraient être signalés dans les états financiers, conformément aux normes comptables applicables aux organismes des Nations Unies [par. 11 b) iii)];

c) L'Administration devrait arrêter des délais appropriés pour la présentation des demandes d'achats, de sorte que les fournisseurs aient le temps de répondre aux appels d'offres, et veiller à ce que ces délais soient respectés (par. 49);

d) Afin d'éviter les retards dans l'attribution des contrats, l'Administration devrait fixer des délais précis pour l'évaluation technique des soumissions et les autres opérations d'évaluation interne (par. 56);

e) L'Administration devrait établir un processus global de planification des achats afin d'éviter des prorogations de contrats injustifiées et, chaque fois que possible, de tirer parti des économies d'échelle (par. 59);

f) Le Département des opérations de maintien de la paix, en liaison avec la FORDEPRENU et la MONUA – qui a succédé à UNAVEM III – devrait mener une enquête sur les circonstances dans lesquelles les deux missions ont été amenées à effectuer des dépenses qui auraient pu être évitées, et prendre les mesures appropriées à cet égard (par. 65);

g) L'Administration devrait appeler l'attention de la MONUA sur la nécessité de se conformer pleinement aux procédures établies en matière d'achats (par. 67);

h) Afin de faciliter le traitement des demandes de remboursement et de veiller à ce que leur règlement fasse l'objet de contrôles appropriés et porte sur des montants exacts, l'Administration devrait revoir les systèmes informatiques servant à administrer les lettres d'attribution, afin de s'assurer qu'ils sont bien reliés entre eux, que la saisie des données est fiable et que l'information circule effectivement (par. 74);

i) Le Comité des marchés du Siège ne devrait pas honorer les lettres d'attribution présentées a posteriori; l'Administration devrait définir clairement les cas dans lesquels les demandes de remboursement autres que les lettres d'attribution peuvent être acceptées (par. 79);

j) La liquidation des missions de maintien de la paix devrait se faire le plus rapidement possible de manière à réduire les coûts au maximum; il conviendrait donc d'établir un plan qui définisse avec précision les délais d'exécution des différentes tâches qui subsistent pour toutes les missions en cours de liquidation, et dont l'application serait étroitement suivie par le Département des opérations de maintien de la paix (par. 136);

k) Pour permettre un contrôle plus efficace, les missions en cours de liquidation devraient dresser un inventaire physique de leurs biens non consommables avant leur cession, conformément aux directives provisoires relatives à la liquidation (par. 150);

l) L'Administration devrait revoir l'ensemble de la procédure de passation par profits et pertes des biens non consommables, depuis la prise de décisions par les missions jusqu'à l'approbation par le Siège, afin de réduire les délais (par. 154);

m) **Le Département des opérations de maintien de la paix devrait s'assurer, avant qu'une mission en cours de liquidation ne transfère ses avoirs à une mission en cours, qu'il soit procédé à une évaluation appropriée, de manière à éviter que l'expédition de matériel hors d'usage n'entraîne des frais supplémentaires pour l'Organisation (par. 165).**

B. Questions financières

1. Normes comptables pour le système des Nations Unies

11. Le Comité des commissaires aux comptes a examiné la conformité des états financiers des opérations de maintien de la paix, pour le semestre terminé le 30 juin 1996 et pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 1997, avec les normes comptables du système des Nations Unies. La présentation des états financiers pour cette période de 18 mois est généralement conforme aux principes comptables mais doit être encore améliorée afin que les états financiers soient en parfaite harmonie avec lesdites normes. Les principaux éléments qui retiennent l'attention du Comité sont les suivants :

a) Passif éventuel

i) Le passif éventuel (304,4 millions de dollars) pour lequel des procédures d'arbitrage ont été ou vont être entamées par des fournisseurs n'apparaît pas dans les états financiers;

ii) L'Administration a informé le Comité qu'elle avait l'intention d'étudier dans quelle mesure il serait possible, à l'avenir, d'inclure les informations requises dans les notes afférentes aux états financiers, mais qu'elle estimait que la mention du passif éventuel risquait d'être interprétée à tort comme une intention de régler les montants réclamés;

iii) **Le Comité recommande que le montant des réclamations en instance à l'encontre d'opérations de maintien de la paix et qui doivent faire l'objet d'un arbitrage soit indiqué dans les notes afférentes aux états financiers conformément aux dispositions du paragraphe 21 des normes comptables applicables aux organismes des Nations Unies, ces réclamations pouvant constituer une obligation financière pour l'Organisation;**

b) Provisions pour retards dans le règlement des contributions mises en recouvrement

i) Il n'a pas été constitué de provisions pour les retards enregistrés dans le recouvrement des contributions dont les États Membres devaient s'acquitter au 30 juin 1997, bien que certains États Membres aient fait part de leur intention de ne pas payer leurs quotes-parts dont le montant s'élevait à 116,1 millions de dollars (soit 67,5 millions au titre du compte spécial pour les contributions non acquittées et 48,6 millions au titre des contributions non acquittées). Cette somme de 116,1 millions représentait 5 % du total des contributions non acquittées au 30 juin 1997 (2 248 millions de dollars). Nonobstant le fait que les retards dans le recouvrement des contributions des États Membres ont été mentionnés dans les notes afférentes aux comptes, le Comité considère que l'omission, dans les états financiers, d'une provision relative aux recouvrements tardifs est un élément important et maintient la réserve émise quant à la certification des états financiers. Le Comité rappelle que les contributions fixées constituent une obligation statutaire pour les États Membres et ne devraient être annulées qu'avec l'accord de l'Assemblée générale;

ii) L'Administration a rappelé au Comité sa décision de ne pas inclure dans les états financiers de provisions pour les contributions obligatoires non acquittées ou les retards dans le recouvrement de ces contributions;

iii) **Le Comité recommande, afin de donner une image plus exacte de la situation financière, d'inclure dans les états financiers des provisions pour les retards dans le règlement des contributions mises en recouvrement, conformément aux principes énoncés dans les normes comptables pour le système des Nations Unies. À cet égard, le Comité a pris note du paragraphe 5 desdites normes, dans lequel il est stipulé que le choix et l'application des principes comptables doivent être guidés par les principes de prudence, de prééminence de la réalité sur l'apparence et d'importance relative;**

c) Présentation des états financiers des missions achevées

i) Les états financiers de huit missions de maintien de la paix achevées pour l'exercice terminé le 30 juin 1997 ont été publiés comme si les missions en question se poursuivaient encore, alors qu'elles avaient pris fin 2 à 30 ans auparavant;

ii) Pour simplifier la présentation des états financiers et mieux rendre compte de la situation financière des opérations de maintien de la paix, **le Comité recommande que l'Administration transfère les contributions non acquittées et les autres actifs et passifs des comptes des missions achevées vers un compte distinct ouvert au Siège, qui devrait être clairement présenté dans les états financiers de manière à faciliter la gestion des soldes des fonds.**

2. Établissement des rapports sur l'exécution du budget

12. L'Administration soumet au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des rapports sur l'exécution du budget des opérations de maintien de la paix, trois mois après la fin de chaque exercice budgétaire. Le Comité consultatif utilise ces rapports comme référence lorsqu'il examine le budget et les recommandations qui sont ensuite adressées à l'Assemblée générale en vue de l'adoption des décisions relatives à la mise en recouvrement des contributions et au remboursement aux États membres de leurs parts respectives du solde non utilisé. L'exactitude et la ponctualité des rapports sur l'exécution du budget facilitent la tâche du Comité au moment d'énoncer les recommandations.

13. Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié l'exactitude et la complétude des rapports sur l'exécution des budgets présentés au Comité consultatif pour les différents mandats des opérations terminés le 30 juin 1996. Il a constaté qu'il existait des écarts considérables entre les montants des soldes inutilisés indiqués dans les rapports et ceux qui apparaissaient dans les états financiers.

14. Pour trois des missions – la MONUG, la MONUL et la MINURSO –, le montant total des soldes inutilisés était de 33,9 millions de dollars selon les rapports sur l'exécution du budget et de 14,2 millions de dollars selon les états financiers : on constate donc une surestimation de l'ordre de 19,7 millions de dollars des sommes qu'il était prévu de restituer aux États Membres. Dans le cas de huit autres missions (UNAVEM III, FORDEPRENU, MONUIK, ATNUSO, FINUL, MINUBH, MONUT et FNUOD), le solde non utilisé était de 59,4 millions de dollars au total selon les rapports sur l'exécution du budget et de 87,4 millions de dollars selon les états financiers : on constate cette fois une sous-estimation de l'ordre de 28 millions de dollars des sommes à rembourser aux États Membres. En ce qui concerne la MINUAR, le rapport sur l'exécution du budget indique un solde débiteur de 5,1 millions de dollars, alors que les états financiers indiquent un solde créditeur de

6,4 millions de dollars, et il n'a pas été recommandé de créditer les comptes des États Membres (pour plus de précisions, voir annexe III).

15. Le Comité a noté que ces différences tenaient au fait que les rapports sur l'exécution du budget ont exceptionnellement été publiés avant la clôture des comptes, reportée en raison des difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre du troisième module du SIG.

16. **Le Comité a recommandé à l'Administration d'analyser les disparités entre les rapports sur l'exécution du budget et les états financiers pour les exercices terminés le 30 juin 1996 et de rectifier en conséquence les comptes des États Membres avec l'accord de l'Assemblée générale.** L'Administration a informé le Comité que, pour donner suite à ses recommandations, les rapports sur l'exécution du budget de l'exercice de 12 mois terminé le 30 juin 1997 avaient été alignés sur les états financiers de chaque opération de maintien de la paix disposant d'un compte spécial. Le Comité continuera de prêter attention à cette question.

3. Erreurs d'écriture dans les charges comptabilisées d'avance et les comptes créditeurs

17. Au 30 juin 1997, des bordereaux interservices en attente de vérification, représentant une somme totale de 36,6 millions de dollars – dont 28,6 millions reportés des années antérieures – n'avaient été ni traités ni mis en concordance avec les comptes correspondants. Ces bordereaux ont à tort été inscrits au titre des charges comptabilisées d'avance et n'ont pas fait l'objet d'une rubrique distincte dans les états financiers. De l'avis du Comité, cette erreur tient à l'absence de contrôles véritables et aux retards enregistrés dans l'apurement mensuel des bordereaux interservices.

18. Tout en reconnaissant les progrès réalisés par l'Administration dans le traitement des bordereaux de certaines missions et dans l'organisation des programmes de formation, **le Comité recommande de contrôler et d'apurer plus régulièrement les bordereaux interservices de façon à ce que, au terme des exercices financiers, ces opérations soient dûment indiquées dans les comptes.**

19. Le Comité a constaté que des sommes atteignant 7 577 369 et 4 521 321 dollars au 30 juin 1996 et au 30 juin 1997, respectivement, avaient à tort été inscrites dans la rubrique des crédits comptabilisés d'avance, en attendant que soient identifiés les comptes auxquels ces recettes devraient être affectées. **Le Comité a recommandé, et l'Administration a accepté, que le compte des crédits reportés indique seulement les recettes afférentes à des exercices ultérieurs et ne fonctionne pas comme un compte d'attente pour des recettes de nature indéterminée.**

4. Compte de contrôle de la conversion des systèmes

20. Lorsque le module 3 du SIG est devenu opérationnel le 1er avril 1996, un compte de contrôle de la conversion des systèmes a été créé et toutes les données de l'ancien système de comptabilité générale ont ainsi été transférés vers le SIG. L'état récapitulatif des données de conversion relatives aux opérations de maintien de la paix indique que le total des sommes débitées, soit 14,6 milliards de dollars, et les crédits correspondants ont été transférés dans le SIG par l'intermédiaire du compte de contrôle.

21. Le Comité a vérifié par sondage la classification dans le compte de contrôle des débits et des crédits dont les montants s'élevaient respectivement à 160,8 et 210,4 millions de dollars, afin de s'assurer de leur complétude et de leur exactitude. Il a constaté que certaines entrées avaient été rejetées par le SIG essentiellement parce que les données ne répondaient pas aux critères très sévères du SIG et que ces éléments avaient été, à tort, affectés à d'autres

comptes. En particulier, des postes du passif représentant un montant de 10 millions de dollars et des crédits atteignant 120,4 millions de dollars ont été indûment considérés comme des économies réalisées au cours des années antérieures. Le Comité a noté avec préoccupation que, bien que les pièces justificatives aient été présentées pour justifier les données entrées dans les comptes de contrôle des opérations de conversion et bien que l'on ait fait le nécessaire pour rectifier les classifications erronées, la plupart des pièces n'étaient pas suffisamment détaillées pour constituer une piste de vérification claire confirmant que les entrées provenant du compte de contrôle des opérations de conversion avaient été correctement transférées vers les comptes pertinents du SIG.

22. L'Administration a informé le Comité que la conversion était un exercice complexe portant sur plus de 58 000 comptes de l'ancien système de comptabilité générale, dont 51 500 devaient être convertis dans le SIG au moyen de grands livres auxiliaires, d'interfaces empruntées à d'autres systèmes et d'opérations immédiates. En ce qui concerne les opérations de maintien de la paix, la conversion a été compliquée par le fait que les écritures de clôture pour les comptes de résultats de 1995 avaient été entrées dans le SIG après le processus de conversion. L'Administration a également informé le Comité qu'elle avait procédé à des rectifications majeures afin que les comptes soient correctement classifiés, en particulier en apportant certaines corrections aux écritures d'ouverture.

23. Le Comité a pris note des mesures prises par l'Administration pour achever le processus de conversion. Cependant, du fait qu'il existait des lacunes dans la piste de vérification, en particulier dans les libellés des pièces justificatives, il n'a pas été en mesure de confirmer la validité des ajustements évalués à 10 millions de dollars (débits) et 120,4 millions de dollars (crédits).

5. Retards dans l'établissement des états de rapprochement bancaire

24. L'établissement des états de rapprochement bancaire a pris jusqu'à sept mois de retard au Siège et jusqu'à 14 mois de retard dans les missions et autres opérations sur le terrain (MONUL, MONUIK, tribunaux internationaux pour le Rwanda et pour l'ex-Yougoslavie, MINUBH, Unité administrative des Nations Unies à Bagdad, UNAVEM III et MINUGUA), dont plusieurs n'ont effectué aucun rapprochement pour certains comptes pendant la période de 18 mois terminée le 30 juin 1997. En outre, dans les états du Siège concernant les comptes en dollars de six missions, des écarts représentant au total de 25,1 millions de dollars n'ont été ni élucidés, ni régularisés pendant des périodes de trois à six mois.

25. L'Administration a fait savoir au Comité que les retards étaient notamment dus au fait que les relevés bancaires et autres pièces propres à faciliter les rapprochements n'avaient pas été soumis en temps voulu. Le Siège s'apprêtait à finaliser des accords avec une grande banque pour que certains rapprochements s'effectuent par des moyens électroniques. L'Administration a précisé qu'elle entendait collaborer avec d'autres banques sur ce plan et qu'elle mettait en place des dispositions afin d'assurer que les missions se conforment aux procédures applicables en matière de rapprochements bancaires.

26. Le Comité recommande que l'Administration veille à ce que, compte tenu de leur importance, les rapprochements bancaires s'effectuent en temps voulu.

6. Gestion des liquidités

27. L'examen de la gestion des liquidités des missions sur le terrain a révélé les lacunes suivantes sur le plan des contrôles :

a) À l'Unité administrative des Nations Unies à Bagdad, le coffre de la caisse contenait 779 917 dollars et 322 340 000 dinars irakiens (268 617 dollars), soit

748 534 dollars de plus que le montant de 300 000 dollars représentant le plafond approuvé pour la mission;

b) À la FORDEPRENU, les portes de la caisse et de la pièce où étaient conservées les liquidités n'étaient pas fermées, avec les risques que cela comportait;

c) À la MINUBH, les codes des coffres n'avaient toujours pas été changés, malgré la recommandation du Bureau des services de contrôle interne;

d) À UNAVEM III, d'août à décembre 1996, les chèques ont été signés par une seule personne, ce qui contrevenait aux règles de gestion financière et dénotait l'absence de contrôles internes appropriés;

e) À l'ONUMOS, un double paiement de 114 950 dollars a été effectué à l'ordre d'un hôtelier pour une location allant du 16 novembre au 15 décembre 1994. L'Administration a indiqué que la somme à récupérer avait été ramenée à 92 806 dollars après déduction des montants effectivement dus à l'hôtelier; il n'a pas été possible de recouvrer la somme en question et, en février 1998, la Division de l'administration et de la logistique des missions a proposé de la passer par profits et pertes.

28. Le Comité recommande que les chefs de l'administration des missions et autres opérations sur le terrain veillent à ce qu'il ne soit pas dérogé aux procédures de contrôle interne concernant la gestion des liquidités. Il recommande aussi que l'Administration identifie le responsable du double paiement effectué par l'ONUMOS avant d'envisager de passer la somme par profits et pertes.

7. Fonds d'affectation spéciale pour le rétablissement des services publics essentiels à Sarajevo

29. En application de la résolution 900 (1994) du Conseil de sécurité en date du 4 mars 1994, l'ONU a créé un fonds d'affectation spéciale alimenté par des contributions volontaires destiné à financer divers projets de relèvement de la ville de Sarajevo. Le Fonds était administré par le Groupe du Fonds d'affectation spéciale du Bureau du Coordonnateur spécial pour Sarajevo. Quand le Bureau a fermé en avril 1996, le Fonds d'affectation spéciale a été transféré à la MINUBH. En décembre 1996, 7,4 millions de dollars avaient été consacrés à 50 projets principaux et 2 millions de dollars avaient été dégagés pour 250 projets à impact rapide et à budget modeste.

30. Officiellement, un groupe d'examen était chargé d'autoriser les projets financés grâce au Fonds d'affectation spéciale, mais la gestion opérationnelle, y compris en ce qui concerne les autorisations de dépenses, était en fait assurée par une seule personne, qui administrait le Groupe du Fonds d'affectation spéciale, participait à l'élaboration des propositions, autorisait les paiements et vérifiait l'exécution des travaux. Le Comité craint que cette concentration des tâches n'ait affaibli le contrôle exercé par la Mission sur les ressources du Fonds.

31. Tout en sachant que le Groupe du Fonds d'affectation spéciale ne participe plus à l'élaboration des propositions de projet, le Comité recommande qu'en règle générale, les missions veillent à ce que des personnes différentes soient chargées d'élaborer les projets, d'autoriser les paiements et de vérifier l'exécution des travaux, respectivement.

32. Les projets financés grâce au Fonds d'affectation spéciale ont été mis en oeuvre par divers organismes, qui devaient soumettre à la Mission des états financiers mensuels et des rapports trimestriels sur l'exécution des projets. Ayant examiné les rapports présentés, le Comité a constaté que beaucoup d'entre eux étaient très généraux et ne contenaient pas de renseignements détaillés sur les travaux exécutés. En outre, certains agents d'exécution n'avaient pas soumis les rapports requis, malgré les rappels à l'ordre de la Mission.

33. Certains rapports étant lacunaires, le Groupe du Fonds d'affectation spéciale n'a pas pu réunir d'informations suffisamment détaillées sur les dépenses afférentes à chaque projet. Bien que les ressources allouées aient été affectées à des rubriques et à des postes spécifiques, le Groupe n'a pas reçu des agents d'exécution de renseignements sur les dépenses engagées à chaque rubrique. Comme le Groupe n'a pu leur communiquer que le montant global des dépenses pour chaque projet, les sections des finances des FPNU, d'abord, et de la MINUBH, ensuite, n'ont pas été en mesure de passer correctement les écritures. Les FPNU ont finalement décidé de répartir le montant total des dépenses afférentes à chaque projet au prorata des ressources prévues à chaque rubrique. Il s'ensuit que, si le montant total des dépenses inscrit dans les comptes était correct, ceux qui avaient été comptabilisés aux différents postes de dépense n'étaient que des estimations.

34. Le Comité recommande que la Mission s'efforce encore d'obtenir les rapports trimestriels voulus sur l'exécution des projets et mette au point à l'intention des agents d'exécution un modèle de rapport indiquant en détail l'objectif du projet, les montants reçus, les travaux exécutés, les dépenses engagées et le calendrier des travaux prévus.

35. Le Fonds d'affectation spéciale comprenait un fonds «Impact rapide» servant à financer des projets d'un coût maximum de 15 000 dollars. Le Comité et le Bureau des services de contrôle interne ont tous deux relevé que l'on avait contourné cette limite en ventilant les dépenses dans le cas de certains projets. C'est ainsi que la Mission a dégagé 45 000 dollars pour la remise en état du réseau d'approvisionnement en gaz dans le district de Kosevo II et 75 000 dollars pour la réparation de la toiture des bains publics. Le Comité recommande, à l'instar du Bureau des services de contrôle interne, que la Mission veille à ce que le plafond officiel ne soit pas dépassé.

36. Par ailleurs, le Comité a noté que 120 des projets à impact rapide approuvés avant avril 1996 étaient encore en cours au 31 mars 1997, ce qui indiquait que l'objectif du Fonds, qui était d'obtenir rapidement des résultats, n'avait pas été atteint. Le Comité a recommandé que la Mission examine les projets considérés comme encore en cours pour déterminer à quel stade ils en étaient et s'assurer qu'ils remplissaient toujours les conditions voulues pour être financés au moyen du Fonds «Impact rapide». L'Administration a informé le Comité que depuis juin 1997, le Groupe du Fonds d'affectation spéciale s'était rendu sur place ou avait contacté les agents d'exécution pour évaluer 34 projets sur un total de 184; la MINUBH comptait achever cette opération d'ici au 30 juin 1998. Le Comité gardera la question à l'étude.

8. Inscription de pertes de numéraire, d'effets à recevoir et de biens au compte des profits et pertes

37. Conformément à la règle de gestion financière 111.10 b), le Comité a reçu un état détaillé des pertes de numéraire, de marchandises et d'autres avoirs qui ont été passées par profits et pertes pendant la période du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997. Un montant total de 3 938 771 dollars a été passé par profits et pertes dans les états financiers par suite de pertes de numéraire, d'effets à recevoir et de créances, conformément à la règle 110.14 a). Pour l'exercice biennal 1994-1995, le montant correspondant s'élevait à 33 325 dollars.

38. En outre, des articles endommagés (du fait notamment d'accidents de véhicules, d'incendies ou de tempêtes) et manquants (écarts d'inventaire, pertes et vols) d'une valeur de 11 310 271 dollars ont été passés par profits et pertes, conformément à la règle de gestion financière 110.15, pendant la période du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997. Selon les indications données par le Comité de contrôle du matériel du Siège, le montant total se répartit comme suit :

<i>Mission</i>	<i>Valeur (en dollars É.-U.)</i>
APRONUC	1 732 887
FINUL	1 061 144
FNUOD	136 098
FORPRONU	147 127
FPNU	3 324 763
MANUH	30 991
MINUAR	2 018 810
MINUGUA	37 972
MINUHA	1 338 468
MINURSO	51 153
MONUIK	863 158
MONUOR	45 966
ONUMOZ	25 364
ONUSOM	352 553
UNAVEM III	48 312
UNFICYP	95 505
Total	11 310 271

39. Le montant de 11,3 millions de dollars passé par profits et pertes au cours la période de 18 mois terminée le 30 juin 1997 concerne 16 missions. À titre de comparaison, un montant de 300 000 dollars avait été passé par profits et pertes pour quatre missions au cours de l'exercice 1994-1995; il y a donc eu une augmentation de 11 millions de dollars. Selon l'Administration, cette augmentation tient notamment à la clôture de certaines missions, par exemple l'APRONUC, et aux pertes que la MINUAR a subies pendant le conflit.

40. Le montant de 11,3 millions de dollars a été calculé abstraction faite d'un nombre considérable d'articles dont les missions sur le terrain ont signalé qu'ils étaient endommagés ou manquants mais dont le Siège devait encore approuver la passation par profits et pertes. Ainsi, cette approbation était encore en instance pour des avoirs des FPNU d'une valeur initiale d'environ 64,7 millions de dollars.

41. Le Comité s'inquiète de l'augmentation des montants passés par profits et pertes par rapport à l'exercice biennal 1994-1995, ainsi que du temps qu'il faut pour donner suite aux propositions des missions et des incidences que cela a pour l'inscription des montants en question dans les états financiers (voir plus loin).

42. L'Administration a reconnu qu'il s'écoulait trop de temps entre le moment où les propositions de passation par profits et pertes étaient soumises par les missions et celui où l'entité compétente du Siège en était saisie pour approbation; elle a indiqué qu'elle veillait à ce que les missions soumettent leurs propositions en temps utile de manière que les montants correspondants puissent être dûment comptabilisés dans les états financiers.

C. Questions de gestion

1. Achats

Montant des achats

43. Au cours de la période de 18 mois allant du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997, le Comité des marchés du Siège a traité 564 dossiers, pour un total de 445,9 millions de dollars (voir tableau 1), et ce non compris les achats effectués par les missions sur le terrain et les achats effectués en vertu de lettres d'attribution dont le montant est inférieur à 70 000 dollars, que le Directeur de la Division de l'administration et de la logistique des missions est habilité à approuver sans en référer au Comité des marchés du Siège. Sur les 564 dossiers, 111, d'une valeur totale de 81,7 millions de dollars, ont été examinés a posteriori et 123, d'une valeur totale de 106,7 millions de dollars, ont été partiellement examinés a posteriori. L'Administration a informé le Comité qu'en avril 1996, elle avait publié des directives très strictes sur les dossiers présentés en tout ou partie a posteriori mais que les effets de cette mesure, qui avait permis de réduire considérablement le nombre de nouveaux cas, ne s'étaient pas encore intégralement manifestés au 30 juin 1997.

Tableau 1

Dossiers examinés par le Comité des marchés du Siège entre le 1er janvier 1996 et le 30 juin 1997

Type d'achat	Janvier-décembre 1996		Janvier-juin 1997		Total	
	Nombre de dossiers	Millions de dollars	Nombre de dossiers	Millions de dollars	Nombre de dossiers	Millions de dollars
Entreprises privées	284	237,3	119	95,5	403	332,8
Lettres d'attribution	127	94,5	34	18,6	161	113,1
Total	411	331,8	153	114,1	564	445,9

44. Dans la mesure où l'Administration n'a pas, au Siège, de base de données des achats effectués sur le marché mondial, elle n'a pas pu mettre en place de mécanisme permettant d'examiner et de comparer les achats effectués auprès d'entreprises privées et ceux qui sont effectués en vertu de lettres d'attribution. En outre, elle n'a aucun moyen de comparer les achats effectués sur le marché local, d'une part, et sur le marché international, d'autre part, afin de déterminer si les prix sont raisonnables.

45. La Division des achats (ancienne Division des achats et des transports) du Siège a indiqué que les achats locaux ne relevaient pas de sa compétence et qu'elle ne conservait des données que concernant les dossiers présentés par les bureaux demandeurs. Elle est toutefois convenue que des statistiques mondiales faciliteraient la planification des achats.

46. Le Comité recommande que l'Administration établisse et tienne à jour des statistiques mondiales sur les achats, et qu'elle suive de près les coûts effectifs, même si le manuel des coûts standard donnait une idée indicative des prix, de manière que les achats de biens et services puissent être effectués en connaissance de cause.

Faible taux de réponse aux appels d'offres

47. Le nombre de fournisseurs inscrits dans le fichier est passé de 1 550 en novembre 1996 à près de 3 000 en septembre 1997. Le Comité a examiné un échantillon de dossiers relatifs à des missions sur le terrain pour déterminer le taux de réponse lorsque plus de 20 fournisseurs avaient été invités à soumissionner. Il a constaté que le taux de réponse était

faible : entre 4 et 25 %. Ainsi, dans le cas d'un contrat d'une valeur de 36,8 millions de dollars attribué par UNAVEM III, 44 fournisseurs avaient été invités à soumissionner, mais deux seulement avaient répondu. Dans un autre cas, pour un contrat de la MINUHA, d'une valeur de 19,8 millions de dollars, 39 fournisseurs avaient été invités à faire offre mais 3 seulement avaient répondu.

48. L'Administration a indiqué que le faible taux de réponse tenait essentiellement au peu de temps dont la Division des achats disposait, dans certaines circonstances; étant donné les contraintes opérationnelles, les délais étaient nécessairement courts. En outre, si le taux de réponse était faible, elle estimait que le nombre de soumissions était néanmoins suffisant pour faire jouer la concurrence.

49. Le Comité note que l'Administration a progressé dans l'établissement d'un fichier de fournisseurs sur la base géographique la plus large possible, mais juge préoccupant le faible taux de réponse des fournisseurs. Il recommande donc que l'Administration arrête des délais appropriés pour la présentation des demandes d'achats, de sorte que les fournisseurs aient le temps de répondre aux appels d'offres, et qu'elle veille à ce que ces délais soient respectés.

Suivi de l'exécution des contrats

50. Le Comité a examiné les modalités d'examen de l'exécution des contrats par les fournisseurs et les entrepreneurs pour en déterminer l'efficacité. Il a noté que lorsque la Division des achats attribuait des marchés pour le compte d'opérations de maintien de la paix, celles-ci ne lui rendaient pas compte de l'exécution des contrats. En vertu des contrats qu'elle établissait, le suivi de l'exécution relevait des chefs de l'administration des missions mais, comme il n'avait pas été établi de procédure claire pour que les missions lui fassent directement rapport sur l'exécution des contrats, elle ne pouvait prendre en compte leurs évaluations lors de la mise à jour de son fichier de fournisseurs. Étant donné le suivi lacunaire de l'exécution des contrats, des fournisseurs qui n'avaient pas donné satisfaction risquaient de se voir attribuer de nouveaux contrats.

51. La Division des achats a informé le Comité que, s'il n'existait pas de mécanisme pour l'établissement systématique de rapports sur l'exécution des contrats, elle entendait instaurer de nouvelles procédures pour le suivi de l'exécution de ceux qui s'élevaient à plus de 200 000 dollars.

Retards dans l'évaluation des documents d'adjudication et des reconductions de contrat

52. En réponse aux préoccupations exprimées par le Comité dans son rapport pour l'exercice biennal 1994-1995 quant au fait que des contrats avaient été reconduits sans qu'il soit procédé à un appel d'offres, l'Administration a expliqué qu'elle avait parfois été amenée à reconduire les contrats existants en dérogeant à la procédure d'appel d'offres pour laisser le temps à la Division de l'administration et de la logistique des missions de déterminer les besoins exacts des missions.

53. Durant la période de 18 mois qui s'est achevée le 30 juin 1997, 78 contrats, d'une valeur totale de quelque 72,4 millions de dollars, ont été reconduits par dérogation à la procédure d'appel d'offres. Une vérification par sondage de ces contrats effectuée par le Comité a fait apparaître des retards injustifiés dans l'évaluation des documents d'adjudication et des soumissions par la Division de l'administration et de la logistique des missions et par la Division des achats. Du fait de ces retards, des contrats avaient été renouvelés sans procédure d'adjudication, ce qui avait entraîné des pertes financières pour l'Organisation. En une occasion, par exemple, un contrat initial d'une valeur de 31,7 millions de dollars avait été attribué à un fournisseur pour la livraison de rations destinées à la FORPRONU pour une

période d'un an allant du 1er décembre 1993 au 30 novembre 1994. Ce contrat avait ensuite été prorogé à six reprises, sans procédure d'adjudication, entre le 1er décembre 1994 et le 30 septembre 1996, ce qui avait porté sa valeur totale à 123,5 millions de dollars. Durant cette période, la mission s'était efforcée de renouveler ce contrat en appliquant l'ensemble de la procédure d'adjudication. Ainsi, en octobre 1995, un appel d'offres avait été lancé à 35 entreprises, y compris au fournisseur qui s'était vu attribuer le contrat initial. Elles disposaient d'un mois pour y donner suite. Seulement six d'entre elles avaient soumis une offre et la mission ne prévoyait que trois semaines pour l'évaluation technique des soumissions. La Division de l'administration et de la logistique des missions et la Division des achats ayant informé le Comité des marchés du Siège qu'il leur faudrait cinq mois pour mener à bien l'évaluation technique et autres opérations d'examen interne, le contrat avait été renouvelé une quatrième fois jusqu'en juin 1996. En réalité, la procédure d'achat n'avait toujours pas abouti après cinq mois et, les besoins de la mission ayant changé dans l'intervalle, celle-ci avait demandé qu'un nouvel appel d'offres soit lancé. En conséquence, le contrat avait été renouvelé une cinquième fois pour une période de deux mois. Lors du sixième renouvellement, bien que le fournisseur existant ait soumis une nouvelle offre dans laquelle il avait réduit ses prix de 8 000 dollars par jour, les conditions de l'ancien contrat s'étaient appliquées à la période de 35 jours couverte par le sixième renouvellement, entraînant ainsi une dépense de quelque 280 000 dollars qui aurait pu être évitée, encore que la Division des achats ait réussi à renégocier ce montant et à le ramener à 128 760 dollars.

54. Tout en prenant acte des préoccupations exprimées par le Comité quant au temps qu'il avait fallu pour établir de nouveaux contrats relatifs à la fourniture de biens ou de services destinés à l'ATNUSO et à la FORPRONU, l'Administration a notamment attribué ces retards aux circonstances politiques propres aux missions ainsi qu'à l'enquête en cours au sujet des adjudications.

55. D'autres contrats ont été attribués sans qu'il soit procédé à un appel d'offres, notamment dans le cas de la FINUL, de la FNUOD et de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Un contrat d'une valeur totale de 10 millions de dollars avait été passé pour la fourniture de rations à la FINUL et à la Force pour une période de 11 mois s'achevant le 31 décembre 1995, et il a ensuite été renouvelé sans procédure d'adjudication pour toute la durée de l'année 1996. En ce qui concerne la Force, un contrat d'une valeur de 1,8 million de dollars portant initialement sur une période de 11 mois a été renouvelé sans procédure d'adjudication pour une période de quatre mois allant de janvier à avril 1996 et pour un montant de 670 000 dollars. En mai 1996, ces trois missions ont engagé une procédure d'achat pour la fourniture de rations pour 1997, à la suite de quoi la Division des achats a lancé des appels d'offres le 8 novembre 1996, auxquels les intéressés devaient répondre dans un délai de 33 jours. Quatre des 30 sociétés contactées ont répondu, et le Siège a indiqué que l'évaluation technique des soumissions serait achevée d'ici à janvier 1997. De ce fait, les contrats existants pour la fourniture de rations aux trois missions ont été renouvelés sans procédure d'adjudication pour une nouvelle période de trois mois s'achevant le 31 mars 1997. Le coût mensuel moyen de ces contrats était de 997 939 dollars, tandis que celui du contrat initial portant sur la période allant de février à décembre 1995 était de 1,1 million de dollars.

56. Lorsque l'Administration est finalement parvenue, par la procédure d'appel d'offres, à attribuer un contrat destiné à couvrir les besoins conjugués des trois missions, des économies supplémentaires ont pu être réalisées grâce à une réduction des coûts moyens mensuels. Ainsi, le contrat a été attribué à un nouveau fournisseur pour la période allant du 1er avril 1997 au 31 mars 1998. Sa valeur totale était de 7,9 millions de dollars et son coût moyen mensuel de 657 400 dollars, soit une diminution de 340 539 dollars par rapport au coût moyen mensuel du contrat précédent, qui portait sur la période allant du 1er janvier au 31 mars 1997. Le Comité estime qu'en raison de la lenteur de la procédure d'évaluation des soumissions,

l'Organisation a engagé en l'espace de trois mois une dépense de 1 021 717 dollars qui aurait pu être évitée. L'Administration a fait valoir que son initiative de confier la gestion de cet achat au Siège avait permis de réaliser des économies de quelque 4 millions de dollars entre avril 1997 et mars 1998. Le Comité souligne de nouveau que le montant des économies réalisées aurait été nettement supérieur si l'Administration avait eu recours plus tôt à l'appel à la concurrence. **Afin d'éviter les retards dans l'attribution des contrats, le Comité recommande que l'Administration fixe des délais précis pour l'évaluation technique des soumissions et les autres opérations d'évaluation interne.**

57. Le Comité a également noté que dans le cas d'UNAVEM III, un contrat de soutien logistique qui avait initialement été attribué à l'issue d'une procédure d'adjudication, et qui portait sur la période allant du 19 juillet 1995 au 18 juillet 1996, avait été renouvelé et modifié à trois reprises jusqu'au 18 août 1997, sans qu'il soit procédé à un nouvel appel d'offres. Les modifications apportées au contrat se sont traduites par des conditions plus avantageuses pour le fournisseur, qui n'étaient pas prévues dans le contrat initial : par exemple, les frais généraux de main-d'œuvre, qui étaient de 18,5 % dans le contrat initial, étaient passés à 27,5 % pour la période correspondant à la première modification du contrat, du 19 juillet 1996 au 18 janvier 1997, et à 23,14 % par la suite. D'autre part, les sommes au titre des congés payés, qui étaient comptabilisées à l'origine au titre des frais généraux, avaient été acquittées séparément et en supplément après que le contrat avait été modifié pour la première fois. Le Comité estime que les coûts additionnels liés au paiement des congés payés se sont élevés à quelque 507 539 dollars, et ce pour la seule période de six mois ayant suivi la première modification du contrat.

58. L'Administration a indiqué qu'un groupe de travail composé de représentants de la Division des achats, de la Division de l'administration et de la logistique des missions et du Bureau des affaires juridiques avait été créé en vue de formuler des directives générales concernant le renouvellement des contrats.

59. Le Comité considère par ailleurs que les lenteurs enregistrées tenaient à l'absence de planification des achats au niveau global. Étant donné que les missions de maintien de la paix ont désormais le même exercice et le même cycle budgétaire, et que le nombre de missions créées tend à diminuer, les principaux éléments qui faisaient auparavant obstacle à une planification des achats efficace ont disparu. Tout en reconnaissant que les changements des besoins opérationnels découlant des nécessités politiques et/ou militaires peuvent rendre difficile une planification rigoureuse des achats, **le Comité recommande que l'Administration établisse un processus global de planification des achats afin d'éviter des prorogations de contrats injustifiées et, chaque fois que possible, de tirer parti des économies d'échelle.**

Contournement des procédures d'adjudication

60. Le Comité était préoccupé par le fait que l'ATNUSO avait très largement recours à la procédure des documents d'engagement de dépenses qui, à la différence des bons de commande, ne nécessitent pas d'appel d'offres. Sur l'initiative du Comité, le vérificateur résident des comptes de la mission a procédé à un examen approfondi de la question et a constaté que sur les 85 documents d'engagement de dépenses non réglées produits durant la période allant de janvier à juin 1996, 81 d'entre eux, représentant au total de 2,7 millions de dollars, n'étaient pas conformes aux règles. Le vérificateur résident considérait que, dans ce cas, il aurait fallu dûment appliquer la procédure des bons de commande, et que le fait de recourir à des documents d'engagement de dépenses revenait à contourner les règles de gestion financière. Le Comité a également constaté que, dans le cas d'un certain nombre de projets d'infrastructure destinés à l'ATNUSO, d'une valeur totale de 753 000 dollars, les

coûts avaient été imputés deux fois, tout d'abord au titre de documents d'engagement de dépenses concernant la période allant de janvier à juin 1996, puis au titre des bons de commande établis durant la période allant de juillet 1996 à juin 1997.

61. **Le Comité recommande que l'ATNUSO se conforme pleinement aux procédures établies en ce qui concerne l'utilisation des documents d'engagement de dépenses.** L'Administration a informé le Comité qu'elle avait pris des mesures afin de mettre un terme à l'utilisation indue de ces documents à la place des bons d'achat.

Dépenses injustifiées dans le cadre de la passation des marchés

62. Le Comité estime que dans les cas suivants, qui concernent la FORDEPRENU et UNAVEM III, l'Organisation a engagé des dépenses qui auraient pu être évitées.

63. Dans le cas de la FORDEPRENU, un contrat d'une valeur de 2,9 millions de dollars a été attribué pour la fourniture de rations pour la période allant d'octobre 1996 à septembre 1997, les besoins ayant été estimés en fonction de la nécessité de nourrir 1 367 personnes par jour. En réalité, le nombre de personnes à nourrir n'était plus que de 920 en septembre 1997. Cependant, les conditions du contrat stipulaient que la mission était tenue de défrayer le coût des rations pour 1 080 personnes au moins, et le Comité estime que les conditions du contrat ont entraîné des dépenses excessives d'un montant d'au moins 300 000 dollars.

64. Dans le cas d'UNAVEM III :

a) Une dépense d'un montant de 20 485 dollars a été engagée pour la location de cinq chariots élévateurs alors même que ceux-ci étaient hors d'usage pendant différentes périodes entre juillet 1996 et janvier 1997;

b) Un contrat d'un montant de 78 600 dollars a été attribué pour la fourniture de 10 000 couvertures d'un poids unitaire de 2,5 kilogrammes. Après avoir approuvé par erreur un échantillon d'un poids unitaire inférieur (1,4 kilogramme), la mission a versé l'entière du montant spécifié dans le contrat, mais a reçu livraison de couvertures de spécifications inférieures.

65. **Le Comité recommande que le Département des opérations de maintien de la paix, en liaison avec la FORDEPRENU et la MONUA, qui a succédé à UNAVEM III, mène une enquête sur les circonstances dans lesquelles les deux missions ont été amenées à effectuer des dépenses qui auraient pu être évitées et prenne les mesures appropriées à cet égard.**

66. Outre les questions déjà évoquées dans le présent rapport, le Comité a fait observer que des documents essentiels, tels que les demandes de fourniture de biens et de services et les bons de commande, n'étaient pas produits lors de la fourniture de ces biens et services, mais étaient établis ultérieurement afin de régulariser les transactions opérées. De plus, on a constaté que des soumissions continuaient d'être présentées a posteriori au comité local des marchés en dépit des instructions expresses données en avril 1996 par le Siègre d'éviter cette pratique.

67. **Le Comité recommande que l'Administration appelle l'attention de la MONUA sur la nécessité de se conformer pleinement aux procédures établies en matière d'achats.**

2. Lettres d'attribution

68. Conformément à la résolution 51/231 de l'Assemblée générale, le Comité a procédé à un audit suite aux informations qu'il a obtenues au sujet des lettres d'attribution. Le Comité a relevé que des mesures avaient été proposées ou appliquées afin d'améliorer l'administra-

tion des lettres d'attribution. Cependant, comme on le verra ci-après, il subsistait un certain nombre de domaines sur lesquels il convenait d'appeler l'attention.

Carences des systèmes informatisés et dans le rapprochement des demandes de paiement

69. Bien que le Service de la logistique et des communications et le Service de gestion financière de la Division de l'administration et de la logistique des missions aient conservé dans leurs systèmes informatisés des informations concernant les lettres d'attribution délivrées au pays fournissant des contingents, des discordances ont été constatées entre les informations données par les deux systèmes. Malgré cela, les systèmes n'ont pas produit une liste des écarts qui aurait permis de rectifier cette anomalie. Bien que le Groupe des demandes de remboursement ait été chargé d'examiner les demandes de remboursement adressées à la Division de l'administration et de la logistique des missions, le statut des lettres d'attribution présentées par la Division ne concordait pas toujours avec les indications données dans le rapport du Groupe.

70. Le Comité a également noté qu'en raison des différences entre les informations fournies par les deux systèmes, le rapport sur l'état des demandes de remboursement réglées présentées par les gouvernements, dans lequel figuraient les lettres d'attribution produites par le système informatisé du Groupe des demandes de remboursement, n'avait pas pu être rapproché des données émanant de la Division de la comptabilité, qui était responsable du paiement des demandes de remboursement examinées par le Groupe des demandes de remboursement.

71. Depuis la création de sa base de données en 1994, le Groupe des demandes de remboursement a constaté à plusieurs reprises que des paiements avaient été indûment effectués et que des demandes de remboursement qui faisaient double emploi avaient été présentées, et il a procédé aux mises en recouvrement, annulations et ajustements nécessaires. Une vérification par sondage des demandes de remboursement réglées effectuée par le Comité a montré que plus de 7 millions de dollars avaient pu être recouvrés ou annulés au titre de doubles demandes de remboursement. Par exemple, dans le cas d'une demande de remboursement concernant les activités de l'APRONUC, un montant de 1,9 million de dollars avait été versé deux fois à un pays fournissant des contingents. Par ailleurs, en 1996, le Groupe a demandé des documents justificatifs afin de régler une demande de remboursement d'un montant de 2,4 millions de dollars relative aux activités de l'APRONUC, présentée en 1992 par un pays fournissant des contingents. À cette occasion, le Groupe a été informé par la mission permanente du pays concerné que la totalité de la somme en question lui avait déjà été versée en 1993.

72. Le Comité a également noté qu'alors que le Groupe avait indiqué que certaines demandes de remboursement avaient été réglées sans lettre d'attribution, les lettres s'y rapportant avaient en fait été présentées au Service de la logistique et des communications de la Division de l'administration et de la logistique des missions. Des copies de ces lettres avaient été utilisées par la Division de la comptabilité pour justifier les paiements effectués en faveur des pays fournissant des contingents. C'est ce qu'a pu constater le Comité dans le cas d'une demande de remboursement d'un montant de 10,6 millions de dollars présentée par un pays ayant fourni des contingents à la MINUAR.

73. Compte tenu de toutes ces carences, on ne disposait pas de pistes de vérification suffisantes pour permettre de faire la corrélation entre les lettres d'attribution et le paiement des demandes de remboursement. Il était difficile d'établir et de rapprocher le véritable état des lettres d'attribution dans les différents services de la Division de l'administration et de la logistique des missions et de vérifier l'état des demandes de remboursement dans le système comptable.

74. Le Comité recommande que, afin de faciliter le traitement des demandes de remboursement et de veiller à ce que leur règlement fasse l'objet de contrôles appropriés et porte sur les montants exacts, l'Administration revoie les systèmes informatisés servant à administrer les lettres d'attribution, afin de s'assurer qu'ils sont bien reliés entre eux, que la saisie des données est fiable et que l'information circule effectivement.

75. L'Administration a informé le Comité qu'elle prévoyait d'installer d'ici à la fin mars 1998 un nouveau système informatique dans le cadre du Système intégré de gestion, de manière à donner suite à la recommandation du Comité.

Examen a posteriori

76. L'Administration a parfois conclu avec les pays fournissant des contingents des accords verbaux portant sur la fourniture de biens et de services aux missions de maintien de la paix, et ce sans présenter par la suite de lettres d'attribution aux pays concernés. C'est ainsi que jusqu'en novembre 1997, la Division de l'administration et de la logistique des missions s'est servi des demandes de remboursement présentées par les pays fournissant des contingents pour établir les lettres d'attribution. Celles-ci ont été examinées a posteriori par le Comité des marchés du Siège afin de permettre d'effectuer les paiements voulus et, par conséquent, les engagements correspondants n'ont pas été comptabilisés.

77. Le Comité a procédé à une vérification par sondage de 62 lettres d'attribution d'un montant important (33,5 millions de dollars au total) et a constaté que 14 d'entre elles, représentant un montant total de 13,1 millions de dollars (39 %), avaient été examinées a posteriori par le Comité des marchés du Siège.

78. Dans le cas d'une demande de remboursement d'un montant de 294 099 dollars présentée par un pays fournissant des contingents, concernant des pièces détachées destinées à du matériel d'optique et à des armements fournies à la FORPRONU (mission à présent achevée) entre janvier 1992 et juin 1995, l'Administration a approuvé le remboursement sur la base de lettres d'attribution complètement différentes, qui avaient été établies en 1993 et 1994 et qui concernaient des pièces détachées pour véhicules. Cette situation tenait au fait qu'aucune lettre d'attribution n'avait été produite pour couvrir la fourniture des pièces détachées destinées au matériel d'optique ou aux armements entre janvier 1992 et juin 1995. Le Comité a également noté que certains cas demeurés pendant longtemps en instance, et pour lesquels aucune lettre d'attribution n'avait été établie, avaient été assimilés à des demandes de remboursement pures et simples et que le paiement avait été effectué sans en référer au Comité des marchés du Siège.

79. Le Comité réitère la recommandation qu'il avait formulée dans son rapport sur les opérations de maintien de la paix pour l'exercice biennal 1994-1995, à savoir que le Comité des marchés du Siège ne devrait pas honorer les lettres d'attribution présentées a posteriori. Le Comité recommande d'autre part que l'Administration définisse clairement les cas dans lesquels les demandes de remboursement autres que les lettres d'attribution peuvent être acceptées.

80. Les demandes de remboursement émanant de pays fournissant des contingents qui n'avaient pas encore été approuvées ou rejetées s'élevaient à plus de 37 millions de dollars. Ce montant comprenait les demandes de remboursement pendantes concernant les missions en cours de liquidation, telles que la MINUAR (3 millions de dollars) ou l'APRONUC (700 000 dollars). Certaines de ces demandes étaient depuis plus de quatre ans en instance d'examen par le Groupe des demandes de remboursement, et ce faute des pièces justificatives voulues (lettres d'attribution et rapports de réception et de livraison).

81. À l'issue d'un examen par sondage, le Comité a constaté que les demandes de remboursement dont le paiement avait été effectué ou ordonné sans lettre d'attribution et sans en référer au Comité des marchés du Siège atteignaient un montant de 22,9 millions de dollars. Ces paiements avaient été effectués en dépit de la règle de gestion financière 110.5 qui stipule qu'aucun contrat, accord ou autre engagement portant sur une somme supérieure à 1 000 dollars ne peut être conclu ou pris tant que des crédits n'ont pas été réservés, après un engagement de dépenses dans les comptes, pour couvrir toutes dépenses à prévoir pour l'exercice. De plus, l'Administration avait approuvé des demandes de remboursement concernant l'ONUSOM pour un montant de 7,3 millions de dollars, alors que cette mission était en cours de liquidation. L'Administration cherchait à se procurer des fonds auprès des fonds d'affectation spéciale de la Force d'intervention unifiée afin de régler ce montant. Le fait d'avoir accepté des demandes de remboursement en l'absence de lettres d'attribution avait conduit l'Organisation à engager des dépenses sans avoir suivi la procédure de comptabilisation voulue.

82. L'Administration a précisé que l'on demandait parfois aux pays fournissant des contingents de déployer des troupes et de fournir des pièces détachées ou du matériel dans des délais très brefs, ce qui expliquait pourquoi les lettres d'attribution n'étaient établies qu'après que les biens ou les services avaient été fournis. Afin d'assurer qu'aucune demande de remboursement ne soit réglée en l'absence de lettre d'attribution, l'Administration a fait savoir en juin 1997 à l'ensemble des missions que la fourniture de tout matériel ou de tous services supplémentaires par les pays fournissant des contingents devait être assujettie à l'accord préalable du Siège et ne pourrait être effectuée qu'en vertu d'un accord de financement ou d'une lettre d'attribution. Les chefs de mission ont été priés de veiller à ce que tous les chefs d'état-major et les commandants des contingents soient informés de ces dispositions et des procédures à suivre.

83. Le Comité recommande que le Département des opérations de maintien de la paix applique les procédures d'achat relatives à l'établissement et à l'approbation des lettres d'attribution préalablement à la fourniture de biens et de services.

Contrats pour la fourniture de services logistiques à l'ONUSOM et à la MINUAR

84. Le Comité a examiné les paiements qui avaient été effectués au titre de la fourniture de services logistiques à l'ONUSOM et à la MINUAR durant la période allant du 1er avril 1994 au 31 mai 1996. En raison des lacunes constatées dans l'administration des lettres d'attribution, le Comité n'a pas été en mesure de confirmer la validité de tous les paiements dont le montant, selon l'Administration, s'élevait au total à 100,9 millions de dollars. Cela tenait notamment au fait que, par exemple, une même lettre d'attribution avait été établie pour différents pays fournissant des contingents, que des lettres d'attribution n'avaient pas été numérotées, que des paiements avaient été effectués en faveur d'un fournisseur par l'entremise d'un État Membre et que les pièces justificatives n'avaient pu être immédiatement retrouvées. D'après les informations fournies par l'Administration, quelque 4,9 millions de dollars restaient à régler au titre de ces lettres d'attribution.

85. Par ailleurs, une avance d'un montant de 6,5 millions de dollars, qui avait été consentie en 1994 à un pays fournissant des contingents au titre d'achats destinés à l'ONUSOM, n'avait toujours pas été régularisée au mois de novembre 1997. L'Administration a informé le Comité qu'elle avait pris des mesures afin d'obtenir auprès du pays concerné les documents nécessaires à cette régularisation.

86. Le Comité compte qu'une révision du système informatisé d'administration des lettres d'attribution, conformément à la recommandation formulée plus haut, permettra d'éviter de tels aléas dans le paiement des montants considérés. **Le Comité recommande que**

l'Administration examine tous les soldes non réglés concernant les services logistiques fournis à l'ONUSOM et à la MINUAR et les régularise après s'être assurée que tous les biens ou services ont été effectivement fournis.

87. L'Administration a informé le Comité que tous les soldes non réglés au titre des services logistiques fournis à l'ONUSOM et à la MINUAR avaient été examinés afin d'en déterminer la validité, mais il faudrait constater dans les comptes les engagements se rapportant aux cas faisant l'objet d'une procédure d'arbitrage et aux demandes de remboursement non assorties d'une lettre d'attribution présentées par les gouvernements.

3. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

88. Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/221 B, le Comité des commissaires aux comptes a examiné le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Il s'est en particulier penché sur la question du rôle et de l'utilisation des ressources extrabudgétaires, notamment de l'utilisation, par les départements et bureaux du Siège appuyant les opérations de maintien de la paix, de personnel détaché à titre gracieux et son incidence sur la répartition géographique du personnel du Secrétariat. L'étude a porté sur les aspects suivants :

a) L'établissement par le Département des opérations de maintien de la paix de directives régissant l'acceptation et l'utilisation, par les départements et bureaux du Siège appuyant les opérations de maintien de la paix, de personnel militaire fourni à titre gracieux par les États Membres;

b) Les mesures prises par le Département des opérations de maintien de la paix pour obtenir des États Membres donateurs qu'ils remboursent les dépenses d'appui ayant trait au personnel militaire fourni à titre gracieux;

c) L'adéquation entre le volume des activités d'appui menées au Siège et les besoins en matière de personnel fourni à titre gracieux;

d) Les conséquences résultant de l'acceptation de personnel fourni à titre gracieux; et

e) Le nombre de militaires détachés à titre gracieux par rapport à l'effectif des contingents fournis par les États Membres.

Acceptation et utilisation de personnel militaire fourni à titre gracieux

89. Le Comité a pris note du rapport du 27 mai 1994 sur le fonctionnement du compte d'appui (A/48/470/Add.1), dans lequel le Secrétaire général précisait que l'Organisation, faute de pouvoir imputer le coût des services d'appui aux opérations de maintien de la paix sur les ressources dont elle disposait, avait accepté des offres de la part d'États Membres qui avaient détaché des officiers à titre gracieux auprès de l'Organisation. La raison initiale invoquée par le Secrétariat pour justifier sa décision d'accepter du personnel fourni à titre gracieux par des États Membres était que les gouvernements donateurs détacheraient des officiers d'active ayant des compétences spécialisées et une expérience faisant défaut au Secrétariat.

90. L'étude du Comité a fait apparaître que le personnel militaire détaché à titre gracieux avait été recruté sans que les règles régissant le recrutement et l'affectation des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur aient été appliquées. Ainsi, l'Administration n'avait pas appliqué les procédures prévues en matière de notification des vacances de poste, de publication des avis de vacance, de sélection des candidats et de présentation des candidatures aux organes chargés des promotions et des nominations. L'Administration a indiqué au Comité

qu'elle n'avait pas appliqué les procédures de recrutement et d'affectation en vigueur car, dans son esprit, le personnel militaire détaché à titre gracieux ne travaillerait à l'Organisation que pour une période de temps limitée et offrirait ses services exclusivement au Département des opérations de maintien de la paix.

91. Au 30 septembre 1997, 111 militaires détachés à titre gracieux étaient affectés au Département des opérations de maintien de la paix. Le Comité a noté que les militaires détachés à titre gracieux avaient parfois été chargés de tâches telles que la vérification et le traitement des demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents et la mise au point de bases de données relatives au personnel – activités de base qui sont normalement exécutées par les fonctionnaires du Secrétariat.

92. Le Comité a noté que le projet de directives révisées concernant l'acceptation de personnel détaché à titre gracieux proposé par le Secrétaire général dans son rapport de novembre 1997 (A/52/698) n'avait pas encore été approuvé par l'Assemblée générale. Ce projet porte sur les problèmes de gestion que soulève l'acceptation de personnel détaché à titre gracieux et comprend des dispositions relatives à la définition du statut des intéressés, à la nature des fonctions qui leur sont confiées, à leur responsabilité, aux normes de conduite qui leur sont applicables, à la sélection des candidats, à la répartition géographique et aux incidences financières.

Remboursement des dépenses d'appui aux programmes

93. Bien que les gouvernements donateurs versent les traitements, salaires et indemnités auxquels a droit le personnel détaché à titre gracieux par ceux-ci, l'Organisation a pris en charge les dépenses d'appui administratif et le coût des services communs se rapportant à ce personnel sans avoir obtenu l'approbation préalable de l'Assemblée générale, comme le stipule l'article 7.2 du Règlement financier et la règle de gestion financière 107.7. D'après le rapport du Secrétaire général en date du 6 mai 1997 (A/51/688/Add.1), le coût annuel des dépenses d'appui administratif et des services communs pour chaque personne détachée à titre gracieux est estimé à environ 18 000 dollars. Ainsi, le coût annuel pour l'Organisation des dépenses d'appui aux programmes au titre des 111 militaires affectés à titre gracieux au Département des opérations de maintien de la paix et des quatre personnes affectées au Département de la gestion était estimé au 30 septembre 1997 à 2 070 000 dollars.

94. Le Comité a noté que, contrairement aux dispositions de l'instruction administrative ST/AI/231/Rev.1, l'Administration n'avait pas demandé la contribution de 13 % habituellement exigée au titre des dépenses d'appui aux programmes lors du recrutement d'experts dans le cadre de la coopération technique, et n'avait pris aucune autre disposition pour se faire rembourser les dépenses effectives d'appui aux programmes résultant de l'utilisation de personnel détaché à titre gracieux pour appuyer les activités de maintien de la paix au Siège.

95. L'Administration a indiqué que le personnel militaire détaché à titre gracieux avait été chargé de tâches qui, faute de quoi, auraient dû être accomplies par des fonctionnaires, et que les coûts salariaux ainsi économisés par l'Organisation étaient importants.

96. Le Comité a toutefois noté que l'Assemblée générale, dans sa résolution 51/243 du 10 octobre 1997, s'était déclarée préoccupée par le fait que l'Administration n'avait pas demandé le remboursement des dépenses d'appui aux programmes, avait prié le Secrétaire général de lui faire rapport sur la méthode et le taux à appliquer pour couvrir les dépenses d'appui administratif, et l'avait autorisé, dans l'intervalle, à maintenir le statu quo, qui consistait à financer les dépenses d'appui aux programmes à l'aide du budget ordinaire.

97. Le Comité est d'avis que ce problème doit être réglé dès que possible.

Adéquation entre les postes occupés par le personnel militaire détaché à titre gracieux et le volume de travail

98. Le Comité a noté que le nombre d'opérations de maintien de la paix en cours avait diminué. Entre la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 juin 1997 et celle qui prendra fin le 30 juin 1998, il est prévu de réduire de 33 % l'effectif des forces opérationnelles; de 15 % le nombre d'observateurs militaires et d'agents de police civile; de 17 % le nombre de fonctionnaires recrutés sur les plans international et local; et de 22 % l'effectif des contingents sur le terrain. À titre de comparaison, le rapport intérimaire sur le personnel détaché à titre gracieux affecté au Département des opérations de maintien de la paix au 30 septembre 1997 mentionnait une réduction de 3,5 % seulement du nombre de militaires détachés à titre gracieux, celui-ci étant passé de 115 au 30 septembre 1996 à 111 au 30 septembre 1997.

99. Le rôle du personnel militaire détaché à titre gracieux auprès du Département des opérations de maintien de la paix étant d'aider celui-ci à s'acquitter de certaines des activités essentielles d'appui aux opérations de maintien de la paix, la réduction du nombre d'opérations aurait dû, selon le Comité, entraîner une réduction plus importante des besoins en personnel militaire détaché.

100. Le Comité a noté que, conformément à la résolution 51/243, le Secrétaire général a proposé d'éliminer progressivement, au cours de la période allant de novembre 1997 à décembre 1999, le personnel fourni à titre gracieux qui ne répond pas aux critères régissant l'acceptation de ce type de personnel.

Acceptation de personnel fourni à titre gracieux

101. Dans son rapport du 27 septembre 1996 sur la composition du Secrétariat (A/51/421), le Secrétaire général a précisé les facteurs pris en compte pour calculer la représentation de chaque État Membre dans les effectifs de l'Organisation. D'après ce rapport, le système de répartition géographique tient compte de trois facteurs : la qualité de membre, la contribution au budget et la population. La formule appliquée par le Département des opérations de maintien de la paix pour calculer la représentation des États Membres détachant du personnel militaire à titre gracieux est fondée sur l'effectif des contingents fournis par chaque État Membre. De la sorte, un État Membre déjà surreprésenté au Secrétariat peut encore accroître sa représentation au moyen de personnel militaire détaché à titre gracieux s'il fournit des contingents supplémentaires à l'Organisation. Un tel système est susceptible de fausser le principe de la répartition géographique équitable.

102. Selon le système de répartition géographique en vigueur à l'ONU, les postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur occupés par des fonctionnaires nommés directement par le Secrétaire général sont considérés comme étant soumis au principe de la répartition géographique. Les titulaires de ces postes sont affectés de façon que chaque État Membre soit représenté selon une proportion donnée dans les effectifs de l'Organisation, et en veillant à assurer une représentation géographique équitable.

103. Au Département des opérations de maintien de la paix, sur un effectif total de 396 personnes au 30 septembre 1997, 28 % (soit 111 personnes) étaient des militaires détachés à titre gracieux. Toutefois, le Comité a noté que ce personnel occupait 102 des 188 postes d'administrateur soumis à la répartition géographique, soit 54 % du total.

104. Compte tenu du temps de service relativement bref de la plupart des militaires détachés à titre gracieux au Département des opérations de maintien de la paix, ainsi que de la nécessité de disposer de fonctionnaires qui soient porteurs de la mémoire de l'institution dans certaines fonctions d'appui importantes, le Comité a estimé que le pourcentage élevé de postes occupés par des militaires détachés à titre gracieux au Département des opérations de maintien de la

paix, en particulier de postes d'administrateur, n'était pas propice à l'efficacité et à la continuité du service dans le Département.

105. Par ailleurs, le Comité a fait observer que, conformément à la résolution 51/243, les critères énoncés à l'Article 100 et aux paragraphes 1 et 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies devraient s'appliquer au personnel fourni à titre gracieux. En vertu de la décision de l'Assemblée générale, les personnes détachées à titre gracieux seraient considérées comme des membres du personnel de l'Organisation et leur nomination soumise au principe de la répartition géographique équitable.

106. Le Comité compte que les directives susmentionnées concernant l'acceptation et l'approbation du personnel fourni à titre gracieux seront établies et approuvées dans les meilleurs délais.

Répartition géographique du personnel militaire fourni à titre gracieux

107. Au 30 septembre 1997, l'effectif total des contingents participant à des activités de maintien de la paix et fournis par 69 États Membres s'établissait à 18 808. Afin de vérifier que les directives en matière de représentation géographique au sein du Département des opérations de maintien de la paix étaient respectées, le Comité a comparé l'effectif des contingents fournis par les États Membres et le nombre de militaires détachés par ceux-ci à titre gracieux. Il a constaté, comme le montre le tableau 2, qu'il n'existait pas de corrélation entre les deux.

Tableau 2

Répartition géographique du personnel militaire fourni à titre gracieux

<i>Groupes régionaux</i>	<i>Effectifs des contingents fournis par les États Membres (en pourcentage)</i>	<i>Effectifs des militaires détachés à titre gracieux par les États Membres (en pourcentage)</i>
Europe de l'Ouest	33	46
Asie et Pacifique	18	9
Europe de l'Est	17	6
Afrique	14	4
Amérique du Sud	4	13
Amérique du Nord et Caraïbes	12	17
Moyen-Orient	2	5

108. L'Administration a expliqué qu'elle avait tenté de remédier à la situation, mais n'y était pas parvenue en raison des difficultés financières qu'éprouvent certains pays fournissant des contingents, ainsi que de l'impossibilité pour certains pays qui fournissent des contingents et sont sous-représentés au Département en termes de personnel militaire détaché à titre gracieux de détacher du personnel qualifié dans les domaines spécifiques requis.

109. En mars 1995, afin de redresser la répartition géographique inégale du personnel militaire détaché à titre gracieux au Département des opérations de maintien de la paix, le Secrétaire général a créé un fonds d'affectation spéciale dont l'objectif était d'offrir une aide financière à des officiers d'États Membres qui n'avaient pas les moyens de détacher du personnel à titre gracieux. Le montant total des contributions versées par deux États Membres au fonds d'affectation spéciale s'est élevé à 278 162 dollars. Ces contributions ont permis de financer les traitements de quatre officiers détachés par quatre États Membres. À la fin de 1997, ces officiers devaient avoir achevé leur temps de service ou quitté leurs fonctions.

en raison de l'insuffisance de fonds. L'Administration a expliqué que, malgré ses efforts en vue d'inciter les États Membres à verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale, les pays donateurs n'avaient guère manifesté d'intérêt.

110. Le Comité recommande que l'Administration poursuive ses efforts en vue d'encourager le versement de contributions au Fonds d'affectation spéciale afin de redresser la répartition géographique inégale du personnel militaire détaché à titre gracieux.

4. Opérations de maintien de la paix en cours

111. Le Comité a examiné 4 missions financées par imputation sur le budget ordinaire et 13 missions financées à l'aide de comptes spéciaux au cours de la période de 18 mois qui s'est terminée le 30 juin 1997.

Établissement de missions dans l'ex-Yougoslavie

112. Les plans détaillés initiaux concernant l'établissement de nouvelles missions dans l'ex-Yougoslavie ont été élaborés en partant de l'hypothèse que chaque mission devrait avoir ses propres services administratifs. Or, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et le Bureau des services de contrôle interne avaient indiqué qu'ils craignaient qu'une telle décentralisation ne permette pas l'utilisation la plus efficace des ressources. Le Comité consultatif pensait notamment que la décentralisation risquait d'entraîner une fragmentation inutile des tâches, des chevauchements et des doubles emplois dans les fonctions administratives. Compte tenu de ces réserves, les FPNU ont mené une étude afin de déterminer si la décentralisation des services administratifs était la solution la plus rationnelle dans les nouvelles missions, ou s'il valait mieux regrouper certains services. L'étude a conclu qu'il ne serait pas plus avantageux de regrouper les services administratifs. Toutefois, le Comité regrette qu'un problème de gestion de cette importance n'ait pas été envisagé et analysé avant que les missions ne commencent leurs activités. Il est évident que la réorganisation de services aussi importants en milieu de parcours risque d'avoir un coût prohibitif.

Gestion des ressources humaines

113. À l'ATNUSO, qui a été créée en janvier 1996, les services administratifs ont eu beaucoup de mal à obtenir du personnel expérimenté en nombre suffisant. Le premier chef de l'administration n'a pris ses fonctions qu'en mai 1996, et le personnel de direction n'est arrivé sur les lieux qu'en juin ou juillet 1996. Dans certaines sections, des postes clefs sont restés vacants pendant de longues périodes. La Section des finances, par exemple, n'a jamais disposé d'un administrateur spécialisé dans le système SUN et n'a donc pas été en mesure d'utiliser et de consulter convenablement les états financiers de la mission. Nombre d'autres agents d'administration n'avaient que peu d'expérience des missions de maintien de la paix, voire aucune, et ce n'est que tardivement que la mission a réussi à fonctionner de façon efficace. Le manque de personnel dûment expérimenté a nui à l'efficacité opérationnelle de la mission pendant les six premiers mois, alors que son mandat initial était de 18 mois.

114. Pour donner suite à la recommandation que le Comité avait faite dans son rapport sur l'exercice biennal 1994-1995, selon laquelle le Département des opérations de maintien de la paix devrait veiller à ce que des fonctionnaires de rang élevé soient en poste dès que possible afin d'assurer la mise en route d'une mission, l'Administration a établi, depuis le mois de juillet 1996, un fichier de fonctionnaires expérimentés qui pourraient être détachés dans des délais très brefs à des postes correspondant à toutes les fonctions essentielles des

opérations de maintien de la paix. Le Comité ne doute pas que l'utilisation de ce fichier permettra à l'avenir d'atténuer les problèmes susmentionnés.

Biens non consommables

115. Le Comité a examiné le contrôle des biens non consommables dans les opérations de maintien de la paix en cours et a noté ce qui suit :

a) À la MINUBH, les comptes tenus par le Groupe de contrôle et d'inspection du matériel ne concordaient pas avec ceux que tenaient les différents agents certificateurs; ceux-ci établissaient en effet leur propre inventaire des biens appartenant à la mission, alors que le Groupe de contrôle et d'inspection du matériel tenait l'inventaire officiel des avoirs de la mission, dont la valeur totale était estimée à quelque 40 millions de dollars. Par exemple, en ce qui concerne le matériel de communications non consommable, l'agent certificateur avait inscrit 7 429 articles dans son inventaire, alors que le Groupe de contrôle et d'inspection du matériel en avait inventorié 7 731. En ce qui concerne le matériel informatique, l'agent certificateur avait inscrit 4 732 articles, alors que le Groupe de contrôle et d'inspection du matériel en avait consigné 4 459;

b) À partir d'un échantillon de 80 articles matériellement détenus au siège de la MINUBH à Sarajevo, le Comité a constaté que 16 % d'entre eux ne figuraient pas sur l'inventaire du Groupe de contrôle et d'inspection du matériel. En conséquence, de l'avis du Comité, la mission ne tenait pas un inventaire complet et précis de ses biens non consommables, et n'appliquait pas des procédures adéquates d'inscription dans l'inventaire des articles acquis récemment. Le Comité a constaté, en outre, des retards pouvant aller jusqu'à quatre mois entre la date de réception de certains biens durables et la date à laquelle les bordereaux de réception et d'inspection étaient établis;

c) Depuis avril 1997, la FORDEPRENU a attaché une grande importance à la tenue d'inventaires complets et précis, de sorte qu'en juillet 1997, les écarts qui avaient été constatés entre l'inventaire tenu par le Groupe de contrôle et d'inspection du matériel et ceux tenus par les agents certificateurs, qui portaient sur 440 articles d'un montant estimé à 500 000 dollars, avaient été rectifiés;

d) Lors de sa création, l'ATNUSO n'avait pas établi d'état de rapprochement complet et précis des biens non consommables transférés des FPNU. Lorsqu'un tel rapprochement a été entrepris, en mars 1997 – soit 15 mois après l'établissement de la mission – il a fait apparaître un écart portant sur 1 531 articles, d'un montant estimatif de 4,2 millions de dollars, entre les inventaires des deux missions. Le Comité a noté qu'après d'importants efforts de la part des deux missions, l'écart avait été réduit, en mai 1997, à environ 300 articles d'une valeur estimée à 400 000 dollars;

e) En outre, pour deux agents certificateurs de l'ATNUSO – les services d'achat et de gestion du matériel et les services techniques – c'était le propre Groupe de contrôle et d'inspection du matériel qui était responsable de la tenue des inventaires. Le Groupe de contrôle et d'inspection du matériel risquait donc d'avoir du mal à exercer sa fonction de contrôle du fait qu'il assurait par ailleurs la gestion de l'inventaire;

f) Depuis octobre 1991, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre n'avait pris aucune disposition pour liquider des biens non consommables d'une valeur comptable de 768 643 dollars, malgré les recommandations formulées à cet effet par le Comité de contrôle du matériel du Siège. De l'avis du Comité, l'inaction de la mission en la matière a entraîné des coûts supplémentaires résultant du stockage de ce matériel réformé;

g) À UNAVEM III, des articles d'une valeur de 1,7 million de dollars, qui avaient été achetés en 1996, ne figuraient pas dans l'inventaire des biens non consommables au 31 décembre 1996.

116. **Le Comité formule les recommandations suivantes :**

a) **À la MINUBH, à l'ATNUSO et à la FORDEPRENU, les agents certificateurs devraient être responsables de la tenue et de la gestion des fichiers d'inventaire concernant les biens non consommables, le Groupe de contrôle et d'inspection du matériel étant chargé de vérifier que ces fichiers sont exempts d'erreurs;**

b) **La Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre devrait procéder à la cession des articles réformés sans plus attendre;**

c) **À la MINUBH et à la MONUA, des mesures doivent être prises pour que les inventaires contiennent des informations complètes et précises, notamment sur les articles achetés depuis peu, et que les bordereaux de réception et d'inspection soient établis dans les délais prévus.**

117. La MANUH avait présenté des recommandations au Siège dans lesquelles elle proposait que 61 véhicules cannibalisés soient vendus à la ferraille et que 132 véhicules soient donnés à la Police nationale haïtienne. En novembre 1996, le Siège a demandé à la Mission de lui communiquer une demande officielle de la Police nationale haïtienne concernant ces véhicules, et de lui confirmer qu'elle n'en avait plus besoin. Au mois de juin 1997, la Mission n'avait toujours pas répondu à la demande du Siège mais avait fait don de tous les véhicules, soit 193, à la Police nationale haïtienne.

118. La Mission a indiqué au Comité qu'elle avait décidé de faire don des véhicules avant d'avoir l'approbation du Siège afin d'éviter les retards inhérents au traitement de demandes de ce type et d'éviter les frais d'entreposage, dont le montant était estimé à 49 059 dollars, montant correspondant à six mois de loyer. Tous les véhicules avaient donc été donnés sans que le Siège ait donné son autorisation préalable, conformément à la procédure établie.

119. **Le Comité recommande que les procédures relatives à la cession des biens durables soient strictement respectées.** L'Administration a indiqué au Comité que la MANUH avait entamé la procédure relative au don de véhicules afin d'obtenir l'approbation a posteriori du Comité de contrôle du matériel du Siège.

Fournitures et matériel

120. En avril 1997, le Comité a examiné les inventaires de la FORDEPRENU pour vérifier leur concordance avec les stocks physiques. L'inventaire des services techniques n'avait pas été mis à jour depuis plusieurs mois en raison de problèmes informatiques. En outre, si les services du ravitaillement et de la gestion avaient actualisé leurs inventaires, ceux-ci ne contenaient aucune valeur concernant les stocks reçus des FPNU. Enfin, les inventaires relatifs aux transports ne portaient que sur les pièces de rechange Nissan et Toyota et d'autres articles n'avaient pas encore été consignés.

121. La FORDEPRENU avait obtenu des FPNU des stocks importants. Le transfert des stocks permettait généralement d'obtenir à peu de frais des pièces de rechange mais avait conduit aussi parfois la Mission à conserver des stocks dont elle n'avait pas besoin. Par exemple, les services du ravitaillement et de la gestion avaient acquis 542 700 paires de gants de manipulation des aliments. Étant donné que le taux d'utilisation moyen était de 70 paires par mois, la Mission avait des gants pour plus de 640 ans.

122. Concernant la FORDEPRENU et l'ATNUSO, le Comité a constaté que les agents certificateurs n'avaient tenu aucun inventaire exhaustif et régulier. Or, si des inventaires

n'étaient pas dressés régulièrement, les états d'inventaire risquaient d'être inexacts et les éventuels problèmes de réception et d'utilisation des stocks risquaient de passer inaperçus.

123. Le Comité recommande à la FORDEPRENU de mettre à jour ses inventaires de fournitures et de matériel, de revoir ses stocks et de prendre les mesures voulues pour écouler les surplus. Il recommande en outre à l'ATNUSO et à la FORDEPRENU de procéder régulièrement à des prises d'inventaire conformément aux procédures en vigueur.

124. Concernant la MANUH, le Comité a noté que les inventaires des pièces détachées prélevées sur 257 véhicules de janvier 1996 à avril 1997 étaient insuffisants. Les véhicules cannibalisés en vertu d'arrangements contractuels n'avaient pas été soumis aux procédures normales de gestion des stocks et, en conséquence, le Comité ne pouvait pas vérifier le nombre de pièces de rechange obtenues.

125. Le Comité estime que la Mission aurait dû mieux contrôler les activités de l'entreprise et s'assurer que les procédures établies en matière de gestion des actifs étaient réellement suivies.

126. L'Administration avait considéré que le contrat conclu par le Siège portait sur différentes tâches, y compris la réparation de véhicules. En revanche, il n'y était pas fait mention de démontage de véhicules, qui semblait avoir fait l'objet d'un arrangement local. Le contrat prévoyait un certain nombre de services pouvant être augmenté ou réduit selon les besoins de la Mission.

127. Notant que la MANUH est en cours de liquidation, le Comité recommande que lors de la passation de contrats pour le démontage des véhicules, le Siège demande aux chefs de l'administration des missions de s'assurer du respect des procédures relatives à la gestion des stocks.

5. Missions de maintien de la paix en cours de liquidation

128. Le Comité des commissaires aux comptes a étudié la planification et l'exécution de la liquidation des missions suivantes : FPNU, ONUMOZ, MINUAR et MINUHA.

Planification et gestion de la liquidation

129. Les FPNU avaient prévu d'achever la liquidation en février 1997 mais ont dû reporter la fin des opérations à avril puis juillet 1997. Ce retard était dû en partie aux difficultés rencontrées lors du recensement, de la localisation et de la cession des biens non consommables, au nombre considérable de réclamations déposées contre l'ONU et à diverses questions juridiques en instance. En outre, la Mission estimait qu'il valait mieux réaliser autant d'activités de liquidation que possible dans la zone même de la mission de manière à tirer tout le parti possible de l'expérience du personnel.

130. Au cours des neuf premiers mois de la phase de liquidation, le nombre de fonctionnaires possédant l'expérience ou les compétences requises pour la liquidation avait été insuffisant. En conséquence, en septembre et octobre 1996, le Département des opérations de maintien de la paix avait assigné à des postes clefs plusieurs fonctionnaires supérieurs ayant l'expérience de la liquidation de missions.

131. La qualité des informations fournies sur l'état d'avancement de la liquidation laissait également à désirer. Dans certains cas, les certificateurs des comptes ne disposaient pas d'informations complètes ou exactes, en particulier sur la cession des avoirs. La direction avait donc eu beaucoup de mal à prendre la mesure des progrès réalisés et à adopter les décisions les plus efficaces.

132. La liquidation de l'ONUMOZ avait débuté en février 1995. Le Comité a constaté qu'en décembre 1997, près de trois ans plus tard, elle était toujours en cours, alors que l'Administration s'était engagée à achever les opérations en décembre 1996 au plus tard.

133. La liquidation de la MINUAR avait débuté en avril 1996 et s'était poursuivie à Nairobi jusqu'en décembre 1996. Quatre fonctionnaires avaient continué à s'occuper de la liquidation au Siège de l'ONU jusqu'en juin 1997, date à laquelle l'équipe avait été réduite à un seul fonctionnaire international, secondé par deux agents locaux. En décembre 1997, 20 mois après le début de la liquidation, plusieurs tâches essentielles restaient à achever, dont la clôture du compte de la Mission, le recensement des avoirs transférés et l'élaboration du rapport du Secrétaire général.

134. L'Administration a indiqué au Comité que le temps nécessaire à l'achèvement des tâches restantes dépendait en grande partie du travail réalisé par d'autres bureaux et organismes.

135. Le Comité s'est aussi inquiété de ce que la liquidation de l'APRONUC, entamée le 24 septembre 1993 et celle de l'ONUSOM, entamée en avril 1995 ne soient toujours pas achevés en décembre 1997.

136. Comme il l'avait relevé dans ses rapports sur les opérations de maintien de la paix pour les exercices 1992-1993 et 1994-1995, le Comité insiste sur la nécessité de réaliser le plus rapidement possible la liquidation des opérations de maintien de la paix de manière à réduire les coûts au maximum, il conviendrait donc d'établir un plan qui définisse avec précision les délais d'exécution des différentes tâches qui subsistent pour toutes les missions en cours de liquidation, et dont l'application soit étroitement suivie par le Département des opérations de maintien de la paix.

137. À cet égard, le Comité s'est félicité que l'Administration ait publié des directives provisoires sur la liquidation des missions, y compris sur la marche à suivre en ce qui concerne la cession du matériel.

138. Le Comité recommande que ces directives provisoires soient arrêtées sous leur forme définitive et qu'elles soient intégralement appliquées. L'Administration a entrepris de le faire dans la limite des ressources en personnel disponibles au titre du compte d'appui.

Biens non consommables

a) Quartier général des Forces de paix des Nations Unies

139. Dans son rapport de 1994-1995 sur les opérations de maintien de la paix, le Comité avait fait état de graves insuffisances dans la tenue des états d'inventaire des biens non consommables des FPNU. Le Comité a noté que, lors du processus de liquidation, les FPNU avaient redoublé d'efforts pour compléter les inventaires et y consigner tous les biens appartenant aux missions qui avaient pris la relève de la MINUBH, de l'ATNUSO, de la FORDEPRENU et de la MONUP ainsi que les biens qui leur avaient été fournis. Le Comité a observé qu'entre janvier 1996 et août 1997, les FPNU avaient recensé plus de 19 000 articles, d'une valeur totale d'environ 65 millions de dollars, qui n'avaient pas été consignés dans les inventaires précédents.

140. Sur instruction du Siège, les FPNU ont transmis 44 000 articles, dont la valeur était estimée à quelque 189 millions de dollars, à 29 autres missions des Nations Unies, dont 32 000, d'une valeur de 137 millions de dollars, aux missions qui ont pris la suite des FPNU. Ces biens ont pour l'essentiel été transmis au début de 1996 mais les FPNU n'ont pu informer les nouvelles missions des biens qui leur avaient été transférés qu'en octobre 1996. Le Comité craint que ce retard n'ait empêché les nouvelles missions de mettre en place des procédures appropriées de contrôle des avoirs ou de dresser des inventaires exhaustifs.

141. Une fois reçus les inventaires des FPNU, les nouvelles missions et les FPNU ont entrepris de vérifier la concordance de leurs inventaires respectifs. Grâce aux efforts considérables déployés par les uns et les autres, seuls 683 articles d'une valeur estimative de 1,9 million de dollars, n'avaient pu être rapprochées à la date d'achèvement de l'inventaire, en août 1997.

142. Le Comité a examiné les procédures de vente des surplus des FPNU et a constaté un certain nombre de problèmes :

a) Il avait fallu près de 15 mois (d'août 1995 à novembre 1996) au Siège pour prendre une décision concernant la cession des surplus, évalués à quelque 10,5 millions de dollars et des stocks consommables, évalués à 3,8 millions de dollars;

b) L'Administration avait fixé un plafond de 500 dollars pour la publication des appels d'offres pour la conduite de la vente aux enchères, ce qui avait d'office éliminé les grandes villes où les prix pratiqués étaient supérieurs à cette somme. En Europe, les appels d'offres n'avaient été publiés qu'en Croatie. Il se pourrait que ce procédé ait entravé le jeu de la concurrence;

c) Le contrat concernant le commissaire-priseur avait été approuvé le 21 mai 1997 mais les délais prévus pour la mise aux enchères étaient insuffisants. Ce n'était que le 23 juin 1997, et toujours sans qu'aucun contrat n'ait été signé, que le Département des opérations de maintien de la paix avait autorisé le commissaire à annoncer la vente à partir du 1er juillet 1997. Le contrat n'a été signé que le 3 juillet 1997 et la vente a commencé le 10 juillet, neuf jours seulement après l'annonce de son organisation;

d) Le projet de contrat conclu avec le commissaire-priseur prévoyait un délai pouvant aller jusqu'à 24 jours entre la signature du contrat et la tenue de la vente, afin de laisser le temps à l'ONU d'approuver la répartition par lots décidée par le commissaire-priseur, de fixer avec lui un prix de vente minimum par lot, d'examiner ses polices d'assurance, d'ouvrir un compte en banque, d'étudier le plan du commissaire-priseur et d'examiner la liste des organisations invitées à prendre part aux enchères. En fait, sept jours seulement s'étaient écoulés entre la signature du contrat et le début de la vente et le commissaire-priseur avait refusé de fournir à l'ONU la plupart des informations demandées avant la signature du contrat. Toutefois, l'Administration a informé le Comité qu'il avait officieusement accepté de s'acquitter de certaines tâches en prévision de la vente. Par ailleurs, si le commissaire-priseur avait rapidement fourni un plan d'action après la signature du contrat, les FPNU avaient estimé que celui-ci comportait plusieurs lacunes, notamment en ce qui concernait les prix minimaux. De l'avis du Comité, l'étape cruciale de la préparation et de la planification de la vente avait été indûment raccourcie et s'était limitée à l'examen par l'ONU des propositions opérationnelles du commissaire-priseur;

e) Le commissaire-priseur était chargé d'inviter des acheteurs potentiels du monde entier. Il avait invité des participants recommandés par les FPNU et d'autres acheteurs choisis d'après ses propres sources. Sur un échantillon de 25 acheteurs potentiels recommandés par les FPNU et contactés par le Comité, 7 des 11 organisations qui ont répondu ont indiqué qu'elles n'avaient pas été invitées. Le Comité estime que ce résultat laisse à désirer. En outre, si la vente a été annoncée sur Internet ainsi qu'à toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies, elle n'a été annoncée dans la presse qu'en Suisse, en Italie et en Croatie. Le Comité craint qu'en n'invitant pas toutes les organisations recommandées par les FPNU et en limitant les annonces dans la presse, on n'ait considérablement réduit le nombre d'acheteurs potentiels;

f) Tous les lots avaient été vendus, pour un montant total de 1,8 million de dollars (1,6 million de dollars si l'on soustrait la commission du commissaire-priseur). Les FPNU

avaient estimé que la vente rapporterait 2 millions de dollars. Sur 139 lots, cinq avaient été vendus en-dessous du prix plancher, la mission ayant estimé qu'il valait mieux liquider rapidement le matériel plutôt que d'essayer d'en tirer un prix plus élevé en le vendant comme ferraille.

143. Le Comité recommande que, lorsqu'elle décide de procéder à une vente aux enchères, l'Organisation veille à ménager des délais suffisants pour l'annonce de la vente et l'évaluation du matériel mis en vente, afin que l'on puisse contacter les acheteurs potentiels et que la mission en cours de liquidation et le commissaire-priseur puissent échanger les informations nécessaires.

144. Les FPNU ont commencé à écouler la ferraille en 1995. En mars 1997, elles avaient vendu environ 1 500 tonnes de ferraille et les restes de 1 573 véhicules. Pour 360 de ces véhicules, aucune demande de passation par profits et pertes n'a été déposée car les FPNU ont estimé que cela retarderait considérablement le déblayage du cimetière de voitures et ne permettrait pas d'utiliser pleinement ou efficacement les ressources. Avant de mettre les véhicules à la casse, la mission a dressé une liste exhaustive de leurs numéros d'inventaire.

145. De plus, le Comité a noté que le comité local de contrôle du matériel avait approuvé la passation par profits et pertes, en tant que ferraille, de 267 véhicules pour lesquels on ne disposait pas de documents de vente ou qui ne pouvaient pas être localisés.

146. Le Comité recommande que la mission vérifie la concordance des numéros d'inventaire des véhicules mis à la casse avec le registre des biens et les inventaires du comité local de contrôle du matériel afin de recenser les éléments manquants dont la passation par profits et pertes a été autorisée et les véhicules passés par profits et pertes sans autorisation.

b) Mission d'observation des Nations Unies au Mozambique

147. Les accusés de réception des biens non consommables transférés de l'ONUMOZ à d'autres missions ne concordaient pas avec la liste des biens transférés. D'après un rapport de situation élaboré en septembre 1997, des biens non consommables d'une valeur de 24,9 millions de dollars auraient été transférés à d'autres missions mais seule la réception de biens d'une valeur de 21,2 millions avait été confirmée à cette date, ce qui représentait une différence d'inventaire de 3,7 millions de dollars. La comptabilisation des biens non consommables transférés de l'ONUMOZ à d'autres missions faisait également apparaître des écarts. Ainsi, en ce qui concerne les magasins, les avoirs transférés étaient estimés à 5,3 millions de dollars, tandis que les accusés de réception portaient sur des biens d'une valeur de 7,8 millions de dollars, soit 2,5 millions de dollars de plus.

c) Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda

148. Le Comité a constaté qu'aucun inventaire physique des biens non consommables de la MINUAR n'avait été dressé avant leur cession. Il a noté que le chiffre de 62,5 millions de dollars indiqué dans le rapport du Secrétaire général en date du 25 mars 1996 (A/50/712/Add.2) avait été obtenu en regroupant les inventaires de la Mission. L'Administration a informé le Comité que la base de données sur les biens non consommables était mise à jour à mesure que l'on recevait confirmation des cessions et qu'en décembre 1997, les inventaires montraient que des biens non consommables d'une valeur de 65,2 millions de dollars avaient été donnés, transférés à d'autres missions, vendus ou passés par profits et pertes. À cette date, soit 18 mois environ après les transferts, l'équipe de liquidation et la Division de l'Administration et de la logistique des missions attendaient toujours de recevoir confirmation de la réception de biens non consommables estimés à 20,7 millions de dollars.

(soit 32 % de la valeur totale des biens). L'Administration n'était donc pas à même de garantir que les biens transférés étaient effectivement parvenus à destination.

149. L'Administration a informé le Comité que les procédures de suivi seraient simplifiées grâce à la mise en oeuvre du système de contrôle des avoirs sur le terrain, qui répertorie automatiquement les avoirs transférés d'une mission à une autre.

150. Pour permettre un contrôle plus efficace, le Comité recommande que les missions en cours de liquidation dressent un inventaire physique de leurs biens non consommables avant leur cession, conformément aux directives provisoires relatives à la liquidation.

Passation par pertes et profits de biens non consommables

151. En octobre 1997, les FPNU avaient elles-mêmes passé par profits et pertes ou recommandé au Siège de passer par profits et pertes 16 096 articles estimés à 68 millions de dollars. Il s'agissait d'articles endommagés ou usagés mais aussi d'articles volés (11,6 millions de dollars), perdus (5 millions de dollars) ou ne pouvant pas être localisés par les agents certificateurs (10,2 millions de dollars). Dans cette dernière catégorie, on comptait 26 véhicules, 231 conteneurs et 308 groupes électrogènes que la Mission n'avait pu localiser malgré l'organisation de plusieurs inventaires physiques. Le Comité s'inquiète de l'importance des passations par profits et pertes, qui auraient pu être évitées si les inventaires avaient été plus rigoureux.

152. Le Comité recommande à l'Administration, en tenant compte de l'expérience des FPNU, de prier les responsables des opérations de maintien de la paix d'appliquer les procédures établies de gestion des inventaires, y compris en ce qui concerne l'organisation régulière d'inventaires.

153. Le Comité s'est inquiété du retard pris par le Siège dans la recommandation des passations par profits et pertes. Comme indiqué plus haut, des actifs d'une valeur totale de 64,7 millions de dollars étaient toujours en attente à la fin de l'exercice financier. S'agissant des 3,3 millions de dollars passés par profits et pertes par le Siège, le Comité a observé qu'il s'écoulait en moyenne six mois entre la prise de décision du comité local de contrôle du matériel et l'approbation par le Comité de contrôle du matériel du Siège et qu'en cas de problème, les délais pouvaient dépasser trois ans. Le Comité a constaté les mêmes carences à la MINUAR, à UNAVEM II et UNAVEM III ainsi que pour une mission en cours, la Force des Nations Unies pour le maintien de la paix à Chypre. Dans le cas d'UNAVEM III, en mai 1997, le Siège n'avait toujours pas passé par profits et pertes 744 articles d'une valeur de quelque 2 millions de dollars.

154. Le Comité recommande à l'Administration de revoir l'ensemble de la procédure de passation par profits et pertes des biens non consommables, depuis la prise de décision par les missions jusqu'à l'approbation par le Siège, afin de réduire les délais.

155. L'Administration a informé le Comité qu'elle avait entrepris de revoir les procédures de contrôle du matériel au Siège afin d'améliorer la comptabilisation des avoirs en adoptant des méthodes plus transparentes qui permettent à toutes les parties concernées, y compris les missions, de suivre les cas qui les intéressent. L'Administration a ajouté que, les missions en cours de liquidation ayant des pouvoirs financiers accrus, elles réaliseraient elles-mêmes un nombre bien plus important de passations par profits et pertes.

Demandes de remboursement

156. Le Comité a noté que le nombre de demandes de remboursement présentées auprès des FPNU étaient tombées de 854 (pour une valeur de 37,8 millions de dollars) en mai 1996 à 62 (pour une valeur de 4,8 millions de dollars) en juillet 1997.

157. Tout en reconnaissant que la mission était parvenue à réduire le nombre de demandes en instance, le Comité a estimé que certaines auraient pu être évitées si la mission avait pris les mesures préventives voulues. Par exemple, elle n'avait pas publié assez tôt des directives et procédures concernant le logement à l'intention des fonctionnaires. Ceux-ci n'avaient pas toujours procédé à un état des lieux avant d'emménager ni conclu d'arrangement avec le propriétaire à cet égard. La mission n'était donc pas à l'abri de nouvelles réclamations.

158. Le Comité a constaté que, de leur côté, les FPNU avaient aussi déposé des demandes de remboursement auprès de tiers. Dans certains cas, le Comité d'examen des réclamations avait jugé que des dommages causés aux biens étaient dus à la négligence délibérée des bataillons et recommandé de mettre en recouvrement quelque 290 000 dollars de dégâts auprès des pays concernés.

159. Dans deux autres cas, la mission avait pris des mesures pour retenir le montant des réclamations sur les sommes qu'elle devait. Dans le premier cas, les FPNU avaient retenu 872 000 dollars sur les sommes dues aux agences internationales de services pour couvrir les 756 000 dollars de dommages causés au matériel de l'ONU par le personnel contractuel international. Dans le deuxième cas, qui concernait une surfacturation d'un montant de 1 million de dollars pour du carburant qui n'avait jamais été livré, la mission avait retenu plus de 2 millions de dollars sur les sommes qu'elle devait à l'entreprise.

160. Comme l'avait noté le Comité dans son rapport sur les opérations de maintien de la paix pour l'exercice 1994-1995, une mission antérieure aux FPNU (la FORPRONU) avait payé des droits d'accise d'un montant de 37 millions de dollars sur ses achats de pétrole, de carburants et de lubrifiants. Cette somme est depuis lors passée à 38 millions de dollars. En outre, les FPNU ont payé 3,5 millions de dollars au titre des taxes d'aéroport et 168 000 dollars au titre de taxes relatives aux services de communications, contrairement aux dispositions de l'Accord sur le statut des forces. La mission continue d'étudier avec le gouvernement hôte les moyens de régler ces réclamations.

161. Le Comité compte que le Département des opérations de maintien de la paix poursuivra ses efforts pour régler toutes les demandes de remboursement en instance concernant les FPNU.

6. Autres activités liées au maintien de la paix

162. Le Comité a procédé à l'audit d'autres activités liées au maintien de la paix et est parvenu aux conclusions suivantes :

a) Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi

Transfert de biens hors d'usage

163. Les biens transférés des missions de maintien de la paix à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi afin de constituer un stock stratégique étaient dans certains cas en mauvais état ou vétustes et ont dû être passés par profits et pertes. Au 30 septembre 1997, la Base de soutien logistique des Nations Unies avait recommandé au Siège de liquider des avoirs estimés à 11,2 millions de dollars, comprenant des biens qui ne valaient pas la peine d'être réparés (1,14 million de dollars), des motocycles et des pièces de rechange (8,4 millions de dollars) et des fournitures médicales périmées (900 000 dollars). Le Comité a constaté que la liquidation des motocycles avait été approuvée par le Siège en août 1994, mais que ceux-ci étaient toujours en stock, le Siège ayant demandé que la vente se fasse par appel d'offres international.

164. Le Comité a également noté que la Base de soutien logistique possédait d'importants stocks de biens transférés qui étaient inutiles ou hors d'usage et devaient être passés par profits et pertes puis liquidés. Il s'agissait notamment de 195 véhicules et de 102 remorques d'une valeur initiale de 5,4 millions de dollars, de 278 machines à écrire non électriques, de 25 conteneurs vides et de 96 conteneurs d'autres articles. Le Comité a jugé contestable que l'on ait engagé des dépenses pour transporter des biens hors d'usage de missions de maintien de la paix vers la Base de soutien logistique et les stocker. Il considère que de tels transferts ne sont pas rentables et recommande à l'Administration de revoir sa politique en matière de transfert d'avoirs.

165. Le Comité réitère la recommandation qu'il avait formulée dans son rapport sur l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1995, selon laquelle le Département des opérations de maintien de la paix devrait s'assurer, avant qu'une mission en cours de liquidation ne transfère des avoirs à une mission en cours qu'il soit procédé à une évaluation appropriée, de manière à éviter que l'expédition de matériel hors d'usage n'entraîne des frais supplémentaires pour l'Organisation.

166. L'Administration a indiqué au Comité qu'elle avait informé toutes les missions de la politique en matière de transfert de matériels usagés à la Base de soutien logistique de Brindisi, présentée dans le rapport du Secrétaire général en date du 21 mai 1997 (A/51/905) et approuvée par l'Assemblée générale; les chefs de l'administration étaient donc tenus d'appliquer cette politique en évitant de transférer du matériel hors d'usage vers la Base de soutien logistique.

167. Le Comité constate de nouveau avec inquiétude les retards intervenus dans la gestion des biens qu'il a été décidé de réformer et de liquider; il recommande à l'Administration de régler ces problèmes dans les plus brefs délais.

168. D'après l'Administration, la Base de soutien logistique des Nations Unies a été informée des recommandations du Comité, et des progrès notables ont été réalisés afin de résorber le retard dans la gestion des biens reçus lors des premières années de fonctionnement de la Base.

b) Tribunal pénal international pour le Rwanda

Organisation du Tribunal

169. Dans son rapport sur l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1995, le Comité s'était inquiété du fait que les nouvelles missions ne disposaient pas suffisamment de personnel dûment qualifié et expérimenté pour mettre sur pied de nouvelles activités. Le Comité a confirmé les conclusions auxquelles était parvenu le Bureau des services de contrôle interne en 1996, à savoir que le Tribunal pénal international pour le Rwanda n'avait pas engagé de personnel dûment qualifié et expérimenté pour lui fournir l'appui administratif nécessaire. Il a constaté que le personnel local du Tribunal occupait parfois des postes de responsabilité sans avoir reçu de formation adéquate et sans avoir pris connaissance des politiques et procédures en vigueur à l'ONU. De surcroît, il n'existait pas d'organigramme ni de définition d'emploi dans la plupart des services. En conséquence, les liens hiérarchiques, les devoirs et responsabilités n'étaient pas clairement définis, ce qui nuisait à l'efficacité du système de contrôle interne et au bon fonctionnement du Tribunal. Comme il était fait observer plus haut, des problèmes analogues avaient été relevés lors de la création de l'ATNUSO au début de 1996.

170. Les difficultés financières du Tribunal avaient considérablement retardé l'établissement des comptes mensuels et des rapports sur les allocations de crédit, de sorte qu'il était difficile au Tribunal de contrôler efficacement les dépenses.

171. Le Comité a recommandé à l'Administration d'étudier les problèmes financiers du Tribunal. Il recommande en outre au Tribunal d'établir des définitions d'emploi et des organigrammes et de superviser de près les activités de la Section des finances en veillant à ce que les rapports financiers et budgétaires soient établis dans les délais voulus.

172. L'Administration a informé le Comité que des fonctionnaires dûment qualifiés avaient été désignés aux postes clefs et qu'on avait fait le nécessaire pour que la direction du Tribunal respecte scrupuleusement les règles et procédures afférentes à la gestion des ressources humaines. On avait établi des organigrammes et rédigé des définitions d'emploi pour la quasi-totalité des postes, qui devaient être classées par le Bureau de la gestion des ressources humaines. L'Administration a ajouté qu'on avait dispensé aux agents des services généraux recrutés sur le plan local et international une formation aux tâches administratives et qu'on avait mis en place des systèmes de contrôle interne adéquats. Le Comité gardera ces questions à l'étude.

Achats

173. Le Comité a examiné le système d'achats du Tribunal et constaté que la Section des achats n'avait pas constitué de véritables dossiers pour les 338 bons de commande établis au cours de la période de 10 mois terminée le 31 octobre 1996. La Section des achats n'avait donc pu contrôler et évaluer correctement la performance des fournisseurs dans le cadre des divers contrats octroyés ni les achats effectués par le Tribunal. De même, le Comité n'avait pu procéder à un examen détaillé des dossiers.

174. Sur les 338 bons de commande établis, 130 (soit 38 %) ont été approuvés a posteriori, ce qui signifie que les achats ont été effectués sans approbation préalable.

175. Il a été largement recouru aux dérogations à la procédure d'appel d'offres prévues par la règle de gestion financière 110.19. Sur les 130 cas examinés par le Comité, 75 % concernaient des marchés passés sans appel d'offres. Le Comité a relevé que dans tous les cas, contrairement à la règle de gestion financière 110.19 d) et h), aucune justification n'avait été produite pour expliquer la nécessité de déroger à la procédure d'appel d'offres.

176. L'Administration a informé le Comité que la plupart des achats approuvés a posteriori concernaient des biens et services qu'il avait fallu se procurer d'urgence compte tenu des difficultés rencontrées au Rwanda lors de la mise en place du Tribunal. L'Administration a également expliqué que les carences constatées dans le système d'achats tenaient en partie au manque de personnel de la Section des achats.

177. Le Comité recommande au Tribunal pénal international pour le Rwanda de veiller à ce que les dossiers d'achats comportent des informations complètes et précises afin d'améliorer la gestion des achats.

178. Le Comité recommande également au Tribunal, afin de recourir le moins souvent possible à la procédure d'urgence applicable en cas de besoins opérationnels immédiats et d'éliminer l'acquisition de matériel sans autorisation préalable, de planifier ses besoins de sorte que les achats puissent être effectués par appel d'offres. Dans les cas où il est dérogé à la procédure d'appel d'offres, les raisons justifiant le recours à une autre procédure doivent être indiquées conformément aux règles de gestion financière de l'ONU.

c) Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

Utilisation des locaux

179. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie est situé à La Haye. En 1996, le Tribunal occupait 7 271 mètres carrés, moyennant un loyer de 1,7 million de dollars,

superficie qui comprenait des bureaux, une salle d'audience et d'autres installations. En janvier 1997, le Tribunal a pris possession de l'ensemble du bâtiment, comprenant 19 529 mètres carrés de bureaux, de salles d'audience et de parking souterrain, moyennant l'inscription au budget d'un loyer annuel de 2,3 millions de dollars. Toutefois, le Bureau pour l'interdiction des armes chimiques a accepté de sous-louer 5 214 mètres carrés à compter du 1er avril 1997, contre le versement au Tribunal d'un loyer annuel de 425 500 dollars.

180. En agrandissant ses locaux de 7 044 mètres carrés net, le Tribunal comptait installer deux salles d'audience et des bureaux supplémentaires. Le Comité a relevé que la salle d'audience avait été utilisée 131 jours en 1996 et 187 jours en 1997. Toutefois, le nombre de détenus avait considérablement augmenté (de 7 en décembre 1996 à 20 en décembre 1997), de même que le nombre de procès en instance (de 1 au début de 1996 à 5 à la fin de 1997).

181. L'Administration a expliqué que les procès fréquemment interrompus pour de brèves périodes de temps, en raison notamment du manque de témoins; le Tribunal s'efforçait d'utiliser au maximum la salle d'audience mais se heurtait à divers problèmes, notamment pour faire venir de loin des témoins. L'Administration estimait que, grâce aux salles d'audience supplémentaires, plusieurs procès pourraient se dérouler simultanément, ce qui permettrait de résorber les retards.

182. Le Comité a constaté en outre que les travaux de construction des bureaux n'avaient pas encore débuté. En octobre 1997, les travaux avaient été décidés mais l'appel d'offres n'avait toujours pas été publié. Le Comité local des marchés et le Comité des marchés du Siège n'avaient donc pas eu à approuver de proposition et, à la fin de l'exercice biennal 1996-1997, le crédit de 407 600 dollars alloué au titre des travaux de construction n'avait pas été utilisé.

183. L'Administration a informé le Comité qu'elle n'avait pas été en mesure d'entreprendre les travaux parce que la Section des achats et la Section de la gestion des bâtiments s'étaient vu confier des tâches imprévues qui avaient priorité. Celles-ci concernaient notamment la détention de nouveaux prisonniers dans des conditions de sécurité, l'expansion des activités sur le terrain, comme prescrit par le Bureau du Procureur, et la présentation du cahier des charges et des plans pour les deux nouvelles salles d'audience, dont la construction avait été prévue pour 1998. La réalisation de ces activités, conjuguée au manque de personnel de la Section des achats, avait retardé les travaux.

184. Le Comité recommande au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie d'organiser les procès de manière à utiliser plus largement la salle d'audience actuelle et d'accélérer les travaux de construction des nouvelles salles d'audience et des bureaux.

Approbation de bail à construction

185. En juin 1994, le Comité des marchés du Siège a recommandé au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de passer un contrat pour un bail de quatre ans couvrant la période du 1er juillet 1994 au 30 juin 1998, sachant que les termes du bail restaient à négocier et que celui-ci serait soumis à l'examen et à l'approbation du Bureau des affaires juridiques. Le Comité a noté que le bail finalement approuvé par le Bureau des affaires juridiques était reconduit automatiquement, à moins que le Tribunal ne signifie au propriétaire, avant le 31 décembre 1996, soit 18 mois avant l'expiration du bail, qu'il ne comptait pas le renouveler. Le bail comprenait en outre une clause permettant au Tribunal de le résilier, moyennant un préavis de six mois, s'il devait fermer ses portes ou déménager dans un autre pays. Le Tribunal n'ayant pas notifié ses intentions au propriétaire avant le 31 décembre 1996, un nouveau bail de quatre ans, d'un montant de 7,6 millions de dollars pour la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 2002, est entré en vigueur le 1er janvier 1997 sans l'approbation

expresse du Comité des marchés du Siège. En vertu de la même clause, le bail pourra être renouvelé le 31 décembre 2000 jusqu'au 30 juin 2006.

186. Le Comité craint que les termes du bail ne constituent pour l'Organisation un engagement automatique à long terme si le Tribunal ne notifie pas au propriétaire son intention de ne pas renouveler le bail et il considère que le préavis requis de 18 mois est trop long. Le Comité espère que l'Administration n'acceptera plus de telles clauses dans les contrats de bail qu'elle conclura à l'avenir.

7. Cas de fraude ou de fraude présumée

187. Au cours de la période de 18 mois terminée le 30 juin 1997, 41 cas de fraude ou de fraude présumée ont été signalés au Comité. Dans 21 affaires, des fonctionnaires de l'Organisation ont été impliqués, dans 13 autres, les auteurs n'ont pu être identifiés et dans les 7 affaires restantes, les responsables n'étaient pas des fonctionnaires de l'ONU.

188. Le Comité a constaté que dans 12 des 41 affaires susmentionnées, l'Organisation avait perdu au total 611 172 dollars. Dans trois affaires qui ont été confiées à la Commission d'enquête, le montant des pertes n'a pu être évalué et dans les 26 affaires restantes, aucune perte financière n'a été constatée. L'Administration a pu recouvrer 95 785 dollars et s'emploie à recouvrer le reste, c'est-à-dire 515 387 dollars.

D. Remerciements

189. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint à la gestion, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et leurs collaborateurs de leur coopération et de leur assistance.

Le Contrôleur et Vérificateur général
des comptes de l'Inde
(*Signé*) Vijay Krishna **Shunglu**

Le Vérificateur général des comptes du Ghana
(*Signé*) Osei Tutu **Prempeh**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord
(*Signé*) Sir John **Bourn**

Annexe I

Liste des missions dont les comptes ont été vérifiés

Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO)

Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés

Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU)

Forces de paix des Nations Unies (FPNU)

Force de protection des Nations Unies (FORPRONU)

Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD)

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan (GOMNUIP)
Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUH)
Mission des Nations Unies à Prevlaka (MONUP)
Mission des Nations Unies chargée d'observer la situation des droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA)
Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH)
Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA)
Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR)
Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)
Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM II)/Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA)
Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MINUL)
Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT)
Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG)
Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK)
Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMoz)
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST)
Unité administrative des Nations Unies à Bagdad

Annexe II

Mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport portant sur l'exercice biennal achevé le 31 décembre 1995^a

I. Recommandation 10 a)

1. Il faudrait, pour faire en sorte que les achats des missions soient comptabilisés comme il convient, mettre en place une procédure permettant d'apporter les ajustements appropriés aux comptes d'allocations de crédits dans le cas d'achats imputés aux budgets de missions auxquelles les articles en question ne sont pas destinés.

Mesures prises par l'Administration

2. L'Administration a adopté une procédure visant à recréditer le compte de la mission au budget de laquelle des achats de matériel, qui ne lui était pas destiné, ont été imputés.

Observations du Comité

3. La procédure gagnerait en efficacité et permettrait de suivre et de rapprocher en temps voulu les comptes des missions considérées si ces dernières étaient avisées lorsque de telles opérations ont lieu. Il faudrait également en informer la Division des achats afin qu'elle puisse tenir une comptabilité exacte des achats effectués pour chaque mission et suivre la livraison des articles.

II. Recommandation 10 b)

4. Il faudrait améliorer le contrôle et le suivi des achats effectués au titre de lettres d'attribution, comme suit :

a) Un système de contrôle numérique devrait être établi pour toutes les lettres d'attribution délivrées et la Division de l'administration et de la logistique des missions devrait en conserver copie pour pouvoir s'y référer et opérer les rapprochements voulus;

b) Le rapport sur l'état des lettres d'attribution devrait indiquer en détail les articles et les services demandés par les pays fournissant des contingents pour qu'ils puissent être comparés à ceux effectivement reçus par les missions;

c) Il faudrait renforcer le contrôle des livraisons d'articles effectuées en vertu de lettres d'attribution pour s'assurer que les articles non encore livrés demeurent nécessaires et prendre les mesures appropriées;

d) La Division de l'administration et de la logistique des missions devrait exiger des rapports de réception et d'inspection comme preuve de livraison avant de viser les demandes de paiement au titre de lettres d'attribution.

^a Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 5 (A/51/5), vol. II, sect. II, par. 10.

Mesures prises par l'Administration

5. Un système de contrôle numérique des lettres d'attribution a été mis au point et relié à la base de données financières pour faire en sorte d'établir un engagement de dépense approprié pour toute lettre d'attribution délivrée. Les documents d'engagement de dépenses sont établis au Siège et pris en compte dans l'état mensuel d'allocation de crédits qui indique les décaissements effectués et les dépenses engagées. Une mention relative aux rapports de réception et d'inspection a été ajoutée au texte des lettres d'attribution.

Observations du Comité

6. Le contrôle numérique des lettres d'attribution devrait être informatisé. La pratique actuelle, qui consiste à utiliser un seul document d'engagement de dépenses pour différentes lettres et différents pays fournissant des contingents, entrave le suivi des lettres. Les missions ne peuvent pas rapprocher ces dernières des documents d'engagement de dépenses car le numéro de la lettre d'attribution ne figure pas en regard du document correspondant dans les états mensuels d'allocation de crédits. Le Comité a formulé d'autres observations sur la gestion des lettres d'attribution dans le présent rapport.

III. Recommandation 10 c)

7. L'Administration devrait accorder une attention accrue à la gestion et à l'achèvement des opérations de liquidation des missions pour qu'elles soient menées à bien dans un délai spécifié en en confiant la responsabilité à une personne ou un service spécifique.

Mesures prises par l'Administration

8. Des directives relatives à la liquidation des missions ont été publiées en décembre 1995, soulignant la nécessité de mener à bien les opérations dans le délai prescrit. La Division de l'administration et de la logistique des missions exige des missions en cours de liquidation qu'elles établissent des rapports d'activité mensuels. L'Assemblée générale a été informée qu'il importait que les fonctionnaires chargés d'effectuer les liquidations soient en nombre suffisant dans la zone de la mission pour pouvoir mener à bien sur place toutes les activités pertinentes, au lieu de devoir le faire au Siège. Après la clôture d'une mission, une équipe de liquidation à effectif restreint est dépêchée au Siège pour régler les problèmes en souffrance, dont beaucoup (comme la clôture des comptes et la passation des avoirs par profits et pertes) doivent faire l'objet de consultations avec d'autres départements ou bureaux. Cela étant, l'Organisation continue d'éprouver des difficultés pour approuver le montant des ressources nécessaires.

Observations du Comité

9. Comme indiqué dans le présent rapport, le Comité estime qu'il faudrait arrêter la version définitive des directives en matière de liquidation et faire en sorte que celles-ci soient pleinement appliquées et étroitement suivies par le Siège afin de mener à bien les activités de liquidation dans les délais prescrits.

IV. Recommandation 10 d)

10. Il faudrait élaborer des procédures standard concernant le transfert et la réception de biens afin d'accélérer les opérations et de rendre le processus de cession des actifs plus transparent.

Mesures prises par l'Administration

11. Tous les systèmes de codification de l'Organisation ont été revus. Les conclusions de cette analyse figurent dans le rapport du Secrétaire général sur la gestion des biens des opérations de maintien de la paix (A/51/957), et le système de codification recommandé, s'inspirant du Système commun de codification des Nations Unies, a été approuvé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission. Le rapport considéré contenait également des éléments d'informations sur la question, ainsi que sur le système de contrôle des avoirs sur le terrain, qui vise à renforcer la maîtrise, la transparence et l'exactitude de la gestion des avoirs des opérations de maintien de la paix. Le CCQAB et la Cinquième Commission ont approuvé l'utilisation de ce système, que l'on a commencé à mettre en place sur le terrain.

Observations du Comité

12. Le Comité suivra l'utilisation du système de contrôle des avoirs sur le terrain pour déterminer si elle permet de remédier aux insuffisances constatées.

V. Recommandation 10 e)

13. Lorsqu'un gouvernement n'est pas en mesure de fournir gratuitement des locaux appropriés conformément à l'accord sur le statut des forces, la mission devrait solliciter son aide pour obtenir des locaux commerciaux à un loyer raisonnable et équitable.

Mesures prises par l'Administration

14. L'Administration a indiqué que les futurs accords sur le statut des forces seront assortis d'une nouvelle clause, prévoyant d'exercer une pression politique et morale accrue sur les gouvernements des pays hôtes qui manquent aux obligations qu'ils ont librement contractées. Elle considère qu'il est peu probable que cette disposition aboutisse à des résultats concrets lorsque les gouvernements manquent à leur obligation première de fournir gratuitement des locaux. Toutefois, elle a également informé le Comité qu'un groupe de travail chargé d'élaborer un accord modèle sur le statut des forces avait été constitué par le Bureau des affaires juridiques et le Département des opérations de maintien de la paix.

Observations du Comité

15. Le Comité gardera cette question à l'étude.

VI. Recommandation 10 f)

16. Afin d'accroître l'efficacité du programme de formation qui a été récemment institué, l'on pourrait envisager de l'étendre au personnel militaire chargé de la logistique ainsi qu'aux autres membres du personnel de la mission qui participent au processus d'achat.

Mesures prises par l'Administration

17. En attendant que des fonds soient disponibles pour étendre le programme de formation, l'Organisation étudie la possibilité d'utiliser un enregistrement vidéo pour aider à former le personnel chargé de la logistique.

Observations du Comité

18. Le Comité gardera la question à l'examen.

VII. Recommandation 10 g)

19. À l'avenir, lorsqu'une ristourne sera offerte pour paiement dans un délai déterminé, il devrait être convenu avec le contractant que si le paiement est retardé par suite d'une erreur dans les factures présentées par ce dernier, c'est la date à laquelle le différend sera réglé qui sera considérée comme la date à laquelle le délai prévu commence à courir.

Mesures prises par l'Administration

20. Les contrats comprennent désormais une clause prévoyant que c'est la date à laquelle le différend concernant une facture est réglé qui est considérée comme celle à laquelle le délai prévu commence à courir pour le versement d'une ristourne.

Observations du Comité

21. Le Comité examinera l'application de cette disposition lors de ses futures vérifications.

VIII. Recommandation 10 h)

22. Le Comité recommande, pour veiller à ce que l'Organisation soit indemnisée comme il convient lorsque des retards de livraison lui coûtent de l'argent, que, lorsqu'un marché est attribué non parce que l'offre est la plus avantageuse mais parce que les délais de livraison sont les plus courts, ce fait soit indiqué expressément dans le bon de commande ou le contrat et que des clauses pénales appropriées soient convenues avec le contractant en cas de non-respect des délais.

Mesures prises par l'Administration

23. L'Administration a indiqué que les clauses pénales devaient être utilisées avec circonspection. Elle a par ailleurs informé le Comité qu'en raison des exigences opérationnelles de nombreuses missions de maintien de la paix, il arrivait fréquemment que des contrats soient attribués en fonction des délais de livraison et non pas au mieux offrant.

Observations du Comité

24. Le Comité n'en a pas moins constaté que l'Administration n'avait pris aucune mesure concrète pour appliquer cette recommandation. Il n'existait pas de système de suivi d'un marché attribué en raison des délais de livraison qui permette d'entreprendre rapidement une action. Le Comité réitère la recommandation dont il est fait état plus haut au paragraphe 22.

IX. Recommandation 10 i)

25. Avant qu'une mission en cours de liquidation ne cède des actifs à une mission en cours, il devrait être procédé à une évaluation appropriée pour éviter le transfert d'articles hors d'usage, à un coût supplémentaire pour l'Organisation.

Mesures prises par l'Administration

26. Le Directeur de la Division de l'administration et de la logistique des missions a donné pour instruction aux missions de réaliser une analyse coûts-avantages avant de procéder à tout transfert. Par ailleurs, une politique de transfert de matériel usagé à la Base de Brindisi est désormais appliqué (voir document A/51/905).

Observations du Comité

27. Les conclusions figurant dans le présent rapport indiquent que le transfert d'articles hors d'usage à un coût supplémentaire pour l'Organisation continue de faire problème. Lors de ses futures vérifications, le Comité étudiera l'application de la politique susmentionnée.

X. Recommandation 10 j)

28. Il faudrait élaborer des directives pour indiquer clairement les circonstances dans lesquelles des appels d'offres doivent être lancés par publication d'une annonce ou au contraire par invitation à soumissionner.

Mesures prises par l'Administration

29. Le nouveau manuel sur les achats, en cours d'établissement, devrait tenir compte de cette recommandation et d'autres modalités de réforme des achats.

Observations du Comité

30. Des mesures devraient être rapidement prises au sujet de la recommandation afin d'en accélérer l'application et de renforcer la compétitivité du système des achats de l'Organisation.

XI. Recommandation 10 k)

31. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait identifier à l'avance les membres du personnel des missions dûment qualifiés qui pourraient être détachés à bref délai pour mettre sur pied de nouvelles missions. Ces fonctionnaires devraient recevoir une formation adéquate et une version à jour du Manuel sur l'administration des missions.

Mesures prises par l'Administration

32. Les programmes de formation destinés au personnel administratif et au personnel d'appui essentiels sont en cours de révision. Depuis 1994, 50 administrateurs ont suivi une formation théorique et pratique, de deux à trois mois, dans les domaines de la gestion du personnel, des finances, des achats, des transports et du génie. De plus, une liste de fonctionnaires expérimentés a été établie pour toutes les fonctions d'ordre administratif.

Observations du Comité

33. Le Comité continuera de suivre la question lors de ses futures vérifications.

XII. Recommandation 10 I)

34. Les demandes de fourniture de biens ou de services devraient continuer d'être présentées électroniquement à l'approbation de la Division de l'administration et de la logistique des missions avant d'être transmises à la Section des achats (missions) pour suite à donner.

Mesures prises par l'Administration

35. Les demandes de fourniture de biens ou de services destinés aux missions sont approuvées par la Division de l'administration et de la logistique des missions et transmises à la Division des achats par le système Reality. Chaque demande est imputée au crédit budgétaire pertinent et le bon de commande est comptabilisé électroniquement afin de s'assurer que les fonds nécessaires sont disponibles avant de contracter un engagement.

Observations du Comité

36. L'intégration proposée du SIG et du système Reality devrait être organisée de façon qu'une base de données commune puisse être consultée par les multiples utilisateurs des missions, la Division de l'administration et de la logistique des missions, la Division des achats et la Division de la comptabilité, pour accéder à des données sur les achats allant du stade de la demande à celui du règlement.

Annexe III

Écarts constatés entre les rapports sur l'exécution du budget et les états financiers

Mission	Période considérée	Soldes inutilisés (en milliers de dollars des États-Unis)		
		Rapport sur l'exécution du budget ^a (a)	État financier (b)	Écart (c) = (a) - (b)
MONUG	13 janvier-30 juin 1996	1 057	723	334
MONUL	1er juillet-30 juin 1996	13 466	2 036	11 430
MINURSO	1er juillet-30 juin 1996	19 393	11 446	7 947
Total partiel		33 916	14 205	19 711
UNAVEM	1er janvier-30 juin 1996	18 927	31 477	(12 550)
PRODEPRENU	1er janvier-30 juin 1996	5 260	5 868	(608)
MONUIK	1er janvier-30 juin 1996	4 603	6 116	(1 513)
ATNUSO	15 janvier-30 juin 1996	18 827	25 089	(6 262)
FINUL	1er février-30 juin 1996	2 863	5 661	(2 798)
MINUBH	1er janvier-30 juin 1996	6 516	10 190	(3 674)
MONUT	16 décembre 1995-30 juin 1996	1 312	1 708	(396)
FNUOD	1er janvier-30 juin 1996	1 130	1 244	(114)
Total partiel		59 438	87 353	(27 915)
MINUAR	1er janvier-30 juin 1996	(5 047)	6 443	(11 490)

^a Montants crédités aux États Membres (en chiffres bruts).

Chapitre III

Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons examiné les états financiers ci-après, numérotés de XXII à XLVIII et de I à XXXI, dûment identifiés, ainsi que les tableaux numérotés de 22.1 à 44.1 et de 1.1 à 31.1 et les notes explicatives correspondantes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période de six mois terminée le 30 juin 1996 et la période de 12 mois terminée le 30 juin 1997, respectivement, conformément aux normes communes de vérification du Groupe mixte de vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Nous avons notamment effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence.

Certains États Membres ont indiqué qu'ils n'étaient pas disposés à verser le montant de 67,5 millions de dollars figurant dans le compte spécial au titre des contributions non acquittées ainsi que le montant de 48,6 millions de dollars inclus dans le solde des contributions non acquittées. Les états financiers ne reflètent pas les retards apportés au recouvrement de ces sommes. Par ailleurs, le Comité n'a pas été en mesure de confirmer la validité de l'ajustement d'un montant total de 130,4 millions de dollars apporté aux comptes par suite du passage de l'ancien système de comptabilité général au Système intégré de gestion, en raison de lacunes dans les vérifications.

À l'exception des incidences des observations notées au paragraphe précédent, notre opinion est que les états financiers rendent fidèlement compte de la situation financière de l'Organisation au 30 juin 1997, ainsi que des résultats de ses opérations pendant les exercices terminés à cette date et des mouvements de trésorerie pour la période de 18 mois terminée à cette date, qu'ils ont été établis conformément aux principes comptables en vigueur, qui ont été appliqués sur la même base que pour l'exercice précédent, et que les opérations ont été conformes au Règlement financier ainsi qu'aux décisions des organes délibérants.

Conformément à notre usage, nous avons établi un rapport détaillé sur notre vérification des états financiers des opérations de maintien de la paix, comme le prévoit le Règlement financier.

Le Vérificateur général des comptes de l'Inde
(*Signé*) Vijay Krishna **Shunglu**

Le Vérificateur général des comptes du Ghana
(*Signé*) Osei Tutu **Prempeh**

Le Vérificateur général des comptes du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
(*Signé*) Sir John **Bourn**

20 mars 1998

Chapitre IV

Certificat attestant l'exactitude des états financiers

Le 5 Novembre 1997

Je certifie que les états financiers des opérations de maintien de la paix des Nations Unies figurant en annexe au présent rapport et numérotés de XXII à XLVIII et de I à XXXI, pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996 et la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997, respectivement, sont exacts.

Le Sous-Secrétaire général,
Contrôleur
(*Signé*) Jean-Pierre **Halbwachs**

Chapitre V

États financiers pour la période de 18 mois allant du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997

Première partie
États financiers pour le semestre allant
du 1er janvier au 30 juin 1996

A. État financier de toutes les opérations de maintien de la paix

État XXII

État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix^a

État, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total, opérations en cours</i>	<i>Total, opérations terminées</i>	<i>Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et Fonds pour l'appui aux programmes</i>	<i>Suppressions, tous fonds pour les opérations de maintien de la paix</i>	Total pour la période allant du	
					1er janvier au 30 juin 1996	1er janvier au 30 juin 1994
Recettes						
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement	673 638	—	—		673 638	1 507 468
Contributions volontaires	26 701	—	—		26 701	39 056
Recettes provenant de services rendus	—	—	9 670	(9 670)	—	—
Revenu des placements	21 100	414	2 869		24 383	6 427
Autres recettes/recettes accessoires	60 589	—	3		60 592	2 820
Économies diverses (règlements des engagements et ajustements)	—	902	—		902	—
Total des recettes	782 028	1 316	12 542	(9 670)	786 216	1 547 671
Dépenses (états XXIII à XLVIII)						
Total des dépenses	788 048^b	—	14 917	(9 670)	793 295	1 273 844
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	(6 020)	1 316	(2 375)		(7 079)	273 827
Ajustements pour l'exercice précédent	(3 014)	(25)	(2 532)		(5 571)	(10 185)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	(9 034)	1 291	(4 907)		(12 650)	263 642
Transfert en provenance (à) d'autres fonds	(31 590)	—	—		(31 590)	—
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	5 496	100	—		5 596	10 100
Sommes portées au crédit des États Membres	(8 303)	—	—		(8 303)	(12 315)
Autres ajustements aux réserves et aux soldes des fonds	24	—	(2)		22	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	786 065	75 784	158 715		1 020 564	677 749
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	742 658	77 175	153 806		973 639	939 176

État XXII (*fin*)

État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total, opérations en cours</i>	<i>Total, opérations terminées</i>	<i>Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et Fonds pour l'appui aux programmes</i>	<i>Suppressions, tous fonds pour les opérations de maintien de la paix</i>	Total	
					1996	1994
Actif						
Encaisse et dépôts à terme	742 010	20 525	106 769		869 304	358 832
Contributions à recevoir des États Membres	1 956 622	117 332	—		2 073 954	2 146 012
Contributions volontaires à recevoir	6 901	—	—		6 901	6 837
Sommes à recevoir des États Membres	1 589	—	—		1 589	—
À recevoir d'autres fonds	7 657	686	—		8 343	3 722
Autres sommes à recevoir	104 439	196	409		105 044	37 215
À recevoir d'autres fonds pour les opérations de maintien de la paix	57 504	18 000	3 143	(78 647)	—	—
À recevoir du Fonds général de l'ONU	10 185	1 508	57 601		69 294	82 601
Comptes spéciaux pour les contributions non acquittées	55 552	11 962	—		67 514	67 514
Charges comptabilisées d'avance et autres éléments d'actif	38 414	2 919	41		41 374	33 323
Total de l'actif	2 980 873	173 128	167 963	(78 647)	3 243 317	2 736 056
Passif						
Contributions ou paiements anticipés	2 317	—	—	—	2 317	—
Engagements non réglés	1 542 062	793	3 206		1 546 061	1 546 033
Soldes dus à d'autres fonds	88 630	—	10 603		99 233	27 223
Sommes à payer aux États Membres	449 156	30 399	—		479 555	121 027
Autres sommes à payer	60 985	306	299		61 590	28 121
Dû à d'autres fonds pour les opérations de maintien de la paix	75 504	3 143	—	(78 647)	—	—
Dû au Compte spécial de l'ONU	—	3 329	—		3 329	3 329
Dû au Compte «Produit de la vente des obligations» de l'ONU	—	44 048	—		44 048	44 048

	<i>Total, opérations en cours</i>	<i>Total, opérations terminées</i>	<i>Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et Fonds pour l'appui aux programmes</i>	<i>Suppressions, tous fonds pour les opérations de maintien de la paix</i>	Total	
					1996	1994
Contributions volontaires inscrites à un compte d'attente	11 173	—	—		11 173	11 173
Crédits utilisés d'avance et autres éléments de passif	8 388	13 935	49		22 372	15 926
Total du passif	2 238 215	95 953	14 157	(78 647)	2 269 678	1 796 880
Réserves et soldes des fonds						
Réserves de fonctionnement	—	—	5 000		5 000	5 000
Fonds de roulement	—	—	150 000		150 000	150 000
Excédent autorisé retenu	108 267	—	—		108 267	131 194
Excédent (déficit) cumulatif	634 391	77 175	(1 194)		710 372	652 982
Total des réserves et des soldes des fonds	742 658	77 175	153 806		973 639	939 176
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	2 980 873	173 128	167 963		3 243 317	2 736 056

^a Voir note 4.

^b Tableau 22.1.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 22.1

État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix**État récapitulatif des dépenses afférentes aux opérations en cours pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Remboursements aux gouvernements aux taux standard</i>	<i>Rations, voyages et autres coûts des forces militaires</i>	<i>Utilisation du matériel appartenant aux contingents</i>	<i>Demandes d'indemnisation</i>	<i>Coût du personnel civil</i>
UNFICYP	8 095	2 517	834	100	5 039
FNUOD	6 814	1 313	70	150	2 575
FINUL	25 090	8 578	25	417	9 330
UNAVEM	39 342	26 274	9 240	1 520	22 185
MONUIK	6 051	6 600	839	160	6 555
MINURSO	362	4 138	508	67	9 606
ONUSAL	—	—	—	—	—
APRONUC	—	—	—	—	—
UNMLT	—	—	—	—	—
FPNU	6 723	9 519	134 260	260	48 264
ATNUSO	21 423	10 357	9 167	733	9 556
FORDEPRENU	7 078	2 633	2 269	220	1 604
MIINUBH	—	363	—	200	25 580
ONUSOM	—	—	—	—	—
ONUMOS	—	—	—	—	—
MINUAR	4 480	4 034	17 152	—	7 386
MONUG	—	2 160	12	21	3 346
MONUL	—	1 566	—	55	4 463
MINUHA	7 385	15 162	1 444	242	17 535
MONUT	—	942	—	—	1 129
Total	132 843	96 156	175 820	4 145	174 153

<i>Locaux location, entretien et travaux</i>	<i>Opérations aériennes</i>	<i>Transports</i>	<i>Fournitures et services</i>	<i>Transmissions, matériel et coûts divers</i>	Total des dépenses	
					1996	1994
424	484	693	742	265	19 193	18 615
865	—	1 312	616	731	14 446	13 005
1 582	1 143	2 494	2 020	3 745	54 425	53 258
5 251	13 062	5 707	11 079	13 801	147 461	10 302
352	1 323	617	653	734	23 884	27 050
125	3 136	633	243	1 726	20 544	24 866
—	—	—	—	—	—	13 937
—	—	—	—	—	—	19 653
—	—	—	—	—	—	427
6 757	3 867	5 696	15 196	9 802	240 344	530 805
3 486	2 202	6 521	1 116	4 620	69 181	—
1 156	745	1 642	306	1 630	19 283	—
1 805	165	954	235	4 357	33 659	—
—	—	—	—	—	—	392 236
—	—	—	—	—	—	121 009
2 822	2 874	366	4 036	4 981	48 131	30 801
264	10	437	196	1 161	7 607	1 446
264	742	583	262	1 340	9 275	18 652
2 647	5 909	6 961	14 733	5 485	77 503	200
17	372	85	48	519	3 112	—
27 817	36 034	34 701	51 481	54 897	788 048	1 276 262

B. Opérations en cours

État XXIII

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre^a

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er janvier au 30 juin 1996</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1994</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	11 241	22 450
Contributions volontaires ^c	7 245	3 967
Revenu des placements	569	334
Autres recettes/recettes accessoires	13	(8)
Total des recettes	19 068	26 743
Dépenses (tableau 23.1)		
Total des dépenses	19 193	18 615
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	(125)	8 128
Ajustements pour l'exercice précédent	—	(6 530)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	(125)	1 598
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	1	1
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice ^d	10 291	24 221
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	10 167	25 820

État XXIII (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	18 843	17 421
Contributions à recevoir des États Membres	9 480	19 959
Contributions volontaires à recevoir des États Membres	6 539	6 475
Sommes à recevoir des États Membres	784	
Autres sommes à recevoir	275	352
Charges comptabilisées d'avance	2	272
Total de l'actif	35 923	44 479
Passif		
Contributions ou paiements anticipés	394	–
Engagements non réglés – exercice en cours	2 866	11 906
Engagements non réglés – exercices antérieurs	8 143	4 924
Dû à d'autres fonds	1 412	409
Sommes à payer aux États Membres	12 537	1 231
Autres sommes à payer	102	189
Crédits comptabilisés d'avance	302	–
Total du passif	25 756	18 659
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	10 167	25 820
Total des réserves et des soldes des fonds	10 167	25 820
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	35 923	44 479

^a Voir note 2 b).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Chypre a versé une contribution de 7 245 400 dollars.

^d Pour la période allant du 27 mars 1964 au 15 juin 1993, les engagements comptabilisés au titre du compte relatif à Chypre sont limités aux fonds provenant de contributions volontaires disponibles au titre du compte spécial. Pour la période qui s'est écoulée entre le début de la mission et le 30 juin 1996, le total cumulatif des engagements non réglés se monte à 211 277 485 dollars. Le chiffre correspondant au 30 juin 1994 était de 201 millions de dollars.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 23.1

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre**Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	289	255	7	262
Relève	1 053	36	227	263
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	834	175	659	834
Rations	1 427	1 511	361	1 872
Détente et loisirs	120	106	14	120
Remboursements aux gouvernements aux taux standards	8 095	7 634	461	8 095
Demandes d'indemnisation	100	—	100	100
Contrôleurs de la police civile				
Frais de voyage et indemnités	154	102	1	103
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	6 192	4 740	196	4 936
Locaux : location, entretien et travaux	844	276	148	424
Opérations aériennes	491	275	209	484
Transports				
Location de véhicules	427	343	68	411
Entretien et exploitation	392	159	122	281
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	2	—	1	1
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	11	11	—	11
Pièces de rechange, réparations et entretien	45	32	9	41
Communications par réseaux commerciaux	196	83	28	111
Matériel divers				
Achat de matériel divers	20	14	6	20
Pièces de rechange, réparations et entretien	92	24	38	62
Fournitures et services	741	543	199	742
Fret	40	8	12	20
Dépenses d'appui aux programmes	171	—	—	—
Total	21 736	16 327	2 866	19 193

État XXIV

Force d'urgence des Nations Unies (1973) et Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement^a**État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er décembre 1995 au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>		
	<i>1er décembre 1995 au 30 juin 1996</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1996</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1994</i>
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	17 948	2 679	31 454
Revenu des placements	1 075	907	419
Autres recettes/recettes accessoires	66	55	181
Total des recettes	19 089	3 641	32 054
Dépenses (tableau 24.1)			
Total des dépenses	17 509	14 446	13 005
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	1 580	(10 805)	19 049
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	1 580	(10 805)	19 049
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs		2 060	646
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		70 108	71 378
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice		61 363	91 073

État XXIV (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme ^c	20 059	21 679
Contributions à recevoir des États Membres ^b	27 474	48 806
Sommes à recevoir des États Membres	802	–
Autres sommes à recevoir	367	440
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 36/116 A de l'Assemblée générale)	35 987	35 987
Charges comptabilisées d'avance	37	248
Total de l'actif	84 726	107 160
Passif		
Contributions ou paiements anticipés	378	–
Engagements non réglés – exercice en cours	4 519	3 284
Engagements non réglés – exercices antérieurs	7 577	9 344
Dû à d'autres fonds	1 692	407
Sommes à payer aux États membres	6 714	2 296
Autres sommes à payer	2 477	756
Autres éléments de passif	6	–
Total du passif	23 363	16 087
Réserves et soldes des fonds		
Excédent autorisé retenu ^d	49 609	64 931
Excédent cumulatif	11 754	26 142
Total des réserves et des soldes des fonds	61 363	91 073
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	84 726	107 160

^a Voir notes 3 a) et 4.^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Y compris un montant représentant l'équivalent de 590 131 dollars en livres syriennes non convertibles.^d Voir note 5.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 24.1
Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement

**Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er décembre 1995
au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	333	295	33	328
Relève	780	287	271	558
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	81	48	33	81
Rations	1 234	1 063	162	1 225
Détente et loisirs	122	73	48	121
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	7 989	5 970	1 953	7 923
Demandes d'indemnisation	175	—	175	175
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	3 631	3 243	76	3 319
Locaux : location, entretien et travaux	910	454	420	874
Transports				
Achat de véhicules	354	36	67	103
Entretien et exploitation	1 169	618	559	1 177
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	54	7	29	36
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	215	19	135	154
Pièces de rechange, réparations et entretien	120	23	73	96
Communications par réseaux commerciaux	49	29	18	47
Matériel divers				
Achat de matériel divers	304	93	103	196
Pièces de rechange, réparations et entretien	151	48	67	115
Fournitures et services	695	390	239	629
Fret	123	20	58	78
Dépenses d'appui aux programmes	264	274	—	274
Total	18 753	12 990	4 519	17 509

État XXV

Force intérimaire des Nations Unies au Liban^a**État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er février 1995 au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Durée du mandat</i>		<i>Période allant du</i>	
	<i>1er février 1995 au 31 janvier 1996</i>	<i>1er février au 30 juin 1996</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1996</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1994</i>
Recettes				
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	134 814	53 874	53 874	71 142
Revenu des placements	1 358	336	336	356
Autres recettes/recettes accessoires	584	514	514	121
Total des recettes	136 756	54 724	54 724	71 619
Dépenses (tableaux 25.1 et 25.2)				
Total des dépenses	123 157	48 213	54 425	53 258
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	13 599	6 511	299	18 361
Ajustements pour l'exercice précédent			40	–
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses			339	18 361
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs			1 465	448
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice			118 588	128 326
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice			120 392	147 135

État XXV (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	14 969	11 061
Contributions à recevoir des États Membres ^b	230 200	254 443
Autres sommes à recevoir	619	1 076
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 36/116 A de l'Assemblée générale)	19 565	19 565
Charges comptabilisées d'avance	243	609
Total de l'actif	265 596	286 754
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	31 510	26 313
Engagements non réglés – exercices antérieurs	23 025	32 231
Dû à d'autres fonds	19 392	60
Sommes à payer aux États Membres	53 626	67 012
Autres sommes à payer	3 354	2 830
Crédits comptabilisés d'avance	3 124	
Contributions volontaires placées dans un compte d'attente ^c	11 173	11 173
Total du passif	145 204	139 619
Réserves et soldes des fonds		
Excédent autorisé retenu ^d	82 878	90 483
Excédent cumulatif	37 514	56 652
Total des réserves et des soldes des fonds	120 392	147 135
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	265 596	286 754

^a Voir notes 2 a) et 3.^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Contributions reçues de Chypre, du Koweït, du Luxembourg, de l'Oman, des Seychelles et de la Suisse.^d Voir note 6.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 25.1
Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er février 1995 au 31 janvier 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	2 531	2 478	1	2 479
Relève	7 577	5 172	541	5 713
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	510	416	94	510
Rations	8 736	8 116	312	8 428
Détente et loisirs	841	707		707
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	66 074	62 558	3 517	66 075
Demandes d'indemnisation	1 000	—	1 000	1 000
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	26 055	20 161	272	20 433
Locaux : location, entretien et travaux	2 572	1 602	536	2 138
Opérations aériennes	1 389	223	1 159	1 382
Transports				
Achat de véhicules	1 127	—		—
Entretien et exploitation	6 601	3 323	2 151	5 474
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	232	—	19	19
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	656	290	20	310
Pièces de rechange, réparations et entretien	480	343	113	456
Communications par réseaux commerciaux	245	256	397	653
Matériel divers				
Achat de matériel divers	1 367	665	57	722
Pièces de rechange, réparations et entretien	1 236	968	240	1 208
Fournitures et services	3 110	2 939	191	3 130
Fret	570	295	120	415
Dépenses d'appui au maintien de la paix	1 845	1 845	—	1 845
Système intégré de gestion	60	60	—	60
Total	134 814	112 417	10 740	123 157

Tableau 25.2
Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Dépenses engagées pour la période allant du 1er février au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	885	884	50	934
Relève	3 219	2 166	—	2 166
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	1 627	—	25	25
Rations	3 854	3 097	605	3 702
Détente et loisirs	334	329	80	409
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	23 487	11 316	13 773	25 089
Demandes d'indemnisation	417	—	417	417
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	9 718	7 445	422	7 867
Locaux : location, entretien et travaux	883	199	702	901
Opérations aériennes	581	81	492	573
Transports				
Achat de véhicules	1 622	—	80	80
Entretien et exploitation	3 239	362	1 877	2 239
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	124	27	71	98
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	337	8	378	386
Pièces de rechange, réparations et entretien	200	53	194	247
Communications par réseaux commerciaux	95	64	—	64
Matériel divers				
Achat de matériel divers	486	112	220	332
Pièces de rechange, réparations et entretien	490	63	412	475
Fournitures et services	1 390	460	815	1 275
Fret	180	71	157	228
Dépenses d'appui au maintien de la paix	706	706	—	706
Total	53 874	27 443	20 770	48 213

État XXVI

Mission de vérification des Nations Unies en Angola^a**État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er janvier au 30 juin 1996</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1994</i>
Recettes^b		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement	184 555	7 163
Revenu des placements	3 335	138
Autres recettes/recettes accessoires	387	106
Total des recettes	188 277	7 407
Dépenses (tableau 26.1)		
Total des dépenses	147 461	10 302
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	40 816	(2 895)
Ajustements pour l'exercice précédent ^c	(2 400)	5
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	38 416	(2 890)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	29 271	3 890
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	67 687	1 000

État XXVI (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	130 613	8 585
Contributions à recevoir des États Membres	120 858	21 149
Autres sommes à recevoir	1 037	598
Charges comptabilisées d'avance	7 119	2 054
Total de l'actif	259 627	32 386
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	51 119	2 221
Engagements non réglés – exercices antérieurs	62 540	3 374
Dû à d'autres fonds	7 506	1 112
Dû au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	–	19 000
Dû au Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition	–	5 000
Sommes à payer aux États Membres	63 984	385
Autres sommes à payer	6 774	294
Crédits comptabilisés d'avance	17	–
Total du passif	191 940	31 386
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	67 687	1 000
Total des réserves et des soldes des fonds	67 687	1 000
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	259 627	32 386

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Représente les dépassements de crédit par rapport aux engagements antérieurs.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 26.1
Mission de vérification des Nations Unies en Angola

Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	5 605	4 827	452	5 279
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	3 365	4 798	32	4 830
Relève	7 886	3 886	958	4 844
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	9 240	—	9 240	9 240
Rations	12 054	3 122	7 574	10 696
Détente et loisirs	683	287	338	625
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	46 141	36 124	3 218	39 342
Demandes d'indemnisation	1 520	—	1 520	1 520
Contrôleurs de la police civile				
Frais de voyage et indemnités	3 813	3 114	237	3 351
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	23 185	16 775	596	17 371
Volontaires des Nations Unies	1 359	751	712	1 463
Locaux : location, entretien et travaux	5 594	3 998	1 253	5 251
Opérations aériennes	20 272	8 626	4 436	13 062
Transports				
Location de véhicules	1 571	599	972	1 571
Pièces de rechange, entretien et réparations	4 421	574	3 562	4 136
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	150	136	90	226
Pièces de rechange, réparations et entretien	626	51	435	486
Communications par réseaux commerciaux	2 013	265	1 683	1 948
Matériel divers				
Achat de matériel divers	796	327	398	725
Pièces de rechange, réparations et entretien	128	10	136	146
Fournitures et services	11 506	1 763	9 316	11 079
Dépenses d'appui aux programmes	1 674	1 674	—	1 674
Fret	3 750	2 050	1 610	3 660
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	189	29	73	102
Programmes de déminage	4 687	460	514	974
Aide au désarmement et à la démobilisation	6 710	2 096	1 764	3 860
Total	178 938	96 342	51 119	147 461

État XXVII

Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït^a
**État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves
et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er janvier au 30 juin 1996</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1994</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	10 871	24 082
Contributions volontaires ^c	19 129	23 918
Revenu des placements	496	165
Autres recettes/recettes accessoires	519	390
Total des recettes	31 015	48 555
Dépenses (tableau 27.1)		
Total des dépenses	23 884	27 050
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	7 131	21 505
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	7	84
Crédits restitués aux États Membres	(7 534)	(12 315)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	18 826	16 247
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	18 430	25 521

État XXVII (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	27 790	7 373
Contributions à recevoir des États Membres	21 627	32 563
À recevoir d'autres fonds	–	47
Autres sommes à recevoir	458	1 185
Charges comptabilisées d'avance	97	589
Total de l'actif	49 972	41 757
Passif		
Contributions ou paiements anticipés	25	–
Engagements non réglés – exercice en cours	3 597	6 948
Engagements non réglés – exercices antérieurs	14 354	8 785
Dû à d'autres fonds	786	–
Sommes à payer aux États Membres	12 560	4
Autres sommes à payer	216	46
Crédits comptabilisés d'avance	4	453
Total du passif	31 542	16 236
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	18 430	25 521
Total des réserves et des soldes des fonds	18 430	25 521
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	49 972	41 757

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Un montant de 19 128 600 dollars a été reçu du Koweït.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 27.1

Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït**Dépenses engagées pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	5 948	4 516	219	4 735
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	214	213	12	225
Relève	637	177	15	192
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	839	—	839	839
Rations	1 479	754	604	1 358
Détente et loisirs	67	85	5	90
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	6 029	5 771	280	6 051
Demandes d'indemnisation	160	—	160	160
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	8 743	6 507	48	6 555
Locaux : location, entretien et travaux	1 035	144	208	352
Opérations aériennes	1 702	671	652	1 323
Transports				
Achat de véhicules	44	34	8	42
Entretien et exploitation	962	517	40	557
Matériel d'atelier	17	18	—	18
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	121	39	30	69
Pièces de rechange, réparations et entretien	63	29	34	63
Communications par réseaux commerciaux	105	66	20	86
Matériel divers				
Achat de matériel divers	159	62	30	92
Pièces de rechange, réparations et entretien	126	27	20	47
Fournitures et services	825	340	313	653
Fret	35	9	—	9
Dépenses d'appui aux programmes	630	308	—	308
Programmes de déminage	60	—	60	60
Total	30 000	20 287	3 597	23 884

État XXVIII

Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum
au Sahara occidental^aÉtat récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves
et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Mandat du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996</i>	<i>Période allant du</i>	
		<i>1er janvier au 30 juin 1996</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1994</i>
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	100 756	27 962	—
Revenu des placements	226	125	292
Autres recettes/recettes accessoires	17	8	1
Total des recettes	100 999	28 095	293
Dépenses (tableau 28.1)			
Total des dépenses	41 350	20 544	24 866
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	59 649	7 551	(24 573)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs		26	66
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		26 622	39 538
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice		34 199	15 031

État XXVIII (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	5 148	9 628
Contributions à recevoir des États Membres ^b	47 710	20 366
Autres sommes à recevoir	426	306
Charges comptabilisées d'avance	458	414
Total de l'actif	53 742	30 714
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	3 674	11 989
Engagements non réglés – exercices antérieurs	9 399	2 151
Dû à d'autres fonds	5 448	1 312
Sommes à payer aux États Membres	374	207
Autres sommes à payer	77	24
Crédits comptabilisés d'avance	571	–
Total du passif	19 543	15 683
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	34 199	15 031
Total des réserves et des soldes des fonds	34 199	15 031
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	53 742	30 714

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 28.1

Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental**Dépenses engagées pour la période allant du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	6 409	5 828	399	6 227
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	203	203		203
Relève	161	268	118	386
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	508	—	508	508
Rations	1 208	1 102	106	1 208
Détente et loisirs	7	6	1	7
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	652	591	151	742
Demandes d'indemnisation	160	—	160	160
Contrôleurs de la police civile				
Frais de voyage et indemnités	2 153	1 861	62	1 923
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	28 893	17 600	434	18 034
Locaux : location, entretien et travaux	252	192	40	232
Opérations aériennes	6 912	5 275	1 152	6 427
Transports				
Entretien et exploitation	1 102	756	260	1 016
Matériel d'atelier	—	3	—	3
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	85	96	14	110
Pièces de rechange, réparations et entretien	147	57	35	92
Communications par réseaux commerciaux	475	333	59	392
Matériel divers				
Achat de matériel divers	60	38	19	57
Pièces de rechange, réparations et entretien	229	156	20	176
Fournitures et services	412	283	128	411
Fret	28	20	8	28
Dépenses d'appui aux programmes	2 725	2 993	—	2 993
Système intégré de gestion	15	15	—	15
Total	52 796	37 676	3 674	41 350

État XXIX

Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador^a

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 7 novembre 1989 au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	7 novembre 1989 au 31 décembre 1995	1er janvier au 30 juin 1996	1er janvier au 30 juin 1994
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	238 145	—	14 145
Contributions volontaires	1 641	—	8
Revenu des placements	2 383	29	48
Autres recettes/recettes accessoires	2 577	1	17
Total des recettes	244 746	30	14 218
Dépenses			
Total des dépenses	199 484	—	13 937
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	45 262	30	281
Ajustements pour l'exercice précédent	(5)	(2)	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	45 257	28	281
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	3 628	—	256
Crédits restitués aux États Membres	(28 239)	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	20 646	22 150
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	20 646	20 674	22 687

État XXIX (fin)

État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	2 477	1 263
Contributions à recevoir des États Membres ^b	20 469	36 128
À recevoir d'autres fonds	217	–
Autres sommes à recevoir	22	127
Charges comptabilisées d'avance	64	469
Total de l'actif	23 249	37 987
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	–	773
Engagements non réglés – exercices antérieurs	1 565	2 200
Sommes à payer aux États Membres	955	48
Autres sommes à payer	55	109
Dû au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix	–	6 000
Dû au GOMNUII	–	3 000
Dû à d'autres fonds	–	3 170
Total du passif	2 575	15 300
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	20 674	22 687
Total des réserves et des soldes des fonds	20 674	22 687
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	23 249	37 987

^a Voir note 3 a). Conformément à la résolution 47/223 de l'Assemblée générale, en date du 16 mars 1993, l'ONUCA a été intégré à l'ONUSAL.

^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXX

Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge^{a, b}**État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er novembre 1991 au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>		
	<i>1er novembre 1991 au 31 décembre 1995</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1996</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1994</i>
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement	1 582 192	–	–
Contributions volontaires	9 493	–	–
Revenu des placements	6 567	18	288
Autres recettes/recettes accessoires	5 946	–	103
Total des recettes	1 604 198	18	391
Dépenses			
Total des dépenses	1 604 693	–	19 653
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	(495)	18	(19 262)
Ajustements pour l'exercice précédent	(1 148)	(25)	–
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	(1 643)	(7)	(19 262)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	7 265	33	4 650
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	–	5 622	12 652
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	5 622	5 648	(1 960)

État XXX (fin)

État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	7 563	12 073
Contributions à recevoir des États Membres ^c	49 034	224 366
Contributions volontaires à recevoir des États Membres ^d	362	362
À recevoir d'autres fonds	401	–
À recevoir de l'Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	–	263
Autres sommes à recevoir	712	3 034
Charges comptabilisées d'avance	396	5 226
Total de l'actif	58 468	245 324
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	–	16 757
Engagements non réglés – exercices antérieurs	31 519	183 040
Dû à d'autres fonds	–	2 533
Sommes à payer aux États Membres	19 714	5 743
Dû au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix	–	37 900
Dû à l'ONUMOZ	300	–
Autres sommes à payer	462	436
Crédits comptabilisés d'avance	825	875
Total du passif	52 820	247 284
Réserves et soldes des fonds		
Excédent (déficit) cumulatif	5 648	(1 960)
Total des réserves et des soldes des fonds	5 648	(1 960)
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	58 468	245 324

^a Voir note 3 a).^b Le Compte spécial de la MIPRONUC a été regroupé avec celui de l'APRONUC.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^d Contribution volontaire des Pays-Bas.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXXI

Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge^a**État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 novembre 1993 au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>		
	<i>15 novembre 1993 au 31 décembre 1995</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1996</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1994</i>
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement	910	—	154
Revenu des placements	7	7	—
Autres recettes/Recettes accessoires	89	—	81
Total des recettes	1 006	7	235
Dépenses			
Total des dépenses	587	—	427
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	419	6	(192)
Ajustements pour l'exercice précédent	—	(1)	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	419	6	(192)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	—	3	—
Crédits restitués aux États Membres	(375)	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	44	646
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	44	53	454

État XXXI (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	354	297
Contributions à recevoir des États Membres ^b	17	526
Charges comptabilisées d'avance	–	3
Total de l'actif	371	826
Passif		
Engagements non réglés	2	5
Dû à d'autres fonds	57	103
Sommes à payer aux États Membres	258	–
Dû à l'APRONUC	–	263
Crédits comptabilisés d'avance	1	1
Total du passif	318	372
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	53	454
Total des réserves et des soldes des fonds	53	454
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	371	826

^a Voir note 3 a).

^b Conformément à la décision 49/485 de l'Assemblée générale, en date du 12 juillet 1995, un montant de 375 406 dollars a été déduit des charges à répartir entre les États Membres. Dans les états financiers au 31 décembre 1995, cet ajustement a été enregistré en tant que montant net dû aux États Membres, alors que plusieurs contributions restent dues même après déduction des sommes portées aux crédits des États Membres. Cette information est corrigée dans le présent état.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXXII

Quartier général des Forces de paix des Nations Unies^a**État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er janvier au 30 juin 1996</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1994</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^{b c}	89 485	557 472
Contributions volontaires		2 381
Revenu des placements	9 287	2 128
Autres recettes/Recettes accessoires ^d	55 398	278
Total des recettes	154 170	562 259
Dépenses (tableau 32.1)		
Total des dépenses	240 344	530 805
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	(86 174)	31 454
Ajustements pour l'exercice précédent	517	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	(85 657)	31 454
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	252	198
Virements à d'autres fonds ^e	(17 075)	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	276 646	71 960
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	174 166	103 612

État XXXII (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	288 988	105 341
Contributions à recevoir des États Membres ^b	734 890	599 117
Autres sommes à recevoir ^d	69 956	8 062
À recevoir de l'ATNUSO	16 063	—
À recevoir de la MINUBH	22 384	—
À recevoir de la FORDEPRENU	3 782	—
Charges comptabilisées d'avance	5 282	1 624
Total de l'actif	1 141 345	714 144
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	169 210	541 133
Engagements non réglés – exercices antérieurs	600 580	55 524
Dû à d'autres fonds	44 918	8 117
Sommes à payer aux États Membres	131 772	—
Autres sommes à payer	20 699	5 758
Total du passif	967 179	610 532
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	174 166	103 612
Total des réserves et des soldes des fonds	174 166	103 612
Total du passif, des réserves et des fonds	1 141 345	714 144

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Non compris un montant de 151 077 300 dollars mis en recouvrement auprès des États Membres pour la période du 1er janvier au 30 juin 1996, conformément à la résolution 51/12 B de l'Assemblée générale, en date du 13 juin 1997.^d Y compris un montant de 45 030 271 dollars à recevoir de la Force de mise en oeuvre au titre d'avoirs rachetés aux FPNU, montant déduit ultérieurement des sommes à verser aux États Membres intéressés.^e Conformément à la résolution 50/212 de l'Assemblée générale, en date du 5 juin 1996, les États Membres ont renoncé à leur part respective des soldes créditeurs que faisaient apparaître les budgets antérieurs de la FORPRONU, soit un montant total de 17 074 836 dollars, lequel a été viré au compte spécial du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 32.1
Quartier général des Forces de paix des Nations Unies

Dépenses engagées pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	1 577	1 577	287	1 864
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	1 939	1 779	464	2 243
Relève	2 174	1 547	450	1 997
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	134 260	54	134 206	134 260
Rations	3 351	898	2 453	3 351
Détente et loisirs	63	61	3	64
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	6 947	6 650	73	6 723
Demandes d'indemnisation	260	43	217	260
Contrôleurs de la police civile				
Frais de voyage et indemnités	1 090	1 082	9	1 091
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	46 596	41 401	5 421	46 822
Volontaires des Nations Unies	351	247	104	351
Locaux : location, entretien et travaux	6 756	4 759	1 998	6 757
Opérations aériennes	4 031	1 965	1 902	3 867
Transports				
Location de véhicules	2 851	41	2 767	2 808
Entretien et exploitation	2 864	(677)	3 545	2 868
Matériel d'atelier	391	6	14	20
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	(4)	57	27	84
Pièces de rechange, réparations et entretien	136	13	112	125
Communications par réseaux commerciaux	344	113	134	247
Matériel divers				
Achat de matériel divers	23	23	8	31
Pièces de rechange, réparations et entretien	439	213	193	406
Fournitures et services	15 176	2 840	12 356	15 196
Fret	7 354	4 853	2 463	7 316
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	20	16	4	20
Dépenses d'appui aux programmes	1 573	1 573	—	1 573
Total	240 562	71 134	169 210	240 344

État XXXIII

**Administration provisoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale,
la Baranja et le Srem occidental^a****État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves
et des soldes des fonds pour la période allant du 15 janvier au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Mandat du 15 janvier au 30 juin 1996</i>
Recettes	
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	94 270
Autres recettes/recettes accessoires	2
Total des recettes	94 272
Dépenses (tableau 33.1)	
Dépenses totales	69 181
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	25 091
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	25 091

État XXXIII (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996
Actif	
Encaisse et dépôts à terme	483
Contributions à recevoir des États Membres ^b	84 562
À recevoir du Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	6 780
Charges comptabilisées d'avance	144
Total de l'actif	91 969
Passif	
Engagements non réglés - Exercice en cours	26 525
Sommes à payer aux États Membres	23 698
Autres sommes à payer	592
Dû aux FPNU ^c	16 063
Total du passif	66 878
Réserves et soldes des fonds	
Excédent cumulatif	25 091
Total des réserves et des soldes des fonds	25 091
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	91 969

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Le mandat de l'ATNUSO a commencé le 15 janvier 1996. Il a toutefois été géré par les FPNU jusqu'au 30 juin 1996.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 33.1
**Administration provisoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale,
la Baranja et le Srem occidental**

Dépenses engagées pour la période allant du 15 janvier au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	1 635	1 505	41	1 546
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	2 265	1 962	363	2 325
Relève	1 982	609	1 542	2 151
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	9 167	59	9 108	9 167
Rations	4 900	2 879	1 353	4 232
Détente et loisirs	289	97	6	103
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	21 473	21 423		21 423
Demandes d'indemnisation	733	—	733	733
Contrôleurs de la police civile				
Traitements et dépenses connexes	5 215	3 875	284	4 159
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	9 185	4 610	787	5 397
Volontaires des Nations Unies	504	—	—	—
Locaux : location, entretien et travaux	9 266	1 181	2 305	3 486
Opérations aériennes	4 431	208	1 994	2 202
Transports				
Location de véhicules	25	—	—	—
Entretien et exploitation	7 599	1 771	4 750	6 521
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	69	—	—	—
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	694	43	365	408
Pièces de rechange, réparations et entretien	769	11	322	333
Communications par réseaux commerciaux	1 398	568	665	1 233
Matériel divers				
Achat de matériel divers	2 244	22	279	301
Pièces de rechange, réparations et entretien	883	48	266	314
Fournitures et services	5 394	740	376	1 116
Fret	2 941	358	867	1 225
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	214	25	21	46
Programmes de formation	106	—	6	6
Programmes de déminage	227	—	92	92
Dépenses d'appui aux programmes	662	662	—	662
Total	94 270	42 656	26 525	69 181

État XXXIV

Force de déploiement préventif des Nations Unies^a**État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Mandat du 1er janvier au 30 juin 1996</i>
Recettes	
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	25 151
Autres recettes/recettes accessoires	2
Total des recettes	25 153
Dépenses (tableau 34.1)	
Total des dépenses	19 283
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	5 870
Réserves et solde des fonds en fin d'exercice	5 870

État XXXIV (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996
Actif	
Encaisse et dépôts à terme	96
Contributions à recevoir des États Membres ^b	22 371
À recevoir du Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	1 976
Charges comptabilisées d'avance	225
Total de l'actif	24 668
Passif	
Engagements non réglés – exercice en cours	11 136
Sommes à payer aux États Membres	3 402
Autres sommes à payer	478
Dû au FPNU ^c	3 782
Total du passif	18 798
Réserves et soldes des fonds	
Excédent cumulatif	5 870
Total des réserves et des soldes des fonds	5 870
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	24 668

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Le mandat de la FORDEPRENU a commencé le 1er janvier 1996. Néanmoins, il a été exécuté par les FPNU jusqu'au 30 juin 1996.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 34.1
Force de déploiement préventif des Nations Unies

Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédit ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	639	588	1	589
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	689	84	39	123
Relève	667	—	531	531
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	2 269	—	2 269	2 269
Rations	1 450	572	811	1 383
Détente et loisirs	95	7		7
Remboursement aux gouvernements aux taux standard	6 437	3 108	3 970	7 078
Demandes d'indemnisation	220	—	220	220
Contrôleurs de la police civile				
Traitements et dépenses connexes	476	405	—	405
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	3 208	1 117	82	1 199
Locaux : location, entretien et travaux	1 897	438	718	1 156
Opérations aériennes	946	627	118	745
Transports				
Location de véhicules	93	—	—	—
Entretien et exploitation	2 310	454	1 187	1 641
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	28	1	—	1
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	166	—	47	47
Pièces de rechange, entretien et réparations	340	—	250	250
Communications par réseaux commerciaux	650	357	304	661
Matériel divers				
Achat de matériel divers	181	5	24	29
Pièces de rechange, entretien et réparations	263	22	128	150
Fournitures et services	1 093	109	197	306
Fret	700	19	210	229
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	60	—	30	30
Programmes de formation	40	—	—	—
Dépenses d'appui aux programmes	234	234	—	234
Total	25 151	8 147	11 136	19 283

État XXXV

Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine^a**État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Mandat du 1er janvier au 30 juin 1996</i>
Recettes	
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	43 849
Total des recettes	43 849
Dépenses (tableau 35.1)	
Total des dépenses	33 659
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	10 190
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	10 190

État XXXV (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996
Actif	
Encaisse et dépôts à terme	234
Contributions à recevoir des États Membres ^b	38 815
Autres sommes à recevoir	1
À recevoir du Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	1 429
Charges comptabilisées d'avance	38
Total de l'actif	40 517
Passif	
Engagements non réglés – exercice en cours	7 464
Sommes à payer aux États Membres	233
Autres sommes à payer	246
Dû aux FPNU ^c	22 384
Total du passif	30 327
Réserves et soldes des fonds	
Excédent cumulatif	10 190
Total des réserves et des soldes des fonds	10 190
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	40 517

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Le mandat de la MINUBH a commencé le 1er janvier 1996. Néanmoins, il a été exécuté par les FPNU jusqu'au 30 juin 1996.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 35.1
Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	451	339	24	363
Contingents				
Demandes d'indemnisation	200	—	200	200
Contrôleurs de la police civile				
Traitements et dépenses connexes	21 029	17 019	922	17 941
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	10 083	5 622	2 017	7 639
Locaux : location, entretien et travaux	2 646	1 378	427	1 805
Opérations aériennes	373	—	165	165
Transports				
Entretien et exploitation	1 374	466	488	954
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	1 511	7	1 234	1 241
Pièces de rechange, réparations et entretien	445	14	119	133
Communications par réseaux commerciaux	2 052	554	1 434	1 988
Matériel divers				
Achat de matériel divers	453	4	86	90
Pièces de rechange, réparations et entretien	467	23	1	24
Fournitures et services	1 178	114	121	235
Fret	496	—	190	190
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	121	13	30	43
Programmes de formation	106	—	6	6
Programmes de déminage	222	—	—	—
Dépenses d'appui aux programmes	642	642	—	642
Total	43 849	26 195	7 464	33 659

État XXXVI

Opération des Nations Unies en Somalie^a

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er mai 1992 au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	1er mai 1992 au 31 décembre 1995	1er janvier au 30 juin 1996	1er janvier au 30 juin 1994
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	1 738 202	—	612 062
Revenu des placements	5 497	10	1 253
Autres recettes/recettes accessoires	3 009	1 469	542
Total des recettes	1 746 708	1 479	613 857
Dépenses			
Dépenses totales	1 648 559	—	392 236
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	98 149	1 479	221 621
Ajustements pour l'exercice précédent	(2 258)	(571)	11
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	95 891	908	221 632
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	13 731	181	2 888
Crédits restitués aux États Membres	(83 930)	—	—
Virements à d'autres fonds	103	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	25 795	(59 449)
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	25 795	26 884	165 071

État XXXVI (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	9 276	16 015
Contributions à recevoir des États Membres ^b	314 874	610 850
À recevoir d'autres fonds	1 829	–
Autres sommes à recevoir	22 331	18 379
Charges comptabilisées d'avance	6 404	5 716
Total de l'actif	354 714	650 960
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	–	366 642
Engagements non réglés – exercices antérieurs	266 964	92 216
Dû à d'autres fonds	–	4 205
Dû au GANUPT	18 000	7 000
Dû à l'ONUMOZ	14 975	–
Sommes à payer aux États Membres	26 126	266
Autres sommes à payer	1 765	15 557
Crédits comptabilisés d'avance	–	3
Total du passif	327 830	485 889
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	26 884	165 071
Total des réserves et des soldes des fonds	26 884	165 071
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	354 714	650 960

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXXVII

Opération des Nations Unies au Mozambique^a

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 octobre 1992 au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	15 octobre 1992 au 31 décembre 1995	1er janvier au 30 juin 1996	1er janvier au 30 juin 1994
Recettes^b			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement	561 098	–	132 340
Revenu des placements	2 433	724	212
Autres recettes/recettes accessoires	1 940	412	66
Total des recettes	565 471	1 136	132 618
Dépenses			
Dépenses totales	492 556	–	121 009
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	72 915	1 136	11 609
Ajustements pour l'exercice précédent	(153)	(275)	–
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	72 762	861	11 609
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	1 088	1 020	847
Crédits restitués aux États Membres	(25 986)	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	–	47 864	56 423
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	47 864	49 745	68 879

État XXXVII (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	29 182	7 398
Contributions à recevoir des États Membres ^b	40 128	153 085
À recevoir de l'ONUSOM	14 975	–
À recevoir de l'APRONUC	300	–
Autres sommes à recevoir	3 965	2 638
À recevoir d'autres fonds	1 273	–
Charges comptabilisées d'avance ^c	8 312	8 932
Total de l'actif	98 135	172 053
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	–	69 745
Engagements non réglés – exercices antérieurs	40 108	26 135
Dû à l'APRONUC	–	5 000
Dû à d'autres fonds	–	631
Sommes à payer aux États Membres	2 518	378
Autres sommes à payer	5 764	1 097
Crédits comptabilisés d'avance	–	188
Total du passif	48 390	103 174
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif (déficit)	49 745	68 879
Total des réserves et des soldes des fonds	49 745	68 879
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	98 135	172 053

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Y compris un encaissement de 5 021 565,28 dollars porté dans le compte d'attente et régularisé dans l'exercice suivant.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXXVIII

Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda et Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda^a

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Mandat			Période allant du	
	1er janvier au	9 mars au	20 avril au	1er janvier au	1er janvier au
	8 mars 1996	19 avril 1996	30 juin 1996	30 juin 1996	30 juin 1994
Recettes^b					
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement	32 325	19 745	2 504	54 574	32 863
Revenu des placements	585	406	793	1 784	156
Autres recettes/recettes accessoires	612	391	620	1 623	7
Total des recettes	33 522	20 542	3 917	57 981	33 026
Dépenses (tableaux 38.1, 38.2 et 38.3)					
Total des dépenses	33 148	13 507	1 476	48 131	30 801
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses				9 850	2 225
Ajustements pour l'exercice précédent				(377)	(3 671)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses				9 473	(1 446)
Virements à d'autres fonds ^c				(14 515)	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice				49 349	41 196
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice				44 307	39 750

État XXXVIII (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	54 058	11 368
Contributions à recevoir des États Membres	85 072	53 083
Autres sommes à recevoir	2 463	633
Charges comptabilisées d'avance	8 263	2 400
Total de l'actif	149 856	67 484
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	20 303	24 451
Engagements non réglés – exercices antérieurs	44 682	403
Dû à d'autres fonds	6 717	2 224
Sommes à payer aux États Membres	15 453	–
Autres sommes à payer	15 328	458
Crédits comptabilisés d'avance	3 066	198
Total du passif	105 549	27 734
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	44 307	39 750
Total des réserves et des soldes des fonds	44 307	39 750
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	149 856	67 484

^a Conformément à la résolution 846 (1993) du Conseil de sécurité, en date du 22 juin 1993, les comptes de la MINUAR et de la MONUOR ont été regroupés avec effet à compter du 23 décembre 1993. Voir également note 3 a).

^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

^c Virement de 14 514 718 dollars au Tribunal pénal international pour le Rwanda, en application de la résolution 50/213 de l'Assemblée générale, en date du 5 juin 1996.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 38.1
Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda

**Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er janvier
au 8 mars 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	1 078	1 324	3	1 327
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	178	350	—	350
Relève	732	183	369	552
Remboursement au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	15 700	5 315	11 837	17 152
Rations	825	767	—	767
Détente et loisirs	39	24	—	24
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	3 431	2 892	345	3 237
Observateurs de la police civile				
Frais de voyage et indemnités	143	25	—	25
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	3 864	3 279	66	3 345
Volontaires des Nations Unies	573	381	86	467
Locaux : location, entretien et travaux	1 007	1 345	—	1 345
Opérations aériennes	1 834	1 980	389	2 369
Transports				
Entretien et exploitation	205	241	—	241
Transmissions				
Pièces de rechange, réparations et entretien	37	5	—	5
Communications par réseaux commerciaux	149	114	—	114
Fournitures et services	1 711	374	767	1 141
Fret	500	349	52	401
Dépenses d'appui aux programmes	286	286	—	286
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	33	—	—	—
Total	32 325	19 234	13 914	33 148

Tableau 38.2
Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda

**Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 9 mars
au 19 avril 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	329	165	17	182
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	79	94	36	130
Relève	788	21	36	57
Rations	389	—	645	645
Remboursements aux gouvernements au taux standard	1 223	1 179	64	1 243
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	2 569	2 507	57	2 564
Volontaires des Nations Unies	186	156	18	174
Locaux : location, entretien et travaux	868	490	815	1 305
Opérations aériennes	1 396	173	332	505
Transports				
Location de véhicules	43	4	—	4
Pièces de rechange, réparations et entretien	129	85	—	85
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	40	5	—	5
Communications par réseaux commerciaux	86	44	84	128
Matériel divers				
Pièces de rechange, réparations et entretien	10	—	9	9
Fournitures et services	3 462	1 330	1 336	2 666
Fret	8 145	1 130	2 675	3 805
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	3	—	—	—
Total	19 745	7 383	6 124	13 507

Tableau 38.3
Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda

**Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 20 avril
au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	2 021	756	—	756
Volontaires des Nations Unies	106	55	—	55
Locaux : location, entretien et travaux	82	132	40	172
Transports				
Entretien et exploitation	9	36	—	36
Transmissions				
Communications par réseaux commerciaux	55	203	24	227
Matériel divers				
Pièces de rechange, réparations et entretien	2	1	—	1
Fournitures et services	229	28	201	229
Total	2 504	1 211	265	1 476

État XXXIX

Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie^a

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 16 mai 1995 au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Durée du mandat</i>		<i>Période allant du</i>	
	<i>16 mai 1995</i>	<i>18 janvier</i>	<i>1er janvier</i>	<i>1er janvier au</i>
	<i>au</i>	<i>au</i>	<i>au</i>	<i>30 juin 1994</i>
	<i>12 janvier 1996</i>	<i>30 juin 1996</i>	<i>30 juin 1996</i>	
Recettes				
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	8 234	7 606	7 606	1 997
Recettes provenant des contributions volontaires ^c	—	327	327	682
Revenu des placements	258	225	225	2
Autres recettes/recettes accessoires	45	4	4	1
Total des recettes	8 537	8 162	8 162	2 682
Dépenses (tableaux 39.1 et 39.2)				
Total des dépenses	9 926	6 884	7 607	1 446
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	(1 389)	1 278	555	1 236
Crédits restitués aux États Membres ^d			(394)	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice			3 657	1 501
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice			3 818	2 737

État XXXIX (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	5 236	434
Contributions à recevoir des États Membres ^b	1 536	2 846
À recevoir d'autres fonds	162	–
Autres sommes à recevoir	76	16
Charges comptabilisées d'avance	305	396
Total de l'actif	7 315	3 692
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	1 662	433
Engagements non réglés – exercices antérieurs	811	–
Dû à d'autres fonds	–	77
Sommes à payer aux États Membres	334	–
Autres sommes à payer	500	173
Crédits comptabilisés d'avance	190	272
Total du passif	3 497	955
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	3 818	2 737
Total des réserves et des soldes des fonds	3 818	2 737
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	7 315	3 692

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Comprend les contributions volontaires de la Suisse, pour un montant de 327 600 dollars en espèces, qui n'ont pas été comptabilisées au budget.^d Aux termes de la décision 50/237 de l'Assemblée générale en date du 7 juin 1996, le total des contributions des États Membres a été réduit de 393 829 dollars représentant les soldes non engagés pour la période allant du 1er avril 1994 au 15 mai 1995.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 39.1
Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

**Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 16 mai 1995
au 12 janvier 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	3 388	3 103	209	3 312
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	—	—	—	—
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	12	—	12	12
Demande d'indemnisation	29	6	24	30
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	5 306	4 344	78	4 422
Locaux : location, entretien et travaux	315	272	18	290
Opérations aériennes	528	24	—	24
Transports				
Achat de véhicules	43	34	—	34
Entretien et exploitation	497	211	25	236
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	40	21	—	21
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	102	47	75	122
Pièces de rechange, réparations et entretien	53	54	6	60
Communications par réseaux commerciaux	307	240	28	268
Matériel divers				
Achat de matériel divers	368	142	68	210
Pièces de rechange, réparations et entretien	30	19	19	38
Fournitures et services	338	157	94	251
Fret	179	127	64	191
Dépenses d'appui aux programmes	389	389	—	389
Système intégré de gestion	5	10	—	10
Programmes d'information	20	6	—	6
Total	11 949	9 206	720	9 926

Tableau 39.2
Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

**Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 13 janvier
au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	2 210	1 928	103	2 031
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	—	—	—	—
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	12	—	12	12
Demande d'indemnisation	20	—	20	20
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	3 635	2 999	91	3 090
Locaux : location, entretien et travaux	254	189	13	202
Opérations aériennes	168	8	2	10
Transports				
Achat de véhicules	9	—	9	9
Entretien et exploitation	12	190	311	501
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	299	6	31	37
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	—	14	32	46
Pièces de rechange, réparations et entretien	—	1	5	6
Communications par réseaux commerciaux	212	193	96	289
Matériel divers				
Achat de matériel divers	56	16	35	51
Pièces de rechange, réparations et entretien	6	—	5	5
Fournitures et services	166	98	90	188
Fret	88	22	87	109
Dépenses d'appui aux programmes	278	278	—	278
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	7	—	—	—
Programmes de déminage	175	—	—	—
Total	7 607	5 942	942	6 884

État XL

Mission d'observation des Nations Unies au Libéria^a

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Mandat du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996	Période allant du	
		1er janvier au 30 juin 1996	1er janvier au 30 juin 1994
Recettes^b			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement	30 075	21 943	—
Revenu des placements	273	221	57
Autres recettes/recettes accessoires	104	11	10
Total des recettes	30 452	22 175	67
Dépenses (tableau 40.1)			
Total des dépenses	14 968	9 275	18 652
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	15 484	12 900	
Ajustements pour l'exercice précédent	—	86	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	15 484	12 986	(18 585)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs		448	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		7 433	33 929
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice		20 867	15 344

État XL (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	14 271	2 493
Contributions à recevoir des États Membres	10 996	21 990
Autres sommes à recevoir	977	18
Charges comptabilisées d'avance	249	1 320
Total de l'actif	26 493	25 821
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	2 441	452
Engagements non réglés – exercices antérieurs	2 397	4 741
Dû à d'autres fonds	555	2 284
Sommes à payer aux États Membres	9	–
Autres sommes à payer	224	3 000
Total du passif	5 626	10 477
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	20 867	15 344
Total des réserves et des soldes des fonds	20 867	15 344
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	26 493	25 821

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 40.1
Mission d'observation des Nations Unies au Libéria

**Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er juillet 1995
au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	2 622	2 134	594	2 728
Contingents				
Demandes d'indemnisation	44	11	44	55
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	9 177	6 366	619	6 985
Volontaires des Nations Unies	627	325	280	605
Locaux : location, entretien et travaux	397	253	142	395
Opérations aériennes	958	964	168	1 132
Transports				
Achats de véhicules	395	345	44	389
Entretien et exploitation	224	268	80	348
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	125	89	46	135
Pièces de rechange, réparations et entretien	58	20	38	58
Communications par réseaux commerciaux	553	410	75	485
Matériel divers				
Achat de matériel divers	232	58	115	173
Pièces de rechange, réparations et entretien	16	14	2	16
Fournitures et services	304	295	79	374
Fret	300	11	109	120
Dépenses d'appui aux programmes	920	920	—	920
Système intégré de gestion	12	12	—	12
Programmes spéciaux d'information	40	32	6	38
Total	17 004	12 527	2 441	14 968

État XLI

Mission des Nations Unies en Haïti^a**État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er août 1995 au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>			
	<i>1er août 1995 au 29 février 1996</i>	<i>1er mars au 30 juin 1996</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1996</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1994</i>
Recettes				
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	152 012	45 314	45 314	144
Revenu des placements	2 560	2 146	2 877	—
Autres recettes/recettes accessoires	302	104	170	—
Total des recettes	154 874	47 564	48 361	144
Dépenses (tableaux 41.1 et 41.2)				
Total des dépenses	133 757	37 548	77 503	200
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	21 117	10 016	(29 142)	(56)
Autres ajustements aux réserves et aux soldes des fonds			24	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice			68 080	205
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice			38 962	149

État XLI (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	106 509	361
Contributions à recevoir des États Membres ^b	95 778	843
Sommes à recevoir des États Membres	3	–
Autres sommes à recevoir	528	1
À recevoir d'autres fonds	3 775	–
Charges comptabilisées d'avance	682	11
Total de l'actif	207 275	1 216
Passif		
Contributions ou paiements anticipés	1 520	–
Engagements non réglés – exercice en cours	82 936	491
Engagements non réglés – exercices antérieurs	7 369	–
Dû à d'autres fonds	–	576
Sommes à payer aux États Membres	74 823	–
Autres sommes à payer	1 406	–
Crédits comptabilisés d'avance	259	–
Total du passif	168 313	1 067
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	38 962	149
Total des réserves et des soldes des fonds	38 962	149
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	207 275	1 216

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 41.1
Mission des Nations Unies en Haïti

**Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er août 1995
au 29 février 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	3 724	1 084	82	1 166
Relève	11 460	4 804	1 176	5 980
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	7 587	—	7 587	7 587
Rations	9 268	9 350	452	9 802
Détente et loisirs	672	374	8	382
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	45 104	2 320	41 894	44 214
Demandes d'indemnisation	1 610	—	1 610	1 610
Contrôleurs de la police civile				
Frais de voyage et indemnités	13 042	9 574	127	9 701
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	18 024	12 927	1 446	14 373
Volontaires des Nations Unies	1 028	393	338	731
Locaux : location, entretien et travaux	5 964	2 886	607	3 493
Opérations aériennes	5 126	2 467	3 103	5 570
Opérations navales	1 158	448	511	959
Transports				
Achat de véhicules	—	399	—	399
Entretien et exploitation	7 444	2 715	4 050	6 765
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	203	29	3	32
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	89	2	—	2
Pièces de rechange, réparations et entretien	979	60	556	616
Communications par réseaux commerciaux	298	41	8	49
Matériel divers				
Achat de matériel divers	494	186	43	229
Pièces de rechange, réparations et entretien	945	140	380	520
Fouritures et services	15 309	12 882	4 525	17 407
Fret	1 071	623	245	868
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	155	62	—	62
Programmes de formation	5	—	—	—
Dépenses d'appui aux programmes	1 220	1 220	—	1 220
Système intégré de gestion	20	20	—	20
Total	151 999	65 006	68 751	133 757

Tableau 41.2
Mission des Nations Unies en Haïti

**Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 1er mars
au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Frais de voyage et indemnités	935	771	—	771
Relève	3 794	1 270	1 184	2 454
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	1 444	—	1 444	1 444
Rations	1 987	218	1 326	1 544
Détente et loisirs	123	92	4	96
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	8 275	7 658	616	8 274
Demandes d'indemnisation	292	—	242	242
Contrôleurs de la police civile				
Frais de voyage et indemnités	5 772	3 322	754	4 076
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	7 486	6 038	261	6 299
Volontaires des Nations Unies	312	150	150	300
Locaux : location, entretien et travaux	1 200	900	229	1 129
Opérations aériennes	1 478	134	728	862
Opérations navales	237	51	12	63
Transports				
Entretien et exploitation	1 854	663	970	1 633
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	—	2	—	2
Transmissions				
Matériel de transmissions, d'essai et d'atelier	—	39	13	52
Pièces de rechange, réparations et entretien	82	41	55	96
Communications par réseaux commerciaux	150	49	45	94
Matériel divers				
Achat de matériel divers	62	—	—	—
Pièces de rechange, réparations et entretien	148	46	48	94
Fournitures et services	5 199	448	4 304	4 752
Fret	3 890	912	1 772	2 684
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	40	5	28	33
Programmes de formation	—	—	—	—
Dépenses d'appui aux programmes	554	554	—	554
Total	45 314	23 363	14 185	37 548

État XLII

Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan^a

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 16 décembre 1995 au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	16 décembre 1995 au 30 juin 1996	1er janvier au 30 juin 1996
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	4 580	264
Revenu des placements	160	150
Autres recettes/recettes accessoires	1	1
Total des recettes	4 741	415
Dépenses (tableau 42.1)		
Total des dépenses	3 189	3 112
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	1 552	(2 697)
Ajustements pour l'exercice précédent		(6)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses		(2 703)
Crédits restitués aux États Membres ^c		(375)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		7 223
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice		4 145

État XLII (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1994
Actif	
Encaisse et dépôts à terme	5 861
Contributions à recevoir des États Membres ^b	731
Autres sommes à recevoir	226
Charges comptabilisées d'avance	94
Total de l'actif	6 912
Passif	
Engagements non réglés – exercice en cours	828
Engagements non réglés – exercices antérieurs	1 237
Dû à d'autres fonds	147
Sommes à payer aux États Membres	66
Autres sommes à payer	466
Crédits comptabilisés d'avance	23
Total du passif	2 767
Réserves et soldes des fonds	
Excédent cumulatif	4 145
Total des réserves et des soldes des fonds	4 145
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	6 912

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Conformément à la décision 50/450 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1995, le total des quotes-parts des États Membres a été réduit d'un montant de 375 305 dollars, représentant le solde non engagé pour la période allant du 16 décembre 1994 au 16 juin 1995.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 42.1
Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan

**Dépenses engagées au 30 juin 1996 pour la période allant du 16 décembre 1995
au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Frais de voyage et indemnités	1 214	765	177	942
Personnel civil				
Traitements et dépenses connexes	1 922	1 123	65	1 188
Locaux : location, entretien et travaux	36	14	4	18
Opérations aériennes	838	108	264	372
Transports				
Entretien et exploitation	284	53	37	90
Transmissions				
Pièces de rechange, réparations et entretien	25	64	—	64
Communications par réseaux commerciaux	329	62	255	317
Matériel divers				
Achat de matériel divers	6	—	6	6
Pièces de rechange, réparations et entretien	4	—	—	—
Fournitures et services	59	29	20	49
Dépenses d'appui aux programmes	143	143		143
Programmes d'information	37	—	—	—
Total	4 897	2 361	828	3 189

C. Opérations de maintien de la paix achevées

État XLIII

Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956)

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 5 novembre 1956 au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	1956-1995	1er janvier au 30 juin 1996	1er janvier au 30 juin 1994
Recettes			
Contributions mises en recouvrement ^a	166 375	—	—
Contributions volontaires	28 086	—	—
Produit de la vente des obligations de l'ONU	19 207	—	—
Avance prélevée sur le Compte spécial de l'ONU	3 911	—	—
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et d'ajustements	3 546	844 ^b	—
Total des recettes	221 125	844	—
Dépenses			
Total des dépenses	215 540	—	555
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	5 585	844	(555)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	5 585	8 396
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	5 585	6 429	7 841

État XLIII (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Contributions non acquittées ^a (tableau 43.1)	42 708	42 708
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale)	5 275	5 275
Excédent des dépenses autorisées sur les contributions mises en recouvrement et les contributions volontaires portées en recettes	876	876
Total de l'actif	48 859	48 859
Passif		
Sommes à payer aux États Membres	20 887	19 475
Montants portés au crédit des États Membres pour les recettes provenant des contributions du personnel qui ne sont pas nécessaires pour régler le coût des remboursements de l'impôt sur le revenu (États autres que les États-Unis d'Amérique)	465	465
Compte spécial des contributions volontaires reçues pour couvrir les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement – rétrocédées aux États Membres qui ont versé des contributions volontaires	614	614
Sommes mises en recouvrement auprès des pays économiquement développés en vue de constituer une réserve ^c	10 415	10 415
Dû au compte spécial de l'ONU	1 932	1 932
Dû au compte «Produit de la vente des obligations de l'ONU»	8 117	8 117
Total du passif	42 430	41 018
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	6 429	7 841
Total des réserves et des soldes des fonds	6 429	7 841
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	48 859	48 859

^a Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^b Gains de change dus à la réévaluation des sommes à payer en monnaie locale.^c Pour 1965, 3 550 000 dollars, en application de la partie II de la résolution 2115 (XX) de l'Assemblée générale; pour 1966, 3 550 000 dollars, en application de la partie III de la résolution 215 (XX) de l'Assemblée générale; pour 1967, 3 315 000 dollars, en application de la résolution 2194 B (XXI) de l'Assemblée générale.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 43.1
Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956)

Contributions non acquittées au 30 juin 1996

(En dollars des États-Unis)

	<i>Contributions non acquittées au 1er janvier 1996</i>	<i>Montants recouvrés en 1996</i>	Total des contributions non acquittées au 30 juin 1996
A. États Membres ayant des arriérés de paiement			
Afghanistan	29 499	—	29 499
Afrique du Sud	15 485	—	15 485
Algérie	8 932	—	8 932
Bénin	5 530	—	5 530
Bolivie	41 905	—	41 905
Cambodge	1 689	—	1 689
Cameroun	1 689	—	1 689
Chili	165 903	—	165 903
Congo	9 249	—	9 249
Côte d'Ivoire	1 689	—	1 689
El Salvador	7 411	—	7 411
Équateur	10 129	—	10 129
Guinée	19 410	—	19 410
Haïti	25 661	—	25 661
Iraq	100 407	—	100 407
Jamahiriya arabe libyenne	1 689	—	1 689
Liban	19 850	—	19 850
Mali	5 469	—	5 469
Mexique	679 491	—	679 491
Niger	1 906	—	1 906
Ouganda	9 589	—	9 589
Panama	15 648	—	15 648
Paraguay	31 661	—	31 661
Pérou	77 441	—	77 441
Philippines	15 632	—	15 632
République centrafricaine	2 256	—	2 256
République dominicaine	22 898	—	22 898
Sénégal	9 814	—	9 814
Sierra Leone	2 469	—	2 469
Somalie	11 191	—	11 191
Tchad	8 385	—	8 385
Thaïlande	9 026	—	9 026
Uruguay	54 388	—	54 388

	<i>Contributions non acquittées au 1er janvier 1996</i>	<i>Montants recouvrés en 1996</i>	<i>Total des contributions non acquittées au 30 juin 1996</i>
Venezuela	32 298	—	32 298
Yougoslavie	7 598	—	7 598
Total partiel	1 463 287	—	1 463 287
B. États Membres n'ayant effectué aucun versement			
Burkina Faso	19 936	—	19 936
Burundi	11 278	—	11 278
Égypte	351 946	—	351 946
Espagne	1 089 981	—	1 089 981
République arabe syrienne	46 654	—	46 654
Rwanda	11 278	—	11 278
Soudan	89 332	—	89 332
Togo	16 174	—	16 174
Yémen	45 299	—	45 299
Total partiel	1 681 878	—	1 681 878
C. États Membres n'ayant pas acquitté le versement de 25 % au titre de la réserve			
Afrique du Sud	65 377	—	65 377
Belgique	144 583	—	144 583
France	765 655	—	765 655
Total partiel	975 615	—	975 615
D. États Membres ayant déclaré qu'ils ne feraient aucun versement			
Albanie	45 299	—	45 299
Arabie saoudite	74 890	—	74 890
Bélarus	911 964	—	911 964
Bulgarie	181 155	—	181 155
Cuba	249 811	—	249 811
Fédération de Russie	27 665 631	—	27 665 631
Hongrie	898 298	—	898 298
Jordanie	45 299	—	45 299
Mongolie	12 387	—	12 387
Pologne	2 528 364	—	2 528 364
République tchèque	907 423	—	907 423
Roumanie	682 212	—	682 212
Slovaquie	907 422	—	907 422
Ukraine	3 476 580	—	3 476 580
Total partiel	38 586 735	—	38 586 735
Total général	42 707 515	—	42 707 515

État XLIV

Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 14 juillet 1960 au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

		Période allant du	
		1er janvier au 30 juin 1996	1er janvier au 30 juin 1994
	1960-1995		
Recettes			
Contributions mises en recouvrement ^a	241 549	—	—
Contributions volontaires	36 193	—	—
Produit de la vente des obligations de l'ONU	110 726	—	—
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et d'ajustements	45 356	58 ^b	—
Total des recettes	433 824	58	—
Dépenses			
Total des dépenses	397 437	—	53
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	36 387	58	(53)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	36 387	36 596
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	36 387	36 445	36 543

État XLIV (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Contributions non acquittées ^a (tableau 44.1)	73 892	75 396
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale)	6 687	6 687
Excédent des dépenses autorisées sur les contributions mises en recouvrement et les contributions volontaires portées en recettes ^c	1 973	1 973
À recevoir du Fonds général de l'ONU	1 503	–
Total de l'actif	84 055	84 056
Passif		
Sommes à payer aux États Membres	7 867	7 770
Montants portés au crédit des États Membres pour les recettes provenant des contributions du personnel qui ne sont pas nécessaires pour régler le coût des remboursements de l'impôt sur le revenu (États autres que les États-Unis d'Amérique)	855	855
Compte spécial des contributions volontaires reçues pour couvrir les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement – rétrocédées aux États Membres qui ont versé des contributions volontaires ^d	1 560	1 560
Dû au compte spécial de l'ONU	1 397	1 397
Dû au compte «Produit de la vente des obligations de l'ONU»	35 931	35 931
Total du passif	47 610	47 513
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	36 445	36 543
Total des réserves et des soldes des fonds	36 445	36 543
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	84 055	84 056

^a Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^b Gains de change dus à la réévaluation des sommes à payer en monnaie locale.^c 268 455 dollars pour 1961; 1 118 712 dollars pour la deuxième moitié de 1963; et 585 899 dollars pour la première moitié de 1964.^d 1 017 844 dollars pour la deuxième moitié de 1963; et 542 470 dollars pour la première moitié de 1964.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 44.1

Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo**Contributions non acquittées au 30 juin 1996**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Contributions non acquittées au 1er janvier 1996</i>	<i>Montants recouvrés en 1996</i>	Total des contributions non acquittées au 30 juin 1996
A. États Membres ayant des arriérés de paiement			
Afghanistan	37 603	—	37 603
Bénin	6 994	—	6 994
Bolivie	34 833	—	34 833
Brésil	248 838	—	248 838
Burkina Faso	14 145	—	14 145
Congo	9 938	—	9 938
Égypte	48 387	—	48 387
Équateur	4 120	—	4 120
Guatemala	38 209	—	38 209
Guinée	9 938	—	9 938
Iraq	22 362	—	22 362
Liban	12 108	—	12 108
Mali	24 259	—	24 259
Paraguay	24 229	—	24 229
République centrafricaine	6 589	—	6 589
Sénégal	20 418	—	20 418
Somalie	17 445	—	17 445
Soudan	5 860	—	5 860
Tchad	9 832	—	9 832
Yougoslavie	333 269	—	333 269
Total partiel	929 376	—	929 376
B. États Membres n'ayant effectué aucun versement			
Arabie saoudite	69 487	—	69 487
Burundi	10 471	—	10 471
Chili	224 847	—	224 847
Espagne	985 159	—	985 159
Haïti	33 916	—	33 916
Mauritanie	17 215	—	17 215
Mexique	786 193	—	786 193
Nicaragua	33 916	—	33 916
Ouganda	10 471	—	10 471
Panama	33 916	—	33 916
Pérou	89 183	—	89 183
Portugal	201 673	—	201 673
République arabe syrienne	20 379	—	20 379
République dominicaine	54 503	—	54 503
Rwanda	10 471	—	10 471

	<i>Contributions non acquittées au 1er janvier 1996</i>	<i>Montants recouvrés en 1996</i>	<i>Total des contributions non acquittées au 30 juin 1996</i>
Togo	25 324	—	25 324
Uruguay	97 662	—	97 662
Yémen	43 602	—	43 602
Total partiel	2 748 388	—	2 748 388
C. États Membres ayant déclaré qu'ils ne feraient aucun versement			
Albanie	43 602	—	43 602
Bélarus	1 357 881	—	1 357 881
Bulgarie	190 746	—	190 746
Cuba	260 259	—	260 259
Fédération de Russie	1 379 704	—	1 379 704
France	17 031 152	—	17 031 152
Hongrie	995 024	—	995 024
Jordanie	43 602	—	43 602
Mongolie	17 215	—	17 215
Pologne	2 466 010	—	2 466 010
République tchèque	1 379 704	—	1 379 704
Roumanie	641 015	—	641 015
Slovaquie	1 379 704	—	1 379 704
Total partiel	70 214 696	—	70 214 696
Total général	73 892 460	—	73 892 460

État XLV

Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq^a

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 9 août 1988 au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	9 août 1988 au 31 décembre 1995	1er janvier au 30 juin 1996	1er janvier au 30 juin 1994 ^b
Recettes			
Contributions mises en recouvrement ^c	199 113	—	—
Contributions volontaires	14 715	—	—
Revenu des placements	11 013	98	75
Autres recettes/recettes accessoires	12 048	—	836
Total des recettes	236 889	98	911
Dépenses			
Total des dépenses	177 895	—	—
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	58 994	98	911
Ajustements pour l'exercice précédent	(5)	(5)	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	58 989	93	911
Virements au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	(18 156)	—	—
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	4 897	100	—
Crédits restitués aux États Membres	(43 484)	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	2 246	667
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	2 246	2 439	1 578

État XLV (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	3 974	3 743
Contributions à recevoir des États Membres ^c	198	909
À recevoir de l'ONUSAL	—	3 000
À recevoir de la MONUL	—	3 000
Autres sommes à recevoir	28	11
À recevoir d'autres fonds	686	
Charges comptabilisées d'avance	7	65
Total de l'actif	4 893	10 728
Passif		
Engagements non réglés	—	574
Dû à d'autres fonds	—	3
Sommes à payer aux États Membres	1 268	7 349
Autres sommes à payer	283	308
Dû au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	903	916
Total du passif	2 454	9 150
Réserves et soldes des fonds		
Excédent (déficit) cumulatif	2 439	1 578
Total des réserves et des soldes des fonds	2 439	1 578
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	4 893	10 728

^a Voir note 3 a).^b Les chiffres comparatifs ont été remaniés pour les rendre conformes à la présentation actuelle.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XLVI

Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition^a

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er avril 1989 au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1989-1995 ^b	Période allant du	
		1er janvier au 30 juin 1996	1er janvier au 30 juin 1994 ^b
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	416 162	—	—
Contributions volontaires	23 736	—	—
Revenu des placements	37 415	316	196
Autres recettes/recettes accessoires	13 358	—	20
Total des recettes	490 671	316	216
Dépenses			
Total des dépenses	374 185	—	—
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	116 486	316	216
Ajustements pour l'exercice précédent	(4)	(20)	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	116 482	296	216
Virements au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	(49 243)	—	—
Économies ou annulations au titre d'engagements de l'exercice antérieur	31 223	—	16
Crédits restitués aux États Membres	(66 896)	—	
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	31 566	1 522
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	31 566	31 862	1754

État XLVI (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	16 551	27 866
Contributions à recevoir des États Membres ^c	534	2 275
Intérêts échus	59	36
À recevoir de l'ONUMOZ	—	5 000
À recevoir de l'UNAVEM	—	5 000
À recevoir du Fonds général de l'ONU	5	—
À recevoir de l'ONUSOM	18 000	7 000
Autres sommes à recevoir	168	170
Charges comptabilisées d'avance	4	7
Total de l'actif	35 321	47 354
Passif		
Engagements non réglés	793	34 419
Sommes à payer aux États Membres	377	8 863
Autres sommes à payer	23	8
Dû au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	2 240	2 283
Crédits comptabilisés d'avance	26	27
Total du passif	3 459	45 600
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	31 862	1 754
Total des réserves et des soldes des fonds	31 862	1 754
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	35 321	47 354

^a Voir note 3 a).^b Les chiffres comparatifs ont été remaniés pour les rendre conformes à la présentation actuelle.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

D. Fonds généraux d'affectation spéciale

État XLVII

Fonds de réserve de l'ONU pour les opérations de maintien de la paix

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période de six mois de l'exercice biennal 1996-1997 qui s'est terminée le 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Recettes		
Revenu des placements	2 556	18
Total des recettes	2 556	18
Dépenses		
Total des dépenses	—	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	2 556	18
Autres ajustements aux réserves et soldes des fonds	(2)	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	154 474	150 823
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	157 028	150 841

État XLVII (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

	1996	1994
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	95 981	2 127
Intérêts échus	303	14
Avances aux missions de maintien de la paix :		
APRONUC	—	37 900
ONUSAL	—	6 000
UNAVEM	—	19 000
À recevoir du Fonds général de l'ONU ^a	57 601	82 601
À recevoir du GANUPT ^b	2 240	2 283
À recevoir du GOMNUII ^b	903	916
Total de l'actif	157 028	150 841
Passif		
Total du passif	—	—
Réserves et soldes des fonds		
Fonds de roulement ^c	150 000	150 000
Excédent cumulatif	7 028	841
Total des réserves et des soldes des fonds	157 028	150 841
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	157 028	150 841

^a À prélever sur le montant de 154 881 112 dollars qui a été conservé au Fonds général conformément à la résolution 42/216 A de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1987.

^b Représente les contributions non acquittées.

^c Y compris les montants prélevés sur les soldes excédentaires des comptes spéciaux du GANUPT (49 242 762 dollars) et du GOMNUII (18 156 200 dollars) ainsi que le montant de 82 601 038 dollars, prélevé sur le Fonds général de l'ONU.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XLVIII

Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

État récapitulatif, au 30 juin 1996, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période de six mois de l'exercice biennal 1996-1997 qui s'est terminée le 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1994
Recettes		
Recettes provenant de services rendus	9 670	16 299
Revenu des placements	313	290
Autres recettes/recettes accessoires	3	68
Total des recettes	9 986	16 657
Dépenses		
Dépenses de personnel et dépenses connexes	13 390	10 392
Frais de voyage	—	143
Services contractuels	134	—
Frais de fonctionnement	1 393	2 425
Acquisitions	—	313
Total des dépenses	14 917	13 273
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	(4 931)	3 384
Ajustements pour l'exercice précédent	(2 532)	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	(7 463)	3 384
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	4 241	14 932
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	3 222	18 316

État XLVIII (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

	1996	1994
Actif		
Encaisse	10 788	16 910
À recevoir d'autres fonds	—	3 675
Autres sommes à recevoir	106	155
Autres éléments de l'actif	41	83
Total de l'actif	10 935	20 823
Passif		
Engagements non réglés	3 206	2 429
Soldes dus à d'autres fonds	10 603	—
Autres sommes à payer	299	78
Autres éléments du passif	49	—
Total du passif	14 157	2 507
Réserves et soldes des fonds		
Réserve de fonctionnement	5 000	5 000
Excédent (déficit) cumulatif	(8 222)	13 316
Total des réserves et des soldes des fonds	3 222	18 316
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	10 935	20 823

Notes relatives aux états financiers pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996

Note 1. Récapitulation des principes comptables essentiels

Les principes comptables essentiels de l'Organisation des Nations Unies sont exposés ci-après :

a) Les comptes de l'Organisation des Nations Unies sont tenus conformément au Règlement financier de l'Organisation adopté par l'Assemblée générale, aux règles de gestion financière que le Secrétaire général a formulées en application dudit règlement et aux instructions administratives publiées par le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion ou par le Contrôleur. Ils tiennent aussi pleinement compte des normes comptables communes pour le système des Nations Unies qui ont été adoptées par le Comité administratif de coordination et dont l'Assemblée générale a pris note dans sa résolution 48/216 C, en date du 23 décembre 1993. L'Organisation des Nations Unies applique la norme comptable internationale 1 relative à la divulgation des principes comptables, qui a été modifiée et adoptée par le Comité consultatif pour les questions administratives à sa cinquante-quatrième session et s'énonce comme suit :

- i) La continuité de l'exploitation, la permanence des méthodes et le rattachement à l'exercice sont les notions comptables fondamentales. Lorsque lesdites notions sont appliquées dans les états financiers, il n'est pas nécessaire de les énoncer. Si une notion comptable fondamentale n'est pas appliquée, il faut le préciser en indiquant pourquoi;
- ii) La prudence, la prépondérance du fond par rapport à la forme et l'importance relative des renseignements déterminent le choix et l'application des principes comptables;
- iii) Les états financiers comprennent l'indication claire et concise de tous les principes comptables essentiels qui ont été utilisés;
- iv) L'indication des principes comptables essentiels utilisés fait partie intégrante des états financiers. Les principes comptables sont normalement indiqués en un seul endroit;
- v) Les états financiers indiquent les chiffres correspondants pour l'exercice précédent;
- vi) Toute modification d'un principe comptable qui a un effet important sur l'exercice en cours ou peut avoir un effet important sur des exercices ultérieurs doit être indiquée et dûment motivée. L'effet de la modification doit, s'il est important, être indiqué et quantifié;

b) Les comptes de l'Organisation des Nations Unies sont tenus sur la base de la «comptabilisation par fonds». Des fonds distincts à des fins générales ou déterminées peuvent être établis par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité ou le Secrétaire général. Les comptes de chaque fonds sont tenus comme ceux d'une entité comptable et financière distincte, ayant une comptabilité propre à partie double dont les comptes s'équilibrent. Des états financiers distincts sont établis pour chaque fonds ou groupe de fonds de même nature;

c) L'exercice est un exercice biennal qui comprend deux années civiles consécutives pour tous les fonds, à l'exception des fonds affectés au maintien de la paix. Avec effet au 1er juillet 1996, l'Assemblée générale a approuvé, pour les opérations de maintien de la paix, un nouvel exercice de 12 mois allant du 1er juillet au 30 juin;

d) Les éléments de l'actif et du passif ainsi que les recettes et les dépenses sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagements;

e) Les comptes sont libellés en dollars des États-Unis. Si des comptes sont libellés en d'autres monnaies, les montants correspondants sont convertis en dollars des États-Unis à la date de l'opération au taux de change fixé par le Contrôleur. En ce qui concerne ces monnaies, les états financiers établis aux intervalles que le Contrôleur peut prescrire en vertu des pouvoirs que lui délègue le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion indiquent les disponibilités, les placements, les contributions annoncées non versées et les comptes débiteurs et créanciers dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis, convertis en dollars au taux de change applicable pour les opérations de l'ONU à la date de l'établissement des états. Si le montant obtenu par application du taux pratiqué pour les opérations de l'ONU pour le dernier mois de l'exercice est sensiblement différent de celui qui résulterait de l'application du taux du marché à la date de l'établissement des états, le montant de la différence est indiqué dans une note de bas de page;

f) Les états financiers de l'Organisation des Nations Unies sont établis selon la méthode du coût historique et les chiffres ne sont pas réajustés pour tenir compte de l'évolution des prix des biens et des services;

g) Les états financiers de l'Organisation des Nations Unies sont présentés conformément aux recommandations formulées par le Groupe de travail sur les états financiers du Comité consultatif pour les questions administratives (Questions financières et budgétaires);

h) Certains réaménagements ont été apportés à certains des chiffres comparatifs indiqués dans les états financiers se rapportant à la période du 1er janvier au 30 juin 1994 afin de les rendre conformes à la nouvelle présentation des états financiers. Ces réaménagements ne reflètent en aucun cas une modification réelle des états financiers;

i) Recettes

i) Les montants nécessaires pour financer les activités entreprises au titre du budget ordinaire de l'ONU, des opérations de maintien de la paix, des tribunaux internationaux et du Fonds de roulement sont mises en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts arrêté par l'Assemblée générale;

ii) Compte tenu de la nouvelle présentation uniforme adoptée pour les états financiers, les contributions reçues des États Membres sont dans certains cas présentées d'une nouvelle façon. Précédemment, les contributions versées par les États Membres au titre du budget ordinaire et de certaines missions de maintien de la paix financées au moyen de contributions mises en recouvrement étaient comptabilisées lorsqu'elles faisaient l'objet d'une ouverture de crédit par l'Assemblée générale. Désormais, ces contributions ne sont comptabilisées, aux fins des états financiers, que lorsque l'Assemblée a autorisé leur mise en recouvrement auprès des États Membres. Ni les ouvertures de crédit, ni les autorisations d'engagement de dépenses, ne sont comptabilisées comme recettes, sauf dans la mesure où la mise en recouvrement de contributions correspondantes auprès des États Membres a été autorisée;

iii) Les sommes mises en recouvrement auprès des États Membres qui acceptent de rembourser le coût de leur participation à des traités, organes et conférences des Nations Unies sont comptabilisées comme recettes accessoires;

iv) Les contributions volontaires d'États Membres ou d'autres donateurs sont comptabilisées comme recettes dès lors qu'elles font l'objet d'un engagement écrit de versement à des dates spécifiées pendant l'exercice en cours. Conformément à la résolution 44/192 A de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1989, les contributions volontaires versées en espèces ou sous forme de services et de fournitures

que le Secrétaire général juge acceptables sont comptabilisées comme recettes dans les comptes relatifs aux opérations de maintien de la paix;

v) Les recettes provenant de services rendus sont notamment les sommes remboursées au titre des traitements correspondant aux services des fonctionnaires et les autres coûts imputables à la fourniture d'un appui technique et administratif à d'autres organisations;

vi) Le revenu des placements comprend tous les intérêts et revenus connexes produits par les fonds placés, les comptes bancaires et dépôts à terme;

vii) Les recettes accessoires comprennent les recettes provenant des loyers, de la vente du matériel usagé ou excédentaire, des remboursements au titre de dépenses imputées à des exercices antérieurs, des gains nets réalisés sur les opérations de change, des indemnités versées par les compagnies d'assurances et des sommes acceptées à des fins non spécifiées ainsi que les autres recettes;

j) Actif

i) L'encaisse et les dépôts à terme comprennent les fonds déposés dans des comptes en banque porteurs d'intérêts, les certificats de dépôt et les comptes à vue;

ii) Les contributions mises en recouvrement non acquittées par les États Membres sont comptabilisées quelles que soient leurs perspectives de recouvrement;

iii) Les charges comptabilisées d'avance comprennent les postes de dépenses qui ne peuvent pas valablement être imputés à l'exercice en cours et qui seront comptabilisés comme dépenses lors d'un exercice ultérieur. Ces postes de dépenses comprennent notamment les engagements prévisionnels approuvés par le Contrôleur pour des exercices à venir conformément à la règle de gestion financière 110.6. Ces engagements prévisionnels sont normalement limités aux besoins administratifs de caractère continu ainsi qu'aux contrats ou engagements juridiques dont l'exécution s'étend sur de longues périodes;

iv) Aux fins des états financiers uniquement, la partie des avances au titre de l'indemnité pour frais d'études censée se rapporter aux années scolaires ou universitaires achevées à la date de l'état financier est comptabilisée comme charge comptabilisée d'avance. Le montant intégral des avances continue d'apparaître comme sommes à recevoir des fonctionnaires jusqu'à ce que ces derniers produisent les pièces justificatives requises, après quoi les avances sont portées aux comptes budgétaires et réglées;

v) Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations sont imputés aux comptes budgétaires appropriés. Le mobilier, le matériel, les autres articles non consommables et les aménagements apportés aux locaux loués ne sont pas compris dans les avoirs de l'Organisation. Les acquisitions sont imputées aux comptes budgétaires l'année de l'achat. La valeur des articles non consommables est comptabilisée dans des comptes pour mémoire et apparaît dans les notes relatives aux états financiers;

k) Passif, réserves et soldes des fonds

i) Compte tenu de la nouvelle présentation uniforme des états financiers qui a été introduite, les réserves d'exploitation et autres types de réserves ne sont plus présentées de la même façon. Précédemment, toutes ces réserves étaient considérées comme des éléments du passif de l'Organisation et étaient incluses dans le total du passif indiqué dans les états financiers. Les réserves sont désormais considérées comme un élément d'une nouvelle catégorie englobant à la fois les réserves et les soldes des fonds et par conséquent comptabilisées dans les totaux des «Réserves et soldes des fonds» figurant dans les états financiers;

- ii) Les engagements prévisionnels de l'Organisation afférents aux exercices antérieurs, à l'exercice en cours et aux exercices à venir sont comptabilisés comme engagements non réglés. Les engagements non réglés liés aux opérations de maintien de la paix dus aux États Membres peuvent normalement être conservés pendant une période de cinq ans après la fin de l'opération considérée;
- iii) Les engagements non réglés afférents à des exercices à venir sont comptabilisés à la fois comme charges comptabilisées d'avance et comme engagements non réglés.

Note 2. Dispositions spéciales concernant les comptes des opérations de maintien de la paix

a) Les comptes relatifs aux opérations de maintien de la paix ont été tenu conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, compte dûment tenu des dispositions ci-après :

- i) Article 2.1 du Règlement financier :

Un «exercice spécial» a été adopté pour les opérations de maintien de la paix ci-après :

FUNU/FNUOD	1er décembre-30 novembre de l'année suivante
FINUL	1er février-31 janvier de l'année suivante

Les comptes des autres opérations de maintien de la paix sont tenus par périodes correspondant à leurs mandats successifs. Ces exercices spéciaux ou ces périodes de mandat sont utilisés tant pour la présentation des données que pour la comptabilité.

Avec effet à compter du 1er juillet 1996, l'Assemblée générale a approuvé pour les opérations de maintien de la paix un nouvel exercice de 12 mois allant du 1er juillet au 30 juin de chaque année;

- ii) Article IV du Règlement financier :

L'Assemblée générale a approuvé des arrangements spéciaux en ce qui concerne les engagements non réglés ayant trait à certaines opérations de maintien de la paix. Le paragraphe 2 de la résolution 33/13 F, du 14 décembre 1978, se lit comme suit :

«*Approuve* pour la Force d'urgence des Nations Unies et la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, en ce qui concerne l'application de l'article IV du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, les arrangements spéciaux suivants en vertu desquels les crédits nécessaires pour régler les engagements contractés envers les gouvernements qui fournissent des contingents et/ou un appui logistique aux forces resteront utilisables au-delà de la période prévue par les articles 4.3 et 4.4. du Règlement financier :

a) À l'expiration de la période de douze mois prévue à l'article 4.3 du Règlement financier, tout engagement non liquidé de l'exercice considéré concernant des marchandises livrées et des services fournis par des gouvernements pour lesquels une demande de remboursement a été présentée ou un taux de remboursement a été établi est comptabilisé comme sommes à payer; ces sommes à payer demeurent comptabilisées comme telles au Compte spécial jusqu'à ce que le paiement ait été effectué;

b) Tous autres engagements non liquidés de l'exercice en question qui concernent des marchandises livrées et des services fournis et qui ont été contractés envers des gouvernements, ainsi que tous autres engagements contractés envers des gouvernements, qui n'ont pas encore donné lieu à la présentation des demandes de remboursement requises demeurent valables pour

une période supplémentaire de quatre ans à la fin de la période de douze mois prévue à l'article 4.3 du Règlement financier; les montants correspondant aux demandes de remboursement reçues pendant cette période de quatre ans sont comptabilisés, selon qu'il convient, comme prévu à l'alinéa a) ci-dessus; à l'expiration de la période supplémentaire de quatre ans, tout engagement non liquidé est annulé et le solde de tous crédits reportés est en conséquence annulé.»

Des dispositions analogues ont été adoptées en ce qui concerne d'autres missions, à savoir :

<i>Mission</i>	<i>Résolution</i>	<i>Date</i>
FINUL	34/9 C	17 décembre 1979
GOMNUII	45/245	31 décembre 1990
GANUPT	45/265	17 mai 1991
MONUIK	47/208 B	14 septembre 1993
FORPRONU	47/210 B	14 septembre 1993
ONUSAL	47/234	14 septembre 1993
UNAVEM	49/227	23 décembre 1994
MINURSO	49/466 (décision)	23 décembre 1994
MONUG	49/231	12 juillet 1995
MONUL	50/210	23 décembre 1995

iii) Articles 11.1 et 11.4 du Règlement financier

Les comptes tenus par exercices financiers spéciaux ou par périodes correspondant à des mandats comme mentionné ci-dessus sont officiellement publiés et vérifiés selon un cycle biennal conformément aux articles 11.1 et 11.4 du Règlement financier;

iv) Contributions volontaires

Conformément à la résolution 44/192 A de l'Assemblée générale, les contributions volontaires versées à titre de dons purs et simples, tant en espèces que sous forme de fournitures et de services agréés par le Secrétaire général, seront considérées comme des recettes à créditer au compte spécial de chaque opération de maintien de la paix à l'exception de la FINUL. Les contributions volontaires en espèces mises à la disposition du Secrétaire général à titre d'avances ne seront pas considérées comme des recettes lors du calcul du montant total des quotes-parts des États Membres; sauf stipulation contraire du donateur, ces contributions seront versées à un compte d'attente.

Dans sa résolution 44/192 A, l'Assemblée générale a pris note de certaines propositions concernant les directives techniques régissant le traitement et l'évaluation des contributions volontaires sous forme de fournitures et de services. Ces directives stipulent qu'une contribution volontaire en nature faite à titre de don portant sur des biens ou services pour lesquels aucun crédit n'a été prévu au budget ne sera pas comptabilisée, mais que son montant sera indiqué dans une note aux états financiers. Si cette contribution a trait à des biens et services pour lesquels des crédits ont été prévus au budget, elle sera portée en recettes sous la rubrique «contributions volontaires» pour le montant budgétisé; elle ne sera comptabilisée que lorsque les biens ou services considérés commenceront à être fournis;

b) Comptes de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

i) Avant le 16 juin 1993, le Secrétaire général n'était pas habilité à utiliser d'autres fonds que les contributions volontaires annoncées par les gouvernements pour le financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Aux termes de la règle de gestion financière 106.1, il ne pouvait être contracté d'engagements prévisionnels ni engagé ou effectué de dépenses imputables sur quelque fonds que ce soit sans l'autorisation écrite du Contrôleur ou de son représentant autorisé. Cette autorisation revêtait la forme d'une allocation de crédits à laquelle il ne pouvait être procédé, pour la période antérieure au 16 juin 1993, qu'une fois que des contributions suffisantes pour faire face aux engagements financiers prévus avaient été reçues. Les crédits alloués à la Force et les engagements comptabilisés pour la période antérieure au 16 juin 1993 ne peuvent donc dépasser le montant total des contributions annoncées. Par conséquent, le montant global des engagements à régler au titre de la Force pour la période antérieure au 16 juin 1993 n'a pas été comptabilisé, en particulier les sommes correspondant au remboursement des dépenses supplémentaires au titre de la solde et des indemnités versées aux contingents et au titre du matériel appartenant à ces derniers. Ce montant global est indiqué dans une note au bas des états financiers correspondants;

ii) Par sa résolution 47/236 du 14 septembre 1993, l'Assemblée générale a décidé que les dépenses de la Force engagées à compter du 16 juin 1993 seraient à considérer comme des dépenses de l'Organisation qui devaient être supportées par les États Membres, conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies. Pour les périodes correspondant à des mandats successifs de la Force qui sont comprises entre le 16 juin 1993 et le 30 juin 1996, des crédits ont été ouverts dont le montant a été réparti entre les États Membres conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

c) Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix. Par sa résolution 47/217 du 23 décembre 1992, l'Assemblée générale a créé un Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix en tant que facilité de trésorerie permettant à l'Organisation de répondre rapidement aux besoins d'opérations de maintien de la paix. Le montant du Fonds de réserve a été fixé à 150 millions de dollars. Conformément à l'alinéa f) de cette résolution, le Fonds a été financé au moyen de prélèvements sur les comptes spéciaux du GANUPT (49 242 762 dollars) et du GOMNUII (18 156 200 dollars). Les 82 601 038 dollars manquant pour atteindre le montant fixé seront prélevés sur le montant conservé au Fonds général de l'ONU lorsque les fonds nécessaires seront disponibles.

Note 3. Notes explicatives sur les contributions qui demeurent à recevoir

Les contributions qui demeurent à recevoir, et qui sont indiquées dans les comptes de l'exercice terminé le 30 juin 1996, ont été comptabilisées conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. En ce qui concerne les montants indiqués comme non acquittés, certains États Membres ont fait savoir qu'ils avaient l'intention de retenir une partie de leurs contributions, ou de ne les verser qu'à certaines conditions. À ce propos, un certain nombre d'États Membres ont demandé que soit signalée la position qu'ils ont adoptée (et qui a été exposée par leurs délégations lors de sessions successives de l'Assemblée générale), en particulier ce qui suit :

a) Dans la mesure où les montants en question ont trait à des dépenses imputées sur le Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) ou sur le compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo, dépenses qu'ils considèrent comme illégales,

ils ne s'estiment pas tenus d'y contribuer en vertu des dispositions de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies;

b) Certains États Membres ont déclaré qu'ils n'avaient pas l'intention de participer au financement de la FUNU (1973), de la FNUOD et de la FINUL; d'autres États ont déclaré qu'ils avaient déduit de leurs contributions à la FUNU leur part des dépenses qu'ils attribuent aux fonctions supplémentaires résultant de l'accord conclu entre l'Égypte et Israël le 4 septembre 1975.

En raison des positions susmentionnées, certains États Membres n'ont pas acquitté leur part des dépenses relatives au financement de la FUNU (1973), jusqu'à sa dissolution en 1979, et de la FNUOD, jusqu'au 30 juin 1996, soit un montant estimatif de 4,6 millions de dollars. Ce montant ne tient pas compte d'une somme de 36 millions de dollars correspondant aux contributions de la Chine non acquittées pour la période allant du 25 octobre 1971 au 31 décembre 1981, montant qui a été inscrit à un compte spécial en application de la résolution 36/116 A de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1981.

La part des montants retenus par certains États Membres au titre du financement de la FINUL représente un montant estimatif de 102,6 millions de dollars. Ce montant estimatif a été calculé sur la base de la part revenant à chacun des États Membres en question depuis la création de la FINUL le 19 mars 1978 jusqu'au 30 juin 1996. Ce montant ne tient pas compte d'une somme de 19,6 millions de dollars correspondant aux contributions de la Chine non acquittées pour la période allant du 25 octobre 1971 au 31 décembre 1981, montant qui a été inscrit à un compte spécial en application de la résolution 36/116 A de l'Assemblée générale.

Les contributions non acquittées indiquées dans les états XLIII et XLIV ne comprennent pas les montants correspondant aux contributions de la Chine au financement de la FUNU et de l'ONUC pour la période terminée le 24 octobre 1971, qui s'élèvent respectivement à 5,3 et 6,7 millions de dollars. À la suite de l'adoption par l'Assemblée générale, le 25 octobre 1971, de la résolution 2758 (XXVI) relative au rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, ces montants ont été inscrits à un compte spécial en application de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1972.

Note 4. État récapitulatif des missions de maintien de la paix (état XXII)

L'état récapitulatif des missions de maintien de la paix des Nations Unies est présenté seulement à titre d'information. Il a pour objet de donner une idée générale de l'ampleur des activités de maintien de la paix en cours ou achevées. La présentation groupée des données ne signifie pas que les ressources puissent être utilisées indifféremment pour telle ou telle opération.

Note 5. Force d'urgence des Nations Unies (1973) et Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (état XXIV)

À différentes occasions, l'Assemblée générale a autorisé la suspension temporaire des articles 5.2 b), 5.2 d), 4.3 et 4.4 du Règlement financier pour permettre à la FUNU et à la FNUOD de conserver certains excédents qui auraient autrement dû être restitués aux États Membres. Conformément à la résolution 50/83, en date du 15 décembre 1995, ces excédents autorisés conservés ont été réduits proportionnellement de 15,3 millions de dollars pour compenser en partie la radiation des contributions que l'Afrique du Sud aurait dû acquitter au titre de différentes opérations de maintien de la paix pour la période allant du 30 septembre 1974 au 23 juin 1994.

Les montants (en millions de dollars) pour lesquels les dispositions susmentionnées du Règlement financier ont initialement été temporairement suspendues, et les montants correspondant définitivement radiés pour compenser les arriérés de contribution de l'Afrique du Sud sont indiqués ci-dessous :

<i>Résolution de l'Assemblée générale</i>	<i>Montant initialement suspendu</i>	<i>Montant radié pour l'Afrique du Sud</i>	<i>Montant net actuellement suspendu</i>
33/13 E	17,7	4,2	13,5
34/7 D	5,3	1,3	4,0
35/45 B	6,8	1,6	5,2
36/66 B	2,7	0,6	2,1
37/38 B	7,4	1,7	5,7
38/35 B	5,2	1,2	4,0
39/28 B	4,8	1,1	3,7
40/59 B	3,3	0,8	2,5
41/44 B	1,5	0,4	1,1
42/70 B	1,3	0,3	1,0
43/228	2,4	0,6	1,8
44/187	2,0	0,5	1,5
47/204	4,5	1,0	3,5
Total	64,9	15,3	49,6

Note 6. Force intérimaire des Nations Unies au Liban (état XXV)

À différentes occasions, l'Assemblée générale a autorisé la suspension temporaire des articles 5.2 b), 5.2 d), 4.3 et 4.4 du Règlement financier pour permettre à la FINUL de conserver certains excédents qui auraient autrement dû être restitués aux États Membres. Conformément à la résolution 50/83, en date du 15 décembre 1995, ces excédents autorisés conservés ont été réduits proportionnellement de 25,6 millions de dollars pour compenser en partie la radiation des contributions que l'Afrique du Sud aurait dû acquitter au titre de différentes opérations de maintien de la paix pour la période allant du 30 septembre 1974 au 23 juin 1994.

Les montants (en millions de dollars) pour lesquels les dispositions susmentionnées du Règlement financier ont initialement été temporairement suspendues, et les montants correspondants définitivement radiés pour compenser les arriérés de contribution de l'Afrique du Sud sont indiqués ci-dessous :

<i>Résolution de l'Assemblée générale</i>	<i>Montant initialement suspendu</i>	<i>Montant radié pour l'Afrique du Sud</i>	<i>Montant net actuellement suspendu</i>
34/9 E	0,1	—	0,1
35/115 B	2,2	0,5	1,7
36/138 B	3,8	0,9	2,9
37/127 B	5,9	1,4	4,5
38/38 B	5,6	1,3	4,3
39/71 B	6,0	1,4	4,6
40/246 B	8,9	2,1	6,8
41/179 B	4,8	1,1	3,7
42/223	6,8	1,6	5,2
43/229	6,3	1,5	4,8
44/188	3,1	0,7	2,4
45/244	21,9	5,2	16,7
46/194	8,2	1,9	6,3
47/205	6,9	1,7	5,2
49/266	18,0	4,3	13,7
Total	108,5	25,6	82,9

Note 7. État des contributions au 30 juin 1996

a) Dans la plupart des états financiers, les contributions à recevoir des États Membres au 30 juin 1996 ne sont indiquées que sous forme de chiffres globaux. Des informations détaillées sur les contributions mises en recouvrement et reçues au 30 juin 1996 et sur tous les soldes dus pour chaque État Membre au titre de chacune des opérations de maintien de la paix figurent dans le rapport du 3 juillet 1996 intitulé «État des contributions au 30 juin 1996» (ST/ADM/SER.B/496);

b) Le rapport sur l'état des contributions au 30 juin 1996 a paru trop tôt en juillet 1996 pour refléter les quotes-parts approuvées par l'Assemblée générale à la fin juin 1996. Toutefois, les états financiers font apparaître dans tous les cas les quotes-parts approuvées fin juin 1996 comme recettes, les nouveaux montants dus devenant partie des contributions à recevoir des États Membres au 30 juin 1996. De ce fait, les montants qui sont indiqués dans les états financiers sous la rubrique des contributions à recevoir des États Membres au 30 juin 1996 peuvent être nettement plus élevés que les chiffres correspondants figurant dans le rapport sur l'état des contributions à cette date. En pareil cas, les quotes-parts approuvées fin juin 1996 sont reflétées dans le rapport sur l'état des contributions fin juillet 1996.

Note 8. Matériel non consommable

On trouvera au tableau ci-après une liste, établie d'après la comptabilité «matières» de l'Organisation des Nations Unies au 30 juin 1996, indiquant la valeur, au prix coûtant (en millions de dollars des États-Unis), du matériel non consommable utilisé sur place par les missions des Nations Unies. Conformément aux principes comptables de l'ONU, le matériel non consommable n'est pas inclus dans le capital fixe de l'Organisation, mais sa valeur est imputée sur les crédits ouverts au moment de l'achat :

	<i>Montant en dollars des États-Unis</i>
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	3,4

	<i>Montant en dollars des États-Unis</i>
FNUOD	24,9
FINUL	74,6
UNAVEM	37,3
MONUIK	38,5
MINURSO	17,0
FPNU ^a	298,6
Base de soutien logistique de l'ONU à Brindisi	44,4
MINUAR	54,0
MONUG	4,7
MONUL	0,1
MINUHA	29,9
MONUT	2,0
Total	629,4

^a Y compris FORPRONU, ONURC, FORDEPRENU et FPNU.

Opérations de maintien de la paix financées au titre du budget ordinaire

État des ouvertures de crédits, par programmes et par principaux objets de dépense, pour la période de six mois de l'exercice biennal 1996-1997 terminée le 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Programmes/principaux objets de dépenses</i>	<i>Crédits révisés</i>	<i>Traitements et dépenses communes de personnel</i>	<i>Frais de voyage</i>	<i>Services contractuels</i>	<i>Dépenses d'exploitation et fournitures</i>	<i>Acquisitions et nouveaux locaux</i>	<i>Toutes autres dépenses</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Solde</i>
Titre II, chapitre 3 - Opérations de maintien de la paix et missions spéciales									
Direction exécutive et gestion	7 789,8	1 258,8	24,6	—	407,3	—	—	1 690,7	6 099,1
MINUGUA	7 124,8	7 799,4	152,8	47,6	1 309,5	9,7	953,5	10 272,5	(3 147,7)
ONUST	53 766,8	6 589,2	884,9	—	614,7	3,4	1 746,3	9 838,5	43 928,3
UNMOGIP	13 208,8	1 456,3	264,0	—	265,2	45,5	245,9	2 276,9	10 931,9
Bureau du Secrétaire général en Afghanistan	1 711,8	263,5	3,4	—	123,1	0,9	53,1	444,0	1 267,8
MICIVIH	2 042,9	2 080,2	12,1	7,3	182,8	—	571,0	2 853,4	(810,5)
Mission au Burundi	1 872,0	560,8	96,9	—	340,5	9,6	—	1 007,8	864,2
Appui aux opérations hors Siège	5 276,9	973,0	—	—	37,6	—	—	1 010,6	4 266,3
Autres missions spéciales	10 074,4	2 074,2	208,6	0,1	569,7	4,1	231,1	3 087,8	6 986,6
Cessations de service anticipées	—	136,9	—	—	—	—	—	136,9	(136,9)
Total, chapitre 3	102 868,2	23 192,3	1 647,3	55,0	3 850,4	73,2	3 800,9	32 619,1	70 249,1

Annexe II

Activités liées à des opérations de maintien de la paix financées au titre de fonds d'affectation spéciale

État des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période de six mois de l'exercice biennal 1996-1997 terminée le 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Fonds d'affectation spéciale</i>	<i>Réserves et soldes des fonds en début d'exercice</i>	<i>Recettes</i>	<i>Dépenses^a</i>	<i>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</i>
Fonds d'affectation spéciale pour le règlement des questions frontalières entre l'Iraq et le Koweït	696	20	—	716
Fonds d'affectation spéciale pour le rétablissement des services publics essentiels à Sarajevo	13 541	7 601	4 392	16 750
Fonds d'affectation spéciale pour l'application de l'Accord de Cotonou sur le Libéria	5 464	144	—	5 608
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui à la mise en oeuvre de l'accord de cessez-le-feu et de cessation temporaire des hostilités à la frontière tadjiko-afghane et à l'intérieur du pays pendant la durée des pourparlers	47	3	—	50
Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance électorale en Haïti	8 146	1 602	8 367	1 381
Fonds d'affectation spéciale pour la négociation d'un règlement politique du conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie	707	21	—	728
Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections en matière de développement	740 1 069	37 28	— —	777 1 097
Fonds de contributions volontaires pour le processus de paix au Cambodge	2 981	84	—	3 065
Fonds d'affectation spéciale pour les activités de la Commission internationale d'appui et de vérification	3 047	91	—	3 138
Fonds d'affectation spéciale pour le Cambodge	1 576	32	—	1 608
Fonds d'affectation spéciale pour le Commandement unifié en Somalie	7 750	260	—	8 010
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui à la mise en oeuvre de l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces, signé à Moscou le 14 mai 1994	5 (1 154)	355 6 042	328 3 896	32 992
Fonds d'affectation spéciale pour le financement de biens et services destinés au Programme international de contrôle de la police et d'autres objectifs spécifiés en Haïti	2 787	126	1 418	1 495
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités de déminage en Angola	—	379	—	379
Fonds d'affectation spéciale pour l'Opération des droits de l'homme au Burundi	—	1 028	322	706
Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'assistance à la police en Bosnie-Herzégovine	—	1 709	—	1 709
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux activités de rétablissement et de maintien de la paix des Nations Unies	24 766	3 715	66	28 415
Fonds d'affectation spéciale pour la Commission sur la vérité en El Salvador	198	6	—	204
Fonds d'affectation spéciale pour les activités liées aux aspects administratifs et budgétaires des opérations de maintien de la paix	46 2 817	101 534	— 1 925	147 1 426

<i>Fonds d'affectation spéciale</i>	<i>Réserves et soldes des fonds en début d'exercice</i>	<i>Recettes</i>	<i>Dépenses^a</i>	<i>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</i>
Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au Bureau du représentant spécial du Secrétaire général pour l'ex-Yougoslavie	1 176	44	806	414
Fonds d'affectation spéciale concernant les activités de déminage de la FORPRONU	3 302	100	2 607	795
Fonds d'affectation spéciale pour les enseignements tirés des missions	101	553	139	515
Fonds d'affectation spéciale pour le financement d'une Conférence sur le soutien médical des opérations de maintien de la paix	177	1	—	178
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux activités de la FNUOD	—	222	—	222
Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au personnel militaire détaché à titre gracieux par des gouvernements pour appuyer les opérations de maintien de la paix	—	—	(66)	66
Total	79 985	24 838	24 200	80 623

^a Y compris dépenses, ajustements afférents à des exercices antérieurs, virements aux réserves de crédits et à la réserve d'exploitation, virements des réserves de crédits et de la réserve d'exploitation, remboursements aux donateurs et virements à d'autres fonds.

Annexe III

**État récapitulatif des opérations de maintien de la paix
des Nations Unies**
**État des flux de trésorerie pour la période de six mois allant
du 1er janvier au 30 juin 1996**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1996
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses (État I)	(12 650)
Augmentation (diminution) des contributions à recevoir	(144 118)
Augmentation (diminution) des autres sommes à recevoir	(40 824)
Augmentation (diminution) des autres avoirs	163 897
Augmentation (diminution) des contributions ou paiements reçus par anticipation	1 491
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	(258 429)
Augmentation (diminution) des sommes à payer	(15 241)
Augmentation (diminution) des autres engagements	373 241
Moins : revenu des placements	(24 383)
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	42 984
Flux de trésorerie nets provenant des activités de placement et de financement	
Augmentation (diminution) des soldes interfonds à recevoir	11 196
Augmentation (diminution) des soldes interfonds à payer	42 867
Plus : Revenu des placements	24 383
Flux nets de trésorerie provenant des activités de placement et de financement	78 446
Flux nets de trésorerie provenant d'autres sources	
Économies ou annulations au titre d'engagements afférents à des exercices antérieurs	5 596
Virements à (en provenance) d'autres fonds	(31 590)
Crédits dus aux États Membres	(8 303)
Autres ajustements aux réserves et soldes des fonds	22
Flux nets de trésorerie provenant d'autres sources	(34 275)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts à terme	87 155
Encaisse et dépôts à terme en début d'exercice	782 149
Encaisse et dépôts à terme en fin d'exercice	869 304

Deuxième partie

**États financiers pour la période de 12 mois
allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

A. État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix^a

État I

État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix

État, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total, opérations en cours</i>	<i>Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et Fonds pour l'appui aux programmes et Base logistique de l'ONU</i>	<i>Total opérations terminées</i>	<i>Suppression tous fonds pour les opérations de maintien de la paix</i>	Total pour la période allant du	
					1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996^b
Recettes						
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement	1 461 430	—	842		1 462 272	2 238 671
Contributions volontaires	62 496	—	—		62 496	78 410
Allocations d'autres fonds	—	7 633	—		258	
Recettes provenant de services rendus	—	30 534	—		—	—
Revenu des placements	39 068	5 800	4 268	(7 375)	49 136	43 203
Autres recettes/recettes accessoires	38 512	928	1 044	(30 534)	40 484	66 384
Économies diverses (règlements des engagements et ajustements)	—	—	1 568		1 568	—
Total des recettes	1 601 506	44 895	7 722	(37 909)	1 616 214	2 426 668
Dépenses (états IV à XXXI)^c						
Total des dépenses	1 166 428^d	33 415	—	(37 909)	1 161 934	2 234 348
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	435 078	11 480	7 722		454 280	192 320
Ajustements pour l'exercice précédent	(12 507)	2 802	(4 049)		(13 754)	(7 119)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	422 571	14 282	3 673		440 526	185 201
Transfert en provenance (à) d'autres fonds	(33 780)	—	(258)		(34 038)	(59 957)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices précédents	24 173	—	18 517		42 690	42 274
Sommes portées au crédit des États Membres	(181 535)	—	(14 695)		(196 230)	(50 712)

	<i>Total, opérations en cours</i>	<i>Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et Fonds pour l'appui aux programmes et Base logistique de l'ONU</i>	<i>Total opérations terminées</i>	<i>Suppression tous fonds pour les opérations de maintien de la paix</i>	Total pour la période allant du	
					1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996^b
Autres ajustements aux réserves et aux soldes des fonds	—	(4)	—		(4)	(25 562)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	639 654	153 806	180 180		973 640	882 396
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	871 083	168 084	187 417		1 226 584	973 640

^a Voir note 5.

^b Les chiffres comparatifs de cette colonne sont ceux de la période de 12 mois antérieure, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié.

^c Le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié, les codes des comptes de 1996 (1er janvier-30 juin 1997) ont été utilisés par erreur pour la comptabilisation de certaines dépenses de l'exercice budgétaire 1997 (1er juillet 1996- 30 juin 1997).

^d Tableau 1.1.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 1.1

État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix des Nations Unies**État des dépenses afférentes aux opérations en cours pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Observateurs militaires</i>	<i>Police civile</i>	<i>Personnel civil</i>	<i>Locaux, logements et infrastructure</i>	<i>Transports</i>
UNFICYP	23 008	222	13 185	1 712	1 577
FNUOD	18 012	–	6 528	1 693	2 195
FINUL	78 373	–	24 744	2 285	9 822
MONUIK	25 182	–	13 242	863	1 821
MINURSO	7 170	217	12 382	208	928
FPNU	1 860	–	34 535	969	499
ATNUSO	146 553	16 343	51 011	10 404	11 778
FORDEPRENU	31 924	831	6 880	1 337	3 351
MINUBH	1 874	61 974	36 382	3 248	2 839
MONUG	4 283	–	7 828	724	1 116
MONUT	1 235	–	2 716	33	296
UNAVEM	148 988	7 736	42 323	7 332	12 969
MINUAR	–	–	2 108	34	35
MONUL	2 157	–	9 432	849	2 504
MANUH	16 142	9 204	14 881	1 037	1 488
MINUGUA	1 462	–	268	843	71
Total	508 223	96 527	278 445	33 571	53 289

<i>Opérations aériennes</i>	<i>Transmissions</i>	<i>Matériel divers, fournitures et services et fret</i>	<i>Programmes spéciaux</i>	<i>Base logistique de l'ONU et dépenses d'appui aux programmes</i>	Total	
					1997	1996
1 001	707	2 178	—	1 368	44 958	46 191
—	699	2 283	—	983	32 393	31 626
1 384	1 307	5 427	—	3 402	126 744	123 528
2 868	583	1 649	—	1 806	48 014	52 674
5 638	498	778	—	1 513	29 332	43 737
1 162	1 099	5 462	1	1 193	46 780	1 060 089
7 956	2 015	9 679	674	8 656	265 069	69 181
1 576	1 137	1 703	43	1 623	50 405	19 283
779	3 070	3 078	201	4 763	118 208	33 659
204	453	790	5	534	15 937	15 679
425	555	173	7	227	5 667	7 380
30 627	8 423	29 982	3 519	10 429	302 328	346 220
—	74	114	—	50	2 415	140 345
1 304	2 027	3 171	3 655	986	26 085	14 753
2 196	352	2 417	54	376	48 147	191 068
702	162	438	—	—	3 946	—
57 822	23 161	69 322	8 159	37 909	1 166 428	2 195 413

État II

État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix^a

État, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Total, opérations en cours	Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et Fonds pour l'appui aux programmes	Total, opérations terminées	Suppressions, tous fonds pour les opérations de maintien de la paix	Total	
					1997	1996
Actif						
Encaisse et dépôts à terme	704 543	107 186	82 754		894 483	869 304
Contributions à recevoir des États Membres ^b	1 664 998 ^c	18	515 710		2 180 723	2 073 954
Contributions volontaires à recevoir	6 673	—	362		7 035	6 901
Sommes à recevoir des États Membres	215	—	—		215	1 589
À recevoir d'autres fonds	11 819	4 131	682		16 632	8 343
Autres sommes à recevoir	19 825	786	26 331		46 942	106 548
À recevoir d'autres fonds pour les opérations de maintien de la paix	—	3 143	28 600	(31 743)	—	—
À recevoir du Fonds général de l'ONU	—	57 601	—		57 601	67 791
Comptes spéciaux pour les contributions non acquittées	55 552	—	11 962		67 514	67 514
Charges comptabilisées d'avance et autres éléments d'actif	35 907	190	13 566		49 663	41 374
Total de l'actif	2 499 529	173 055	679 967	(31 743)	3 320 808	3 243 318
Passif						
Contributions ou paiements anticipés	5 220	—	—		5 220	2 317
Engagements non réglés	1 265 839	2 432	296 518		1 564 789	1 546 061
Soldes dus à d'autres fonds	60 755	1 059	8 122		69 936	99 233
Sommes à payer aux États Membres	228 581	—	83 747		312 328	479 555
Autres sommes à payer	17 187	1 480	4 458		23 125	61 590
Dû à d'autres fonds pour les opérations de maintien de la paix	—	—	31 743	(31 743)	—	—
Dû au Fonds général de l'ONU	1 500	—	6 000		7 500	—
Dû au Compte spécial de l'ONU	—	—	3 329		3 329	3 329
Dû au compte «Produit de la vente des obligations» de l'ONU	—	—	44 048		44 048	44 048
Dû au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie	21 793	—	—		21 793	—

	<i>Total, opérations en cours</i>	<i>Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et Fonds pour l'appui aux programmes</i>	<i>Total, opérations terminées</i>	<i>Suppressions, tous fonds pour les opérations de maintien de la paix</i>	Total	
					1997	1996
Dû au Tribunal pénal international pour le Rwanda	11 987	—	—		11 987	—
Contributions volontaires inscrites à un compte d'attente	11 177	—	—		11 177	11 173
Crédits utilisés d'avance et autres éléments de passif	4 407	—	14 585		18 992	22 372
Total du passif	1 628 446	4 971	492 550	(31 743)	2 094 224	2 269 678
Réserves et soldes des fonds						
Réserves de fonctionnement	—	5 000	—		5 000	5 000
Fonds de roulement	—	150 000	—		150 000	150 000
Excédent autorisé retenu	108 267	—	—		108 267	108 267
Excédent (déficit) cumulatif	762 816	13 084	187 417		963 317	710 373
Total des réserves et des soldes des fonds	871 083	168 084	187 417		1 226 584	973 640
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	2 499 529	173 055	679 967		3 320 808	3 243 318

^a Voir note 5.

^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

^c Y compris une somme supplémentaire de 115 373 000 pour la période allant du 1er au 31 décembre 1995

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État III

État récapitulatif de toutes les opérations de maintien de la paix des Nations Unies^a

Flux nets de trésorerie, au 30 juin 1997, pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996 ^b
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses (état I)	440 526	182 013
Augmentation (diminution) des contributions à recevoir	(106 903)	(156 706)
Augmentation (diminution) des autres sommes à recevoir	58 102	(50 955)
Augmentation (diminution) des autres avoirs	4 779	126 249
Augmentation (diminution) des contributions ou paiements reçus par anticipation	2 903	2 193
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	18 728	(14 132)
Augmentation (diminution) des sommes à payer	(38 465)	52 859
Augmentation (diminution) des autres engagements	(129 323)	406 096
Moins : revenu des placements	(49 136)	(44 123)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	201 211	503 494
Flux nets de trésorerie provenant des activités de placement et de financement		
Augmentation (diminution) des soldes interfonds à recevoir	(8 289)	(223 002)
Augmentation (diminution) des soldes interfonds à payer	(29 297)	67 064
Plus : revenu des placements	49 136	44 123
Flux nets de trésorerie provenant des activités de placement et de financement	11 550	(111 815)
Flux nets de trésorerie provenant d'autres sources		
Économies ou annulations au titre d'engagements afférents à des exercices antérieurs	42 690	40 056
Virements à (en provenance) d'autres fonds	(34 038)	(59 957)
Crédits dus aux États Membres	(196 230)	(35 390)
Autres ajustements aux réserves et soldes des fonds	(4)	(40 883)
Flux nets de trésorerie provenant d'autres sources	(187 582)	(96 174)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts à terme	25 179	295 505
Encaisse et dépôts à terme en début d'exercice	869 304	573 799
Encaisse et dépôts à terme en fin d'exercice	894 483	869 304

^a Voir note 5.^b Les chiffres comparatifs de cette colonne sont ceux de la période de 12 mois antérieure, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

B. Opérations de maintien de la paix en cours

État IV

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre^a

État, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996 ^b
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	24 230	22 482
Contributions volontaires ^d	24 101	17 740
Revenu des placements	1 181	1 122
Autres recettes/recettes accessoires	40	13
Total des recettes	49 552	41 357
Dépenses (tableau 4.1)		
Total des dépenses	44 958^e	46 191
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	4 594	(4 834)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	16	1
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice ^f	10 167	15 000
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	14 777	10 167

État IV (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	24 003	18 843
Contributions à recevoir des États Membres	13 564	9 480
Contributions volontaires à recevoir des États Membres ^a	6 673	6 539
Sommes à recevoir des États Membres	72	784
Autres sommes à recevoir	899	275
Charges comptabilisées d'avance	457	2
Total de l'actif	45 668	35 923
Passif		
Contributions ou paiements reçus à l'avance	395	394
Engagements non réglés – exercice en cours	17 762	2 866
Engagements non réglés – exercices antérieurs	8 627	8 143
Dû à d'autres fonds	2 080	1 412
Sommes à payer aux États Membres	1 368	12 537
Autres sommes à payer	659	102
Crédits comptabilisés d'avance	–	302
Total du passif	30 891	25 756
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	14 777	10 167
Total des réserves et des soldes des fonds	14 777	10 167
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	45 668	35 923

^a Voir note 3 b).^b Les chiffres comparatifs de cette colonne sont ceux de la période de 12 mois antérieure, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^d Les contributions volontaires proviennent de Chypre (14 349 867 dollars) et de la Grèce (6,5 millions). S'y ajoutent 3,25 millions versés par la Grèce pour une période antérieure dont il n'a pas été tenu compte; les autres recettes proviennent de diverses contributions volontaires.^e Le cycle budgétaire ayant été modifié, les codes des comptes de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) ont été utilisés par erreur pour la comptabilisation de certaines dépenses de l'exercice budgétaire 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).^f Pour la période allant du 27 mars 1964 au 15 juin 1993, les engagements comptabilisés au titre du compte relatif à Chypre sont limités aux fonds provenant de contributions volontaires disponibles au titre du compte spécial. Pour la période qui s'est écoulée entre le début de la mission et le 30 juin 1997, le total cumulatif des engagements non réglés se monte à 193 170 757 dollars. Le chiffre correspondant au 30 juin 1996 était de 211 277 485 dollars.^g Il s'agit des contributions volontaires à recevoir de l'Autriche (2 707 500 dollars), du Canada (103 105 dollars), du Danemark (2 059 209 dollars), des Pays-Bas (125 000 dollars) et de la Suède (1 647 796 dollars) pour la période antérieure au 15 juin 1993. Les demandes de remboursement adressées par les gouvernements à l'UNFICYP seront déduites des contributions volontaires.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 4.1

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre**Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Remboursements aux gouvernements du coût des contingents, de l'habillement et de l'équipement, aux taux standard	15 990	3 369	12 622	1500 991
Détente et loisirs	240	216	28	244
Rations	2 441	1 682	756	2 438
Relève et rapatriement	1 918	1 585	333	1 918
Autres indemnisations	548	482	66	548
Matériel appartenant aux contingents	1 669	82	1 587	1 669
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	200	—	200	200
Total partiel	23 007	7 416	15 592	23 008
Police civile	293	199	23	222
Personnel civil				
Personnel international et local	13 187	13 006	179	13 185
Locaux/logements/infrastructure	1 712	1 244	468	1 712
Transports				
Achat de véhicules	26	—	6	6
Location de véhicules	894	930	98	1 028
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	7	2		2
Pièces de rechange, réparations et entretien	651	307	234	541
Total partiel	1 578	1 239	338	1 577
Opérations aérienne	1 001	813	188	1 001
Transmissions				
Matériel de transmissions	233	124	107	231
Pièces de rechange et fournitures	183	102	58	160
Communications par réseaux commerciaux	313	196	120	316
Total partiel	729	422	285	707
Matériel divers	647	290	332	622
Fournitures et services	1 455	1 137	317	1 454
Fret	102	62	40	102
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	302	302	—	302
Dépenses d'appui aux programmes	1 066	1 066	—	1 066
Total	45 079	27 196	17 762	44 958

État V

Force d'urgence des Nations Unies (1973) et Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement^a**État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>	<i>1er juillet 1995 au 30 juin 1996^b</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	32 255	17 948
Revenu des placements	1 971	1 643
Autres recettes/recettes accessoires	58	77
Total des recettes	34 284	19 668
Dépenses (tableau 5.1)		
Total des dépenses	32 393^d	31 626
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	1 891	(11 958)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	1 137	4 248
Crédits restitués aux États Membres ^e	(1 044)	(15 322)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	61 363	84 395
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	63 347	61 363

État V (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme ^f	37 690	20 059
Contributions à recevoir des États Membres ^c	15 338	27 474
Sommes à recevoir des États Membres	132	802
Autres sommes à recevoir	787	367
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 36/116 A de l'Assemblée générale)	35 987	35 987
Charges comptabilisées d'avance	246	37
Total de l'actif	90 180	84 726
Passif		
Contributions ou paiements anticipés	382	378
Engagements non réglés – exercice en cours	15 360	4 519
Engagements non réglés – exercices antérieurs	5 926	7 577
Dû à d'autres fonds	2 148	1 692
Sommes à payer aux États Membres	2 824	6 714
Autres sommes à payer	187	2 477
Autres éléments de passif	6	6
Total du passif	26 833	23 363
Réserves et soldes des fonds		
Excédent autorisé retenu ^g	49 609	49 609
Excédent cumulatif	13 738	11 754
Total des réserves et des soldes des fonds	63 347	61 363
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	90 180	84 726

^a Voir notes 3 a) et 4.^b Les chiffres comparatifs de cette colonne sont ceux de la période de 12 mois antérieure, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^d Le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié, les codes des comptes de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) ont été utilisés par erreur pour la comptabilisation de certaines dépenses de l'exercice budgétaire 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).^e Aux termes de la décision 51/438 de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1996, le montant total des contributions mises en recouvrement a été réduit de 1 044 746 dollars, représentant les soldes non engagés pour la période allant du 1er décembre 1994 au 30 novembre 1995.^f Y compris un montant représentant l'équivalent de 67 674 dollars en livres syriennes non convertibles.^g Voir note 6.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 5.1
Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement

Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents	17 615			
Remboursement aux gouvernements du coût des contingents, de l'habillement et de l'équipement, aux taux standard	—	3 180	9 641	12 821
Détente et loisirs	—	157	23	180
Rations	—	1 463	403	1 866
Déploiement, relève et rapatriement	—	684	694	1 378
Autres indemnisations	—	700	667	1 367
Matériel appartenant aux contingents	100	24	76	100
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	300	—	300	300
Total partiel	18 015	6 208	11 804	18 012
Personnel civil				
Personnel international et local	6 442	6 320	208	6 528
Locaux/logements/infrastructure	1 695	878	815	1 693
Transports	2 267			
Achat de véhicules	—	—	428	428
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	—	36	56	92
Pièce de rechange, réparations et entretien	—	1 042	633	1 675
Total partiel	2 267	1 078	1 117	2 195
Transmissions	536			
Matériel de transmissions	—	51	228	279
Pièces de rechange et fournitures	—	57	112	169
Communications par réseaux commerciaux	—	231	20	251
Total partiel	536	339	360	699
Matériel divers	770	270	444	714
Fournitures et services	1 362	906	446	1 352
Fret	185	51	166	217
Base logistique de Brindisi	222	222	—	222
Dépenses d'appui aux programmes	761	761	—	761
Total	32 255	17 033	15 360	32 393

État VI
Force intérimaire des Nations Unies au Liban^a

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>	<i>1er juillet 1995 au 30 juin 1996^b</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	125 723	121 281
Revenu des placements	1 696	1 034
Autres recettes/recettes accessoires	290	906
Total des recettes	127 709	123 221
Dépenses (tableau 6.1)		
Total des dépenses	126 744^d	123 528
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	965	(307)
Ajustements pour l'exercice précédent	–	69
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	965	(238)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	1 481	1 465
Crédits restitués aux États Membres ^e	(9 335)	(1 755)
Autres ajustements aux réserves et soldes des fonds		(25 584)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	120 392	146 504
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	113 503	120 392

État VI (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	37 474	14 969
Contributions à recevoir des États Membres ^c	254 577	230 200
Autres sommes à recevoir	497	619
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 36/116 A de l'Assemblée générale)	19 565	19 565
Charges comptabilisées d'avance	798	243
Total de l'actif	312 911	265 596
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	61 950	31 510
Engagements non réglés – exercices antérieurs	27 239	23 025
Dû à d'autres fonds	4 899	19 392
Sommes à payer aux États Membres	86 094	53 626
Autres sommes à payer	6 953	3 354
Crédits comptabilisés d'avance	1 096	3 124
Contributions volontaires placées dans un compte d'attente ^f	11 177	11 173
Total du passif	199 408	145 204
Réserves et soldes des fonds		
Excédent autorisé retenu ^g	82 878	82 878
Excédent cumulatif	30 625	37 514
Total des réserves et des soldes des fonds	113 503	120 392
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	312 911	265 596

^a Voir notes 3 a) et 4.^b Les chiffres comparatifs de cette colonne sont ceux de la période de 12 mois antérieure, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^d Le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié, les codes des comptes de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) ont été utilisés par erreur pour la comptabilisation de certaines dépenses de l'exercice budgétaire 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).^e Aux termes de la résolution 51/439 de l'Assemblée générale, le montant total des contributions mises en recouvrement a été réduit de 9 335 424 dollars représentant les soldes non engagés pour la période allant du 1er février 1995 au 31 janvier 1996.^f Contributions reçues de Chypre, du Koweït, du Luxembourg, de l'Oman, des Seychelles et de la Suisse.^g Voir note 7.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 6.1
Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Remboursement aux gouvernements du coût des contingents	59 691	14 626	45 065	59 691
Détente et loisirs	766	641	124	765
Rations	8 077	6 231	1 825	8 056
Déploiement, relève et rapatriement	5 790	4 419	1 213	5 632
Autres indemnisations	2 269	3 188	41	3 229
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	1 000	—	1 000	1 000
Total partiel	77 593	29 105	49 268	78 373
Personnel civil				
Personnel international et local	24 588	23 849	895	24 744
Locaux/logements/infrastructure	2 281	990	1 295	2 285
Transports				
Achat de véhicules	1 897	738	963	1 701
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	224	72	131	203
Pièces de rechange, réparations et entretien	7 448	3 249	4 669	7 918
Total partiel	9 569	4 059	5 763	9 822
Opérations aériennes	1 384	148	1 236	1 384
Transmissions				
Matériel de transmissions	700	184	517	701
Pièces de rechange et fournitures	377	162	191	353
Matériel d'essai et d'atelier	37	20	31	51
Communications par réseaux commerciaux	197	111	91	202
Total partiel	1 311	477	830	1 307
Matériel divers	2 369	837	1 451	2 288
Fournitures et services	2 861	1 712	1 091	2 803
Fret	365	215	121	336
Base logistique de Brindisi	436	436	—	436
Dépenses d'appui aux programmes	2 966	2 966	—	2 966
Total	125 723	64 794	61 950	126 744

État VII

Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït^a**État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>	<i>1er juillet 1995 au 30 juin 1996^b</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	18 761	27 600
Contributions volontaires ^d	38 375	30 965
Revenu des placements	2 430	807
Autres recettes/recettes accessoires	232	604
Total des recettes	59 798	59 976
Dépenses (tableau 7.1)		
Total des dépenses	48 014^e	52 674
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	11 784	7 302
Ajustements pour l'exercice précédent	(3)	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	11 781	7 302
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	3 350	175
Crédits restitués aux États Membres ^f	(5 151)	(7 534)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	18 430	18 487
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	28 410	18 430

État VII (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	49 329	27 790
Contributions à recevoir des États Membres ^c	11 350	21 627
Autres sommes à recevoir	545	458
Charges comptabilisées d'avance	208	97
Total de l'actif	61 432	49 972
Passif		
Contributions ou paiements anticipés	33	25
Engagements non réglés – exercice en cours	17 067	3 597
Engagements non réglés – exercices antérieurs	10 045	14 354
Dû à d'autres fonds	3 794	786
Sommes à payer aux États Membres	1 121	12 560
Autres sommes à payer	238	216
Crédits comptabilisés d'avance	724	4
Total du passif	33 022	31 542
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	28 410	18 430
Total des réserves et des soldes des fonds	28 410	18 430
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	61 432	49 972

^a Voir note 3 a).^b Compte tenu du changement de l'exercice budgétaire pour les opérations de maintien de la paix, les données portent sur la précédente période de 12 mois.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^d Un montant de 38 374 587 dollars a été reçu du Koweït et un montant de 287 dollars a été reçu de Chypre.^e Le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié, les codes de compte de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) ont été utilisés par erreur pour la comptabilisation de certaines dépenses de l'exercice budgétaire 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).^f Conformément à la décision 51/440 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1996, un montant de 5 151 661 dollars, correspondant au solde inutilisé pour la période du 1er novembre 1994 au 31 décembre 1995, a été déduit des charges à répartir entre les États Membres.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 7.1

Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït**Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	7 747	6 813	364	7 177
Contingents	16 582			
Remboursements aux gouvernements aux taux standard, indemnité d'habillement et d'équipement	—	2 688	8 477	11 165
Détente et loisirs	—	216	1	217
Rations	—	1 546	805	2 351
Déploiement, relève et rapatriement	—	334	773	1 107
Autres indemnités	—	591	579	1 170
Matériel appartenant aux contingents	1 675	366	1 309	1 675
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	320	50	270	320
Total partiel	18 577	5 791	12 214	18 005
Personnel civil				
Personnel international et local	15 057	13 166	76	13 242
Locaux/hébergement/infrastructure	902	437	426	863
Transports	1 841			
Achat de véhicules	—	—	66	66
Matériel d'atelier	—	20	22	42
Pièces de rechange, réparations et entretien	—	1 092	621	1 713
Total partiel	1 841	1 112	709	1 821
Opérations aériennes	2 998	1 017	1 851	2 868
Transmissions	608			
Matériel de transmissions	—	13	267	280
Pièces de rechange et fournitures	—	25	97	122
Communications par réseaux commerciaux	—	93	88	181
Total partiel	608	131	452	583
Matériel divers	820	106	412	518
Fournitures et services	1 621	510	526	1 036
Fret	100	58	37	95
Programmes spéciaux				
Programmes de déminage	65	—	—	—
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	409	409	—	409
Dépenses d'appui aux programmes	1 397	1 397	—	1 397
Total	52 142	30 947	17 067	48 014

État VIII

Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum
au Sahara occidental^aÉtat récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des
soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996 ^b
Recettes		
Recettes provenant de contributions mises en recouvrement ^c	31 902	100 756
Revenu des placements	253	226
Autres recettes/recettes accessoires	640	18
Total des recettes	32 795	101 000
Dépenses (tableau 8.1)		
Total des dépenses	29 332^d	43 737
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	3 463	57 263
Ajustements pour l'exercice précédent	41	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	3 504	57 263
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	512	26
Crédits restitués aux États Membres	—	(2 343)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	34 199	(20 747)
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	38 215	34 199

État VIII (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	1 040	5 148
Contributions à recevoir des États Membres ^c	58 675	47 710
Autres sommes à recevoir	371	426
Charges comptabilisées d'avance	898	458
Total de l'actif	60 984	53 742
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	4 194	3 674
Engagements non réglés – exercice antérieur	10 573	9 399
Sommes à payer aux États Membres	24	374
Dû à d'autres fonds	6 077	5 448
Autres sommes à payer	401	77
Dû au Fonds général des Nations Unies	1 500	–
Crédits comptabilisés d'avance	–	571
Total du passif	22 769	19 543
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	38 215	34 199
Total des réserves et des soldes des fonds	38 215	34 199
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	60 984	53 742

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Compte tenu du changement de l'exercice budgétaire pour les opérations de maintien de la paix, les données portent sur la période précédente de 12 mois.^d Le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié, les codes de compte de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) ont été utilisés par erreur pour la comptabilisation de certaines dépenses de l'exercice budgétaire 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 8.1

**Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum
au Sahara occidental**
**Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30
juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	5 427	5 138	254	5 392
Contingents				
Remboursements aux gouvernements aux taux standard, indemnité d'habillement et d'équipement	310	—	310	310
Détente et loisirs	3	11	—	11
Rations	1 196	802	198	1 000
Déploiement, relève et rapatriement	103	118	41	159
Autres indemnités	208	155	20	175
Matériel appartenant aux contingents	27	—	27	27
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	96	—	96	96
Total partiel	1 943	1 086	692	1 778
Police civile	248	208	9	217
Personnel civil				
Personnel international et local	13 295	11 332	1 030	12 362
Personnel fourni par les gouvernements	44	20	—	20
Total partiel	13 339	11 352	1 030	12 382
Locaux/hébergement/infrastructure	293	171	37	208
Transports				
Achat de véhicules	3	3	—	3
Location de véhicules	—	—	2	2
Matériel d'atelier	11	1	9	10
Pièces de rechange, réparations et entretien	907	642	271	913
Total partiel	921	646	282	928
Opérations aériennes	6 406	4 280	1 358	5 638
Transmissions				
Matériel de transmissions	38	16	21	37
Pièces de rechange et fournitures	142	28	108	136
Communications par réseaux commerciaux	342	260	65	325
Total partiel	522	304	194	498
Matériel divers	595	164	136	300
Fournitures et services	607	249	148	397
Fret	88	27	54	81
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	249	249	—	249
Dépenses d'appui aux programmes	1 264	1 264	—	1 264
Total	31 902	25 138	4 194	29 332

État IX

Quartier général des Forces de paix des Nations Unies^a

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996 ^b
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	316 698	863 142
Contributions volontaires ^d	2	28 661
Revenu des placements	3 509	17 510
Autres recettes/recettes accessoires ^e	19 324	58 569
Total des recettes	339 533	967 882
Dépenses (tableau 9.1)		
Total des dépenses	46 780^f	1 060 089
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	292 753	(92 207)
Ajustements pour l'exercice précédent ^g	(3 921)	517
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	288 832	(91 690)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	671	3 157
Crédits restitués aux États Membres ^h	(114 335)	—
Virements à d'autres fonds ⁱ	(21 793)	(39 071)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	174 166	301 770
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	327 541	174 166

État IX (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Recettes		
Encaisse et dépôts à terme	16 398	288 988
Contributions à recevoir des États Membres ^c	942 828	734 890
Charges comptabilisées d'avance	16 952	5 282
Autres sommes à recevoir	5 703	69 956
À recevoir de l'ATNUSO	—	16 063
À recevoir de la MINUBH	—	22 384
À recevoir de la FORDEPRENU	—	3 782
Total de l'actif	981 881	1 141 345
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	8 670	169 210
Engagements non réglés – exercices antérieurs	551 040	600 580
Sommes à payer aux États Membres	59 676	131 772
Dû au Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie	21 793	—
Autres sommes à payer	1 087	20 699
Dû à d'autres fonds	12 074	44 918
Total du passif	654 340	967 179
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	327 541	174 166
Total des réserves et des soldes des fonds	327 541	174 166
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	981 881	1 141 345

^a Voir note 3 a).^b Compte tenu du changement de l'exercice budgétaire pour les opérations de maintien de la paix, les données portent sur la précédente période de 12 mois.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement. Conformément à la résolution 51/12 de l'Assemblée générale, en date du 4 novembre 1996, un montant supplémentaire de 115 373 000 dollars est comptabilisé pour la période du 1er au 31 décembre 1995.^d Contribution en espèces de Chypre.^e Y compris un montant supplémentaire de 5 788 789,37 dollars à recevoir de la Force de mise en oeuvre au titre d'avoirs rachetés aux FPNU, montant déduit ultérieurement des sommes à verser aux États Membres.^f Le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié, les codes de comptes de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) ont été utilisés par erreur pour la comptabilisation de certaines dépenses de l'exercice budgétaire 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).^g Conformément à la résolution 50/235 de l'Assemblée générale, un montant total de 3 921 721 dollars, correspondant à des contributions volontaires versées au titre de la capacité de réaction rapide de la Force de protection des Nations Unies et comptabilisé en tant que recette dans les états financiers de décembre 1995, a été restitué au Danemark, à la Finlande, à la Grèce, à l'Irlande, à Maurice, à Monaco, au Panama et à la Suède.^h Conformément à la résolution 51/12 de l'Assemblée générale, en date du 4 novembre 1996, un montant de 114 335 550 dollars correspondant au solde inutilisé pour la période terminée le 31 décembre 1995 a été déduit du total des charges à répartir entre les États Membres.ⁱ Conformément aux résolutions 51/214 et 51/214 B de l'Assemblée générale, en date des 18 décembre 1996 et 13 juin 1997, un montant de 21 793 500 dollars est transféré au Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 9.1
Quartier général des Forces de paix des Nations Unies

Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Remboursements aux gouvernements aux taux standard, indemnité d'habillement et d'équipement	710	219	467	686
Détente et loisirs	7	3		3
Déploiement, relève et rapatriement	127	69	14	83
Autres indemnités	518	432	–	432
Matériel appartenant aux contingents	616	–	616	616
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	40	–	40	40
Total partiel	2 018	723	1 137	1 860
Personnel civil				
Personnel international et local	34 795	33 489	1 046	34 535
Locaux/hébergement/infrastructure	1 049	489	480	969
Transports				
Achat de véhicules	16	16	–	16
Location de véhicules	19	19	–	19
Pièces de rechange, réparations et entretien	444	208	256	464
Total partiel	479	243	256	499
Opérations aériennes	1 129	999	163	1 162
Transmissions				
Matériel de transmissions	–	24	–	24
Pièces de rechange et fournitures	128	70	32	102
Communications par réseaux commerciaux	1 295	(955)	1 928	973
Total partiel	1 423	(861)	1 960	1 099
Matériel divers	115	117	16	133
Fournitures et services	4 255	909	2 668	3 577
Fret	2 345	808	944	1 752
Programmes spéciaux				
Programmes de formation	1	1	–	1
Dépenses d'appui aux programmes	1 193	1 193	–	1 193
Total	48 802	38 110	8 670	46 780

État X

Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental^a**État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>	<i>1er janvier au 30 juin 1996^b</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	280 968	94 270
Revenu des placements	6 142	–
Autres recettes/recettes accessoires	99	2
Total des recettes	287 209	94 272
Dépenses (tableau 10.1)		
Total des dépenses	265 069^d	69 181
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	22 140	25 091
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	2 620	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	25 091	–
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	49 851	25 091

État X (*fin*)**État, au 30 juin 1996, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	154 152	483
Contributions à recevoir des États Membres ^a	56 265	84 562
À recevoir du Fonds général des Nations Unies	–	6 780
Autres sommes à recevoir	915	–
Charges comptabilisées d'avance	612	144
Total de l'actif	211 944	91 969
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	134 943	26 525
Engagements non réglés – exercices antérieurs	15 089	–
Sommes à payer aux États Membres	564	23 698
Dû à d'autres fonds	10 415	–
Autres sommes à payer	1 082	592
Dû aux FPNU ^f	–	16 063
Total du passif	162 093	66 878
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	49 851	25 091
Total des réserves et des soldes des fonds	49 851	25 091
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	211 944	91 969

^a Voir note 3 a).^b Le mandat de l'ATNUSO a commencé le 1er janvier 1996; le montant inscrit à la rubrique comparative correspond donc à une période de six mois.^c Ne comprend pas une contribution volontaire en nature d'une valeur de 510 000 dollars, reçue de la Belgique, pour laquelle aucun crédit n'a été ouvert.^d En raison des modifications apportées au cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix, on a, par inadvertance, utilisé les codes budgétaires de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) pour certaines dépenses qui ont été comptabilisées pour l'exercice financier 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).^e Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^f Le mandat de l'ATNUSO a été exécuté par les FPNU jusqu'au 30 août 1996.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 10.1

Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental**Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	3 726	3 571	187	3 758
Contingents				
Remboursements aux gouvernements au taux standard, indemnité d'habillement et d'équipement	58 776	14 866	43 910	58 776
Détente et loisirs	636	507	49	556
Rations	11 243	8 614	2 153	10 767
Déploiement, relève et rapatriement	3 078	1 391	1 551	2 942
Autres indemnités	6 388	3 266	3 180	6 446
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	61 440	—	61 440	61 440
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	1 869	—	1 868	1 868
Total partiel	143 430	28 644	114 151	142 795
Police civile	16 455	15 366	977	16 343
Personnel civil				
Fonctionnaires recrutés sur le plan international et sur le plan local	60 898	47 329	541	47 870
Volontaires des Nations Unies	3 152	2 659	482	3 141
Total partiel	64 050	49 988	1 023	51 011
Locaux/hébergement/infrastructure	10 415	8 555	1 849	10 404
Transports				
Location de véhicules	74	64	—	64
Pièces de rechange, réparations et entretien	12 662	4 446	7 268	11 714
Total partiel	12 736	4 510	7 268	11 778
Opérations aériennes	8 076	4 037	3 919	7 956
Transmissions				
Matériel de transmissions	—	223	31	254
Pièces de rechange et fournitures	547	314	389	703
Communications par réseaux commerciaux	1 670	628	430	1 058
Total partiel	2 217	1 165	850	2 015
Matériel divers	1 441	951	352	1 303
Fournitures et services	6 538	3 727	2 123	5 850
Fret	2 472	664	1 862	2 526

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	452	266	135	401
Programmes de formation	190	23	167	190
Programmes de déminage	115	3	80	83
Total partiel	757	292	382	674
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	1 776	1 776	–	1 776
Dépenses d'appui aux programmes	6 880	6 880	–	6 880
Total	280 969	130 126	134 943	265 069

État XI

Force de déploiement préventif des Nations Unies^a

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er janvier au 30 juin 1996 ^b
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	51 670	25 151
Contributions volontaires ^d	1	2
Revenu des placements	1 355	—
Autres recettes/recettes accessoires	32	—
Total des recettes	53 058	25 153
Dépenses (tableau 11.1)		
Total des dépenses	50 405^e	19 283
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	2 653	5 870
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	5 870	—
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	8 523	5 870

État XI (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	35 355	96
Contributions à recevoir des États Membres ^c	13 029	22 371
À recevoir d'autres fonds	–	1 976
Charges comptabilisées d'avance	813	225
Autres sommes à recevoir	149	–
Total de l'actif	49 346	24 668
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	30 798	11 136
Engagements non réglés – exercices antérieurs	5 238	–
Sommes à payer aux États Membres	3 988	3 402
Autres sommes à payer	757	478
Dû aux FPNU ^f	–	3 782
Dû à d'autres fonds	42	–
Total du passif	40 823	18 798
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	8 523	5 870
Total des réserves et des soldes des fonds	8 523	5 870
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	49 346	24 668

^a Voir note 3 a).^b Le mandat de la FORDEPRENU a commencé le 1er janvier 1996; le montant inscrit à la rubrique comparative correspond donc à une période de six mois.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^d Contribution en espèces reçue de Chypre.^e En raison des modifications apportées au cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix, on a, par inadvertance, utilisé les codes budgétaires de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) pour certaines dépenses comptabilisées dans l'exercice financier de 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).^f La FORPRENU a été gérée par les FPNU jusqu'au 30 juin 1996.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 11.1
Force de déploiement préventif des Nations Unies

**Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996
au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	1 284	1 237	46	1 283
Contingents				
Remboursements aux gouvernements aux taux standard, indemnité d'habillement et d'équipement	13 049	3 413	9 636	13 049
Détente et loisirs	122	113	9	122
Rations	2 639	1 264	1 375	2 639
Déploiement, relève et rapatriement	469	268	83	351
Autres indemnités	1 195	490	726	1 216
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	12 836	—	12 835	12 835
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	429	—	429	429
Total partiel	30 739	5 548	25 093	30 641
Police civile	832	793	38	831
Personnel civil				
Fonctionnaires recrutés sur le plan international et sur le plan local	8 157	6 443	437	6 880
Locaux/hébergement/infrastructure	1 337	881	456	1 337
Transports				
Achat de véhicules	41	—	46	46
Pièces de rechange, réparations et entretien	3 310	779	2 526	3 305
Total partiel	3 351	779	2 572	3 351
Opérations aériennes	1 530	1 093	483	1 576
Transmissions				
Matériel de transmission	49	5	109	114
Pièces de rechange et fournitures	611	143	360	503
Communications par réseaux commerciaux	483	174	346	520
Total partiel	1 143	322	815	1 137
Matériel divers	406	19	222	241
Fournitures et services	838	716	325	1 041
Fret	386	113	308	421
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	41	39	2	41
Programme de formation	2	1	1	2
Total partiel	43	40	3	43
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	358	358	—	358
Dépenses d'appui aux programmes	1 265	1 265	—	1 265
Total	51 669	19 607	30 798	50 405

État XII

Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine^a

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er janvier au 30 juin 1996 ^c
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	151 240	43 849
Contributions volontaires	4	—
Revenu des placements	1 898	—
Autres recettes/recettes accessoires	1 236	—
Total des recettes	154 378	43 849
Dépenses (tableau 12.1)		
Total des dépenses	118 208^d	33 659
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	36 170	10 190
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	20	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	10 190	—
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	46 380	10 190

État XII (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	35 297	234
Contributions à recevoir des États Membres ^b	29 818	38 815
Autres sommes à recevoir	2 856	1
À recevoir d'autres fonds	–	1 429
Charges comptabilisées d'avance	686	38
Total de l'actif	68 657	40 517
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	13 473	7 464
Engagements non réglés – exercices antérieurs	3 751	
Sommes à payer aux États Membres	43	233
Autres sommes à payer	565	246
Dû à d'autres fonds	4 445	–
Dû aux FPNU ^e	–	22 384
Total du passif	22 277	30 327
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	46 380	10 190
Total des réserves et des soldes des fonds	46 380	10 190
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	68 657	40 517

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Le mandat de la MINUBH a commencé le 1er janvier 1996; le montant inscrit à la rubrique comparative correspond donc à une période de six mois.^d En raison des modifications apportées au cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix, on a, par inadvertance, utilisé les codes budgétaires de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) pour certaines dépenses comptabilisées dans l'exercice financier de 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).^e La MINUBH a été gérée par les FPNU jusqu'au 30 juin 1996.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 12.1
Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	1 225	1 123	53	1 176
Contingents				
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	698	—	698	698
Police civile	63 075	56 203	5 771	61 974
Personnel civil				
Fonctionnaires recrutés sur le plan international et sur le plan local	53 537	35 331	1 051	36 382
Locaux/hébergement/infrastructure	7 629	2 918	330	3 248
Transports				
Achat de véhicules	—	—	115	115
Location de véhicules	96	12	18	30
Pièces de rechange, réparations et entretien	6 012	1 558	1 136	2 694
Total partiel	6 108	1 570	1 269	2 839
Opérations aériennes	1 146	20	759	779
Transmissions				
Matériel de transmissions	—	82	580	662
Pièces de rechange et fournitures	715	155	390	545
Communications par réseaux commerciaux	4 462	766	1 097	1 863
Total partiel	5 177	1 003	2 067	3 070
Matériel divers	1 425	444	538	982
Fournitures et services	4 657	1 190	568	1 758
Fret	1 001	15	323	338
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	263	67	12	79
Programmes de formation	356	88	34	122
Programmes de déminage	180	—	—	—
Total partiel	799	155	46	201
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	926	926	—	926
Dépenses d'appui aux programmes	3 837	3 837	—	3 837
Total	151 240	104 735	13 473	118 208

État XIII

Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie^a

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes de fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996 ^c
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	17 090	12 400
Recettes provenant des contributions volontaires ^d	–	327
Revenu des placements	190	425
Autres recettes/recettes accessoires	32	22
Total des recettes	17 312	13 174
Dépenses (tableau 13.1)		
Total des dépenses	15 937^e	15 679
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	1 375	(2 505)
Ajustements sur exercices antérieurs	312	–
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	1 687	(2 505)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	1 137	–
Crédits restitués aux États Membres ^f	(1 797)	(2 286)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	3 818	8 609
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	4 845	3 818

État XIII (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	4 743	5 236
Contributions à recevoir des États Membres	6 343	1 536
À recevoir d'autres fonds	—	162
Autres sommes à recevoir	44	76
Charges comptabilisées d'avance	225	305
Total de l'actif	11 355	7 315
Passif		
Contributions ou versements perçus à l'avance	7	—
Engagements non réglés – exercice en cours	2 255	1 662
Engagements non réglés – exercices antérieurs	343	811
Dû à d'autres fonds	2 697	—
Sommes à payer aux États Membres	958	334
Autres sommes à payer	122	500
Crédits comptabilisés d'avance	128	190
Total du passif	6 510	3 497
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	4 845	3 818
Total des réserves et des soldes des fonds	4 845	3 818
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	11 355	7 315

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Les chiffres donnés à titre de comparaison portent sur les 12 mois précédents, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié.^d Exclut une contribution volontaire en nature de la Suisse (2 057 600 dollars), qui n'a pas été comptabilisée au budget.^e Le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié, les codes de comptes de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) ont été utilisés par erreur pour la comptabilisation de certaines dépenses de l'exercice budgétaire 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).^f Aux termes de la décision 51/406 de l'Assemblée générale en date du 17 octobre 1996, le total des contributions des États Membres a été réduit d'un montant de 1 796 787 dollars représentant les soldes non engagés pour la période allant du 16 mai 1995 au 12 janvier 1996.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 13.1
Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

**Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996
au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	4 302	3 952	250	4 202
Contingents				
Rations	14	—	12	12
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	29	—	29	29
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	40	—	40	40
Total partiel	83	—	81	81
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	8 353	7 699	129	7 828
Locaux, logements, infrastructure	791	447	277	724
Transports	1 269			
Achat de véhicules	—	—	500	500
Matériel pour atelier de réparation et d'entretien	—	12	19	31
Pièces de rechange, réparations et entretien	—	369	216	585
Total partiel	1 269	381	735	1 116
Opérations aériennes	559	79	125	204
Transmissions	375			
Matériel de transmissions	—	8	110	118
Pièces de rechange et fournitures	—	43	84	127
Communications par réseaux commerciaux	—	115	93	208
Total partiel	375	166	287	453
Matériel divers	275	110	168	278
Fournitures et services	281	218	118	336
Fret	253	91	85	176
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	15	5	—	5
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	120	120	—	120
Dépenses d'appui aux programmes	414	414	—	414
Total	17 090	13 682	2 255	15 937

État XIV

Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan^a
**État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves
et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet au 30 juin 1997</i>	<i>1er juillet au 30 juin 1996^c</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	7 479	4 580
Recettes provenant des contributions volontaires	–	717
Revenu des placements	354	212
Autres recettes/recettes accessoires	19	6
Total des recettes	7 852	5 515
Dépenses (tableau 14.1)		
Total des dépenses	5 667^d	7 380
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	2 185	(1 865)
Ajustements sur exercices antérieurs	–	(6)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	2 185	(1 871)
Crédits restitués aux États Membres	–	(375)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	4 145	6 391
Réserve et soldes des fonds en fin d'exercice	6 330	4 145

État XIV (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	7 249	5 861
Contributions à recevoir des États Membres	2 552	731
Autres sommes à recevoir	45	226
Charges comptabilisées d'avance	58	94
Total de l'actif	9 904	6 912
Dépenses		
Engagements non réglés – exercice en cours	1 009	828
Engagements non réglés – exercices antérieurs	1 287	1 237
Dû à d'autres fonds	967	147
Sommes à payer aux États Membres	9	66
Autres sommes à payer	287	466
Crédits comptabilisés d'avance	15	23
Total du passif	3 574	2 767
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	6 330	4 145
Total des réserves, des soldes et des fonds	6 330	4 145
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	9 904	6 912

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Les chiffres donnés à titre de comparaison portent sur les 12 mois précédents, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié.^d Le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié, les codes de comptes de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) ont été utilisés par erreur pour la comptabilisation de certaines dépenses de l'exercice budgétaire 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 14.1
Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan

**Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996
au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	1 521	1 109	93	1 202
Contingents				
Rations	16	14	—	14
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	18	2	17	19
Total partiel	34	16	17	33
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	3 926	2 609	107	2 716
Locaux/logement/infrastructure	40	30	3	33
Transports				
Achat de véhicules	69	20	54	74
Location de véhicules	9	8	—	8
Matériel pour atelier de réparation et d'entretien	5	6	1	7
Pièces de rechange, entretien et réparations	289	128	79	207
Total partiel	372	162	134	296
Opérations aériennes	636	89	336	425
Transmissions				
Matériel de transmissions	1	7	45	52
Pièces de rechange et fournitures	12	8	7	15
Communications par réseaux commerciaux	532	311	177	488
Total partiel	545	326	229	555
Matériel divers	23	21	3	24
Fournitures et services	140	64	81	145
Fret	4	2	2	4
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	11	3	4	7
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	51	51	—	51
Dépenses d'appui aux programmes	176	176	—	176
Total	7 479	4 658	1 009	5 667

État XV

Mission de vérification des Nations Unies en Angola^a

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet au 30 juin 1997	1er juillet au 30 juin 1996 ^b
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	308 097	424 819
Recettes provenant des contributions volontaires	11	–
Revenu des placements	6 531	4 942
Autres recettes/recettes accessoires	10 465 ^d	407
Total des recettes	325 104	430 168
Dépenses (tableau 15.1)		
Total des dépenses	302 328^e	346 220
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	22 776	83 948
Ajustements sur exercices antérieurs	–	(2 400)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	22 776	81 548
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	2 404	(7)
Crédits restitués aux États Membres ^f	(20 687)	(513)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	67 687	(13 341)
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	72 180	67 687

État XV (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	108 679	130 613
Contributions à recevoir des États Membres ^c	158 191	120 858
Autres sommes à recevoir	2 554	1 037
Charges comptabilisées d'avance	4 984	7 119
Total de l'actif	274 408	259 627
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	123 033	51 119
Engagements non réglés – exercices antérieurs	57 914	62 540
Dû à d'autres fonds	6 198	7 506
Sommes à payer aux États Membres	13 114	63 984
Autres sommes à payer	863	6 774
Crédits comptabilisés d'avance	1 106	17
Total du passif	202 228	191 940
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	72 180	67 687
Total des réserves et des soldes des fonds	72 180	67 687
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	274 408	259 627

^a Voir note 3 a).^b Les chiffres donnés à titre de comparaison portent sur les 12 mois précédents, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^d Y compris 8 778 947 dollars au titre du remboursement de dépenses de l'exercice antérieur signalées par la Mission.^e Le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié, les codes de comptes de 1996 (1er juillet 1996-30 juin 1997) ont été utilisés par erreur pour la comptabilisation de certaines dépenses de l'exercice budgétaire 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).^f Aux termes des résolutions de l'Assemblée générale 50/209 B du 7 juin 1996 et 51/213 du 16 décembre 1996, le montant total des contributions des États Membres a été réduit d'un montant de 20 686 986 dollars représentant les soldes non engagés pour la période allant du 9 février au 31 décembre 1995.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 15.1
Mission de vérification des Nations Unies en Angola

Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	10 393	9 697	730	10 427
Contingents	113 637			
Remboursements au gouvernement aux taux standard, habillement et équipement	–	21 905	53 080	74 985
Détente et loisirs	–	503	134	637
Rations	–	15 671	1 559	17 230
Déploiement, relève et rapatriement	–	9 190	2 918	12 108
Autres indemnités	–	9 380	–	9 380
Remboursement au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	21 320	355	20 965	21 320
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	2 901	–	2 901	2 901
Total partiel	137 858	57 004	81 557	138 561
Police civile	7 741	7 209	527	7 736
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	42 692	36 591	2 524	39 115
Volontaires des Nations Unies	3 139	1 869	1 196	3 065
Personnel fourni par les gouvernements	130	139	4	143
Total partiel	45 961	38 599	3 724	42 323
Locaux, logements, infrastructure	7 420	6 657	675	7 332
Transports	14 081			
Achat de véhicules	–	(4)	5 072	5 068
Location de véhicules	–	1 152	141	1 293
Matériel d'atelier	–	–	91	91
Pièces de rechange, entretien et réparations	–	2 131	4 386	6 517
Total partiel	14 081	3 279	9 690	12 969
Opérations aériennes	30 615	19 716	10 911	30 627
Transmissions	8 804			
Matériel de transmissions	–	5	3 461	3 466
Pièces de rechange et fournitures	–	371	380	751
Communications par réseaux commerciaux	–	2 454	1 752	4 206
Total partiel	8 804	2 830	5 593	8 423
Matériel divers	2 098	586	1 345	1 931
Fournitures et services	23 501	18 696	5 013	23 709
Fret	5 176	1 911	2 431	4 342

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	320	136	182	318
Programmes de formation	9	—	—	—
Programmes de déminage	2 802	1 701	612	2 313
Assistance au désarmement et démobilisation	889	845	43	888
Total partiel	4 020	2 682	837	3 519
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	2 332	2 332	—	2 332
Dépenses d'appui aux programmes	8 097	8 097	—	8 097
Total	308 097	179 295	123 033	302 328

État XVI

Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda et Mission d'observation des Nations Unies en Ouganda-Rwanda^a**État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>	<i>1er juillet 1995 au 30 juin 1996^b</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement	2 100	232 325
Revenu des placements	4 456	3 111
Autres recettes/recettes accessoires	3 769	1 800
Total des recettes	10 325	237 236
Dépenses (tableau 16.1)		
Total des dépenses	2 415^c	140 345
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	7 910	96 891
Ajustements sur les exercices antérieurs ^d	(8 913)	(377)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	(1 003)	96 514
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	10 320	
Virements à d'autres fonds ^e	(11 987)	(20 989)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	44 307	(31 218)
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	41 637	44 307

État XVI (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme ^f	60 063	54 058
Contributions à recevoir des États Membres ^g	34 720	85 072
Autres sommes à recevoir	723	2 463
À recevoir d'autres fonds	288	–
Charges comptabilisées d'avance	8 423	8 263
Total de l'actif	104 217	149 856
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	43	20 303
Engagements non réglés – exercices antérieurs	42 503	44 682
Dû à d'autres fonds	–	6 717
Sommes à payer aux États Membres	3 637	15 453
Dû au Tribunal criminel international pour le Rwanda	11 987	–
Autres sommes à payer	3 591	15 328
Crédits comptabilisés d'avance	819	3 066
Total du passif	62 580	105 549
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	41 637	44 307
Total des réserves et des soldes des fonds	41 637	44 307
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	104 217	149 856

^a Conformément à la résolution 846 (1993) du Conseil de sécurité en date du 22 juin 1993, les comptes de la MINUAR et de la MONUOR ont été regroupés avec effet à compter du 23 décembre 1993. Voir également note 3 a).

^b Les chiffres fournis à titre de comparaison portent sur les 12 mois précédents, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié.

^c Le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié, les codes de comptes de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) ont été utilisés par erreur pour la comptabilisation de certaines dépenses de l'exercice budgétaire 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).

^d Voir note 8.

^e Conformément aux résolutions de l'Assemblée générale 51/215 A du 18 décembre 1996 et 51/215 B du 13 juin 1997, un montant de 11 987 400 dollars a été viré au Tribunal criminel international pour le Rwanda.

^f Y compris un montant représentant l'équivalent de 6 013, 79 dollars en francs rwandais non convertibles.

^g Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 16.1

Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda**Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Personnel civil				
Personnel local et personnel international	1 767	2 038	27	2 065
Volontaires des Nations Unies	49	43	—	43
Total partiel	1 816	2 081	27	2 108
Locaux, logement et infrastructures	34	34	—	34
Transports	9			—
Location de véhicules	—	15	—	15
Pièces de rechange, réparations et entretien	—	20	—	20
Total partiel	9	35	—	35
Transmissions				
Communications par réseaux commerciaux	16	58	16	74
Matériel divers	1	10	—	10
Fournitures et services	32	104	—	104
Dépenses d'appui aux programmes	50	50	—	50
Total	1 958	2 372	43	2 415

État XVII

Mission d'observation des Nations Unies au Libéria^a
**État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves
et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Mandat du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>	<i>Période du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996^c</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	31 915	30 075
Revenu des placements	657	273
Autres recettes/recettes accessoires	139	104
Total des recettes	32 711	30 452
Dépenses (tableau 17.1)		
Total des dépenses	26 085^d	14 753
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	6 626	15 699
Ajustement sur l'exercice antérieur	(23)	86
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	6 603	15 785
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	33	448
Crédits restitués aux États Membres ^e	(13 451)	(225)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	20 867	4 859
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	14 052	20 867

État XVII (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	12 158	14 271
Contributions à recevoir des États Membres ^b	21 441	10 996
Autres sommes à recevoir	1 875	977
Charges comptabilisées d'avance	184	249
Total de l'actif	35 658	26 493
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	9 052	2 441
Engagements non réglés – exercices antérieurs	4 200	2 397
Dû à d'autres fonds	2 751	555
Sommes à payer aux États Membres	5 351	9
Autres sommes à payer	252	224
Total du passif	21 606	5 626
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	14 052	20 867
Total des réserves et des soldes des fonds	14 052	20 867
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	35 658	26 493

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Les chiffres fournis à titre de comparaison portent sur les 12 mois précédents, la durée de l'exercice budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifiée.^d Le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié, les codes de comptes de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) ont été utilisés par erreur pour la comptabilisation de certaines dépenses de l'exercice budgétaire 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).^e Aux termes de la résolution 51/3 B de l'Assemblée générale en date du 27 mars 1997, le total des contributions des États Membres a été réduit d'un montant de 13 450 894 dollars représentant le solde non engagé pour la période allant du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 17.1
Mission d'observation des Nations Unies au Libéria

Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Remboursements aux taux standard, habillement et équipement	12	17		17
Déploiement, relève et rapatriement	2 280	1 994	105	2 099
Indemnisation en cas de décès et d'invalidité	41	—	41	41
Total partiel	2 333	2 011	146	2 157
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	10 453	8 046	641	8 687
Volontaires des Nations Unies	763	384	361	745
Total partiel	11 216	8 430	1 002	9 432
Locaux/logements/infrastructure	1 008	789	60	849
Transports	2 814	—	—	—
Achat de véhicules	—	150	1 714	1 864
Location de véhicules	—	262	1	263
Matériel d'atelier	—	7	5	12
Pièces de rechange, réparations et entretien	—	233	132	365
Total partiel	2 814	652	1 852	2 504
Opérations aériennes	1 347	836	468	1 304
Transmissions	2 034	—	—	—
Matériel de transmissions	—	677	614	1 291
Pièces de rechange et fournitures	—	58	48	106
Matériel d'essai et d'atelier	—	17	32	49
Communications par réseaux commerciaux	—	316	265	581
Total partiel	2 034	1 068	959	2 027
Matériel divers	1 103	478	634	1 112
Fournitures et services	1 171	503	552	1 055
Fret	838	763	241	1 004
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	142	76	8	84
Assistance au désarmement et démobilisation	3 649	403	3 168	3 571
Total partiel	3 791	479	3 176	3 655
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	194	194	—	194
Dépenses d'appui aux programmes	792	792	—	792
Total	28 641	16 995	9 090	26 085

État XVIII

Mission des Nations Unies en Haïti et Mission d'appui des Nations Unies en Haïti^a

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période de liquidation de la MINUHA du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>	<i>MANUH Période du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>	Total du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997	<i>Période du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996^b</i>
Recettes				
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	1 197	56 105	57 302	200 969
Contributions volontaires	1	1	2	–
Revenu des placements	6 046	399	6 445	5 070
Autres recettes/recettes accessoires	1 804	333	2 137	453
Total des recettes	9 048	56 838	65 886	206 492
Dépenses (tableaux 18.1 et 18.2)^d				
Total des dépenses	1 159	46 988	48 147	191 068
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	7 889	9 850	17 739	15 424
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs			472	–
Crédits restitués aux États Membres ^e			(15 735)	(19 442)
Autres ajustements aux réserves et aux soldes des fonds			–	24
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice			38 962	42 956
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice			41 438	38 962

État XVIII (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	119 691	106 509
Contributions à recevoir des États Membres ^c	43 938	95 778
Sommes à recevoir des États Membres	11	3
Autres sommes à recevoir	1 862	528
À recevoir d'autres fonds	11 531	3 775
Charges comptabilisées d'avance	363	682
Total de l'actif	177 396	207 275
Passif		
Contributions ou paiements anticipés	4 403	1 520
Engagements non réglés – exercice en cours	16 340	82 936
Engagements non réglés – exercices antérieurs	64 872	7 369
Sommes à payer aux États Membres	49 810	74 823
Autres sommes à payer	20	1 406
Crédits comptabilisés d'avance	513	259
Total du passif	135 958	168 313
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	41 438	38 962
Total des réserves et des soldes des fonds	41 438	38 962
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	177 396	207 275

^a Voir note 3 a).^b Compte tenu du changement de l'exercice budgétaire pour les opérations de maintien de la paix, les données portent sur la précédente période de 12 mois.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^d Le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié, les codes de compte de 1996 (1er janvier-30 juin 1996) ont été utilisés par erreur pour la comptabilisation de certaines dépenses de l'exercice budgétaire 1997 (1er juillet 1996-30 juin 1997).^e Conformément à la résolution 51/14 de l'Assemblée générale, en date du 4 novembre 1996, le total des quotes-parts des États Membres a été réduit d'un montant de 15 735 656 dollars, représentant le solde non engagé pour la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 18.1
Mission des Nations Unies en Haïti

**Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996
au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Remboursements aux gouvernements aux taux standard, indemnité d'habillement et d'équipement	295	286	—	286
Détente et loisirs	6	2	—	2
Rations	72	72	—	72
Déploiement, relève et rapatriement	12	12	—	12
Autres indemnités	28	29	—	29
Total partiel	413	401	—	401
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	105	57	—	57
Locaux/hébergement/infrastructure	30	32	—	32
Transports				
Location de véhicules	30	—	—	—
Fret	242	270	22	292
Dépenses d'appui aux programmes	377	377	—	377
Total	1 197	1 137	22	1 159

Tableau 18.2
Mission d'appui des Nations Unies en Haïti

Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Remboursements aux gouvernements aux taux standard, indemnité d'habillement et d'équipement	7 205	1 960	5 245	7 205
Détente et loisirs	106	62	–	62
Rations	1 748	1 403	247	1 650
Relève et rapatriement	825	728	241	969
Autres indemnités	1 501	1 341	–	1 341
Matériel appartenant aux contingents	4 104	–	4 104	4 104
Indemnité en cas de décès ou d'invalidité	360	50	360	410
Total partiel	15 849	5 544	10 197	15 741
Police civile	12 155	8 734	470	9 204
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	17 871	13 406	776	14 182
Volontaires des Nations Unies	727	237	405	642
Total partiel	18 598	13 643	1 181	14 824
Locaux/hébergement/infrastructure	1 359	866	139	1 005
Transports				
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	–	1	–	1
Pièces de rechange, réparations et entretien	1 821	833	654	1 487
Total partiel	1 821	834	654	1 488
Opérations aériennes	2 671	219	1 941	2 160
Opérations navales	154	22	14	36
Transmissions				
Matériel de transmissions	–	91	16	107
Pièces de rechange et fournitures	52	32	24	56
Communications par réseaux commerciaux	360	147	42	189
Total partiel	412	270	82	352
Matériel divers	218	123	125	248
Fournitures et services	2 577	361	1 472	1 833
Fret	60	18	26	44
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	101	36	17	53
Programmes de formation	130	–	–	–
Total partiel	231	36	17	53
Total	56 105	30 670	16 318	46 988

État XIX

**Groupe d'observateurs militaires de la Mission de vérification des Nations Unies
au Guatemala^a****État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves
et des soldes des fonds pour la période allant du 15 février au 31 mai 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du 15 février au 31 mai 1997</i>
Recettes	
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	4 000
Total des recettes	4 000
Dépenses (tableau 19.1)	
Total des dépenses	3 946
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	54
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	54

État XIX (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997
Actif	
Encaisse et dépôts à terme	1 222
Mises en recouvrement à recevoir des États Membres ^b	2 366
Total de l'actif	3 588
Passif	
Engagements non réglés – exercice en cours	1 243
Autres sommes à payer	123
Dû à d'autres fonds	2 168
Total du passif	3 534
Réserves et soldes des fonds	
Excédent cumulatif	54
Total des réserves et des soldes des fonds	54
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	3 588

^a Voir note 3 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 19.1

**Groupe d'observateurs militaires de la Mission de vérification des Nations Unies
au Guatemala**

**Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 15 février
au 31 mai 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	1 457	834	610	1 444
Matériel appartenant aux contingents	2	—	2	2
Indemnités en cas de décès ou d'invalidité	16	—	16	16
Total partiel	1 475	834	628	1 462
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	312	112	156	268
Locaux /hébergement/infrastructure	843	777	66	843
Transports	71			
Pièces de rechange, réparations et entretien	—	58	13	71
Opérations aériennes	702	433	269	702
Transmissions	162			
Matériel de transmissions	—	82	26	108
Pièces de rechange et fournitures	—	—	4	4
Communications par réseaux commerciaux	—	—	50	50
Total partiel	162	82	80	162
Matériel divers	200	199	1	200
Fournitures et services	176	149	29	178
Fret	60	59	1	60
Total	4 000	2 703	1 243	3 946

C. Fonds généraux d'affectation spéciale

État XX

Fonds de réserve de l'ONU pour les opérations de maintien de la paix

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>	<i>1er juillet 1995 au 30 juin 1996^a</i>
Recettes		
Allocations d'autres fonds ^b	258	—
Revenu des placements	5 349	4 948
Recettes diverses ^c	33	—
Total des recettes	5 640	4 948
Dépenses		
Total des dépenses	—	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	5 640	4 948
Autres ajustements	(4)	(2)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	157 028	152 082
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	162 664	157 028

État XX (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	101 500	95 981
Mises en recouvrement à recevoir des États Membres ^c	18	—
À recevoir du Fonds général de l'ONU ^d	57 601	57 601
À recevoir du GANUPT ^e	2 240	2 240
À recevoir du GOMNUII ^e	903	903
Intérêts échus	144	303
À recevoir d'autres fonds	258	—
Total de l'actif	162 664	157 028
Passif		
Total du passif	—	—
Réserves et soldes des fonds		
Fonds de roulement ^f	150 000	150 000
Excédent cumulatif	12 664	7 028
Total des réserves et des soldes des fonds	162 664	157 028
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	162 664	157 028

^a Les données portent sur la période allant du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996 afin de tenir compte de l'adoption par l'Assemblée générale d'un nouveau cycle budgétaire allant du 1er juillet au 30 juin pour les missions de maintien de la paix (résolution 49/223 du 23 décembre 1994).

^b Conformément à la résolution 50/246 de l'Assemblée générale, en date du 17 septembre 1996, le montant restant au titre des intérêts et des recettes divers au Compte spécial de l'ONUSAL a été viré au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix.

^c Contributions mises en recouvrement des États qui sont devenus membres de l'Organisation des Nations Unies après l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 47/217 du 23 décembre 1992.

^d À prélever sur le montant de 154 881 112 dollars qui a été conservé au Fonds général conformément à la résolution 42/216 A de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1987.

^e Représente les contributions non acquittées.

^f Y compris les montants prélevés sur les soldes excédentaires des Comptes spéciaux du GANUPT (49 242 762 dollars) et du GOMNUII (18 156 200 dollars) ainsi que le montant de 82 601 038 dollars prélevé sur le Fonds général de l'ONU.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXI

Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix**État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>	<i>1er juillet 199 au 30 juin 1996^c</i>
Recettes		
Recettes provenant de services rendus	30 534	9 670
Revenu des placements	451	313
Autres recettes/recettes diverses	889	16
Total des recettes	31 874	9 999
Dépenses		
Dépenses de personnel et dépenses connexes	25 750	13 390
Frais de voyage	93	—
Services contractuels	484	134
Dépenses d'exploitation	1 609	1 393
Acquisitions	130	—
Total des dépenses	28 066	14 917
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	3 808	(4 918)
Ajustements pour l'exercice précédent	2 802	(2 545)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	6 610	(7 463)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	(3 222)	4 241
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	3 388	(3 222)

État XXI (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse	5 314	10 788
Autres sommes à recevoir	625	106
Autres actifs	10	41
Total de l'actif	5 949	10 935
Passif		
Engagements non réglés	809	3 206
Dû à d'autres fonds	1 059	10 603
Autres sommes à payer	693	299
Autres passifs	—	49
Total du passif	2 561	14 157
Réserves et soldes des fonds		
Réserve d'exploitation	5 000	5 000
Excédent (déficit) cumulatif	(1 612)	(8 222)
Total des réserves et des soldes des fonds	3 388	(3 222)
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	5 949	10 935

^a Compte tenu du changement de l'exercice budgétaire pour les opérations de maintien de la paix, les données portent sur la précédente période de 12 mois.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXII

Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Recettes	
Allocations d'autres fonds ^a	7 375
Autres recettes/recettes accessoires	6
Total des recettes	7 381
Dépenses (tableau 22.1)	
Total des dépenses	5 349
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	2 032
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	2 032

État XXII (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997
Actif	
Encaisse et dépôts à terme	372
Sommes à recevoir	161
Charges comptabilisées d'avance	36
À recevoir d'autres fonds	3 873
Total de l'actif	4 442
Passif	
Engagements non réglés	1 623
Autres sommes à payer	787
Total du passif	2 410
Réserves et soldes des fonds	
Excédent cumulatif	2 032
Total des réserves et des soldes des fonds	2 032
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	4 442

^a Montants calculés au cas par cas et prélevés sur les budgets des différentes opérations de maintien de la paix.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 22.1
Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi

Dépenses engagées au 30 juin 1997 pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires				
Personnel international et personnel local	3 237	2 583	27	2 610
Locaux/hébergement/infrastructure	752	265	481	746
Transports				
Achat de véhicules	—	—	34	34
Location de véhicules	—	38	37	75
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	—	—	73	73
Pièces de rechange, réparations et entretien	—	75	239	314
Total partiel	503	113	383	496
Transmissions				
Pièces de rechange et fournitures	—	32	40	72
Communications par réseaux commerciaux	—	17	36	53
Total partiel	130	49	76	125
Matériel divers	232	35	196	231
Fournitures et services	1 075	646	413	1 059
Fret	84	35	47	82
Total	6 013	3 726	1 623	5 349

D. Opérations de maintien de la paix

État XXIII

Opération des Nations Unies au Mozambique^a

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et dépenses, réserves et soldes des fonds pour la période allant du 15 octobre 1992 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	15 octobre 1992 au 30 juin 1996	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996 ^b
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	561 098	—	—
Revenu des placements	3 157	1 814	1 355
Autres recettes/recettes accessoires	2 352	426	1 836
Total des recettes	566 607	2 240	3 191
Dépenses			
Total des dépenses	492 556	—	5 580
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	74 051	2 240	(2 389)
Ajustements pour l'exercice précédent	(428)	(493) ^d	(1 630)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	73 623	1 747	(4 019)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	2 108	10 318	1 020
Crédits restitués aux États Membres	(25 986)	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	49 745	52 744
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	49 745	61 810	49 745

État XXIII (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	34 659	29 182
Contributions à recevoir des États Membres ^c	39 150	40 128
À recevoir de l'ONUSOM	13 600	14 975
À recevoir de l'APRONUC	–	300
Autres sommes à recevoir	2 742	3 965
À recevoir d'autres fonds	–	1 273
Charges comptabilisées d'avance	3 953	8 312
Total de l'actif	94 104	98 135
Passif		
Engagements non réglés – exercices antérieurs	25 902	40 108
Dû à d'autres fonds	369	–
Sommes à payer aux États Membres	3 827	2 518
Autres sommes à payer	2 106	5 764
Crédits comptabilisés d'avance	90	–
Total du passif	32 294	48 390
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	61 810	49 745
Total des réserves et des soldes des fonds	61 810	49 745
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	94 104	98 135

^a Voir note 3 a).^b Compte tenu du changement de l'exercice budgétaire pour les opérations de maintien de la paix, les données portent sur la précédente période de 12 mois. Les chiffres comparatifs ont été remaniés pour les rendre conformes à la présentation actuelle.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^d Ce montant comprend les coûts salariaux de l'équipe de liquidation pour la période allant de juillet 1996 à juin 1997 (257 730,83 dollars), les coûts salariaux rétroactifs (183 687,62 dollars), ainsi que les charges bancaires et les pertes de change (51 276,41 dollars).

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXIV

Opération des Nations Unies en Somalie^a

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et dépenses, réserves et soldes des fonds pour la période allant du 1er mai 1992 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	1er mai 1992 au 30 juin 1996	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996 ^b
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	1 738 202	—	—
Revenu des placements	5 507	105	37
Autres recettes/recettes accessoires	4 478	520	1 481
Total des recettes	1 748 187	625	1 518
Dépenses			
Total des dépenses	1 648 559	—	29 018
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	99 628	625	(27 500)
Ajustements pour l'exercice précédent	(2 829)	(3 457) ^d	(571)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	96 799	(2 832)	(28 071)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	13 912	—	246
Crédits restitués aux États Membres	(83 930)	—	—
Virements à d'autres fonds	103	—	103
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	26 884	54 606
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	26 884	24 052	26 884

État XXIV (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	3 187	9 276
Contributions à recevoir des États Membres ^c	300 902	314 874
À recevoir d'autres fonds	–	1 829
Autres sommes à recevoir	22 893	22 331
Charges comptabilisées d'avance	6 472	6 404
Total de l'actif	333 454	354 714
Passif		
Engagements non réglés – exercices antérieurs	246 448	266 964
Dû à d'autres fonds	2 471	–
Dû au GANUPT	15 000	18 000
Dû à l'ONUMOZ	13 600	14 975
Dû au Fonds général de l'ONU	6 000	–
Sommes à payer aux États Membres	24 134	26 126
Autres sommes à payer	1 749	1 765
Total du passif	309 402	327 830
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	24 052	26 884
Total des réserves et des soldes des fonds	24 052	26 884
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	333 454	354 714

^a Voir note 3 a).^b Compte tenu du changement de l'exercice budgétaire pour les opérations de maintien de la paix, les données portent sur la précédente période de 12 mois.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^d Comprend un montant de 2 963 218 dollars représentant les coûts liés à la fourniture de contingents en 1995, ainsi que 459 804 dollars au titre des pertes, 32 245,19 dollars au titre des coûts salariaux rétroactifs, et 2 236,77 dollars au titre d'autres dépenses diverses.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXV

Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador^a

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 7 novembre 1989 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	7 novembre 1989 au 30 juin 1997	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996 ^b
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	238 145	842	16 451
Contributions volontaires	1 641	—	—
Revenu des placements	2 412	730	175
Autres recettes/recettes accessoires	2 578	10	1
Total des recettes	244 776	1 582	16 627
Dépenses			
Total des dépenses	199 484	—	(24)
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	45 292	1 582	16 651
Ajustements pour l'exercice précédent	(7)	(5)	(2)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	45 285	1 577	16 649
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	3 628	553	364
Crédits restitués aux États Membres ^d	(28 239)	(14 695)	(542)
Transfert au Fonds de réserve des opérations de maintien de la paix ^e		(258)	
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	20 674	4 203
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	20 674	7 851	20 674

État XXV (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	15 138	2 477
Contributions à recevoir des États Membres ^c	10 072	20 469
À recevoir d'autres fonds	—	217
Autres sommes à recevoir	32	22
Charges comptabilisées d'avance	3	64
Total de l'actif	25 245	23 249
Passif		
Engagements non réglés – exercices antérieurs	1 010	1 565
Sommes à payer aux États Membres	11 032	955
Autres sommes à payer	129	55
Dû à d'autres fonds	5 223	—
Total du passif	17 394	2 575
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	7 851	20 674
Total des réserves et des soldes des fonds	7 851	20 674
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	25 245	23 249

^a Voir note 3 a). Conformément à la résolution 47/223 de l'Assemblée générale, en date du 16 mars 1993, les opérations de l'ONUCA ont été intégrées à celles de l'ONUSAL.

^b Compte tenu du changement de l'exercice budgétaire pour les opérations de maintien de la paix, les données portent sur la précédente période de 12 mois.

^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

^d Conformément à la résolution 50/246 de l'Assemblée générale, en date du 17 septembre 1996, le total des quotes-parts des États Membres a été réduit d'un montant de 14 694 914 dollars représentant les soldes non engagés pour la période s'achevant le 30 novembre 1994.

^e Conformément à la résolution 50/246 de l'Assemblée générale, en date du 17 septembre 1996, un montant de 257 913,55 a été viré au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXVI

Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge^{a, b}

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er novembre 1991 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	1er novembre 1991 au 30 juin 1996	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996 ^c
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^d	1 582 192	–	–
Contributions volontaires	9 493	–	–
Revenu des placements	6 585	359	71
Autres recettes/recettes accessoires	5 946	37	66
Total des recettes	1 604 216	396	137
Dépenses			
Total des dépenses	1 604 693	–	(368)
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	(477)	396	505
Ajustements pour l'exercice précédent	(1 173)	(86)	(234)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	(1 650)	310	271
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	7 298	6 853	2 171
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	–	5 648	3 206
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	5 648	12 811	5 648

État XXVI (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	3 106	7 563
Contributions à recevoir des États Membres ^d	48 308	49 034
Contributions volontaires à recevoir des États Membres ^e	362	362
À recevoir d'autres fonds	—	401
Autres sommes à recevoir	465	712
Charges comptabilisées d'avance	199	396
Total de l'actif	52 440	58 468
Passif		
Engagements non réglés	23 156	31 519
Dû à d'autres fonds	27	—
Sommes à payer aux États Membres	15 698	19 714
Dû à l'ONUMOZ	—	300
Autres sommes à payer	190	462
Crédits comptabilisés d'avance	558	825
Total du passif	39 629	52 820
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	12 811	5 648
Total des réserves et des soldes des fonds	12 811	5 648
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	52 440	58 468

^a Voir note 3 a).^b Le Compte spécial de la MIPRONUC a été regroupé avec le Compte spécial de l'APRONUC.^c Compte tenu du changement de l'exercice budgétaire pour les opérations de maintien de la paix, les données portent sur la précédente période de 12 mois.^d Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^e Contribution volontaire des Pays-Bas.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXVII

Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge^a

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 novembre 1993 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	15 novembre 1993 au 30 juin 1996	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996 ^b
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	910	—	—
Revenu des placements	14	18	14
Autres recettes/recettes accessoires	89	—	(1)
Total des recettes	1 013	18	13
Dépenses			
Total des dépenses	587	—	—
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	426	18	13
Ajustements pour l'exercice précédent	(1)	(1)	(1)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	425	17	12
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	3	—	3
Crédits restitués aux États Membres	(375)	—	(375)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	53	413
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	53	70	53

État XXVII (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	292	354
Contributions à recevoir des États Membres ^c	16	17
Total de l'actif	308	371
Passif		
Engagements non réglés	2	2
Dû à d'autres fonds	11	57
Sommes à payer aux États Membres	224	258
Crédits comptabilisés d'avance	1	1
Total du passif	238	318
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	70	53
Total des réserves et des soldes des fonds	70	53
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	308	371

^a Voir note 3 a).^b Compte tenu du changement de l'exercice budgétaire pour les opérations de maintien de la paix, les données portent sur la précédente période de 12 mois.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXVIII

Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition^a

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er avril 1988 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	1er avril 1988 au 30 juin 1996	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996 ^b
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	416 162	—	—
Contributions volontaires	23 736	—	—
Revenu des placements	37 731	1 040	348
Autres recettes/recettes accessoires	13 358	3	2
Total des recettes	490 987	1 043	350
Dépenses			
Total des dépenses	374 185	—	—
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	116 802	1 043	350
Ajustements pour l'exercice précédent	(24)	(6)	(20)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	116 778	1 037	330
Virement au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	(49 243)	—	—
Économies ou annulations au titre d'engagements de l'exercice antérieur	31 223	793	28 500
Crédits restitués aux États Membres	(66 896)	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	31 862	3 032
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	31 862	33 692	31 862

État XXVIII (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	20 616	16 551
Contributions à recevoir des États Membres ^c	497	534
Intérêts échus	78	59
À recevoir du Fonds général de l'ONU	—	5
À recevoir de l'ONUSOM	15 000	18 000
Autres sommes à recevoir	168	168
Charges comptabilisées d'avance	5	4
Total de l'actif	36 364	35 321
Passif		
Engagements non réglés	—	793
Sommes à payer aux États Membres	379	377
Autres sommes à payer	5	23
Soldes dus à d'autres fonds	21	—
Dû au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	2 240	2 240
Crédits comptabilisés d'avance	27	26
Total du passif	2 672	3 459
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	33 692	31 862
Total des réserves et des soldes des fonds	33 692	31 862
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	36 364	35 321

^a Voir note 3 a).^b Les chiffres comparatifs sont ceux de la période de 12 mois précédente, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXIX

Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq^a

État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 9 août 1988 au 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	9 août 1988 au 30 juin 1996	1er juillet 1996 au 30 juin 1997	1er juillet 1995 au 30 juin 1996 ^b
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	199 113	—	—
Contributions volontaires	14 715	—	—
Revenu des placements	11 111	202	140
Autres recettes/recettes accessoires	12 048	—	—
Total des recettes	236 987	202	140
Dépenses			
Total des dépenses	177 895	—	—
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	59 092	202	140
Ajustements pour l'exercice précédent	(10)	(1)	(5)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	59 082	201	135
Virement au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	(18 156)	—	—
Économies ou annulations au titre d'engagements de l'exercice antérieur	4 997	—	457
Crédits restitués aux États Membres	(43 484)	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	2 439	1 847
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	2 439	2 640	2 439

État XXIX (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	4 207	3 974
Contributions à recevoir des États Membres ^c	165	198
Autres sommes à recevoir	28	28
Soldes à recevoir d'autres fonds	682	686
Charges comptabilisées d'avance	7	7
Total de l'actif	5 089	4 893
Passif		
Sommes à payer aux États Membres	1 267	1 268
Autres sommes à payer	279	283
Dû au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	903	903
Total du passif	2 449	2 454
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	2 640	2 439
Total des réserves et des soldes des fonds	2 640	2 439
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	5 089	4 893

^a Voir note 3 a).^b Les chiffres comparatifs sont ceux de la période de 12 mois précédente, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXX

Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo**État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 14 juillet 1960 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Période allant du</i>	
		<i>De 1960 au 30 juin 1996</i>	<i>1er juillet 1995 au 30 juin 1996^c</i>
Recettes			
Contributions mises en recouvrement ^b	241 549	—	—
Contributions volontaires	36 193	—	—
Produit de la vente des obligations de l'ONU	110 726	—	—
Revenu des placements	—	48	—
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	45 415	173 ^c	—
Total des recettes	433 883	221	—
Dépenses			
Total des dépenses	397 437	—	(27)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	36 446	221	27
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	36 446	36 419
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	36 446	36 667	36 446

État XXX (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Encaisse	1 549	—
Contributions non acquittées ^b (tableau 30.1)	73 892	73 892
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale)	6 687	6 687
Excédent des dépenses autorisées sur les contributions mises en recouvrement et les contributions volontaires portées en recettes ^d	1 973	1 973
Autres sommes à recevoir	3	1 504
Total de l'actif	84 104	84 056
Passif		
Sommes à payer aux États Membres	7 694	7 867
Montants portés au crédit des États Membres pour les recettes provenant des contributions du personnel qui ne sont pas nécessaires pour régler le coût des remboursements de l'impôt sur le revenu (États autres que les États-Unis d'Amérique)	855	855
Compte spécial des contributions volontaires reçues pour couvrir les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement — rétrocédées aux États Membres qui ont versé des contributions volontaires	1 560	1 560
Dû au Compte spécial de l'ONU	1 397	1 397
Dû au compte «Produit de la vente des obligations de l'ONU»	35 931	35 931
Total du passif	47 437	47 610
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	36 667	36 446
Total des réserves et des soldes des fonds	36 667	36 446
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	84 104	84 056

^a Les chiffres comparatifs sont ceux de la période de 12 mois précédente, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié.

^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

^c Pertes de change dues à la réévaluation des sommes à payer en monnaie locale.

^d 268 455 dollars pour 1961; 1 118 712 dollars pour la deuxième moitié de 1963; et 585 899 dollars pour la première moitié de 1964.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 30.1
Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo

État des contributions non acquittées au 30 juin 1997

(En dollars des États-Unis)

	<i>Contributions non acquittées au 30 juin 1996</i>	<i>Montants recouvrés du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>	<i>Total des contributions non acquittées au 30 juin 1997</i>
A. États Membres ayant des arriérés de paiement			
Afghanistan	37 603	—	37 603
Bénin	6 994	—	6 994
Bolivie	34 833	—	34 833
Brésil	248 838	—	248 838
Burkina Faso	14 145	—	14 145
Congo	9 938	—	9 938
Égypte	48 387	—	48 387
Équateur	4 120	—	4 120
Guatemala	38 209	—	38 209
Guinée	9 938	—	9 938
Iraq	22 362	—	22 362
Liban	12 108	—	12 108
Mali	24 259	—	24 259
Paraguay	24 229	—	24 229
République centrafricaine	6 589	—	6 589
Sénégal	20 418	—	20 418
Somalie	17 445	—	17 445
Soudan	5 860	—	5 860
Tchad	9 832	—	9 832
Yougoslavie	333 269	—	333 269
Total partiel	929 376	—	929 376
B. États Membres n'ayant effectué aucun versement			
Arabie saoudite	69 487	—	69 487
Burundi	10 471	—	10 471
Chili	224 847	—	224 847
Espagne	985 159	—	985 159
Haïti	33 916	—	33 916
Mauritanie	17 215	—	17 215
Mexique	786 193	—	786 193
Nicaragua	33 916	—	33 916
Ouganda	10 471	—	10 471
Panama	33 916	—	33 916
Pérou	89 183	—	89 183
Portugal	201 673	—	301 673
République arabe syrienne	20 379	—	20 379
République dominicaine	54 503	—	54 503
Rwanda	10 471	—	10 471

	<i>Contributions non acquittées au 30 juin 1996</i>	<i>Montants recouvrés du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>	<i>Total des contributions non acquittées au 30 juin 1997</i>
Togo	25 324	—	25 324
Uruguay	97 662	—	97 662
Yémen	43 602	—	43 602
Total partiel	2 748 388	—	2 748 388
C. États Membres ayant déclaré qu'ils ne feraient aucun versement			
Albanie	43 602	—	43 602
Bélarus	1 357 881	—	1 357 881
Bulgarie	190 746	—	190 746
Cuba	260 259	—	260 259
Fédération de Russie	39 223 085	—	39 223 085
France	17 031 152	—	17 031 152
Hongrie	995 024	—	995 024
Jordanie	43 602	—	43 602
Mongolie	17 215	—	17 215
Pologne	2 466 010	—	2 466 010
République tchèque	1 379 704	—	1 379 704
Roumanie	641 015	—	641 015
Slovaquie	1 379 704	—	1 379 704
Ukraine	5 185 697	—	5 185 697
Total partiel	70 214 696	—	70 214 696
Total général	73 892 460	—	73 892 460

État XXXI

Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956)**État récapitulatif, au 30 juin 1997, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 5 novembre 1956 au 30 juin 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant</i>		
	<i>De 1956 au 30 juin 1996</i>	<i>Du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>	<i>Du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996^c</i>
Recettes			
Contributions mises en recouvrement ^b	166 375	–	–
Contributions volontaires	28 086	–	–
Produit de la vente des obligations de l'ONU	19 207	–	–
Avance prélevée sur le Compte spécial de l'ONU	3 911	–	–
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagement et ajustements	4 390	1 395 ^c	–
Total des recettes	221 969	1 395	–
Dépenses			
Total des dépenses	215 540	–	(491)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	6 429	1 395	491
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	–	6 429	5 938
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	6 429	7 824	6 429

État XXXI (*fin*)**État, au 30 juin 1997, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1997	1996
Actif		
Contributions non acquittées ^b (tableau 31.1)	42 708	42 708
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale)	5 275	5 275
Excédent des dépenses autorisées sur les contributions mises en recouvrement et les contributions volontaires portées en recettes	876	876
Total de l'actif	48 859	48 859
Passif		
Sommes à payer aux États Membres	19 492	20 887
Montants portés au crédit des États Membres pour les recettes provenant des contributions du personnel qui ne sont pas nécessaires pour régler le coût des remboursements de l'impôt sur le revenu (États autres que les États-Unis d'Amérique)	465	465
Compte spécial des contributions volontaires reçues pour couvrir les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement – rétrocédées aux États Membres qui ont versé des contributions volontaires	614	614
Sommes mises en recouvrement auprès des pays économiquement développés en vue de constituer une réserve ^d	10 415	10 415
Dû au Compte spécial de l'ONU	1 932	1 932
Dû au compte «Produit de la vente des obligations de l'ONU»	8 117	8 117
Total du passif	41 035	42 430
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	7 824	6 429
Total des réserves et des soldes des fonds	7 824	6 429
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	48 859	48 859

^a Les chiffres comparatifs sont ceux de la période de 12 mois précédente, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix ayant été modifié.

^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

^c Pertes de change dues à la réévaluation des sommes à payer en monnaie locale.

^d Pour 1965, 3 550 000 dollars, en application de la partie II de la résolution 2115 (XX) de l'Assemblée générale; pour 1966, 3 550 000, en application de la partie III de la résolution 2115 (XX) de l'Assemblée générale; pour 1967, 3 315 000 dollars, en application de la résolution 2194 B (XXI) de l'Assemblée générale.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 31.1
Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956)

État, au 30 juin 1997, des contributions non acquittées

(En dollars des États-Unis)

	<i>Contributions non acquittées au 30 juin 1996</i>	<i>Montants recouvrés 1er juillet 1996- 30 juin 1997</i>	Total des contributions non acquittées au 30 juin 1997
A. États Membres ayant des arriérés de paiement			
Afghanistan	29 499	—	29 499
Afrique du Sud	15 485	—	15 485
Algérie	8 932	—	8 932
Bénin	5 530	—	5 530
Bolivie	41 905	—	41 905
Cambodge	1 689	—	1 689
Cameroun	1 689	—	1 689
Chili	165 903	—	165 903
Congo	9 249	—	9 249
Côte d'Ivoire	1 689	—	1 689
El Salvador	7 411	—	7 411
Équateur	10 129	—	10 129
Guinée	19 410	—	19 410
Haïti	25 661	—	25 661
Iraq	100 407	—	100 407
Jamahiriya arabe libyenne	1 689	—	1 689
Liban	19 850	—	19 850
Mali	5 469	—	5 469
Mexique	679 491	—	679 491
Niger	1 906	—	1 906
Ouganda	9 589	—	9 589
Panama	15 648	—	15 648
Paraguay	31 661	—	31 661
Pérou	77 441	—	77 441
Philippines	15 632	—	15 632
République centrafricaine	2 256	—	2 256
République dominicaine	22 898	—	22 898
Sénégal	9 814	—	9 814
Sierra Leone	2 469	—	2 469
Somalie	11 191	—	11 191
Tchad	8 385	—	8 385
Thaïlande	9 026	—	9 026
Uruguay	54 388	—	54 388
Venezuela	32 298	—	32 298
Yougoslavie	7 598	—	7 598
Total partiel	1 463 287	—	1 463 287
B. États Membres n'ayant effectué aucun versement			
Burkina Faso	19 936	—	19 936
Burundi	11 278	—	11 278
Égypte	351 946	—	351 946
Espagne	1 089 981	—	1 089 981

	<i>Contributions non acquittées au 30 juin 1996</i>	<i>Montants recouvrés 1er juillet 1996- 30 juin 1997</i>	Total des contributions non acquittées au 30 juin 1997
République arabe syrienne	46 654	—	46 654
Rwanda	11 278	—	11 278
Soudan	89 332	—	89 332
Togo	16 174	—	16 174
Yémen	45 299	—	45 299
Total partiel	1 681 878	—	1 681 878
C. États Membres n'ayant pas acquitté le versement de 25 % au titre de la réserve			
Afrique du Sud	65 377	—	65 377
Belgique	144 583	—	144 583
France	765 655	—	765 655
Total partiel	975 615	—	975 615
D. États Membres ayant déclaré qu'ils ne feraient aucun versement			
Albanie	45 299	—	45 299
Arabie saoudite	74 890	—	74 890
Bélarus	911 964	—	911 964
Bulgarie	181 155	—	181 155
Cuba	249 811	—	249 811
Fédération de Russie	27 665 631	—	27 665 631
Hongrie	898 298	—	898 298
Jordanie	45 299	—	45 299
Mongolie	12 387	—	12 387
Pologne	2 528 364	—	2 528 364
République tchèque	907 423	—	907 423
Roumanie	682 212	—	682 212
Slovaquie	907 422	—	907 422
Ukraine	3 476 580	—	3 476 580
Total partiel	38 586 735	—	38 586 735
Total	42 707 515	—	42 707 515

Notes relatives aux états financiers pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997

Note 1. L'Organisation des Nations Unies et ses activités

a) La Charte des Nations Unies, signée le 26 juin 1945, est entrée en vigueur le 24 octobre 1945. Les principaux objectifs de l'Organisation, dont la poursuite est confiée à ses cinq principaux organes, sont les suivants :

- i) Maintenir la paix et la sécurité internationales;
- ii) Favoriser le progrès et le développement socioéconomiques internationaux;
- iii) Assurer le respect universel des droits de l'homme;
- iv) Administrer la justice internationale et veiller au respect du droit international;
- v) Faire accéder les territoires sous tutelle à l'autonomie;

b) L'Assemblée générale se consacre à des problèmes politiques, économiques et sociaux très divers, ainsi qu'aux aspects financiers et administratifs de l'Organisation;

c) Sous la direction du Conseil de sécurité, l'Organisation s'est occupée de divers aspects du maintien de la paix et du rétablissement de la paix, intervenant notamment pour résoudre des conflits, rétablir la démocratie, favoriser le désarmement, apporter une assistance électorale, et faciliter la consolidation de la paix après les conflits;

d) Le Conseil économique et social a des attributions particulières en matière de développement socioéconomique, jouant notamment un rôle de premier plan en encadrant l'activité déployée par les autres organismes des Nations Unies face aux problèmes internationaux d'ordre économique, social et sanitaire;

e) La compétence de la Cour internationale de Justice s'étend aux différends entre États Membres que ceux-ci lui soumettent pour qu'elle donne un avis consultatif ou rende un arrêt ayant force obligatoire;

f) Le Conseil de tutelle a achevé ses fonctions essentielles en 1994, date à laquelle a pris fin l'Accord de tutelle relatif au dernier territoire sous tutelle de l'Organisation des Nations Unies.

Note 2. Récapitulation des principes comptables essentiels

Les principes comptables essentiels de l'Organisation des Nations Unies sont exposés ci-après :

a) Les comptes de l'Organisation des Nations Unies sont tenus conformément au Règlement financier de l'Organisation adopté par l'Assemblée générale, aux Règles de gestion financière que le Secrétaire général a formulées en application dudit règlement et aux instructions administratives publiées par le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion ou par le Contrôleur. Ils tiennent aussi pleinement compte des normes comptables communes pour le système des Nations Unies qui ont été adoptées par le Comité administratif de coordination et dont l'Assemblée générale a pris note dans sa résolution 48/216 C, en date du 23 décembre 1993. L'Organisation des Nations Unies applique la norme comptable internationale 1 relative à la divulgation des principes comptables, qui a été modifiée et adoptée par le Comité consultatif pour les questions administratives à sa cinquante-quatrième session et s'énonce comme suit :

- i) La continuité de l'exploitation, la permanence des méthodes et le rattachement à l'exercice sont les notions comptables fondamentales. Lorsque lesdites notions sont

appliquées dans les états financiers, il n'est pas nécessaire de les énoncer. Si une notion comptable fondamentale n'est pas appliquée, il faut le préciser en indiquant pourquoi;

ii) La prudence, la prépondérance du fond par rapport à la forme et l'importance relative des renseignements déterminent le choix et l'application des principes comptables;

iii) Les états financiers comprennent l'indication claire et concise de tous les principes comptables essentiels qui ont été utilisés;

iv) L'indication des principes comptables essentiels utilisés fait partie intégrante des états financiers. Les principes comptables sont normalement indiqués en un seul endroit;

v) Les états financiers indiquent les chiffres correspondants pour l'exercice précédent;

vi) Toute modification d'un principe comptable qui a un effet important sur l'exercice en cours ou peut avoir un effet important sur des exercices ultérieurs doit être indiquée et dûment motivée. L'effet de la modification doit, s'il est important, être indiqué et quantifié;

b) Les comptes de l'Organisation des Nations Unies sont tenus sur la base de la «comptabilisation par fonds». Des fonds distincts à des fins générales ou déterminées peuvent être établis par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité ou le Secrétaire général. Les comptes de chaque fonds sont tenus comme ceux d'une entité comptable et financière distincte, ayant une comptabilité propre à partie double dont les comptes s'équilibrent. Des états financiers distincts sont établis pour chaque fonds ou groupe de fonds de même nature;

c) Conformément aux dispositions de la résolution 49/233 A de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1994, l'exercice des opérations de maintien de la paix est devenu un exercice de 12 mois qui va du 1er juillet au 30 juin. L'exercice de l'Organisation pour tous les autres fonds est un exercice biennal qui comprend deux années civiles consécutives;

d) Les éléments de l'actif et du passif ainsi que les recettes et les dépenses sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagements;

e) Les comptes sont libellés en dollars des États-Unis. Si des comptes sont libellés en d'autres monnaies, les montants correspondants sont convertis en dollars des États-Unis à la date de l'opération au taux de change fixé par le Contrôleur. En ce qui concerne ces monnaies, les états financiers établis aux intervalles que le Contrôleur peut prescrire en vertu des pouvoirs que lui délègue le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion indiquent les disponibilités, les placements, les contributions annoncées non versées et les comptes débiteurs et créanciers dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis, convertis en dollars au taux de change applicable pour les opérations de l'ONU à la date de l'établissement des états. Si le montant obtenu par application du taux pratiqué pour les opérations de l'ONU pour le dernier mois de l'exercice est sensiblement différent de celui qui résulterait de l'application du taux du marché à la date de l'établissement des états, le montant de la différence est indiqué dans une note de bas de page;

f) Les états financiers de l'Organisation des Nations Unies sont établis selon la méthode du coût historique et les chiffres ne sont pas réajustés pour tenir compte de l'évolution des prix des biens et des services;

g) Les états financiers de l'Organisation des Nations Unies sont présentés conformément aux recommandations formulées par le Groupe de travail sur les états financiers du Comité consultatif pour les questions administratives (Questions financières et budgétaires), qui a défini les normes comptables du système des Nations Unies. En application de ces dernières, l'état I indique les recettes et les dépenses et l'évolution des réserves et du solde

du Fonds, pour toutes les opérations de maintien de la paix; l'état II indique l'actif, le passif, les réserves et le solde du fonds, pour toutes les opérations; et l'état III indique les flux de trésorerie pour toutes les opérations de maintien de la paix;

h) Recettes :

i) Les montants nécessaires pour financer les activités entreprises au titre du budget ordinaire de l'ONU, des opérations de maintien de la paix, des tribunaux internationaux et du Fonds de roulement sont mises en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts arrêté par l'Assemblée générale;

ii) Compte tenu de la nouvelle présentation uniforme adoptée pour les états financiers, les contributions reçues des États Membres sont dans certains cas présentées d'une nouvelle façon. Précédemment, les contributions versées par les États Membres au titre du budget ordinaire et de certaines missions de maintien de la paix financées au moyen de contributions mises en recouvrement étaient comptabilisées lorsqu'elles faisaient l'objet d'une ouverture de crédit par l'Assemblée générale. Désormais, ces contributions ne sont comptabilisées, aux fins des états financiers, que lorsque l'Assemblée a autorisé leur mise en recouvrement auprès des États Membres. Ni les ouvertures de crédit, ni les autorisations d'engagement de dépenses, ne sont comptabilisées comme recettes, sauf dans la mesure où la mise en recouvrement de contributions correspondantes auprès des États Membres a été autorisée;

iii) Les sommes mises en recouvrement auprès d'États non membres qui s'engagent à rembourser le coût de leur participation à des traités, organes et conférences des Nations Unies sont comptabilisées comme recettes accessoires;

iv) Les contributions volontaires d'États Membres ou d'autres donateurs sont comptabilisées comme recettes dès lors qu'elles font l'objet d'un engagement écrit de versement à des dates spécifiées pendant l'exercice en cours. Conformément à la résolution 44/192 A de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1989, les contributions volontaires versées en espèces ou sous forme de services et de fournitures que le Secrétaire général juge acceptables sont comptabilisées comme recettes dans les comptes relatifs aux opérations de maintien de la paix;

v) Les allocations d'autres fonds représentent des sommes prélevées sur un fonds ou affectées par ce fonds pour être transférées sur un autre fonds d'où elles seront décaissées;

vi) Les recettes provenant de services rendus sont notamment les sommes remboursées au titre des traitements correspondant aux services des fonctionnaires et les autres coûts imputables à la fourniture d'un appui technique et administratif à d'autres organisations;

vii) Le revenu des placements comprend tous les intérêts et revenus connexes produits par les fonds placés, les comptes bancaires et dépôts à terme;

viii) Les recettes accessoires comprennent les recettes provenant des loyers, de la vente du matériel usagé ou excédentaire, des remboursements au titre de dépenses imputées à des exercices antérieurs, des gains nets réalisés sur les opérations de change, des indemnités versées par les compagnies d'assurances et des sommes acceptées à des fins non spécifiées ainsi que les autres recettes;

i) Actif :

i) L'encaisse et les dépôts à terme comprennent les fonds déposés dans des comptes en banque porteurs d'intérêts, les certificats de dépôt et les comptes à vue;

- ii) Les contributions mises en recouvrement non acquittées par les États Membres sont comptabilisées quelles que soient leurs perspectives de recouvrement;
- iii) Les charges comptabilisées d'avance comprennent les postes de dépenses qui ne peuvent pas valablement être imputés à l'exercice en cours et qui seront comptabilisés comme dépenses lors d'un exercice ultérieur. Ces postes de dépenses comprennent notamment les engagements prévisionnels approuvés par le Contrôleur pour des exercices à venir conformément à la règle de gestion financière 110.6. Ces engagements prévisionnels sont normalement limités aux besoins administratifs de caractère continu ainsi qu'aux contrats ou engagements juridiques dont l'exécution s'étend sur de longues périodes;
- iv) Aux fins des états financiers uniquement, la partie des avances au titre de l'indemnité pour frais d'études censée se rapporter aux années scolaires ou universitaires achevées à la date de l'état financier est comptabilisée comme charge comptabilisée d'avance. Le montant intégral des avances continue d'apparaître comme sommes à recevoir des fonctionnaires jusqu'à ce que ces derniers produisent les pièces justificatives requises, après quoi les avances sont portées aux comptes budgétaires et réglées;
- v) Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations sont imputés aux comptes budgétaires appropriés. Le mobilier, le matériel, les autres articles non consommables et les aménagements apportés aux locaux loués ne sont pas compris dans les avoirs de l'Organisation. Les acquisitions sont imputées aux comptes budgétaires l'année de l'achat. La valeur des articles non consommables est comptabilisée dans des comptes pour mémoire et apparaît dans les notes relatives aux états financiers;
- j) Passif, réserves et soldes des fonds :
 - i) Compte tenu de la nouvelle présentation uniforme des états financiers qui a été introduite, les réserves d'exploitation et autres types de réserves ne sont plus présentées de la même façon. Précédemment, toutes ces réserves étaient considérées comme des éléments du passif de l'Organisation et étaient incluses dans le total du passif indiqué dans les états financiers. Les réserves sont désormais considérées comme un élément d'une nouvelle catégorie englobant à la fois les réserves et les soldes des fonds et par conséquent comptabilisées dans les totaux des «Réserves et soldes des fonds» figurant dans les états financiers;
 - ii) Les engagements prévisionnels de l'Organisation afférents aux exercices antérieurs, à l'exercice en cours et aux exercices à venir sont comptabilisés comme engagements non réglés. Les engagements non réglés liés aux opérations de maintien de la paix dus aux États Membres peuvent normalement être conservés pendant une période de cinq ans après la fin de l'opération considérée;
 - iii) Les engagements non réglés afférents à des exercices à venir sont comptabilisés à la fois comme charges comptabilisées d'avance et comme engagements non réglés.

Note 3. Dispositions spéciales concernant les comptes des opérations de maintien de la paix

a) Les comptes relatifs aux opérations de maintien de la paix ont été tenus conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, compte dûment tenu des dispositions ci-après :

- i) Article 2.1 du Règlement financier :

Avec effet à compter du 1er juillet 1996, l'Assemblée générale a approuvé pour les opérations de maintien de la paix ayant un compte spécial un nouvel exercice de 12 mois allant du 1er juillet au 30 juin de chaque année;

ii) Article IV du Règlement financier :

L'Assemblée générale a approuvé des arrangements spéciaux en ce qui concerne les engagements non réglés ayant trait à certaines opérations de maintien de la paix. Le paragraphe 2 de sa résolution 33/13 F, du 14 décembre 1978, se lit comme suit :

«*Approuve* pour la Force d'urgence des Nations Unies et la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, en ce qui concerne l'application de l'article IV du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, les arrangements spéciaux suivants en vertu desquels les crédits nécessaires pour régler les engagements contractés envers les gouvernements qui fournissent des contingents et/ou un appui logistique aux Forces resteront utilisables au-delà de la période prévue par les articles 4.3 et 4.4 du Règlement financier :

a) À l'expiration de la période de douze mois prévue à l'article 4.3 du Règlement financier, tout engagement non liquidé de l'exercice considéré concernant des marchandises livrées et des services fournis par des gouvernements pour lesquels une demande de remboursement a été présentée ou un taux de remboursement a été établi est comptabilisé comme sommes à payer; ces sommes à payer demeurent comptabilisées comme telles au Compte spécial jusqu'à ce que le paiement ait été effectué;

b) Tous autres engagements non liquidés de l'exercice en question qui concernent des marchandises livrées et des services fournis et qui ont été contractés envers des gouvernements, ainsi que tous autres engagements contractés envers des gouvernements, qui n'ont pas encore donné lieu à la présentation des demandes de remboursement requises demeurent valables pour une période supplémentaire de quatre ans à la fin de la période de 12 mois prévue à l'article 4.3 du Règlement financier; les montants correspondant aux demandes de remboursement reçues pendant cette période de quatre ans sont comptabilisés, selon qu'il convient, comme prévu à l'alinéa a) ci-dessus; à l'expiration de la période supplémentaire de quatre ans, tout engagement non liquidé est annulé et le solde de tous crédits reportés est en conséquence annulé.»

Des dispositions analogues ont été adoptées en ce qui concerne d'autres missions, à savoir :

<i>Mission</i>	<i>Résolution</i>	<i>Date</i>
FINUL	34/9 C	17 décembre 1979
GOMNUII	45/245	31 décembre 1990
GANUPT	45/265	17 mai 1991
MONUIK	47/208 B	14 septembre 1993
FORPRONU	47/210 B	14 septembre 1993
ONUSAL	47/234	14 septembre 1993
UNAVEM	49/227	23 décembre 1994
MINURSO	49/466 (décision)	23 décembre 1994
MONUG	49/231	12 juillet 1995
MONUL	50/210	23 décembre 1995
MINUHA	50/90 B	7 juin 1996
MINUAR	50/211 B	7 juin 1996
UNFICYP	50/236	7 juin 1996
MANUH	51/15 B	13 juin 1997

<i>Mission</i>	<i>Résolution</i>	<i>Date</i>
MINUBH	51/152 B	13 juin 1997
ATNUSO	51/153 B	13 juin 1997
FORDEPRENU	51/154 B	13 juin 1997
ONUMOZ ^a		

^a Le Comité consultatif a donné son assentiment par une lettre datée du 16 juillet 1997.

iii) Articles 11.1 et 11.4 du Règlement financier :

Les comptes tenus par exercice financier spécial comme mentionné ci-dessus sont officiellement publiés et vérifiés selon un cycle annuel conformément aux articles 11.1 et 11.4 du Règlement financier;

iv) Contributions volontaires :

Conformément à la résolution 44/192 A de l'Assemblée générale, les contributions volontaires versées à titre de dons purs et simples, tant en espèces que sous forme de fournitures et de services agréés par le Secrétaire général, seront considérées comme des recettes à créditer au compte spécial de chaque opération de maintien de la paix à l'exception de la FINUL. Les contributions volontaires en espèces mises à la disposition du Secrétaire général à titre d'avances ne seront pas considérées comme des recettes lors du calcul du montant total des quotes-parts des États Membres; sauf stipulation contraire du donateur, ces contributions seront versées à un compte d'attente.

Dans la résolution 44/192 A, l'Assemblée générale a pris note de certaines propositions concernant les directives techniques régissant le traitement et l'évaluation des contributions volontaires sous forme de fournitures et de services. Ces directives stipulent qu'une contribution volontaire en nature faite à titre de don portant sur des biens ou services pour lesquels aucun crédit n'a été prévu au budget ne sera pas comptabilisée, mais que son montant sera indiqué dans une note aux états financiers. Si cette contribution a trait à des biens et services pour lesquels des crédits ont été prévus au budget, elle sera portée en recettes sous la rubrique «contributions volontaires» pour le montant budgétisé; elle ne sera comptabilisée que lorsque les biens ou services considérés commenceront à être fournis;

b) Comptes de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre :

i) Avant le 16 juin 1993, le Secrétaire général n'était pas habilité à utiliser d'autres fonds que les contributions volontaires annoncées par les gouvernements pour le financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Aux termes de la règle de gestion financière 106.1, il ne pouvait être contracté d'engagements prévisionnels ni engagé ou effectué de dépenses imputables sur quelque fonds que ce soit sans l'autorisation écrite du Contrôleur ou de son représentant autorisé. Cette autorisation revêtait la forme d'une allocation de crédits à laquelle il ne pouvait être procédé, pour la période antérieure au 16 juin 1993, qu'une fois que des contributions suffisantes pour faire face aux engagements financiers prévus avaient été reçues. Les crédits alloués à la Force et les engagements comptabilisés pour la période antérieure au 16 juin 1993 ne peuvent donc dépasser le montant total des contributions annoncées. Par conséquent, le montant global des engagements à régler au titre de la Force pour la période antérieure au 16 juin 1993 n'a pas été comptabilisé, en particulier les sommes correspondant au remboursement des dépenses supplémentaires au titre de la solde et des indemnités versées aux contingents et du matériel leur

appartenant. Ce montant global est indiqué dans une note au bas des états financiers correspondants;

ii) Par sa résolution 47/236 du 14 septembre 1993, l'Assemblée générale a décidé que les dépenses de la Force engagées à compter du 16 juin 1993 seraient à considérer comme des dépenses de l'Organisation qui devaient être supportées par les États Membres, conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies. Pour les périodes correspondant à des mandats successifs de la Force qui sont comprises entre le 16 juin 1993 et le 30 juin 1996, des crédits ont été ouverts dont le montant a été réparti entre les États Membres conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

c) Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix. Par sa résolution 47/217 du 23 décembre 1992, l'Assemblée générale a créé un Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix en tant que facilité de trésorerie permettant à l'Organisation de répondre rapidement aux besoins d'opérations de maintien de la paix. Le montant du Fonds de réserve a été fixé à 150 millions de dollars. Conformément à l'alinéa f) de cette résolution, le Fonds a été financé au moyen de prélèvements sur les Comptes spéciaux du GANUPT (49 242 762 dollars) et du GOMNUII (18 156 200 dollars). Les 82 601 038 dollars manquant pour atteindre le montant fixé seront prélevés sur le montant conservé au Fonds général de l'ONU lorsque les fonds nécessaires seront disponibles.

Note 4. Notes explicatives sur les contributions qui demeurent à recevoir

Les contributions qui demeurent à recevoir, et qui sont indiquées dans les comptes de l'exercice terminé le 30 juin 1997, ont été comptabilisées conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. En ce qui concerne les montants indiqués comme non acquittés, certains États Membres ont fait savoir qu'ils avaient l'intention de retenir une partie de leurs contributions, ou de ne les verser qu'à certaines conditions. À ce propos, un certain nombre d'États Membres ont demandé que soit signalée la position qu'ils ont adoptée (et qui a été exposée par leurs délégations lors de sessions successives de l'Assemblée générale), en particulier ce qui suit :

a) Dans la mesure où les montants en question ont trait à des dépenses imputées sur le Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) ou sur le compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo, dépenses qu'ils considèrent comme illégales, ils ne s'estiment pas tenus d'y contribuer en vertu des dispositions de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies;

b) Certains États Membres ont déclaré qu'ils n'avaient pas l'intention de participer au financement de la FUNU (1973), de la FNUOD et de la FINUL; d'autres États ont déclaré qu'ils avaient déduit de leurs contributions à la FUNU leur part des dépenses qu'ils attribuent aux fonctions supplémentaires résultant de l'accord conclu entre l'Égypte et Israël le 4 septembre 1975.

En raison des positions susmentionnées, certains États Membres n'ont pas acquitté leur part des dépenses relatives au financement de la FUNU (1973), jusqu'à sa dissolution en 1979, et de la FNUOD, jusqu'au 30 juin 1997, soit un montant estimatif de 5,1 millions de dollars. Ce montant ne tient pas compte d'une somme de 36 millions de dollars correspondant aux contributions de la Chine non acquittées pour la période allant du 25 octobre 1971 au 31 décembre 1981, montant qui a été inscrit à un compte spécial en application de la résolution 36/116 A de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1981.

La part des montants retenus par certains États Membres au titre du financement de la FINUL représente un montant estimatif de 111 millions de dollars. Ce montant estimatif a été calculé sur la base de la part revenant à chacun des États Membres en question depuis la création de la FINUL le 19 mars 1978 jusqu'au 30 juin 1997. Ce montant ne tient pas compte d'une somme de 19,6 millions de dollars correspondant aux contributions de la Chine non acquittées pour la période allant du 25 octobre 1971 au 31 décembre 1981, montant qui a été inscrit à un compte spécial en application de la résolution 36/116 A de l'Assemblée générale.

Les contributions non acquittées indiquées dans les états XXX et XXXI ne comprennent pas les montants correspondant aux contributions de la Chine au financement de l'ONUC et de la FUNU pour la période terminée le 24 octobre 1971, qui s'élèvent respectivement à 6,7 et 5,3 millions de dollars. À la suite de l'adoption par l'Assemblée générale, le 25 octobre 1971, de la résolution 2758 (XXVI) relative au rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, ces montants ont été inscrits à un compte spécial en application de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1972.

Note 5. Tous comptes spéciaux des opérations de maintien de la paix confondus : recettes et dépenses et évolution des réserves et du solde des fonds (état I); actif, passif, et réserves et soldes des fonds (état II); flux de trésorerie (état III)

a) Les états I, II et III présentent les résultats financiers de tous les fonds de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, qui sont classés en trois groupes de fonds apparentés, et consolidés pour livrer un total général rendant compte de tous les comptes relatifs aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation. Il n'y a pas lieu d'interpréter cette présentation récapitulative comme signifiant que l'un ou l'autre des fonds puisse être utilisé à une fin autre que celle qui est approuvée :

Les résultats financiers des opérations de maintien de la paix sont présentés en abrégé dans les états I et II, qui rendent compte de toutes les missions de maintien de la paix en cours (états IV à XIX); du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix (état XX); du Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (état XXI); de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (état XXII); et des missions de maintien de la paix achevées (états XXIII à XXXI);

b) Afin de respecter la nouvelle présentation uniforme des états financiers, on donne dans l'état I deux modes de calcul de l'excédent des recettes sur les dépenses (ou déficit). Le premier est basé uniquement sur les recettes et les dépenses de la période en cours de l'exercice biennal. Le deuxième est calculé en montant net, compte tenu des éventuels ajustements apportés aux recettes ou aux dépenses au titre d'exercices antérieurs;

c) On inclut désormais dans les états de recettes et de dépenses l'évolution des «Réserves et soldes» au cours de l'exercice financier, ce qui représente un grand changement, introduit pour respecter les nouvelles normes de présentation des états financiers. Cette évolution était précédemment présentée dans la partie relative aux soldes inutilisés de l'état de l'actif et du passif;

d) L'état récapitulatif des flux de trésorerie était précédemment présenté différemment dans les rapports financiers, où il faisait l'objet d'une annexe aux états financiers. La présentation actuelle, qui ne couvre que les comptes spéciaux des opérations de maintien de la paix, est fondée sur la «méthode indirecte» dont il est question dans la norme comptable internationale No 7, relative au tableau de financement.

Note 6. Force d'urgence des Nations Unies (1973) et Force des Nations Unies chargée d'observer le dégelage (état V)

À différentes occasions, l'Assemblée générale a autorisé la suspension temporaire des articles 5.2 b), 5.2 d), 4.3 et 4.4 du Règlement financier pour permettre à la FUNU et à la FNUOD de conserver certains excédents qui auraient autrement dû être restitués aux États Membres. Conformément à la résolution 50/83, du 15 décembre 1995, ces excédents autorisés conservés ont été réduits proportionnellement de 15,3 millions de dollars pour compenser en partie la radiation des contributions que l'Afrique du Sud aurait dû acquitter au titre de différentes opérations de maintien de la paix pour la période allant du 30 septembre 1974 au 23 juin 1994. Le montant total de l'excédent autorisé s'élève à 49 609 273 millions de dollars au 30 juin 1997.

Note 7. Force intérimaire des Nations Unies au Liban (état VI)

À différentes occasions, l'Assemblée générale a autorisé la suspension temporaire des articles 5.2 b), 5.2 d), 4.3 et 4.4 du Règlement financier pour permettre à la FINUL de conserver certains excédents qui auraient autrement dû être restitués aux États Membres. Conformément à la résolution 50/83 du 15 décembre 1995, ces excédents autorisés conservés ont été réduits proportionnellement de 25,6 millions de dollars pour compenser en partie la radiation des contributions que l'Afrique du Sud aurait dû acquitter au titre de différentes opérations de maintien de la paix pour la période allant du 30 septembre 1974 au 23 juin 1994. Le montant total de l'excédent autorisé conservé s'élève à 82 877 948,51 millions de dollars au 30 juin 1997.

Note 8. Mission des Nations Unies au Rwanda

Une certaine partie des dépenses afférentes à l'exercice précédent n'a pas été incluse dans les comptes arrêtés au 30 juin 1996. Compensées par le règlement d'engagements relatifs à la période précédente, ces dépenses apparaissent dans les comptes arrêtés au 30 juin 1997 comme ajustements, imputables à des exercices précédents, à l'excédent net (déficit) de recettes sur les dépenses. Le montant total de ces dépenses additionnelles afférentes à l'exercice précédent, de 8 913 000 dollars, se décompose comme suit :

	<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>
Contingents	1 689
Personnel civil – traitements et indemnités	2 006
Locaux, location et entretien	56
Transports	500
Opérations aériennes	549
Transmissions	286
Matériel divers	52
Fournitures et services	186
Fret	3 074
Perte de change	515
Total	8 913

Note 9. Les chiffres figurant à l'état II pour l'encaisse et les dépôts à terme correspondent au montant total net de tous les soldes disponibles (y compris les sommes détenues en

monnaies non convertibles). Le tableau suivant fait apparaître l'équivalent en dollars des États-Unis des sommes détenues en monnaies non convertibles au 30 juin 1997 :

<i>Monnaie</i>	<i>Équivalent en dollars des États-Unis</i>
Livre syrienne	67 674,21
Kwanza angolais	36,40
Dirham marocain	26 124,67
Franc rwandais	6 013,79
Rouble russe	12 700,00
Total	112 549,07

Note 10. État des contributions au 30 juin 1997

a) Dans la plupart des états financiers, les contributions à recevoir des États Membres au 30 juin 1997 ne sont indiquées que sous forme de chiffres globaux. Des informations détaillées sur les contributions mises en recouvrement et reçues au 30 juin 1997 et sur tous les soldes dus pour chaque État Membre au titre de chacune des opérations de maintien de la paix figurent dans le rapport intitulé «État des contributions au 30 juin 1997» (ST/ADM/SER.B/512).

b) Le rapport sur l'état des contributions au 30 juin 1997 a paru trop tôt en juillet 1997 pour refléter les quotes-parts approuvées par l'Assemblée générale à la fin juin 1997. Toutefois, les états financiers font apparaître dans tous les cas les quotes-parts approuvées fin juin 1997 comme recettes, les nouveaux montants dus devenant partie des contributions à recevoir des États Membres au 30 juin 1997. De ce fait, les montants qui sont indiqués dans les états financiers sous la rubrique des contributions à recevoir des États Membres au 30 juin 1997 peuvent être plus élevés que les chiffres correspondants figurant dans le rapport sur l'état des contributions à cette date. En pareil cas, les quotes-parts approuvées fin juin 1997 sont reflétées dans le rapport sur l'état des contributions fin juillet 1997.

Note 11. Matériel non consommable

On trouvera au tableau ci-après une liste, établie d'après la comptabilité «matières» de l'Organisation des Nations Unies au 30 juin 1997, indiquant la valeur, au prix coûtant (en millions de dollars des États-Unis), du matériel non consommable utilisé sur place par les missions des Nations Unies. Conformément aux principes comptables de l'ONU, le matériel non consommable n'est pas inclus dans le capital fixe de l'Organisation, mais sa valeur est imputée sur les crédits ouverts au moment de l'achat :

	<i>En millions de dollars des États-Unis</i>
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	5,1
FNUOD	23,1
FINUL	87,1
MONUIK	38,0
MINURSO	18,2
FPNU ^a	18,3
ATNUSO	67,1
FORDEPRENU	16,6

	<i>En millions de dollars des États-Unis</i>
MINUBH	44,7
MONUG	5,3
MONUT	0,5
UNAVEM	66,7
MINUAR	—
MONUL	8,9
MANUH/MINUHA	23,3
MINUGUA	7,6
Base de soutien logistique de l'ONU à Brindisi	53,5
Total	484,0

^a Du matériel d'une valeur avoisinant 105,7 millions de dollars, transféré des FPNU à diverses missions, n'a pas encore été comptabilisé dans l'inventaire des missions bénéficiaires car il se trouvait en transit au 30 juin 1997.

Annexe I

Opérations de maintien de la paix financées au titre du budget ordinaire

État des ouvertures de crédits, par programmes et par principaux objets de dépenses,
pour la période de 12 mois de l'exercice biennal 1996-1997 terminée le 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Programmes/principaux objets de dépenses</i>	<i>Crédits révisés</i>	<i>Traitements et dépenses communes de personnel</i>	<i>Frais de voyage</i>	<i>Services contractuels</i>	<i>Dépenses d'exploitation et fournitures</i>	<i>Acquisitions et nouveaux locaux</i>	<i>Toutes autres dépenses</i>	Total des dépenses	<i>Solde</i>
Titre II, chapitre 3 – Opérations de maintien de la paix et missions spéciales									
Direction exécutive et gestion	7 496,7	3 704,7	93,7	1,6	1 011,2	26,2	–	4 837,4	2 659,3
MINUGUA	32 880,3	24 454,5	621,5	195,8	5 684,5	127,5	2 983,6	34 067,4	(1 187,1)
ONUST	47 419,3	19 750,4	2 106,8	–	1 897,0	878,7	5 139,3	29 772,2	17 647,1
UNMOGIP	12 874,9	4 621,7	745,2	–	1 521,3	168,1	744,7	7 801,0	5 073,9
Bureau du Secrétaire général en Afghanistan	5 124,6	1 077,0	62,1	–	951,0	75,9	117,0	2 283,0	2 841,6
MICIVIH	9 770,8	5 581,8	42,3	237,2	642,2	0,8	–	6 504,3	3 266,5
Mission au Burundi	1 841,5	1 455,8	114,1	–	441,4	14,7	46,0	2 072,0	(230,5)
Appui aux opérations hors siège	4 189,6	2 924,8	–	–	57,7	–	–	2 982,5	1 207,1
Autres missions spéciales	13 907,6	6 864,5	826,6	0,1	1 326,4	68,6	345,9	9 432,1	4 475,5
Départ anticipé	–	249,7	–	–	–	–	–	249,7	(249,7)
Total, chapitre 3	135 505,3	70 684,9	4 612,3	434,7	13 532,7	1 360,5	9 376,5	100 001,6	35 503,7

Annexe II

Activités liées à des opérations de maintien de la paix financées au titre de fonds d'affectation spéciale

État des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période de 12 mois de l'exercice biennal 1996-1997 terminée le 30 juin 1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Fonds d'affectation spéciale</i>	<i>Réserves et soldes des fonds en début d'exercice</i>	<i>Recettes</i>	<i>Dépenses^a</i>	<i>Réserves et solde des fonds en fin d'exercice</i>
Fonds d'affectation spéciale pour le règlement des questions frontalières entre l'Iraq et le Koweït	696	64	—	760
Fonds d'affectation spéciale pour le rétablissement des services publics essentiels à Sarajevo	13 541	11 016	14 398	10 159
Fonds d'affectation spéciale pour l'application de l'Accord de Cotonou sur le Libéria	5 464	1 414	2 676	4 202
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui à la mise en oeuvre de l'Accord de cessez-le-feu et de cessation temporaires des hostilités à la frontière tadjiko-afghane et à l'intérieur du pays pendant la durée des pourparlers	47	56	67	36
Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance électorale en Haïti	8 146	1 827	9 431	542
Fonds d'affectation spéciale pour la négociation d'un règlement politique du conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie	707	65	—	772
Fonds d'affectation spéciale pour un état-major de mission à déploiement rapide	—	474	—	474
Fonds d'affectation spéciale pour la revitalisation économique et le rétablissement de services essentiels en Slavonie orientale	—	2 268	633	1 635
Fonds de contributions volontaires pour le processus de paix au Cambodge	2 981	261	2	3 240
Fonds d'affectation spéciale pour les activités de la Commission internationale d'appui et de vérification	3 047	284	—	3 331
Fonds d'affectation spéciale pour le Cambodge	1 576	100	—	1 676
Fonds d'affectation spéciale pour le Commandement unifié en Somalie	7 750	1 897	—	9 647
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui à la mise en oeuvre de l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces, signé à Moscou le 14 mai 1994	5	403	328	80
Fonds d'affectation spéciale pour le financement de biens et services destinés au Programme international de contrôle de la police et d'autres objectifs spécifiés en Haïti	2 787	1 051	2 169	1 669
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités de déminage en Angola	—	393	—	393
Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'assistance à la police en Bosnie-Herzégovine	—	2 915	48	2 867
Fonds d'affectation spéciale pour les mesures de confiance en Slavonie orientale	—	134	88	46
Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités de la MANUH	—	28 778	23 058	5 720
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux activités de rétablissement et de maintien de la paix des Nations Unies	24 766	14 892	68	39 590

<i>Fonds d'affectation spéciale</i>	<i>Réserves et soldes des fonds en début d'exercice</i>	<i>Recettes</i>	<i>Dépenses^a</i>	<i>Réserves et solde des fonds en fin d'exercice</i>
Fonds d'affectation spéciale pour la Commission sur la vérité en El Salvador	198	19	—	217
Fonds d'affectation spéciale pour les activités liées aux aspects administratifs et budgétaires des opérations de maintien de la paix	46	116	—	162
Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'ex-Yougoslavie	1 176	316	862	630
Fonds d'affectation spéciale concernant les activités de déminage de la FORPRONU	3 302	144	2 608	838
Fonds d'affectation spéciale pour les enseignements tirés des missions	101	948	575	474
Fonds d'affectation spéciale pour le financement d'une conférence sur le soutien médical des opérations de maintien de la paix	177	12	122	67
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux activités de la FNUOD	—	236	93	143
Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au personnel militaire détaché à titre gracieux par des gouvernements pour appuyer des opérations de maintien de la paix	—	193	158	35
Fonds d'affectation spéciale destiné à améliorer la capacité de prévention des conflits et de maintien de la paix en Afrique	—	10	(200)	210
Total	76 513	70 286	57 184	89 615

^a Y compris dépenses, ajustements afférents à des exercices antérieurs, virements aux réserves de crédits et à la réserve d'exploitation, virements des réserves de crédits et de la réserve d'exploitation, remboursements aux donateurs et virements à d'autres fonds.